





Digitized by the Internet Archive  
in 2024

L'ORGANISATION  
DE  
**LA FAMILLE**

SELON  
**LE VRAI MODÈLE**

SIGNALÉ PAR L'HISTOIRE  
DE TOUTES LES RACES ET DE TOUS LES TEMPS

PAR  
**M. F. LE PLAY**

Ancien Sénateur, ancien Conseiller d'État, Inspecteur général des mines  
Commissaire général aux Expositions universelles de Paris et de Londres  
Auteur des *Ouvriers européens*

AVEC TROIS APPENDICES  
PAR MM. E. CHEYSSON, F. LE PLAY ET C. JANNET

---

DEUXIÈME ÉDITION, REVUE ET CORRIGÉE

Il est impossible que la république vaille rien, si les familles, qui sont les piliers d'icelle, sont mal fondées.  
(JEAN BODIN, *les Six livres de la République*, liv. I, chap. IV.)



TOURS  
ALFRED MAME ET FILS, LIBRAIRES-ÉDITEURS

PARIS, DENTU, LIBRAIRE  
PALAIS-ROYAL, 49, GALERIE D'ORLÉANS

M DCCG LXXV

r

308

L5970

r  
HQ  
728  
.L6  
1875x

F



# AVERTISSEMENT

DE LA PREMIÈRE ÉDITION

(29 JUILLET 1870)

---

L'occident de l'Europe a été longtemps l'un des grands exemples du monde; mais cet état de choses tend à se modifier par des influences qui grandissent rapidement sous nos yeux. L'ordre moral s'affaiblit chez plusieurs races de cette région, tandis qu'il se conserve ailleurs ou même se propage au loin avec certaines aptitudes nouvelles de l'humanité. De vastes contrées, autrefois désertes ou parcourues par des nomades dégradés, se couvrent, depuis deux siècles, de populations sédentaires. Déjà même, plusieurs de ces contrées commencent à revendiquer la prééminence.

Au nord de l'ancien continent, la Russie s'assimile patiemment les meilleures méthodes d'en-

FEB 4 1958

seignement et de travail. En Europe, elle occupe déjà la majeure partie du territoire. En Asie, elle domine jusqu'aux mers de la Chine et du Japon; et elle étend chaque jour son patronage sur cette immense *terre des herbes* <sup>1</sup> où se forme le personnel des grandes invasions historiques. Elle fonde ainsi, avec ses races religieuses, fécondes et dociles, le plus grand empire qui ait jamais existé.

Au nord de l'Amérique, de nombreux États, groupés en deux confédérations <sup>2</sup>, ont pris de même leurs modèles dans notre Occident. Les Américains du Nord grandissent plus rapidement que les Russes; car, disposant comme eux de territoires illimités, ils reçoivent de l'Europe, non-seulement les idées et les arts, mais encore les rejetons des races les plus énergiques.

Enfin un courant nouveau d'émigrants britanniques crée, non moins vite, par les mêmes moyens, une troisième région d'États concurrents, sur le grand continent austral qui, jusqu'en 1835, n'était guère peuplé que de sauvages.

Les vieux empires de l'Orient qui sommeillaient, en quelque sorte, sous l'influence de leurs

<sup>1</sup> *La Réforme sociale*, 5<sup>e</sup> édition, 8, X; 51, XII; 67, XVI. — *L'Organisation du travail*, § 64. — <sup>2</sup> *L'Organisation du travail*, § 70.

traditions patriarcales (§ 4), semblent eux-mêmes appelés à de nouvelles destinées. Ainsi la Chine, qui, dès les premiers âges de l'histoire, a fondé sur le culte des ancêtres une stabilité inébranlable, unit maintenant aux forces morales qui dérivent de l'esprit de famille, les forces matérielles de l'Occident. Fortifiés par cette union récente et encore imparfaite, les Chinois envahissent à l'envi les domaines du travail dans l'archipel Indien, l'Australie et l'Amérique du Nord. Déjà les Européens de ces régions, déconcertés par cette concurrence, croient devoir demander protection aux régimes de privilège <sup>3</sup>.

L'éternelle lutte, féconde en maux comme en bienfaits, que suscite le désir de la prééminence va donc se modifier par l'avènement ou la régénération de ces empires. Dans cette situation, les Occidentaux devraient développer sans relâche les forces morales et intellectuelles qui permirent autrefois aux petits États de la Grèce de résister aux grands empires de l'Asie. Mais ils ne peuvent trouver le succès que dans une émulation pacifique : en évitant les dissensions qui perdirent les anciens Grecs <sup>4</sup>; en fondant des al-

<sup>3</sup> Cette tendance s'est particulièrement manifestée dans les régions aurifères de l'Australie et de la Californie. — <sup>4</sup> Ces mêmes conseils d'union et de justice furent en vain donnés aux Grecs. L'A-

liances durables sur la pratique de la loi morale et sur l'union des intérêts légitimes. C'est pour eux le seul moyen de compenser l'énorme infériorité qui naîtra prochainement de l'exiguïté relative de leurs territoires. On ne saurait trop leur recommander ce plan de conduite : car ils continuent à s'affaiblir par un antagonisme stérile, tandis que leurs deux principaux émules mettent toutes leurs forces à profit <sup>5</sup>.

Les changements que l'on entrevoit ne sont que la continuation de ceux qui se sont accomplis depuis les premiers âges de l'histoire. A ne considérer que l'Occident pendant l'ère chrétienne, l'opinion publique a successivement attribué la prééminence à Rome sous les Papes, à la France sous saint Louis, à l'Espagne sous Ferdinand et Isabelle, puis une seconde fois à la France sous Louis XIII.

Depuis lors, aucune autre nation n'a conquis

thénien Isocrate en fit l'objet de ses meilleurs écrits (Panégyrique, discours adressé à Philippe); mais il ne réussit pas à persuader le roi de Macédoine.

<sup>5</sup> Je suis loin de prétendre que les deux grands États du Nord aient, dès à présent, conçu des projets de domination universelle; mais ces tendances se feront jour tôt ou tard s'ils conservent la paix intérieure pendant que l'esprit de discorde se développerait en Occident. Les grandes invasions historiques ont, en général, été provoquées par les désordres et la corruption des peuples envahis, plutôt que par l'ambition des envahisseurs.



une situation aussi haute ; mais la France la perd peu à peu. Les Français ne sont plus acceptés comme le modèle du caractère européen <sup>6</sup>. Ils n'ont plus seuls le privilège d'avoir des saints illustres, sous un régime de liberté religieuse, de fournir le langage à la raison <sup>7</sup>, et de fonder des académies chez leurs voisins. Les symptômes de la décadence commencent même à se montrer. Ils n'offrent pas peut-être les caractères dangereux qui se manifestèrent à deux reprises entre les règnes de saint Louis et de Louis XIII ; mais ils sont déjà fort apparents.

La plupart de nos races, si fécondes autrefois, pratiquent la stérilité dans le mariage. Elles ne prennent plus aucune part au mouvement d'émigration riche (§ 16, note 1) qui entraîne vers les régions incultes du globe les Russes, les Américains du Nord, les Anglais et les Allemands. Les habitudes de politesse et de courtoisie <sup>8</sup> que les

<sup>6</sup> *L'Organisation du travail*, § 16. — <sup>7</sup> L'emploi exclusif de la langue française dans la diplomatie est le dernier reste de la supériorité conquise au siècle de Descartes, de saint Vincent de Paul et de Condé. Nos lettrés et nos classes dirigeantes s'acharnent aujourd'hui à le détruire en adoptant un ignoble argot. —

<sup>8</sup> Les écrivains qui se dévouent à propager la paix sociale dans l'Occident, doivent unir leurs efforts à une époque où les organes favorisés de l'opinion poussent à un antagonisme universel les diverses nations, les diverses classes de chaque société, les membres de chaque atelier et de chaque foyer. C'est donc ici le lieu de

Européens prenaient pour modèles cèdent chaque jour à des invasions de mœurs grossières. Rompant leurs antiques liens de respect et d'affection, les diverses classes de la société sont divisées par la haine et l'envie. La classe la plus nombreuse, loin de pousser comme autrefois jusqu'à la routine l'amour des coutumes nationales, est travaillée par un insatiable besoin de nouveauté. L'ancien état de bien-être et d'harmonie se détruit dans les ateliers de travail; et le même désordre se montre au foyer domestique chez les familles de tout rang.

A mesure que se perdent les anciennes mœurs, les situations privées s'ébranlent. Les situations publiques deviennent plus incertaines encore : dix fois déjà, depuis 1789, la France a changé, par la violence, le principe de ses institutions et

signaler à mes lecteurs les écrits où mon ami M. David Urquhart expose, avec les brèves formules qui lui sont propres, les conclusions qu'il a tirées, comme moi, des pratiques de l'Orient. M. Urquhart insiste particulièrement sur les égards mutuels imposés aux nations par le droit des gens, aux individus par la dignité des mœurs. L'auteur est revenu récemment sur l'importance des bonnes manières qui se perdent dans l'Occident, qui se conservent dans l'Orient, et qui se reproduisent toujours aux époques d'ordre par les rapports naturels de l'âge, de la parenté, de la hiérarchie. Il vient de signaler l'urgence de cette seconde partie de la réforme dans un ouvrage ayant pour titre : *La Désolation de la chrétienté par la substitution de la familiarité à la politesse* (1 vol. in-8°; Genève, 1871).

le personnel de son gouvernement. Les maux actuels se résument, en quelque sorte, dans cette instabilité. C'est surtout par ce caractère que les Français contrastent aujourd'hui avec leurs ancêtres, comme avec tous les peuples libres et prospères de notre temps.

Sous quelles influences ces changements extraordinaires se sont-ils produits ?

Le mal provint d'abord, sous Louis XIV et son successeur, de la corruption des gouvernants. Puis il est devenu chronique sous la direction des lettrés qui prétendaient le guérir. Ainsi qu'il est arrivé dans tous les temps, pour toutes les races, notre décadence est due surtout à la propagation de grandes erreurs<sup>9</sup>. Envahis par des sophismes érigés en axiomes, nos esprits se ferment à l'évidence des faits que nous avons sous les yeux, et ils méprisent les vérités traditionnelles que tous

<sup>9</sup> M. Sainte-Beuve, lorsqu'il assimila mon œuvre à celle de M. de Bonald (*Nouveaux Lundis*, t. IX, 1867), me fit remarquer que cet auteur était arrivé avant moi à cette conclusion sur la cause principale de nos maux. Suivant le conseil du grand critique, je me suis attaché depuis lors à la lecture des écrits de M. de Bonald; et j'y ai trouvé le passage suivant : « A commencer par l'Évangile, et « à finir par le *Contrat social*, toutes les révolutions qui ont changé « en bien ou en mal l'état de la société générale n'ont eu d'autres « causes que la manifestation de grandes vérités, ou la propagation « de grandes erreurs. » (De Bonald, *Théorie du pouvoir*; Paris, 1796, t. I<sup>er</sup>, p. VII.)

les peuples prospères continuent à respecter.

Depuis quatre-vingts ans, nous nous épuisons en efforts infructueux pour créer une société nouvelle, en détruisant par la violence les coutumes et les mœurs qui firent la grandeur de nos aïeux, en nous inspirant de chimères condamnées par la nature même de l'homme. Nous cherchons dans le changement des formes du gouvernement les améliorations que peut seul nous donner le retour à la vertu. Dans cette recherche, nous oublions les faits consacrés par l'expérience des peuples, pour nous attacher à des mots vides de sens (§ 14, note 5). Par une contradiction que montre le simple bon sens, nous prétendons être libres, et nous voulons créer le règne du bien à l'aide de procédés que se sont interdits même les pouvoirs les plus absolus. Nous détruisons non-seulement les germes de la liberté, mais encore les conditions de toute stabilité, en exagérant outre mesure le rôle de l'État, au détriment du gouvernement local et des corporations de bien public. Nous ruinons, en effet, par ces innovations dangereuses, les institutions traditionnelles qui, dans tous les temps, chez toutes les races, ont rendu les régimes de contrainte supportables, et les régimes de liberté bienfaisants. Notre plus fatale erreur est de désorganiser par



les empiétements de l'État l'autorité du père de famille, la plus naturelle et la plus féconde des autonomies, celle qui conserve le mieux le lien social, en réprimant la corruption originelle, en dressant les jeunes générations au respect et à l'obéissance.

Cette erreur est celle qui soumet le foyer, l'atelier de travail et le personnel de la famille, à l'autorité des légistes, des bureaucrates<sup>10</sup> et de leurs agents privilégiés. C'est celle qui, en d'autres termes, enlève à la vie privée ses libertés les plus nécessaires et les plus fécondes, sans aucun motif tiré de l'intérêt public.

Ce désordre social a eu chez nous pour origine la corruption de la monarchie et surtout les violences de la révolution. Il a contribué plus que toute autre cause à mettre la France en dehors de la tradition des peuples libres et prospères. L'omnipotence de l'État et l'oppression de la famille ont été érigées en doctrine par J.-J. Rousseau dans l'*Émile* et le *Contrat social* (§ 46, note 8). Cette doctrine a été propagée, à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, par des disciples fervents. Enfin, elle a été sanctionnée par les lois de la Terreur,

<sup>10</sup> Voir, dans la *Réforme sociale*, 5<sup>e</sup> édition, 63, I, les motifs qui m'ont fait adopter un mot si peu littéraire.

du Consulat et du premier Empire <sup>11</sup>. Ces lois, momentanément neutralisées par les coutumes locales et la tradition des familles, s'accréditent de plus en plus par le zèle intéressé des agents officiels, et par l'excitation qu'ils donnent aux mauvais instincts de la jeunesse (§ 33). Elles dominent aujourd'hui les idées et les mœurs dans les deux tiers de la France, et elles y sapent sans relâche les fondements de la société.

L'alliance du prosélytisme individuel et de l'autorité publique a toujours été le prélude des grandes transformations de l'humanité. Au siècle de Constantin, elle a définitivement ouvert une ère de grandeur et de prospérité en propageant la vérité chrétienne. Aujourd'hui ces deux forces s'unissent pour propager des erreurs que condamnent l'expérience et la raison résumées dans la Coutume des peuples prospères. Ce déplorable emploi du dévouement et de l'autorité est nouveau dans l'histoire : il nous ramènera promptement à l'état sauvage <sup>12</sup>, si une réaction énergique ne se produit pas chez les cœurs honnêtes et les esprits droits !

J'ai d'abord subi, comme mes contemporains,

<sup>11</sup> *La Réforme sociale*, 5<sup>e</sup> édition, 23, IV à VI). — <sup>12</sup> *L'Organisation du travail*, Document J.

l'influence de l'erreur. Mais j'en ai compris le danger, d'abord en étudiant la pratique des peuples prospères de notre temps <sup>13</sup>, puis en allant à trois reprises au moins, dans toutes les régions de l'Europe, recueillir l'opinion d'un millier d'Autorités sociales <sup>14</sup>. Plus tard enfin, éclairé sur l'urgence de la réforme par les terribles événements de juin 1848, j'ai renoncé aux sciences qui avaient fait le charme de ma jeunesse pour signaler méthodiquement à mes concitoyens les vérités qu'enseignent les succès de ces peuples et l'opinion unanime de leurs plus hautes autorités.

Les conditions de la réforme se déduisent directement de ces vérités. Je les ai exposées, avec de nombreuses preuves, dans mes précédents ouvrages. Je reproduis, dans celui-ci, cet exposé sous une forme plus précise, et à l'aide d'un exemple qui a déjà fait impression sur beaucoup d'esprits. Le plan de réforme se résume d'ailleurs en des termes simples : soustraire la famille au régime de destruction créé par la Terreur et le premier Empire ; rendre au père l'autorité qui lui appartient chez tous les peuples libres et prospères ; le mettre ainsi en mesure de rétablir, de

<sup>13</sup> *L'Organisation du travail*, §§ 7 et 8. — <sup>14</sup> *Ibidem*, Avertissement et § 5.

proche en proche, la paix, avec le respect et l'obéissance, dans la vie privée, le gouvernement local et l'État; enfin signaler aux contemporains, parmi les organisations diverses de la famille, le meilleur modèle fourni par la tradition nationale et par l'observation comparée des peuples européens.

J'ai divisé en deux Livres l'exposé des faits sur lesquels est fondé ce plan de réforme. Le Livre premier offre l'histoire des trois régimes sous lesquels la famille s'est constituée, de tout temps, chez toutes les races d'hommes. Le Livre second donne la description spéciale de la famille-souche, dont l'exemple s'impose avec le plus d'autorité. C'est, en effet, la seule institution positive qui, à ma connaissance, se soit maintenue, depuis vingt-cinq siècles, sur notre territoire par le travail et la vertu, comme par le libre choix des intéressés.

Je ne fonde pas la description de la famille-souche sur des généralités. Suivant la méthode dont l'efficacité est maintenant reconnue <sup>15</sup>, je décris jusque dans ses moindres éléments une famille que j'ai longtemps étudiée en 1856, et dont le type domine encore parmi nos popula-

<sup>15</sup> *L'Organisation du travail*, Document O.



tions du Midi. En transcrivant le récit des faits observés à cette époque, je reproduis les considérations qui me portèrent alors à penser que cette admirable organisation de la famille serait bientôt détruite, si nos législateurs n'abrogent pas la funeste loi de contrainte édictée par la Terreur, au mépris de la tradition nationale et de la pratique conservée par tous les peuples prospères de ce temps.

Les deux Livres qui forment le texte de cet ouvrage sont complétés par trois Appendices.

Le premier a pour auteur M. E. Cheysson, ingénieur des ponts et chaussées, l'un de mes habiles collaborateurs à l'Exposition universelle de Paris en 1867. Il offre le résultat des nouvelles observations que l'auteur a entreprises en 1869, d'après ma demande, sur la famille décrite au Livre second. Son récit prouve que mes prévisions de 1856 n'ont été que trop justifiées. Cet Appendice décrit la perturbation profonde jetée dans ces modestes existences par les contraintes émanant du Code civil et de ses agents. Il établit, en termes énergiques et précis, les vices du régime actuel et les conditions de la réforme. Il frappera les esprits justes qui, en matière d'améliorations sociales, ne subordonnent pas les faits évidents aux idées préconçues.

Le second Appendice reproduit le récit d'un drame encore plus lamentable, que je publiai pour la première fois en 1864. Ce drame se représente annuellement dans des milliers de familles. Le rôle d'oppresseur y est rempli par les agents du Code civil; le rôle de victime, par les orphelins-mineurs de la très-petite propriété. L'opportunité de cette reproduction m'est pratiquement démontrée. Chaque jour, pour ainsi dire, des hommes éclairés, après avoir lu ce récit dans la *Réforme sociale*, me visitent ou m'écrivent pour me témoigner leur profond étonnement. Ils ne soupçonnaient pas qu'un tel état de choses régnât parmi nous depuis 1793. Ils pensent avec moi que la réforme ne se ferait pas attendre si ce scandale monstrueux recevait une publicité suffisante. En me rendant de nouveau à leur désir, je suis heureux de rappeler que je dois les éléments du récit à M. le comte Benoist-d'Azy, qui les a recueillis avec le concours de M. Gautrelet, ancien avoué à Château - Chinon (Nièvre). Les membres de la *Société d'économie sociale* <sup>16</sup> qui assistaient à la séance du 25 février 1866, se rappelleront longtemps l'éloquence

<sup>16</sup> *L'Organisation du travail*, Document P. — Voir aussi le *Bulletin de la Société d'économie sociale*, t. I, p. 421.

chaleureuse avec laquelle M. Benoist-d'Azy a condamné cette déplorable conséquence de nos lois civiles. J'ose espérer que l'initiative de cet homme éminent aura des imitateurs. Les Autorités sociales qui, dans toutes nos provinces, secondent ou encouragent mes travaux, sont en situation de donner une direction sûre à la réforme. Elles devraient dorénavant décrire sans relâche les maux qui se produisent sous leurs yeux, et signaler les remèdes qu'elles jugent nécessaires. Je puis encore m'instruire auprès d'elles et redire leurs leçons; mais je ne saurais suppléer à l'action directe qu'elles doivent exercer sur l'opinion publique.

Le troisième Appendice a été écrit, sur ma demande, par M. Claudio Jannet, avocat à Aix en Provence, qui a présenté, en 1868, à la *Société d'économie sociale*, un excellent travail sur les maux infligés par le Code civil aux familles de la région qu'il habite. Depuis 1793, nos légistes ont exercé, avec un redoublement d'énergie, la fatale influence qui, dans l'ancienne France, avait remplacé peu à peu les libertés de la Coutume par les contraintes de la loi. C'est surtout en ce qui touche la transmission des biens qu'ils se sont appliqués à tenir les familles sous la plus dure des servitudes. Les jurisconsultes du Midi

offrent, sous ce rapport, d'honorables exceptions. Les uns réclament une émancipation complète de la famille. Les autres, tout en conservant le funeste principe d'une immixtion de l'État dans ce domaine de la vie privée, voudraient y apporter, dans l'application, certains adoucissements. M. Claudio Jannet a exposé, avec beaucoup de clarté, les opinions de ces derniers. Je connais la force des préjugés qui rendent mes concitoyens indifférents aux libertés de la vie privée. Celles-ci, cependant, sont l'unique source de la liberté politique, qu'ils poursuivent avec tant de bruit et si peu de succès. La publication du III<sup>e</sup> Appendice me paraît donc opportune. Le travail de M. C. Jannet, corroboré par les durs enseignements de l'expérience, acheminera peut-être par degrés nos hommes d'État, sans trop les choquer, vers la liberté complète du testament, et il les ramènera ainsi vers la pratique de tous les peuples libres et prospères.

#### POST-SCRIPTUM DE JUIN 1871

Au moment où j'écrivais les lignes précédentes, le corps de l'ouvrage était imprimé ; mais la pu-



blication en a été, peu de temps après, suspendue par la guerre, par notre onzième révolution (4 septembre 1870) et par les calamités qui en ont été la suite.

Le désastre que nous subissons justifie malheureusement les prévisions qu'avaient fait naître dans mon esprit les catastrophes de 1830 et de 1848 <sup>17</sup>. Il met mieux en lumière la gravité des erreurs qui nous ont poussés vers l'abîme et l'opportunité des conseils d'union que j'adressais aux peuples de l'Occident <sup>18</sup>. Il m'ordonne de me dévouer plus que jamais au salut de la patrie; mais il m'assure, en même temps, qu'il n'y a pas

<sup>17</sup> *La Réforme sociale*. 5<sup>e</sup> édition, 8, V. — <sup>18</sup> Voir ci-dessus, note 4. — Un Français ne serait pas plus heureux aujourd'hui devant le souverain qui, depuis 1871, domine l'Occident, qu'Isocrate ne le fut devant Philippe de Macédoine. La France ne donne plus à l'Europe l'impulsion morale et intellectuelle comme au temps de saint Louis et de Louis XIII; mais elle en hâterait la décadence si elle cédait aux inspirations de la haine et de la vengeance. Si le retour à la vertu nous rend un jour la prééminence, soyons plus justes que nos ennemis. N'oublions pas alors que la vraie gloire des forts consiste à épargner les vaincus et à respecter les faibles. Rappelons-nous, dès à présent, que Louis XIV et Napoléon I<sup>er</sup> furent aussi coupables envers la Hollande que les souverains de l'Allemagne l'ont été récemment envers les Danois; que nos meilleurs rois, en protégeant les petites nations, ont élevé l'ascendant moral de notre race à une hauteur qui n'a été atteinte chez aucun peuple. (Voir *la Réforme sociale*, 51, VIII. — Voir aussi *l'Organisation du travail*, § 14, 46 et 69.)

un mot à changer aux conclusions que je reproduis sans relâche depuis vingt ans.

Ces livres, dont le texte ne vieillit pas, au milieu de si grandes catastrophes, démontrent la compétence des Autorités qui, par leur pratique ou leurs discours, m'en ont fourni les éléments. Ils justifient également la méthode d'observation qui m'a guidé dans tous mes travaux.

Je n'ose espérer que les calamités de 1871 arrêtent tout à coup la France sur la pente fatale où elle glisse depuis deux siècles<sup>19</sup>. Puissent du moins les maux de la patrie mettre mes concitoyens en garde contre les erreurs dominantes, et les rendre plus aptes à distinguer le vrai d'avec le faux ! Puissent-ils ramener à l'enseignement pratique des Autorités sociales les cœurs généreux qu'égarent depuis si longtemps les sophismes de J.-J. Rousseau et les théories de la révolution !

<sup>19</sup> *L'Organisation du travail*, § 17. J'y établis que la révolution a conservé les erreurs de la monarchie absolue ; que par conséquent les deux régimes appartiennent à une même période de décadence.

## POST-SCRIPTUM DE JUILLET 1874

Les vœux que j'exprimais en 1871 commencent à se réaliser. Les amis inconnus auxquels plusieurs fois déjà j'ai fait appel <sup>20</sup> surgissent plus nombreux que jamais pour concourir au salut de la patrie et à la paix sociale de l'Occident. Cet appui me vient surtout, comme précédemment, des propriétaires ruraux, des commerçants et des manufacturiers ; en ce moment, il se manifeste, non plus seulement par des paroles, mais par des actions et notamment par la fondation d'Unions locales vouées, avec des principes communs et aussi en toute indépendance, à la cause de la réforme <sup>21</sup>. Parmi les personnes qui s'associent à ce mouvement avec le plus de succès, je dois remercier spécialement M. Emm. de Curzon, qui fonde en ce moment *le groupe de Poitou* <sup>22</sup>. Son érudition sûre m'a fourni, en outre, pour

<sup>20</sup> *La Réforme sociale*, 5<sup>e</sup> édition, 8, V. — <sup>21</sup> Voir les *Correspondances sur l'Union de la paix sociale*, 2<sup>e</sup> édit., et notamment les nos 1 et 7, qui exposent le but et l'organisation de cette association de bien public. — <sup>22</sup> Voir la Correspondance n<sup>o</sup> 6, *la Presse périodique et la Méthode*.

cette seconde édition, plus d'un renseignement utile <sup>23</sup>. Je cite également cette collaboration comme exemple des immenses ressources que nous offrent encore les provinces pour la Réforme sociale de la France. Cet exemple signale, en particulier, la salubre influence que les propriétaires ruraux pourraient exercer sur la culture littéraire et le gouvernement local, en reprenant l'habitude de résider sur leurs terres, et en revenant aux saines traditions de Michel Montaigne, d'Olivier de Serres et de Montesquieu <sup>24</sup>. Ce même mouvement se produit dans les autres pays de l'Occident qui ont à subir, comme la France, certaines formes redoutables de l'antagonisme social : M. A. de Moreau d'Andoy <sup>25</sup>, conseiller général de la province de Namur, a déjà fondé *le groupe de Belgique* avec le concours de trois compatriotes; et si je ne cite pas ici les personnes de distinction qui se dévouent à la même tâche pour *le groupe d'Angleterre*, c'est que l'urgence de la présente publication ne me

<sup>23</sup> Voir à la fin de l'ouvrage les Documents annexés A et B. —

<sup>24</sup> *La Réforme sociale*, 8, III; 34, XVIII. — <sup>25</sup> M. A. de Moreau d'Andoy et son confrère M. le comte de Bousies ont déjà publié des ouvrages importants sur la restauration de la Liberté testamentaire. (Voir, dans les Correspondances sur l'Union, la Bibliothèque de l'Union, 4<sup>e</sup> section.)

laisse pas le temps d'attendre l'autorisation nécessaire.

La seconde édition que je publie justifie la prévision d'après laquelle j'ai associé deux jeunes collaborateurs à la rédaction des Appendices de cet ouvrage. MM. E. Cheysson et C. Jannet ont amélioré leur premier travail et l'ont complété par deux Documents (C et D) d'un haut intérêt. Le premier nous apprend que la domination allemande a déjà effacé, en Alsace-Lorraine, certaines traces de l'oppression exercée sur les localités <sup>26</sup>, la famille <sup>27</sup> et la très-petite propriété (II<sup>e</sup> Appendice) par la corruption de l'ancienne monarchie française <sup>28</sup> et les violences de la révolution <sup>29</sup>. Le second Document, confirmant les travaux de notre École des Chartes, compare les libertés locales dont jouissait la France avant Louis XIV, avec la tyrannie qui pèse sur elle depuis ce règne funeste, et surtout depuis le gouvernement de la Terreur. Nos gouvernants, ahuris par des préoccupations politiques souvent honorables, restent impuissants depuis cette déplorable époque, et depuis quatre ans plus que jamais. Il en sera de même tant que les lettrés, dans lesquels s'in-

<sup>23</sup> *La Réforme sociale*, 5<sup>e</sup> édition; 66, XII; Document E. —

<sup>27</sup> *L'Organisation du travail*, 3<sup>e</sup> édition; Document E. — <sup>28</sup> *La Réforme sociale*, 5<sup>e</sup> édition; 66, V. — <sup>29</sup> *Ibidem*.



carneit les erreurs révolutionnaires, obscurcissent les vérités qui seules peuvent nous sauver. Cependant je désespère moins que jamais de l'avenir de notre race. Je suis maintenant assuré que, dans la génération qui suit la mienne, deux hommes de talent profiteront de chaque édition nouvelle de cet ouvrage pour signaler le mal émanant de l'erreur et rappeler nos concitoyens au sentiment de la vérité !



# SOMMAIRE

## DES PRINCIPALES DIVISIONS DE L'OUVRAGE

(Voir, pour un aperçu plus complet, la Table et les Index à la fin du volume.)

	Pages.
AVERTISSEMENT. . . . .	V
SOMMAIRE des principales divisions de l'ouvrage . . . . .	XXVII
SUBDIVISIONS et signes qui y renvoient . . . . .	XXVIII
OBSERVATION PRÉLIMINAIRE sur les renvois intercalés dans le texte . . . . .	<i>ibid.</i>

## LIVRE PREMIER

LA RECHERCHE DU MODÈLE, OU LA FAMILLE SOUS SES TROIS RÉGIMES . . . . .	1
CHAPITRE I. — La définition des trois familles. . . . .	3
— II. — L'histoire de la famille-souche. . . . .	29

## LIVRE DEUXIÈME

LA DESCRIPTION DU MODÈLE, OU UNE FAMILLE-SOUCHE DU LAVEDAN EN 1856 . . . . .	111
CHAPITRE III. — Définition du lieu, du travail et de la famille. . . . .	113
— IV. — Moyens d'existence de la famille. . . . .	129
— V. — Mode d'existence de la famille. . . . .	136
— VI. — Histoire de la famille. . . . .	145
— VII. — Budgets de la famille. . . . .	149
— VIII. — Faits importants d'organisation sociale, particularités remarquables, appréciations générales, conclusions. . . . .	168

## APPENDICES

I <sup>er</sup> APPENDICE. — La famille-souche du Lavedan en 1869 et en 1874. . . . .	211
II <sup>e</sup> — — La très-petite propriété, le Code civil et ses agents . . . . .	290
III <sup>e</sup> — — La réforme du Code civil, selon les juris- consultes des pays à famille-souche . . . . .	311

## DOCUMENTS ANNEXÉS

DOCUMENT A. — Opinion émise en 1839 sur la liberté testa- mentaire et les substitutions fidéicommissaires. . . . .	357
DOCUMENT B. — Exemple remarquable donné par une fa- mille souveraine touchant le respect du testament. . . . .	366

DOCUMENT C. — Précis des réformes opérées par le gouvernement allemand dans l'Alsace-Lorraine pour la conservation du foyer des familles-souches, et spécialement en faveur des orphelins-mineurs de la petite propriété. . .	370
DOCUMENT D. — La coutume du Lavedan. . . . .	382
Table analytique des matières . . . . .	413
Index alphabétique des matières . . . . .	419
Index alphabétique des autorités sociales et des auteurs cités.	437

### SUBDIVISIONS ET SIGNES QUI Y RENVOIENT

Les deux livres et leurs huit chapitres se subdivisent en 37 paragraphes, placés sous les signes § 1 à § 37.

Ces signes, intercalés entre parenthèses dans le texte, signalent les rapprochements qui peuvent être faits d'une subdivision à l'autre. Ainsi, par exemple, le signe (§ 3) intercalé à la page 4, dans la 1<sup>re</sup> ligne des notes, renvoie au 3<sup>e</sup> paragraphe le lecteur qui désire avoir un complément immédiat d'information.

### OBSERVATION PRÉLIMINAIRE

#### SUR LES RENVOIS INTERCALÉS DANS LE TEXTE

Les questions complexes qui se rattachent à l'organisation de la famille ont été exposées dans les 37 paragraphes de l'ouvrage, selon le plan qui a paru le plus méthodique. L'ordre adopté ne saurait convenir aux dispositions d'esprit de tous les lecteurs. En conséquence, selon l'indication donnée ci-dessus, on a signalé par de fréquents renvois la connexion qui existe entre certaines idées que le plan a classées dans des paragraphes différents.

Tous les lecteurs n'ont pas à faire usage de ces renvois.

Ceux qui lisent l'ouvrage du commencement à la fin ne doivent pas s'interrompre pour retrouver en arrière un détail déjà connu, ou pour chercher en avant une explication prématurée.

Au contraire, ceux qui ne s'occupent que du sujet traité dans un paragraphe, peuvent se reporter avec profit aux divers aspects du même sujet, présentés dans d'autres subdivisions. Ces passages à consulter sont signalés par les renvois.

## LIVRE PREMIER

---

# LA RECHERCHE DU MODÈLE

OU

## LA FAMILLE SOUS SES TROIS RÉGIMES

Pendant le vivant de votre père, observez avec soin sa volonté; après sa mort, ayez toujours les yeux fixés sur ses actions.

( *Les quatre Livres de philosophie de la Chine*; traduction de PAUTHIER, édit. de 1843, p. 114.)

---

# SOMMAIRE

## DU LIVRE PREMIER

---

CHAPITRE I. — La définition des trois familles. §§ 1 à 7

CHAPITRE II. — L'histoire de la famille-souche. . §§ 8 à 16

---

# LA FAMILLE

## SOUS SES TROIS RÉGIMES

---

### CHAPITRE I

#### LA DÉFINITION DES TROIS FAMILLES

---

##### § 1<sup>er</sup>

##### LE PROGRÈS ET LA STABILITÉ DES RACES

Certains peuples s'appliquent depuis un temps immémorial à constituer par une culture assidue les plus belles races d'animaux domestiques. Pour atteindre ce but, ils choisissent avec une sollicitude particulière les individus chargés de reproduire chaque espèce. Ils assurent ensuite aux jeunes élèves les meilleurs moyens de développement : une habitation saine, une bonne nourriture, l'apprentissage du travail réclamé par le maître.

Mais les peuples n'ont songé à perfectionner ainsi une race de ces utiles auxiliaires qu'après s'être inspirés d'autres préoccupations d'un ordre



supérieur<sup>1</sup>. Cette entreprise ne s'est présentée que comme l'accessoire et le complément d'une œuvre infiniment plus noble. Une nation n'est acceptée pour modèle que quand elle a voulu fortement s'élever au-dessus des autres par l'ensemble de ses aptitudes. Elle ne devient éminente dans les détails admirés par ses émules que lorsqu'elle a résolu les difficiles problèmes que soulève l'amélioration physique, intellectuelle et morale de sa propre race.

L'étude de l'histoire et l'observation des faits contemporains s'accordent pour établir que le perfectionnement des races humaines se produit sous des régimes sociaux fort divers. Ces régimes sont bons ou mauvais selon les doses de vertu ou de vice que ces races ont acquises. Ils sont compris entre deux types principaux qui, sous leurs formes les plus absolues, correspondent aux degrés extrêmes de contrainte ou de liberté<sup>2</sup>.

<sup>1</sup> Les familles patriarcales de l'Orient (§ 3) qui possèdent, depuis un temps immémorial, les plus belles races de chevaux, conservent avec un soin extrême leur propre généalogie. Sous notre régime de familles instables (§ 2), ceux qui s'intéressent avec tant de passion aux courses de chevaux offrent aujourd'hui un spectacle bien différent : ils étudient sans relâche le *stud-book*, mais ils ne s'inquiètent nullement de savoir d'où est sorti leur grand-père ou celui de leur bru et de leur gendre. Au milieu de ces engouements de la mode, l'accessoire a remplacé le principal.

— <sup>2</sup> Je constate de plus en plus, par un appel réitéré à l'expérience et au raisonnement, qu'aucune étude sur les sociétés humaines ne saurait être solidement établie sans cette distinction préalable. Les deux régimes créent et conservent la prospérité depuis

Chez les classes complètement dégradées par la perte du sens moral, l'œuvre de perfectionnement s'est partout accomplie sous un régime absolu de contrainte<sup>3</sup>, par l'intervention de certains

les premiers âges de l'histoire. Si la France, depuis 1789, subit de si dures épreuves, c'est qu'elle attribue au second de ces régimes une supériorité absolue qui n'appartient à aucun des deux. Cette erreur est sans cesse démentie par l'expérience; en sorte que la France flotte alternativement de l'un à l'autre régime, sans pouvoir se fixer à rien. (Voir la *Réforme sociale*, 5<sup>e</sup> édition, 8, X; voir aussi *l'Organisation du travail*, § 8, notes 12 et 14.)

Montesquieu, au début de *l'Esprit des lois*, croit pouvoir distinguer trois régimes sociaux, savoir : la monarchie, le despotisme et la république, respectivement fondés sur l'honneur, la crainte et la vertu. J'ai implicitement prouvé que cette thèse repose sur une analyse superficielle et inexacte. On peut, au surplus, constater directement l'erreur de cet illustre écrivain en lisant attentivement son ouvrage : les vérités qui s'y rencontrent en grand nombre n'ont aucun lien essentiel avec cette distinction; elles la réfutent même en une foule de passages. Le despotisme, tel que le décrit Montesquieu, d'après quelques traits de la décadence des musulmans, n'est que la corruption du régime de contrainte (note 3), qui leur permit de balancer pendant huit siècles la fortune des chrétiens. Quant à la monarchie et à la république, ce ne sont que deux formes qui s'adaptent également aux deux régimes de contrainte et de liberté (notes 3 et 4), mais qui ne donnent la prospérité aux peuples qu'avec le concours simultané des trois mobiles de Montesquieu. Les influences qui font prospérer les sociétés n'ont point flotté, selon les temps, les races et les lieux, entre l'honneur, la crainte et la vertu. Elles se sont toujours résumées dans la loi morale appuyée sur un judicieux système de peines et de récompenses.

<sup>3</sup> *L'Organisation du travail*, 3<sup>e</sup> édition, p. 31 et 398. — Le régime de contrainte, avec ses nombreuses transitions au régime de liberté, se reconnaît à un caractère principal : la pratique de la loi morale, inculquée aux peuples par des fonctionnaires agissant, avec le concours de la force armée, au nom d'un souverain de droit divin ou d'une loi écrite. On pourrait nommer plus précisément ce régime la *couction gouvernementale*. C'est le sys-

hommes apportant dans ce milieu corrompu les sentiments, les idées et les pratiques d'une race supérieure. Ils ont usé, dans l'intérêt de tous, d'une autorité absolue pour réprimer les manifestations du mal et prescrire la pratique du bien. A cet effet ils ont d'abord inculqué aux esprits cette notion de Dieu et du Décalogue, sans laquelle l'homme n'a jamais pu entrevoir une destinée plus haute que celle de la brute. Ils ont interdit la promiscuité des sexes, restauré le mariage et relevé la famille. Enfin, dans la famille fécondée par la religion, ils ont déposé les forces qui devaient produire, à l'aide du temps, l'amélioration plus complète de la race.

Chez les peuples élevés au plus haut degré de perfection, on a toujours constaté l'ordre de choses opposé. L'œuvre de perfectionnement se conserve ou se continue sous un régime de liberté <sup>4</sup>. La

tème social des Spartiates de Lycurgue et des Russes de notre temps.

<sup>4</sup> *L'Organisation du travail*, 3<sup>e</sup> édition, p. 34 et 342. — Le régime de liberté, sous ses nombreuses nuances, a pour caractère distinctif la pratique de la loi morale inculquée aux individus par le père de famille, agissant en vertu de ses devoirs naturels et de la coutume. Je le nomme ainsi pour me conformer à la préoccupation dominante de mes concitoyens; mais je pourrais l'appeler plus exactement la *coaction paternelle*. C'est le système social d'Abraham et des peuples pasteurs de tous les temps; il est presque intact dans les provinces basques et les petits cantons suisses; il conserve encore leur principale force aux constitutions des Scandinaves, des Allemands, des Anglo-Saxons et des Franco-Canadiens. (*L'Organisation du travail*, § 70.)

principale source du bien se trouve dans certaines familles, soumises par leur tradition à la sévère discipline du respect et du travail. L'harmonie se conserve parmi elles, avec la connaissance de Dieu et de l'ordre moral, sous la direction du père et de la mère, c'est-à-dire du double pouvoir institué par le Décalogue. Leur autorité prime celle des autres pouvoirs humains : c'est, en effet, la seule qui se dévoue constamment, même au milieu de certaines défaillances, au bonheur de ses subordonnés. Le mal inséparable de la nature humaine se développe surtout chez deux classes qui s'écartent de la tradition de ces familles : chez les orgueilleux qui, doués des plus hautes facultés de l'intelligence, oublient Dieu en s'élevant dans la hiérarchie sociale ; chez les vicieux qui, conservant la corruption originelle, abusant du libre arbitre et se livrant à leurs instincts grossiers, rétrogradent par un état de souffrance et de dénûment vers la condition des races inférieures.

Les familles, soumises à Dieu et vouées au travail, restent stables dans leur état d'aisance et de frugalité. Elles sont la vraie force des nations libres et prospères. Elles dirigent elles-mêmes leurs intérêts privés ; et elles confient les intérêts publics locaux à des gouvernants qu'elles choisissent et contrôlent avec soin. Dans cette organisation des sociétés les institutions et les mœurs tendent surtout à grandir l'autorité paternelle. Le

père de famille est, en effet, le principal agent de l'ordre social. Pour accomplir sa tâche, il a deux grands moyens d'action : il continue et améliore de son vivant les bonnes traditions des ancêtres par son exemple et ses leçons ; il se survit, en quelque sorte, à lui-même en déléguant à un héritier, judicieusement élevé et choisi avec soin, la mission de transmettre aux descendants la pureté des mœurs, la dignité des manières et les autres qualités de la race.

L'expérience et la raison ont mis en lumière cette vérité chez tous les peuples prospères. Elles s'accordent à établir que l'étendue de l'autorité paternelle donne partout la meilleure mesure du progrès chez les races inférieures et de la stabilité chez les races perfectionnées. Le pouvoir du père est celui qui, dans l'ordre naturel, offre au plus haut degré les caractères d'une institution divine : il est nécessaire à toutes les races et à tous les temps ; il fait régner la paix dans toutes les constitutions sociales ; il a seul la vertu de rendre les régimes de contrainte supportables et les régimes de liberté bienfaisants.

## § 2

LES TROIS DEGRÉS DE STABILITÉ SOUS LES TROIS RÉGIMES  
DE LA FAMILLE

La stabilité règne au plus haut degré dans la *famille patriarcale*, où tous les fils se marient et s'établissent au foyer paternel. Sous l'influence d'une communauté qui réunit et associe habituellement quatre générations, les enfants prennent, dès le premier âge, les habitudes et les idées des ancêtres. Les mœurs et l'esprit de la race se conservent aussi dans les essaims qui sortent périodiquement de la communauté, sous la direction de vieillards expérimentés. Aux bonnes époques, ce régime règle équitablement, grâce à l'autorité de la coutume, les devoirs réciproques de la communauté et de l'essaim, de chaque groupe et de ses membres. Il se prête avec une certaine élasticité aux modifications que réclament des circonstances nouvelles. Aux époques de corruption, où la coutume s'altère, il opprime les individus et dégénère en routine.

L'ordre de choses opposé domine dans la *famille instable* où personne ne s'attache à un foyer, où les enfants quittent séparément la maison paternelle dès qu'ils peuvent se suffire à eux-mêmes, où les parents restent isolés pendant leur vieillesse et meurent dans l'abandon. Le père, qui s'est créé



une existence en dehors de la tradition de ses aïeux, n'inculque guère sa pratique à ses enfants : il sait d'ailleurs que ses efforts ne sauraient aboutir à un résultat durable. Les jeunes gens s'inspirent surtout de l'esprit d'indépendance. Dans le choix de leur carrière, ils cèdent à leur inclination et aux impulsions fortuites du milieu social qui les entoure. Chez les nations ainsi constituées, les courtes époques de prospérité sont dues à l'ascendant momentané de quelques hommes supérieurs ; les époques de souffrance sont sans cesse ramenées par des excès d'individualisme et d'insatiables besoins de nouveauté.

Un régime intermédiaire se constitue par l'action réitérée de la *famille-souche*. Un des enfants, marié près des parents, vit en communauté avec eux et perpétue, avec leur concours, la tradition des ancêtres. Les autres enfants s'établissent au dehors quand ils ne préfèrent pas garder le célibat au foyer paternel. Ces émigrants peuvent à leur gré rester indépendants l'un de l'autre ou tenter en commun des entreprises, rester fidèles à la tradition ou se placer dans des situations nouvelles créées par leur propre initiative. Ce régime n'est pas toujours à l'épreuve de la corruption qui est sans cesse ramenée au sein de la prospérité par le vice originel des jeunes générations <sup>1</sup> ;

<sup>1</sup> *La Réforme sociale*, 5<sup>e</sup> édition ; 4, 1 ; et 28, III.

mais, mieux que les deux autres, il concilie la vertu avec un certain développement de richesse chez les individus, et de puissance chez les gouvernants.

En résumé, le régime de la famille imprime aux populations leur caractère distinctif et crée ainsi leur destinée. La famille patriarcale entretient l'esprit de tradition et de communauté. La famille instable développe l'esprit de nouveauté et d'individualisme. Quant à la famille-souche, elle conjure les exagérations et réunit les avantages de ces deux tendances opposées.

### § 3

#### LES CONTRASTES DE L'ORIENT AVEC L'OCCIDENT TOUCHANT LES LIEUX, LES RACES ET LES FAMILLES

Toutes les races d'hommes n'ont point trouvé sur leur territoire des conditions également favorables à une bonne organisation de la famille. Sous ce rapport, les régions extrêmes de l'ancien continent offrent des différences très-marquées<sup>1</sup>.

Ce contraste est frappant, au premier aspect des lieux, pour le voyageur qui se transporte, des rivages de l'Atlantique, sur les immenses plateaux herbus compris entre l'Altaï et le Thibet.

<sup>1</sup> *L'Organisation du travail*, 3<sup>e</sup> édition, p. 43 à 51, 394 à 397.

Il est encore fort apparent de nos jours, pour l'observateur qui ne dépasse pas les régions contiguës à la frontière asiatique.

Depuis les premiers âges de l'histoire, la différence qui existe dans la nature des lieux s'est reproduite, par une conséquence directe, dans l'organisation de la famille. Elle s'est également retrouvée dans la direction générale imprimée aux travaux et aux idées des populations.

## § 4

### LA FAMILLE PATRIARCALE CHEZ LES PASTEURS DE L'ORIENT

Les territoires riverains de l'océan Glacial et de la mer Blanche, comme les fertiles steppes qui s'étendent de l'Oural au Caucase, restent jusqu'à ce jour en dehors des grandes voies commerciales<sup>1</sup>. Cette vaste zone, à populations clair-semées, s'adonne, depuis un temps immémorial, à l'exploitation des troupeaux. Les Tartares, les Bachkirs<sup>2</sup>, les Kalmouks et les autres races pastorales de cette région commencent à défricher le sol, à l'exemple des colons russes

<sup>1</sup> L'état de choses que j'ai observé en 1853 se modifie rapidement. Le réseau des chemins de fer va bientôt atteindre le centre de l'Oural. Plaise à Dieu qu'il n'y importe pas la souffrance avec les vices et les erreurs de l'Occident! (Note de 1874.) — <sup>2</sup> Voir la monographie ayant pour titre : *Bachkirs demi-nomades du versant asiatique de l'Oural*. (Les Ouvriers européens, p. 49.)

venus de l'Occident; et ils remplacent alors leurs tentes par des demeures fixes. Mais ce changement n'a point encore amené une organisation nouvelle de la société. Les sédentaires, comme les nomades, restent tous groupés par familles patriarcales (§ 2). Le père garde, sous son autorité immédiate, tous ses fils, leurs femmes et leurs enfants. De loin en loin, quand l'étendue des pâturages, de l'habitation ou du domaine n'est plus en rapport avec le nombre des membres de la communauté, ceux-ci organisent un essaim, dirigé par un ancien, pourvu de toutes les ressources matérielles et morales nécessaires à la fondation d'une nouvelle famille. Les émigrants n'emportent pas seulement les animaux domestiques et les instruments de travail donnés par la communauté : ils retiennent, comme leur plus précieuse richesse, les idées, les habitudes de respect, les sentiments et les souvenirs des aïeux.

Les principaux produits du travail sont le lait et la chair des animaux, ainsi que les objets fabriqués avec leurs dépouilles; et ils s'appliquent tous aux premiers besoins de l'homme. Ils ne s'échangent guère, faute de communications faciles ou d'aspirations vers la nouveauté, contre les produits des régions occidentales; mais ils assurent aux populations d'amples moyens d'existence. Les races pastorales de la frontière asia-

tique ne peuvent point constituer ces réserves d'objets utiles ou précieux qui assurent contre certaines éventualités fâcheuses le bien-être des peuples commerçants. Elles n'entassent point le blé non plus que l'or ou l'argent. Elles souffrent cruellement quand la guerre, les épizooties et les désordres de l'atmosphère amènent la destruction des troupeaux. Mais, en l'absence de ces fléaux, elles jouissent d'une grande sécurité, et elles accumulent la richesse sous sa forme la plus féconde. Elles colonisent par leurs rejetons les steppes contiguës, et elles opposent ainsi un rempart vivant aux troupes pillardes du désert.

Les sociétés patriarcales de l'Asie ont pour aptitudes spéciales l'observation et la méditation, pour tendance générale la conservation des sentiments et des idées, pour règle de gouvernement le respect du père et la soumission à la coutume<sup>3</sup>. Au milieu de la corruption et de l'impuissance des anciens âges, ces sociétés ont réussi les premières à conserver les souvenirs des aïeux et à réunir les éléments de leurs propres annales. Elles nous apparaissent, dans l'histoire, élevées avant les autres sociétés à la connaissance de Dieu et gardiennes de la tradition religieuse révélée aux premiers hommes. Le résumé de leurs tra-

<sup>3</sup> *L'Organisation du travail*, 3<sup>e</sup> édition, p. 57, 394 à 397.



ditions et la généalogie de leurs familles ont été la matière principale des premiers livres saints.

Ces sociétés offrent, comme toutes les autres, un mélange de bien et de mal. Leur qualité distinctive est de créer l'ordre moral, en conjurant la corruption des riches et la tyrannie des gouvernants. Leur défaut habituel est de donner, dans l'ordre intellectuel, trop de quiétude à l'ignorance et trop d'empire à la routine.

## § 5

### LA FAMILLE INSTABLE CHEZ LES CHASSEURS PRIMITIFS DE L'OCCIDENT

On a cru pendant longtemps que l'Occident restait couvert de forêts vierges, et peuplé exclusivement d'animaux sauvages, à l'époque où les races patriarcales de l'Asie avaient réuni les éléments de leurs longues généalogies. Rien ne réfute absolument la tradition qui fait sortir de cette région les premiers habitants du rivage de l'Atlantique; mais il est désormais établi que ces premières immigrations seraient antérieures au déluge historique. En ce qui touche spécialement le territoire de la France, une multitude d'observations méthodiques font remonter à une antiquité reculée la première apparition de l'homme.

La géologie et l'archéologie, suppléant au silence de l'histoire, démontrent, en effet, sur notre sol, la coexistence de l'homme et de certains animaux gigantesques à une époque qui a devancé d'un grand nombre de siècles les plus anciens écrits de l'histoire. Au nombre de ces animaux figuraient surtout d'énormes espèces de cerfs, de rhinocéros et d'éléphants. Les vestiges de ces époques reculées, qui s'accumulent aujourd'hui dans nos musées, s'accordent à établir que l'homme tirait alors de la chasse ses principaux moyens de subsistance.

Cinq siècles avant J.-C., à l'époque où les Grecs recueillirent au sujet de la Gaule les premières notions historiques, les hommes n'avaient conservé aucun souvenir de cet état de choses. Les Gaulois ne chassaient plus que les espèces d'animaux qui existent encore en Europe. Ils offraient, dans leurs familles instables et dans l'ensemble de leur organisation sociale, beaucoup d'analogie avec les Indiens chasseurs qui peuplent encore, aux mêmes latitudes, de vastes forêts dans l'Amérique du Nord.

L'organisation sociale de ces Indiens dérive évidemment de l'occupation principale, c'est-à-dire de celle qui fournit la subsistance. Ces peuples offrent, à beaucoup d'égards, un contraste complet avec les peuples pasteurs. Les jeunes gens ne sont plus retenus, comme chez ces der-

niers, par l'abondance et les autres avantages qu'assure la possession des troupeaux. Ils cèdent toujours à l'attrait d'une liberté précoce; car ils se créent une existence plus facile en quittant de bonne heure les parents et en se livrant seuls à la poursuite du gibier. La chasse est un travail éminemment individuel, et elle tend sans relâche à détruire, dans la famille, les habitudes de communauté. La famille se réduit chez les chasseurs à sa plus simple expression : elle se forme par l'union des jeunes époux; elle s'accroît momentanément par la naissance des enfants; puis elle se restreint par l'établissement précoce des adultes; elle se détruit enfin, sans laisser aucune trace, par la mort des vieux parents. Les individus conservent seulement les rapports de parenté indispensables à la conservation de la race; mais ils s'unissent par les liens du clan pour défendre leur territoire de chasse contre l'invasion des clans voisins.

Sous ce régime, les familles ne se perpétuent pas autour d'un même foyer, fixe ou mobile, et elles ne se multiplient pas en essaimant. Elles se dissolvent en s'éparpillant pour se reconstituer autour de nouveaux foyers aussi éphémères que ceux des précédentes générations. La jeunesse attend avec impatience l'heure de l'émancipation : elle ne se pénètre pas de la tradition des ancêtres, ni même des sentiments, des idées ou des habi-

tudes de la parenté. L'esprit de nouveauté étouffe incessamment les pratiques de la coutume : il introduit dans les aspirations du clan, comme dans l'organisation de la famille, une instabilité extrême. Les chefs de ces petites familles instables condamnent, sans scrupule, à l'oubli la mémoire de leurs aïeux ; et ils n'ont aucun souci de transmettre le souvenir des grandes actions de la race à leurs descendants. Les peuples ainsi constitués peuvent s'illustrer par un élan momentané de courage et d'enthousiasme : ils sont impuissants dans les entreprises qui exigent de la suite dans les idées et un dévouement réfléchi aux intérêts publics et privés. Le changement est pour eux le premier des besoins : ils aiment mieux affronter le malaise que jouir paisiblement d'un bien-être depuis longtemps acquis.

Les peuples qui habitaient la Gaule aux origines de la période historique ne fondaient plus exclusivement sur la chasse leurs moyens de subsistance : car les races des premières périodes avaient été profondément modifiées sous l'influence des révolutions du globe et des immigrations. En certains lieux les indigènes conservaient des mœurs, des institutions et des résidences fort anciennes (§ 9) : ailleurs ils avaient été refoulés en masse, ou bien ils s'étaient confondus avec les immigrants.

Selon les indications fournies par la tradition, la physiologie et la comparaison des langages, les nouvelles races venues de l'Orient développèrent beaucoup dans les Gaules les habitudes pastorales ou agricoles. Cependant elles adoptèrent en partie les mœurs et la constitution sociale des anciens clans. Les Gaulois, à l'époque où les Grecs et les Romains commencèrent à les étudier, avaient pour caractère dominant l'instabilité dans la famille.

La population, dans la plupart des clans, était groupée par petites bourgades. Celles-ci, entourées de champs subdivisés en nombreuses parcelles, étaient, en général, bâties à proximité de forêts et de friches. Celles-ci étaient exploitées, sous un régime de communauté, pour la construction ou le chauffage des habitations, et surtout pour la nourriture des troupeaux. Les champs et les bestiaux appartenaient en propre aux ménages : ils étaient en partie donnés en dot aux adultes sortant de la maison paternelle pour fonder dans la localité de nouveaux ménages ; le surplus était partagé entre ces derniers, après la mort de leurs parents. Les jeunes Gaulois ne se contentaient pas, en général, de l'indépendance et du bien-être que leur offrait l'établissement au lieu natal : ils cherchaient volontiers de meilleures destinées dans les entreprises aventureuses. Pour eux, la dot la plus estimée était

un brillant équipage de guerre. Ceux qui en étaient pourvus attiraient à eux des compagnons et se plaçaient sous la direction d'un chef renommé. Ainsi se constituaient ces armées redoutables qui, aux grandes époques de l'enseignement religieux des druides, conquièrent le nord de l'Italie, balancèrent la fortune de Rome et envahirent souvent les rivages de la Méditerranée, depuis l'Atlantique jusqu'au Pont-Euxin. Cet éparpillement des familles, des foyers et des champs développait à l'excès l'esprit d'individualisme, la résistance envers les autorités traditionnelles, le mépris de la prudence et de la discipline<sup>1</sup>. On s'explique donc que les Gaulois, malgré leur héroïsme en présence de la souffrance et de la mort, n'aient point réussi à fonder une nationalité stable. On comprend aussi qu'après des luttes séculaires ils aient été à la fin vaincus par les Romains. Ceux-ci, en effet, développaient leurs forces à chaque génération en s'inspirant de deux coutumes fécondes. Ils imitaient les bonnes pratiques de leurs rivaux. Ils restaient fidèles aux lois de la famille, aux sentiments du patriotisme et aux autres vertus traditionnelles de la race.

<sup>1</sup> « La race gallique est irritable et folle de guerre, prompte au combat ; du reste, simple et sans malignité. Si on les irrite, ils marchent ensemble droit à l'ennemi et l'attaquent de front sans s'informer d'autre chose. Aussi par la ruse on en vient facilement à bout ; on les attire au combat quand on veut, on



## § 6

LA PERMANENCE DE LA FAMILLE INSTABLE DES GAULOIS  
EN PLUSIEURS RÉGIONS DE LA FRANCE

Le besoin de sécurité qui portait la plupart des Gaulois à s'agglomérer par bourgades, au centre de leurs champs, subsista pendant longtemps chez leurs successeurs, surtout entre la Seine et le Rhin. Subdivisés en petits États, et soumis au choc fréquent des races françaises et germaniques, les habitants de ces régions ont toujours groupé leurs habitations et leurs autres établissements pour mieux défendre leurs familles, leurs bestiaux et leurs richesses contre l'agression ou le maraudage des gens de guerre. Le morcellement de la terre des banlieues est la conséquence habituelle de ce groupement des habitations en village. Il s'est d'abord adapté au partage incessant des immeubles et, en général, aux habitudes d'instabilité léguées à la famille gauloise par les races primitives de chasseurs. Il s'est ensuite conservé sous l'influence de ces habitudes, même quand l'affermissement de la sécurité aurait permis de disséminer les habitations, en plaçant

« l'on veut, peu important les motifs ; ils sont toujours prêts, « n'eussent-ils d'autres armes que leur force et leur audace. »  
(Strabon, IV, iv, 2.)

chacune d'elles au milieu de son domaine. C'est ainsi qu'un régime créé par des races inférieures s'est conservé jusqu'à nos jours au détriment du travail agricole, de la stabilité sociale et des autres convenances d'un peuple civilisé. Les plaines dénudées qui s'étendent en Champagne, à l'orient du plateau de la Brie, offrent encore aujourd'hui des spécimens fort tristes de cette organisation de la vie rurale : elles réunissent la plupart des inconvénients qui entravent le plus la prospérité des familles et des nations <sup>1</sup>.

Un village champenois est ordinairement bâti au centre d'une banlieue rurale de 800 à 1,000 hectares, subdivisée, par d'incessants partages, en plusieurs milliers de parcelles. La première qualité de ces parcelles est de se prêter aux mutations et aux morcellements commandés par les incidents que font naître l'ouverture des successions, la prospérité ou la décadence des ménages, et surtout l'agiotage des biens ruraux pratiqué par certains spéculateurs dans les cabarets. Cette instabilité des champs peut se comparer à celle des valeurs de bourse. Elle explique la monotonie <sup>2</sup> de ces vastes plaines où, en dehors des

<sup>1</sup> *Les Ouvriers européens*, p. 241. — *Les Ouvriers des deux mondes*, t. I<sup>er</sup>, p. 76 ; t. IV, p. 37. — *La Réforme sociale*, 5<sup>e</sup> édition ; 34, XIV à XVI. — *L'Organisation du travail*, 3<sup>e</sup> édition, p. 283. — <sup>2</sup> Cette monotonie contraste singulièrement avec la variété que les domaines agglomérés et le régime des familles-souches introduisent dans les plaines encore moins fertiles du

villages, l'œil ne saurait se reposer sur un arbre, sur une haie ou sur toute autre clôture. L'instabilité de la banlieue se retrouve en partie dans le village. La plupart des ménages y possèdent un certain nombre de bâtiments qui peuvent être attribués séparément en dot aux enfants adultes, ou être réunis partiellement entre les mains de ceux-ci, lors de l'abdication ou de la mort des parents. Selon les incidents de ces mutations, selon le degré d'aisance ou de pauvreté du propriétaire, chaque bâtiment reçoit certaines installations intérieures : il peut être employé comme habitation, comme grange ou comme étable; il peut, au besoin, recevoir à la fois ces trois destinations.

Comme au temps des Gaulois, les habitants exploitent parfois en communauté un bois, un marais ou une friche. Ils possèdent toujours à titre individuel le territoire consacré à la culture des céréales. Celui-ci est subdivisé en trois régions d'égale étendue, contenant à peu près le même nombre de parcelles. Chacune de ces régions reçoit successivement un grain d'automne, un grain de printemps et certaines herbes qui se reproduisent spontanément sur le sol en jachère. Les habitants possèdent ordinairement des parcelles dans chaque région, et ils sont astreints par

les règlements municipaux à pratiquer cet assolement. Sur ce point, d'ailleurs, leurs intérêts s'accordent avec la coutume de la vaine pâture. Cette coutume a pour cause première l'instabilité des familles et l'excessif morcellement du sol. Le seul système agricole que comporte une organisation aussi vicieuse est la communauté du pâturage non-seulement sur le territoire communal, mais encore sur le territoire possédé à titre individuel. Sous ce régime, un troupeau commun composé de moutons reçoit de chaque habitant un nombre de têtes déterminé par la quantité de terre possédée en propre. Le berger, fonctionnaire municipal, conduit ce troupeau sans avoir à s'inquiéter d'aucune limite. Sous le climat de la Champagne, le troupeau occupe ainsi sans interruption, pendant l'année commençant après la récolte des céréales, douze mois la région de la jachère, six mois la région du grain de printemps, trois mois la région du grain d'automne. La vaine pâture règne donc moyennement sur les sept douzièmes du territoire entier.

Le régime des villages à banlieue morcelée échappe aux nécessités de la vaine pâture dans les localités propres à la culture de la vigne, des légumes, des fruits et des autres produits qu'on obtient surtout par le travail des bras. Mais quand la terre n'est pas exceptionnellement fertile, ce régime ne se prête ni à l'élevage des

fortes races d'animaux, ni aux nouvelles méthodes d'agriculture fondées sur l'emploi des machines. Il ne se concilie pas davantage avec le développement des idées morales et des sentiments qui font la force des grandes nations. Les divers membres d'une même famille ne sont point unis par l'esprit de solidarité. Ils poussent séparément leur fortune et parfois ils se combattent. Là, comme partout, les parents se dévouent au bonheur de leurs enfants; mais ils sont rarement payés de retour. La stérilité des unions, la convoitise des héritages, la rivalité des héritiers sont les traits caractéristiques de cette forme de société. Dans ces conditions les fils et les gendres se montrent souvent enclins à mépriser, à dépouiller et à maltraiter leurs vieux parents. Ce genre de désordre est plus blessant pour le sens moral que l'abandon pur et simple des vieillards, par certaines races sauvages, aux époques de disette ou de migration. Cependant il est habituel en France, surtout dans les villages à banlieue morcelée; et il est fréquemment signalé de nos jours par les poètes, les moralistes et les hommes d'État<sup>3</sup>.

En résumé, dans le cours de longs voyages, je n'ai jamais rencontré une organisation sociale

<sup>3</sup> Sur les souffrances physiques et morales infligées en France aux vieux parents. (*L'Organisation du travail*, 3<sup>e</sup> édition, p. 493 à 497.)

qui viole au même degré les lois de l'ordre matériel et celles de l'ordre moral. On ne saurait trop louer les institutions et les pratiques à l'aide desquelles les Allemands réforment aujourd'hui ce régime vicieux <sup>4</sup>.

## § 7

### LES RÈGNES SIMULTANÉS DE LA FAMILLE-SOUCHE ET DES DEUX AUTRES FAMILLES SUR LE SOL DE LA FRANCE

La famille instable n'a pas toujours dominé sur le territoire de la France. En dehors de la région comprise entre la Seine et le Rhin, elle était autrefois remplacée par les deux types de familles stables (§ 2). Les établissements de ces dernières, comme ceux des premiers clans de chasseurs ou comme les bourgades gauloises, remontaient à une haute antiquité. Ils se perpétuèrent jusqu'à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, en fortifiant notre race aux périodes de prospérité et en la soutenant aux périodes de décadence. Nos vieilles familles stables ont été en partie désorganisées par les lois destructives de la révolution : mais elles se conservent en beaucoup de

<sup>4</sup> Voir, à ce sujet, un intéressant travail de M. Tisserand, ancien directeur des domaines impériaux. (*Bulletin des séances de la Société d'économie sociale*, t. IV, p. 521 ; 7<sup>e</sup> séance de la session 1873-1874.)

lieux, surtout parmi les races de paysans. Elles montrent encore une vitalité qui contraste avec la faiblesse des familles instables. L'étude de ce contraste dissipera les préjugés de nos législateurs, quand l'esprit de révolution aura perdu son empire et quand l'époque des vraies réformes sera enfin venue.

La famille patriarcale, caractérisée par la communauté des parents et de leurs fils mariés, se rencontre encore fréquemment en plusieurs localités. Elle domine sur certaines montagnes consacrées à la production spontanée des herbes et à la nourriture des troupeaux, notamment sur les hautes prairies des Alpes, du Vivarais, de l'Auvergne, du Jura et des Vosges. Elle se conserve également dans les grandes métairies, à cultures semi-pastorales, du plateau central de la France. Enfin on a pu observer longtemps dans cette dernière région et l'on trouve encore dans le Nivernais des communautés plus nombreuses, sortes de tribus dont les familles, portant le même nom, sont issues d'un même ancêtre<sup>1</sup>. Comme en Orient et en Chine, ces diverses nuances de la famille patriarcale assurent aux populations le bien-être et l'harmonie. Si elles font parfois une trop large part à l'esprit de conservation (§ 2), elles offrent toujours à la société une foule

<sup>1</sup> *Les Ouvriers européens*, p. 247. — *Les Ouvriers des deux mondes*, t. V, n° 38.



d'avantages qui n'ont, parmi les familles instables, qu'un caractère exceptionnel.

La famille-souche s'est également fondée sur le territoire de la Gaule depuis les temps les plus reculés, et elle y est encore représentée par des modèles excellents. En France, comme dans les autres contrées, elle se montre plus apte que les deux autres types à ennoblir les meilleures tendances de l'humanité. Elle s'adapte tout naturellement à cette diversité de caractères qui distingue toujours les enfants issus du même mariage<sup>2</sup>. Elle concilie donc très-bien les deux tendances opposées, également utiles<sup>3</sup>, qui portent les hommes à conserver ou à perfectionner les coutumes, à respecter la tradition ou à rechercher la nouveauté.

---

<sup>2</sup> *La Réforme sociale*, 5<sup>e</sup> édition, 5, II. — <sup>3</sup> *L'Organisation du travail*, 3<sup>e</sup> édition, p. 452.

## CHAPITRE II

### L'HISTOIRE DE LA FAMILLE-SOUCHE

---

#### § 8

##### L'ORGANISATION DE LA FAMILLE-SOUCHE

Comme je l'ai indiqué au chapitre précédent, la famille-souche se recommande par le système d'établissement de ses rejetons. Elle l'emporte sur les deux autres types par le mode adopté pour la transmission du foyer où la famille se réunit, de l'atelier où elle travaille, et des biens mobiliers qu'elle crée par l'épargne. Sous ce rapport, la famille-souche offre un excellent terme moyen entre la famille instable qui établit hors du foyer tous ses enfants, et la famille patriarcale qui retient dans ce foyer tous ses fils, même après leur mariage (§ 2). Les parents associent à leur autorité celui de leurs enfants adultes qu'ils jugent le plus apte à pratiquer de concert avec eux, puis à continuer après leur mort l'œuvre de la famille. Pour le retenir près d'eux, et pour lui faire accepter une vie de dé-

pendance et de devoir, ils l'instituent, à l'époque de son mariage, *héritier*<sup>1</sup> du foyer et de l'atelier. Ils placent d'ailleurs au premier rang des devoirs imposés à leur associé l'obligation d'élever les plus jeunes enfants, de leur donner une éducation en rapport avec la condition de la famille, enfin de les doter et de les établir selon leurs goûts, en les dispensant de tout devoir positif envers la maison-souche.

Dans le cas où l'héritier meurt sans enfants, la veuve, si elle ne se remarie pas, continue à jouir dans la maison du bien-être assuré à tous les membres célibataires de la famille. Sur le vœu exprimé par la communauté, les membres établis hors du foyer n'hésitent jamais, dans ce même cas, à quitter des situations plus avantageuses pour remplir les devoirs de l'héritier.

Le testament du père est la loi suprême de la famille pendant le cours de chaque génération. Il est habituellement dressé en même temps que le contrat de mariage de l'héritier. Il confère le gouvernement de la famille à la mère après la mort du testateur. Les formules testamentaires enseignées par la tradition, incessamment reproduites par la reconnaissance et l'amour des pères

<sup>1</sup> Dans toutes les régions à famille-souche on emploie un mot spécial pour exprimer cette dignité. Ainsi l'héritière de la famille décrite au Livre second est appelée *Ayrété*. (Voir § 18.)

de famille, justifient cette transmission de l'autorité. Elles s'inspirent des préceptes donnés pour épigraphes aux Livres I et II, et elles constatent souvent que le dévouement de la mère de famille a créé la prospérité de la maison. Toutefois le testament subordonne cette délégation d'autorité à l'accomplissement de deux devoirs principaux : à la continuation des soins dus aux enfants et à la conservation de l'état de veuvage<sup>2</sup>. Enfin le testament fixe toujours la dot des frères et sœurs selon la coutume, en raison de l'épargne annuelle de la communauté.

La famille-souche est l'institution par excellence des peuples sédentaires. Elle atteint le plus haut degré de perfection chez les races fécondes, frugales, vouées à un travail assidu. Elle offre ce caractère dans les États scandinaves, le Holstein, le Hanovre, la Westphalie, la Bavière méridionale, le Salzbourg, la Carinthie, le Tyrol, les petits cantons suisses, le nord de l'Italie et de l'Espagne. Elle est encore représentée en France par d'admirables modèles. Partout, et particulièrement chez les races rurales, la naissance des enfants offre une complète continuité. Les premiers-nés de l'héritier suivent immédiatement les derniers-nés de ses parents.

<sup>2</sup> Voir, par exemple : Caractères généraux de la famille-souche en Catalogne. (*La Réforme sociale*, 5<sup>e</sup> édition, t. III, p. 702, Document F.)

Parfois même, dans les Pyrénées françaises et espagnoles, les naissances appartenant à deux générations successives ont lieu simultanément pendant quelques années.

Le testament et la coutume s'unissent, comme je l'ai dit ci-dessus, pour assurer la plus grande somme de dignité et de bien-être aux individus de chaque génération, et aux générations successives considérées dans leur ensemble. Ces influences règnent surtout chez les paysans<sup>3</sup>. Le foyer et le domaine qui l'entoure restent la propriété inaliénable du père de famille, des aïeux survivants et de l'héritier. Les produits annuels du domaine pourvoient à deux sortes de destinations : aux intérêts généraux de la famille, aux besoins particuliers de ses membres. Les premiers comprennent : l'entretien du tombeau des ancêtres, la célébration des anniversaires religieux perpétuant leur mémoire, la conservation de leurs images et des objets liés au souvenir de leurs bonnes actions, l'entretien du foyer et de ses dépendances, le payement des charges imposées à la famille envers l'État, le gouvernement local, la paroisse et les corporations de bien public<sup>4</sup>. Les seconds se rattachent à deux groupes principaux de dépenses : à la subsistance journalière de la famille et à l'éducation

<sup>3</sup> Voir la définition des paysans, ci-après, § 33. — <sup>4</sup> *L'Organisation du travail*, 3<sup>e</sup> édition, p. 414.

des enfants, au mariage et à l'établissement des adultes hors du foyer paternel.

Les héritiers se succèdent moyennement à vingt-cinq années d'intervalle<sup>5</sup>. La famille se retrouve dans la même situation et en présence des mêmes charges au moment où l'héritier se marie et prend l'obligation de se dévouer à la communauté. Certains progrès s'y font toujours remarquer aux époques de prospérité générale. Quant à la décadence qui s'y montre parfois, elle est le résultat de la corruption qui règne parmi les gouvernants ou des événements de force majeure qui frappent l'ensemble de la nation.

Lorsque des guerres prolongées et de grandes calamités publiques n'ont pas troublé l'existence des populations, le personnel de la famille conserve également une composition uniforme. Pour fixer à ce sujet les idées du lecteur, je crois utile de reproduire ici la moyenne que j'ai déduite du

<sup>5</sup> Les personnes qui ne connaissent que le régime des familles instables (§ 2) fondées sur la stérilité des mariages, auront d'abord peine à concevoir la régularité des événements qui se reproduisent périodiquement sous les deux régimes de familles stables. Ainsi, par exemple, la famille-souche du Lavedan, connue depuis un temps immémorial sous le nom de Mélouga, et décrite dans la monographie qui fait l'objet du Livre second, a institué et marié ses quatre dernières héritières aux époques indiquées ci-après :

1787. Baptiste Vigneau, dite Mélouga,	épouse	Pierre Dulmo.
1810. Dominiquette Dulmo,	—	— Joseph Py.
1837. Savina Py,	—	— Bernard Oustalet.
1862. Marthe Oustalet,	—	— Pierre Cazaux.

rapprochement d'une centaine de familles observées dans les contrées précédemment citées. Une famille-souche prospère, au milieu des variations que comporte un groupe aussi nombreux, s'écarte peu de la situation indiquée ci-après, lorsqu'on la considère au moment où l'héritier se marie.

La famille-souche comprend alors dix-huit personnes : l'héritier et sa femme âgés de vingt-cinq et de vingt ans, le père et la mère mariés depuis vingt-sept ans, âgés de cinquante-deux et de quarante-sept ans; un aïeul âgé de quatre-vingts ans; deux parents célibataires, frères ou sœurs du père de famille; neuf enfants, dont l'aîné se rapproche par son âge de l'héritier, dont le plus jeune est en bas âge et parfois à la mamelle; enfin deux domestiques placés dans la famille par des amis qui ne peuvent employer chez eux tous leurs bras, ou qui veulent assurer à leurs enfants un bon apprentissage<sup>6</sup>. Les mères, pendant une période de vingt-cinq ans, mettent quelquefois au monde jusqu'à vingt enfants; mais, dans les conditions moyennes de fécondité et de mortalité,

<sup>6</sup> Dans plusieurs contrées, notamment dans le Lunebourg hanovrien, les paysans envoient leurs enfants faire un stage, en qualité de domestiques, dans les familles amies qui se distinguent par la bonne tenue du foyer et de l'atelier. Chez les Anglo-Saxons, les Allemands et les autres races fécondes, les commerçants imitent, sous ce rapport, les paysans : ils font souvent des échanges momentanés d'enfants pour l'apprentissage du commerce et l'étude des langues.



le nombre des survivants n'excède guère dix lors de l'avènement et du mariage d'un nouvel héritier.

Pendant le quart de siècle qui s'écoule entre deux institutions d'héritier, la famille comble les vides produits dans son sein par la mort et l'émigration. Elle établit au dehors dans les services publics, ou dans les entreprises privées de la métropole et des colonies, cinq jeunes gens dressés par la discipline domestique au respect et au travail. Tout en pourvoyant à ses intérêts permanents et à ses besoins journaliers, elle distribue sous forme de dots, selon les prescriptions du testament ou de la coutume, une somme à peu près égale à la moitié de la valeur vénale du domaine. Soutenue par ses habitudes traditionnelles de frugalité<sup>7</sup> et voulant satisfaire le besoin d'indépendance qui anime ses rejetons, elle consacre à ces derniers toute son épargne annuelle, équivalant à peu près à 2 p. 100 de la valeur du domaine et de ses dépendances<sup>8</sup>.

La famille-souche s'est constituée spontanée-

<sup>7</sup> Les qualités morales qui conservent la frugalité sont la vraie force des familles-souches qui, depuis huit siècles, sont les principaux appuis de la France. Les §§ 25 à 27 et le Budget des dépenses (§ 31) indiquent assez l'existence sévère que s'impose une famille qui possède un domaine de 32,000 fr., et qui, tous les quatre ans, établit un de ses enfants avec une dot de 2,400 fr. A une époque où on développe si imprudemment les grandes villes, il est utile de comparer la frugalité et la richesse du paysan au luxe et à l'indigence de beaucoup d'ouvriers urbains. (Voir, par exemple, *Les Ouvriers des deux mondes*, t. II, n° 43.)

<sup>8</sup> *L'Organisation du travail*, 3<sup>e</sup> édition, p. 285.

ment avec ces caractères chez toutes les races stables. Fondée sur la nature même de l'homme et de l'atelier agricole, elle a été partout l'œuvre de la coutume, non de la loi écrite<sup>9</sup>. Ce régime communique à toutes les races les forces matérielles et morales qui sauvegardent l'indépendance du territoire et fondent au dehors des colonies prospères. Il est bienfaisant pour toutes les classes de la société : il préserve les plus riches de la corruption en leur imposant de sévères devoirs; il fournit aux moins aisées le moyen d'épargner à leurs rejetons les dures épreuves de la pauvreté. Il distribue équitablement les avantages et les charges entre les membres d'une même génération : à l'héritier, en balance de lourds devoirs, il confère la considération qui s'attache au foyer et à l'atelier des aïeux; aux membres qui se marient au dehors, il assure l'appui de la maison-souche avec les charmes de l'indépendance; à ceux qui préfèrent rester au foyer paternel, il donne la quiétude du célibat avec les joies de la famille; à tous enfin il ménage jusqu'à la plus extrême vieillesse le bonheur de retrouver au foyer paternel les souvenirs de la première enfance<sup>10</sup>.

<sup>9</sup> Il en a été de même pour une foule de communautés plus compliquées et moins naturelles que la famille-souche, qui existent en Europe depuis un temps immémorial. Tel est le cas pour les *Fermiers à communauté taissable du Nivernais*. (*Les Ouvriers des deux mondes*, t. V, p. 1 et 38.) — <sup>10</sup> Chaque année on voit ar-

Cette organisation de la famille est plus apte que les deux autres à mettre en lumière les grands talents. Sous ce rapport, l'intérêt de la famille se lie étroitement à ceux de la commune, de la province et de l'État. Cette aptitude existe dans toutes les classes de la société. Elle se manifeste surtout à ces niveaux inférieurs de la hiérarchie sociale où la tendance au mal est plus qu'ailleurs conjurée par la nécessité d'une existence frugale et d'un travail opiniâtre. De nombreux exemples enseignent que la meilleure chance de fortune pour une famille de petits propriétaires est la culture des intelligences qui naissent dans son sein. Encouragés par les notables du lieu, les membres de ces modestes communautés s'efforcent toujours de pousser dans le monde un rejeton qui, dès le début de la vie, fait preuve de grandes facultés. C'est ainsi que

river en Angleterre une foule d'anciens émigrants qui, après s'être enrichis dans les colonies, tiennent à revoir les lieux où s'est passée leur enfance. Ils quittent momentanément leurs somptueux établissements pour venir avec leurs enfants célébrer les fêtes de Noël dans la modeste maison où ils sont nés. Le même phénomène se reproduit dans les provinces basques et dans les hautes Alpes de la Suisse, de l'Italie et du Tyrol. Les émigrants de ces dernières régions répugnent généralement à se fixer dans les pays étrangers où ils se sont enrichis, et ils reviennent avec leur fortune fonder un établissement au lieu natal. C'est ainsi que s'élèvent des villages prospères dans les régions alpestres, qui ne seraient habitées que par des chamois si elles n'étaient pas fécondées par les sentiments que crée la famille-souche.

tant d'hommes illustres de notre histoire sont sortis des domaines agglomérés de la Gascogne et de la Normandie, dans les temps où une foule de talents naturels, privés du même appui sous le régime de la famille instable, restaient ignorés dans les villages à banlieue morcelée de la Champagne (§ 6).

L'élévation des cadets issus des plus modestes familles de paysans, de bourgeois et de nobles, était encore fréquente, au XVIII<sup>e</sup> siècle, dans l'armée et le clergé. Les succès de Lauzun, cadet de Gascogne, et de Saint-Évremond, cadet de Normandie, prouvent, parmi beaucoup d'autres cas, qu'il en était ainsi, même à la cour. La célébrité d'une foule de bâtards des grandes maisons, aux siècles précédents, est sans doute la preuve de la décadence morale qui avait envahi la France après le règne de saint Louis; mais elle offre aussi un utile enseignement. Elle démontre la force des régimes sociaux sous lesquels les jeunes gens créent leur carrière en comptant, non sur un lambeau du foyer et de l'atelier paternels, mais sur leurs propres efforts secondés par l'influence et les ressources d'une famille-souche stable et féconde. Cette organisation reste en vigueur chez toutes les nations prospères : elle a été détruite en France par la révolution et le Code civil. La notion même de ce principe fondamental s'est perdue parmi nous. On pourrait donc redouter

de dures épreuves pour notre nationalité si des esprits perspicaces, qu'on ne peut accuser d'un attachement aveugle pour le passé, ne commençaient à signaler le mal et à rétablir sur ce point la connaissance de la vérité <sup>11</sup>.

Ces principes se retrouvent partout dans la pratique des familles et des autres communautés qui ont traversé une longue suite de siècles. En général, la fonction du chef consiste surtout à se sacrifier pour la prospérité commune. La coutume, fondée sur l'intérêt de tous, désigne toujours, dans chaque génération, celui sur lequel retombe cette charge, qui n'est guère compensée que par la considération publique. Dans la plupart des cas, trois motifs principaux ont fait porter ce choix sur le premier-né du chef précédent. L'aîné des enfants est le plus tôt prêt à donner à son père un concours impatientement attendu de tous. Sous le régime de fécondité de ces anciennes institutions, il est également désigné par la nature pour veiller à l'éducation de frères et de sœurs dont les plus jeunes sont encore au berceau quand le père choisit son associé <sup>12</sup>.

<sup>11</sup> *L'Organisation du travail*, 3<sup>e</sup> édition, Document N, p. 531 à 535. — <sup>12</sup> Sous notre régime de familles instables et de lois écrites, où l'on rencontre rarement par ménage plus de deux enfants, où ceux-ci ont des âges fort rapprochés, où enfin l'opinion émane des classes urbaines, on ne se fait aucune idée des devoirs imposés à l'aîné des enfants dans une famille féconde de paysans; on ne saurait donc comprendre non plus les droits correspondant à ces devoirs. Cette ignorance des phénomènes les plus essentiels

L'ainé, lorsqu'il est choisi par le père, subit d'ailleurs sans résistance l'obligation qui lui est en quelque sorte imposée par la volonté divine, et il se prépare de bonne heure à l'accomplir<sup>13</sup>.

## § 9

### LA FAMILLE-SOUCHE CHEZ LES INDIGÈNES DE LA GAULE ET DE L'IBÉRIE

La famille-souche était établie sur le sol de la Gaule aux époques les plus reculées que signale l'histoire. Lors de l'établissement des Romains, elle avait pour siège principal cette région du Sud-Ouest qui était alors habitée par les Aquitains<sup>1</sup>. Ces peuples avaient dans les Pyrénées le principal centre de leur indépendance. Ils s'étendaient au nord jusqu'à la Garonne, au midi jusqu'à l'Èbre et au Duéro. Ils se nommaient eux-mêmes *Euskes*, dans une langue dite *Euskara*,

à une société stable constitue de nos jours une des regrettables lacunes de l'esprit français.

<sup>13</sup> Le développement précoce des aînés dans les communautés stables vouées aux travaux usuels, et l'idée que l'*ainesse oblige*, sont deux traits habituels des bonnes constitutions sociales. Dans une communauté déjà citée à la note 9, on a vu récemment un héritier de dix-huit ans diriger avec succès et préserver d'une ruine imminente un groupe de vingt personnes, dont quelques-unes avaient atteint un âge avancé. (*Les Ouvriers des deux mondes*, t. V, p. 41.)

<sup>1</sup> Jules César, *Commentaires*, introduction.

qui s'identifiait avec leur race depuis un temps immémorial et qui différait de toutes les autres langues de la Gaule. Depuis lors ces peuples ont été envahis dans les plaines et refoulés dans les montagnes, où ils conservent encore leur langue, leurs mœurs et surtout les coutumes de leurs familles. En France, ils occupent encore dans les départements des Hautes et des Basses-Pyrénées les districts que les habitants du pays appellent, selon les traditions locales, le Lavedan, le Bigorre, le Béarn, la Soule, la Basse-Navarre et le Labourd. En Espagne, ils se sont conservés sans mélange dans la Haute-Navarre, l'Alava, le Guipuzcoa et la Biscaye. Ils sont nommés *Basques* par les Français et *Vascos* par les Espagnols. Dans les trois dernières provinces, ils ont résisté avec une indomptable énergie aux empiétements des monarques espagnols. Ils ont dû subir la suzeraineté de ces derniers; mais ils ont conservé, en ce qui touche les institutions civiles et le gouvernement local, l'autonomie que la monarchie en décadence et la révolution de 1789 ont détruite pour toutes les races établies dans les limites actuelles de la France.

Cette stabilité, sans exemple chez les Européens, est l'œuvre de la famille-souche. Parmi les diverses nuances de cette organisation sociale, les Basques ont surtout pratiqué celle qui développe le plus la fécondité de la race et l'as-



endant de la femme. Dans leurs dispositions testamentaires ils attribuent de préférence à l'aînée des filles l'héritage du foyer et du domaine; et lorsque la coutume désignait, sans distinction de sexe, l'aîné des enfants, les jeunes époux considéraient la naissance d'une fille comme le premier signe de la faveur divine. Trois motifs principaux rattachaient l'opinion publique à l'institution des *héritières*. Lorsque les filles aînées de deux générations successives se mariaient vers l'âge de dix-huit à vingt ans, la famille s'accroissait sans aucune interruption, souvent même elle voyait naître simultanément, pendant plusieurs années, les enfants de la mère de famille et de sa fille héritière. On considérait cette organisation comme une garantie contre les déceptions naissant de l'adultère<sup>2</sup> et un moyen de conserver sûrement au foyer le sang des ancêtres. Enfin l'autorité propre à l'héritière était également une garantie d'ordre domestique chez une race où les hommes se livraient avec ardeur aux entreprises maritimes, quand ils n'avaient pas à repousser l'agression d'ambitieux voisins. J'ai pu, dès l'année 1833, puis à trois reprises dans le cours de mes voyages, étudier la famille basque dans ses

<sup>2</sup> Le mal apparaît dans les meilleures organisations sociales. Même dans les régions à familles-souches, il s'offre à l'état d'exception. Le danger de l'adultère préoccupe peu les Basques chrétiens de notre temps : mais il était peut-être plus redouté des *Euskes* primitifs qui ont fondé la coutume des héritières. (Note 4.)

moindres détails, en France et en Espagne. J'ai toujours admiré la haute influence que la femme exerce au foyer domestique par son autorité traditionnelle, sa vertu et sa grâce incomparable. Aucune autre étude ne m'a mieux révélé l'exactitude du jugement porté à cet égard par la Bible<sup>3</sup>.

Cet ascendant des femmes basques et cette organisation de la famille sont formellement indiqués par Strabon, pour le dernier siècle de l'ère ancienne<sup>4</sup>. Mais cet état social remontait à une époque plus reculée, et l'on en trouve une preuve bien extraordinaire dans le récit de Plutarque<sup>5</sup> sur la grande expédition d'Annibal (219 av. J.-C.).

Ce grand homme de guerre, se rendant du midi de l'Espagne en Italie à la tête d'une armée de cent mille soldats, ne put traverser la chaîne des Pyrénées qu'en se soumettant aux conditions qui lui furent imposées par les Euskes. A cette

<sup>3</sup> « La femme sage et pudique a une grâce qui surpasse toute grâce. » (*L'Ecclésiastique*, xxvi, 19.) — <sup>4</sup> « Chez les Cantabres « (les Basques), ce sont les maris qui apportent une dot à « leurs femmes, et ce sont les filles qui héritent de leurs parents et qui se chargent du soin d'établir leurs frères. De « pareils usages annoncent le pouvoir dont le sexe y jouit, ce « qui n'est guère un signe de civilisation. » (Strabon, III, iv, 18.) Cette description est d'autant plus concluante qu'elle constate l'existence d'une coutume que l'auteur grec, d'après les idées de sa nation, considérait comme incompatible avec un ordre régulier. Cette coutume est cependant celle qui a le plus contribué à conserver chez les Basques une fécondité et une liberté que la race grecque a perdues depuis longtemps. — <sup>5</sup> Plutarque (traduction d'Amyot). Paris, 1819, t. IV, p. 148.

occasion, il fut stipulé que les dommages causés par les Carthaginois seraient réparés, et que les contestations qui pourraient naître seraient réglées, en chaque cas, selon les décisions d'un tribunal composé des femmes de la localité. Les mœurs qui autorisaient une telle stipulation se rattachaient, sans aucun doute, à la nuance de famille-souche que je viens de signaler dans la même contrée. Elles remontaient évidemment à une époque encore plus ancienne; car les mœurs ne s'élèvent qu'à l'aide du temps à ce degré de perfection. Sous cette influence, les Euskes restèrent stables et indépendants, tandis que les Celtes de la Gaule, désorganisés par leur régime de familles instables (§ 6), subissaient le joug des Romains. Ceux-ci ne restaurèrent point la famille : ils inoculèrent leur propre corruption aux Gaulois, et ils préparèrent ainsi le succès de l'invasion des Franks.

## § 10

### LA FAMILLE-SOUCHE, LE FIEF ET LES TENURES FÉODALES

Les Franks, malgré leurs qualités héroïques, furent d'abord impuissants à restaurer l'ordre social désorganisé par l'instabilité des Gaulois et par la corruption des Romains. Cette impuissance dérivait de deux causes principales. La race con-

quérante avait perdu peu à peu, au voisinage des Romains établis sur le Rhin, la chasteté, dont le rôle social a été justement apprécié, à deux époques de décadence, par Tacite<sup>1</sup> et par Montesquieu<sup>2</sup>. Elle avait souvent pris, au contact de cette corruption, les mœurs de la famille instable. Or l'organisation vicieuse de la famille entraîna

1 Chez les Germains, « les mariages sont chastes, et il n'est  
« pas de trait dans leurs mœurs qui mérite plus d'éloges. Presque  
« seuls entre les barbares, ils se contentent d'une femme, hormis  
« un très-petit nombre de grands qui en prennent plusieurs,  
« non par esprit de débauche, mais parce que plusieurs familles  
« ambitionnent leur alliance... Pour que la femme ne se croie pas  
« dispensée des nobles sentiments et sans intérêt dans les hasards  
« de la guerre, les auspices mêmes qui président à son hymen  
« l'avertissent qu'elle vient partager des travaux et des périls, et  
« que sa loi, en paix comme dans les combats, est de souffrir et  
« d'oser autant que son époux... Aussi les femmes vivent-elles  
« sous la garde de la chasteté, loin des spectacles qui corrompent  
« les mœurs, loin des festins qui allument les passions... Dans ce  
« pays on ne rit pas des vices; corrompre et céder à la corrup-  
« tion ne s'appelle pas vivre selon le siècle. Quelques cités, encore  
« plus sages, ne marient que des vierges. La limite est posée une  
« fois pour toutes à l'espérance et au vœu de l'épouse; elle prend  
« un seul époux, comme elle a un seul corps, une seule vie, afin  
« que sa pensée ne voie rien au delà, que son cœur ne soit tenté  
« d'aucun désir nouveau, qu'elle aime son mariage et non pas  
« son mari. Borner le nombre des enfants, ou tuer quelqu'un  
« des nouveau-nés, est flétri comme un crime : et les bonnes  
« mœurs ont là plus d'empire que n'en ont ailleurs les bonnes  
« lois. » (*Mœurs des Germains*. Tacite, Œuv. compl. Paris, 1831,  
t. VI, p. 29.) — 2 « Il y a tant d'imperfections attachées à la  
« perte de la vertu chez les femmes, toute leur âme en est si fort  
« dégradée, ce point principal ôté en fait tomber tant d'autres,  
« que l'on peut regarder, dans un État populaire, l'incontinence  
« publique comme le dernier des malheurs et la certitude d'un  
« changement dans la constitution. » (Montesquieu, *Esprit des  
lois*, liv. VII, ch. VIII.)

souvent la désorganisation de l'État. En partageant leurs royaumes entre leurs fils, les premiers rois franks obéissaient aux mêmes sentiments qui portaient leurs auxiliaires à partager les domaines qu'ils avaient conquis.

Mais ces inconvénients eurent de larges compensations. Les Franks apportèrent des éléments de régénération qui manquaient depuis longtemps aux Gaulois et aux Romains. Ils méprisèrent le séjour des villes, où était née surtout et où se perpétuait la corruption des anciens gouvernants. Ils s'établirent dans les campagnes et ils inculquèrent ainsi le goût des résidences rurales aux nouvelles classes dirigeantes formées par la lente fusion des diverses races<sup>3</sup>. Ils restaurèrent parmi ces mêmes classes les sentiments d'indépendance, de personnalité et d'initiative individuelle qui avaient fait la force des Gaulois et qui avaient été étouffés par l'envahissement des villes, puis par la centralisation de Rome. Ces sentiments produisirent aux deux époques, sur le même sol, des conséquences fort différentes. Chez les Gaulois, l'initiative des hommes éminents restait sans aliment sur le sol morcelé des bourgades, sous le régime communiste du clan. Elle n'aurait pu alors créer un vrai domaine rural, pas plus qu'un habile agriculteur ne pourrait le faire aujourd'hui

<sup>3</sup> *L'Organisation du travail*, 3<sup>e</sup> édition, p. 75 et 77.

dans les communes à vaine pâture de la Champagne (§6). L'activité des hommes entreprenants ne pouvait guère s'exercer qu'au détriment de la nationalité, dans des guerres intestines ou dans des expéditions lointaines. Au contraire, chez les Franks et leurs descendants, l'initiative du maître put se développer librement au profit de sa famille et de ses serviteurs sur le territoire où il exerçait les droits de souveraineté. Au fond, elles s'employèrent, dans l'intérêt des localités, à élever les fortes demeures seigneuriales, à défricher le sol et à constituer la plupart des unités rurales qui subsistent encore aujourd'hui. Le christianisme, sous l'impulsion féconde des clercs réguliers et séculiers<sup>4</sup>, faisait en même temps son œuvre; il épurait les mœurs des conquérants, développait chez eux la notion du devoir, et rétablissait l'union entre toutes les classes de la société.

Ce fut sous ces influences que se constitua peu à peu cette puissante organisation de la société qui eut pour fondement le fief, la tenure féodale et la famille-souche. Chaque seigneur trouva dans cette forme de propriété le moyen d'affermir l'indépendance qu'il dut d'abord à son courage et à son épée. Pour assurer la subsistance de sa maison, il cultiva avec le concours de ses

<sup>4</sup> *L'Organisation du travail*, 3<sup>e</sup> édition, p. 73 et 75.

dômestiques une partie du sol<sup>5</sup>, et il partagea les produits du surplus avec différentes classes de tenanciers. Au reste, en s'isolant ainsi au centre de leurs domaines, les nobles franks ne faisaient que se conformer à la coutume de leurs ancêtres<sup>6</sup>.

A mesure qu'il s'organisait sur ces bases, le régime féodal conjurait de mieux en mieux les guerres intestines que le principe des petites souverainetés locales provoquait souvent aux époques qui précédèrent et suivirent la domination romaine. Les seigneurs groupés dans une région par les rapports de voisinage se concertèrent pour établir entre eux une hiérarchie analogue à celle qui régnait, dans chaque fief, entre le seigneur et les diverses classes de tenanciers. Aux degrés moyens de cette hiérarchie; le seigneur avait à la fois, comme vassal et comme suzerain, des droits et des devoirs : en certains cas il devait,

<sup>5</sup> *L'Organisation du travail*, 3<sup>e</sup> édition, p. 77. — Le lecteur qui voudra plus de détails sur ce point fondamental de notre histoire trouvera dans la *Vie des Saints* (collection latine des Bollandistes) des faits fort intéressants sur la vie rurale des nobles franks. On peut consulter notamment pour le VI<sup>e</sup> et le VII<sup>e</sup> siècle les vies de saint Humbert (25 mars), de saint Maurant (5 mai), et de saint Médard (8 juin). — <sup>6</sup> « On sait assez que les Germains ne bâtissent « point de villes : ils ne souffrent pas même d'habitations réunies. « Leurs demeures sont éparses, isolées, selon qu'une fontaine, « un champ, un bocage, ont déterminé leur choix. Leurs villages « ne sont pas, comme les nôtres, formés d'édifices contigus : « chacun laisse un espace vide autour de sa maison. » (Tacite, *Mœurs des Germains*, XVI.)



avec le concours des hommes de son fief, servir son suzerain ou protéger son vassal ; dans les cas inverses, il pouvait réclamer d'eux la même assistance.

Ce régime, comme toutes les formes régulières de société, imposait aux classes dirigeantes le devoir de conserver la paix publique. Son caractère spécial était de lier cette haute fonction à la propriété du sol ainsi qu'à l'organisation du fief et des tenures. Dans la province et dans ses subdivisions rurales, y compris la paroisse, la direction de ce service n'était pas plus divisible pour le duc, le comte, le baron ou le moindre seigneur, qu'elle ne l'est aujourd'hui pour les autorités préposées à ces mêmes circonscriptions. Il en était de même par conséquent pour le sol qui assurait l'existence du fonctionnaire et lui fournissait ses moyens d'action. La transmission intégrale du fief était donc, dans la société féodale, une condition essentielle à l'ordre public. Ce fut ainsi que la force des choses amena la féodalité à réagir contre les mœurs léguées par les Gaulois, les Romains de la décadence et les Franks. Elle transmet la propriété du fief et la fonction seigneuriale à celui des fils que le père s'était associé de son vivant. L'héritier prit en charge toutes les obligations de sa race : il dut conserver la mémoire des ancêtres, doter les frères et sœurs, assurer l'avenir des descendants,

pratiquer, en un mot, tous les devoirs imposés par la tradition à une famille-souche agricole et guerrière. Chaque tenancier avait sur la jouissance de son domaine des droits analogues à ceux que le seigneur exerçait sur l'ensemble des domaines constituant le fief. Comme le seigneur, il transmettait ce droit à son héritier avec les devoirs qui y étaient attachés. Ce régime donna au travail agricole une stabilité que la corruption des classes dirigeantes n'a pas complètement détruite depuis cinq siècles, et que les institutions actuelles n'ont pas restaurée. Dans le Limousin et le Nivernais, beaucoup de métayers à famille-souche cultivent les mêmes domaines depuis plusieurs siècles. Dans la Champagne et le Soissonnais, au contraire, il est peu de cultivateurs à famille instable qui se soient maintenus sur les mêmes fermes depuis la révolution de 1789.

Cependant la liberté testamentaire ne resta point d'un usage général sous le régime féodal, surtout dans le nord de la France. Le suzerain, intéressé à l'établissement d'un ordre régulier dans le fief, employa souvent son influence à créer un régime de succession indépendant de la volonté de son vassal. C'est ainsi que le droit d'aînesse se substitua peu à peu au droit de tester que les Franks avaient d'abord emprunté aux familles-souches rurales du Nord et du Midi (§ 9),

lorsqu'ils eurent compris la nécessité des familles stables<sup>7</sup>.

L'enchevêtrement des droits et des devoirs du régime féodal créa entre les familles rurales de tout rang, comme entre les membres de chacune d'elles, des liens qui n'ont encore été complètement brisés ni par les abus du droit d'aînesse, ni par les désordres de l'ancien régime, ni par les violences de la révolution. Malgré le contact des cours corrompues du XVIII<sup>e</sup> siècle, plusieurs grandes maisons conservèrent jusqu'à la révolution les traditions intimes de la famille-souche. Les charmantes habitudes de leur foyer excitaient encore à cette époque l'admiration des novateurs

<sup>7</sup> La pression qui fut exercée par les suzerains sur les propriétaires de fiefs est encore visible aujourd'hui dans la constitution britannique. Les lords qui, depuis trois siècles, en ce qui touche la transmission de leurs biens, ont repris la féconde coutume du testament conservée de tout temps par les petits propriétaires (§ 12), sont encore soumis au droit d'aînesse en ce qui touche la transmission de leur siège à la chambre haute. Malgré les vœux qui ont été souvent exprimés à titre individuel, les pouvoirs publics ont toujours refusé de subordonner cette dernière transmission à la volonté paternelle. Les pairs d'Angleterre sont contraints de laisser leur siège à leur fils aîné ; mais ils ont le droit de transmettre par testament leurs biens à tout autre héritier.

C'est sous l'inspiration des mêmes sentiments que la Constitution française de 1852 n'a accordé qu'à titre d'exception et pour une fois seulement au souverain le droit de choisir son héritier. La Constitution de 1870 confirme ces dispositions. Elle porte dans son article 3 : « Napoléon III, s'il n'a pas d'enfant mâle, peut adopter les « enfants et descendants légitimes dans la ligne masculine des « frères de l'empereur Napoléon I<sup>er</sup>... L'adoption est interdite aux « successeurs de Napoléon III et à leur descendance. »

qui, par leurs illusions et leur imprudence, allaient détruire, avec beaucoup d'abus, sans rien réédifier, les meilleures institutions de notre race<sup>8</sup>.

## § 11

### LA FAMILLE-SOUCHE, LES COMMUNAUTÉS RURALES ET LES COMMUNES URBAINES SOUS LE RÉGIME FÉODAL

Les établissements agricoles du moyen âge ne se composaient pas seulement de tenures féodales, formées de terres agglomérées autour d'une résidence, cultivées par une famille-sou-

<sup>8</sup> J'emprunte le trait suivant à un Anglais, Arthur Young, qui, ayant adopté nos passions révolutionnaires, vit son ouvrage traduit, en 1793, par ordre du comité de salut public. « Quelques-uns  
« des hôtels de Paris sont immenses, par l'habitude des familles  
« de vivre ensemble, trait caractéristique qui, à défaut des autres,  
« m'aurait fait aimer la nation. Quand le fils aîné se marie, il  
« amène sa femme dans la maison de son père ; il y a un appa-  
« rement tout prêt pour eux ; si une fille n'épouse pas un aîné,  
« son mari est reçu de même dans la famille, ce qui rend leur  
« table très-animée. On ne peut, comme en d'autres circon-  
« stances, attribuer ceci à l'économie, parce qu'on le voit chez les  
« plus grandes et les plus riches familles du royaume. Cela s'ac-  
« corde avec les manières françaises ; en Angleterre, l'échec se-  
« rait certain, et dans toutes les classes de la société. Ne peut-  
« on conjecturer avec de grandes chances de certitude que la  
« nation chez laquelle cela réussit est celle qui a le meilleur ca-  
« ractère ? » (A. Young, *Voyages en France*, Paris, 2 vol. in-12, 1869, t. 1<sup>er</sup>, p. 369.) Les mœurs peu sociables de l'Angleterre, auxquelles A. Young fait allusion dans ce passage, sont celles que je critique ci-après (§ 15).

che, offrant en quelque sorte l'image réduite du fief dont elles dépendaient. Le régime féodal englobait en outre beaucoup d'agriculteurs de conditions très-diverses. Parmi ceux-ci on distinguait surtout des groupes de familles liées entre elles ainsi qu'au seigneur par certains intérêts spéciaux. Par ce motif, on les distinguait, en général, sous le nom de *communautés rurales*.

Beaucoup de communautés s'étaient constituées par une lente transformation des bourgades gauloises. Tout en s'adaptant aux nouvelles mœurs, elles avaient conservé le trait principal qu'elles offraient dès l'origine : l'agglomération de familles instables au centre d'une banlieue morcelée (§ 6). Les bourgeois laboureurs de ces communautés avaient comme leurs ancêtres la propriété individuelle de leurs champs et la jouissance indivise de certains territoires occupés par des pâtures, des marais ou des bois. Ils réglaient en toute liberté les droits d'usage sur les communaux, la vaine pâture sur les champs, et les autres intérêts communs. Ils veillaient eux-mêmes à leur sécurité dans les temps ordinaires ; mais, pour conjurer autant que possible les maux des grandes luttes féodales, ils se mettaient spontanément sous la protection d'un suzerain, quand ils n'y étaient pas contraints par la force. En échange de cette protection, ils payaient chaque année un impôt modéré, et, en certains cas, ils

fournissaient un contingent à l'armée du seigneur<sup>1</sup>.

Le régime féodal créa aussi d'autres communautés qui se trouvèrent d'abord placées dans des conditions fort différentes de celles qui régnaient dans les anciens villages. Depuis l'arrivée des Franks jusqu'au x<sup>e</sup> siècle, les seigneurs, voulant défricher les territoires incultes de leurs fiefs, y attirèrent des colons en leur offrant certains avantages. Ils concédèrent habituellement aux nouveaux venus la moitié du territoire avec une habitation et diverses dépendances. Les colons disposaient d'une moitié de leur temps pour leur exploitation personnelle, et ils étaient tenus d'employer l'autre moitié à la culture du sol que le seigneur s'était réservé. Ils jouissaient d'ailleurs, dans des conditions fixées par les usages locaux, des bois, des marais et des pâtures qui restaient en dehors de la région défrichée<sup>2</sup>. Peu

<sup>1</sup> Ces communautés jouissaient d'une indépendance qui a été détruite depuis deux siècles par la corruption des mœurs sous l'influence des cours, par les empiétements de la monarchie en décadence et par les violences de la révolution. Voir les travaux de M. l'abbé Defourny sur la Champagne, de M. l'abbé Hanaüer sur l'Alsace, de M. de Maurer sur l'Allemagne occidentale. Ces travaux (cités dans *l'Organisation du travail*, p. 79 à 82) se rapportent à la région des villages à banlieue morcelée (§ 6), comprise entre les bassins de la Seine et du Rhin. —

<sup>2</sup> Des communautés analogues formaient encore la base du régime agricole des provinces orientales de la Russie, aux trois époques où j'étudiai ces régions. Voir la monographie ayant pour titre : *Paysans agriculteurs et charrons (à cornées) des steppes de*

à peu le seigneur et les colons modifièrent, d'un commun accord, ce contrat, en vue de conjurer les difficultés naissant de l'enchevêtrement des intérêts et du règlement des redevances livrées en journées de travail. A mesure qu'ils s'enrichissaient par le travail et l'épargne, les colons entreprenaient à leur propre compte la culture de tout le sol défriché, à la charge de partager les produits avec le seigneur, ou de lui payer en argent chaque année une redevance équivalente<sup>3</sup>.

*terre-noire du pays d'Orembourg.* (*Les Ouvriers européens*, p. 58.) Voir également une monographie décrivant une organisation analogue que j'ai observée, en 1846, dans la Hongrie centrale : *Jobajjy, ou Paysans agriculteurs (à corvées) des plaines de la Theiss.* (*Les Ouvriers européens*, p. 111.) — Ces communautés ont été depuis lors modifiées : en Russie, par l'oukase de 1861 (voir la *Réforme sociale*, 5<sup>e</sup> édition, 66, X) ; en Hongrie, par diverses réformes postérieures à 1848.

3 Voir la monographie ayant pour titre : *Paysans agriculteurs, portefaix et bateliers-émigrants (à l'abrok), du bassin de l'Oka* (Russie centrale). (*Les Ouvriers européens*, p. 67.) Cette communauté de paysans m'a offert en 1853 un degré de bien-être que je ne croyais pas compatible avec une organisation féodale. Cependant cette organisation sociale reste inférieure à celle que signalent les recherches récentes de l'archéologie pour une foule de communautés rurales de la France aux XII<sup>e</sup> et XIII<sup>e</sup> siècles. Pour ramener au vrai ceux qui ont pu, comme moi, être égarés par les fausses notions d'histoire inculquées chez nous à la jeunesse, je ne saurais mieux faire que de renvoyer le lecteur aux ouvrages cités ci-dessus (note 1). Je signale notamment l'état social acquis dès le XII<sup>e</sup> siècle aux bourgeois laboureurs du petit bourg fortifié de Beaumont-en-Argonne, qui fait aujourd'hui partie du département des Ardennes. Ces bourgeois cultivaient individuellement la terre arable et les prés dont ils avaient l'usufruit perpétuel, comme les paysans russes à l'abrok, à la charge de payer un fermage convenu au seigneur propriétaire du fonds. Comme dans



Plus tard cette redevance fut rachetée par le paiement d'un capital. Souvent aussi un partage fait

les autres communautés rurales de la Champagne, ces héritages constituaient une banlieue morcelée. Ils étaient contigus à une forêt communale et ils étaient exploités sous le régime de la vaine pâture (§ 6). Toutefois, à l'aide du testament et du retrait lignager, les pères s'efforçaient de lier à la transmission des biens personnels la conservation de l'esprit de tradition dans leurs familles. Ainsi que dans les communes russes actuelles, les foyers domestiques n'étaient jamais l'objet d'une location : chaque chef de famille possédait au moins une maison dans le bourg et un jardin dans la banlieue.

La communauté de Beaumont a été régie, pendant six siècles, par la charte que lui donna spontanément, en 1182, son suzerain, Guillaume de Champagne, archevêque de Reims, et que Charles V, roi de France, cessionnaire en 1379 des droits des archevêques, s'engagea à respecter.

Aux termes de cette charte, les redevances annuelles, qui représentent à la fois la rente due au propriétaire du fonds et l'impôt dû au seigneur chargé de la défense du sol, sont fixées une fois pour toutes. Elles comprennent : 2 francs (monnaie actuelle) pour la maison et le jardin ; 1 fr. 76 par hectare de prés ; un sixième des céréales récoltées sur les terres d'ancienne culture ; un septième des céréales récoltées sur les terres défrichées après l'octroi de la charte. Les libertés locales sont développées dans des proportions inconnues de nos jours, sans aucun inconvénient pour les droits du seigneur et pour la paix publique. Les bourgeois élisent chaque année leurs magistrats municipaux, qui gouvernent la commune, rendent la justice civile ou criminelle, et donnent l'authenticité aux contrats. Les décisions touchant les intérêts communs sont prises, sur la place de l'église paroissiale, par une assemblée composée du maire, des échevins et de quarante des bourgeois les plus éclairés.

Le seigneur intervient à peine dans ce petit gouvernement local. Ses prérogatives se bornent à nommer un juré qui, de concert avec deux autres désignés par les bourgeois, surveille l'emploi des fonds alloués sur les revenus seigneuriaux pour la défense et l'embellissement du bourg ; à faire grâce dans certains cas spécifiés ; enfin à recevoir le serment des magistrats nouvellement élus. Quant à ses obligations, elles consistent à défendre la com-

à l'amiable libéra de tout droit d'usage une partie des bois, des marais et des pâtures qui formaient,

mune contre les ennemis du dehors, sans imposer les habitants, ni les requérir pour le service militaire pendant plus de vingt-quatre heures.

Les bourgeois ont, sur le territoire communal concédé par le seigneur, la jouissance libre et gratuite des produits spontanés du sol, des forêts et des eaux, à la seule condition de se conformer à certaines règles d'ordre public. La pêche du poisson, l'abatage du bois et la cueillette des fruits sauvages fournissent aux familles, surtout aux moins aisées, des subventions précieuses pour la nourriture, ainsi que pour la construction, l'ameublement, l'éclairage et le chauffage des habitations.

Tel était le degré de liberté et de bien-être dont jouissaient les bourgeois de Beaumont; qu'ils se montrèrent constamment très-attachés à leur organisation municipale. Aux états de Vermandois, réunis en 1556 pour la rédaction des coutumes de la province, ils déclarèrent fermement vouloir s'en tenir aux franchises contenues dans leur charte; et au XVIII<sup>e</sup> siècle ils résistèrent, avec une énergie digne d'un meilleur succès, aux empiétements par lesquels la royauté, en opprimant les communautés pour les dépouiller de leurs biens communs et privés, inculqua à la France le mépris des coutumes, puis l'esprit de révolution.

Il ne faudrait pas d'ailleurs objecter que la constitution dont je viens d'esquisser les principaux traits n'aurait eu, au moyen âge, qu'un caractère exceptionnel. Les autres constitutions communales étaient, en général, fondées sur les mêmes principes. La charte de Beaumont elle-même fut octroyée par les seigneurs suzerains à un grand nombre de villes du nord-est de la France. Avant les attentats révolutionnaires de Louis XIV et de ses successeurs, cette loi régissait encore, dans cette région de la France, plus de cinq cents communautés. (Voir pour plus de détails : *la Loy de Beaumont*, par M. l'abbé Defourny, curé de Beaumont, 1 vol. in-8°, Reims, 1864.)

Les institutions sociales, dont le résumé se trouve dans la Loy de Beaumont, assuraient à la population entière, dans le nord-est de la France, une foule de satisfactions. Les unes sont devenues rares. Les autres manquent complètement, et elles n'ont été remplacées par de nouveaux avantages que pour une faible minorité. Pour accomplir la réforme que chacun réclame aujourd'hui, nous

à l'origine, la propriété exclusive du seigneur. Vers la fin du XIII<sup>e</sup> siècle, plusieurs des commu-

devons donc avant tout, sous la direction des érudits, apprendre à respecter les sentiments, les coutumes et les lois qui florissaient il y a six siècles, et qui, en 1556, faisaient encore repousser par les peuples toute idée de changement. La plupart des mobiles qui, au XII<sup>e</sup> siècle, faisaient le bonheur des communes, auraient aujourd'hui la même efficacité. Il suffit, pour s'en convaincre, d'arrêter sa pensée sur les faits suivants.

L'esprit chrétien qui portait l'archevêque Guillaume à réduire ses revenus pour augmenter le bien-être de ses sujets n'intervient guère maintenant dans les questions qui se débattent entre le fisc et les contribuables. Les conseils municipaux ne pensaient pas qu'une famille pût se constituer dans la commune sans posséder en propre une maison et une parcelle de terre, tandis que ceux de nos grandes villes admettent, sous le régime des locations, les individualités les plus dégradées et les plus dangereuses du monde entier. Grâce à l'admirable organisation qui rejetait le poids du service militaire sur le possesseur, noble ou vilain, d'un fief concédé par l'archevêque, les familles étaient exemptes de ce service quand il n'y avait pas lieu de défendre le bourg et sa banlieue. Cependant les bourgeois de Beaumont étaient de courageux patriotes : en 1424, alliés à ceux de Mouzon, ils résistèrent avec un succès complet au roi d'Angleterre, qui, sous le titre de roi de France, commandait à Reims et dans la majeure partie de la Champagne. Les peuples étaient également exempts de tous les impôts, directs ou indirects, qui pèsent aujourd'hui sur l'exercice des métiers ou sur la fabrication, le commerce et la consommation de certains produits.

Après le respect de la loi morale, le principal élément de succès était, à Beaumont comme dans tous les lieux où j'ai vu prospérer de nos jours le régime féodal, l'étendue des territoires non appropriés à la culture. Au XII<sup>e</sup> siècle, le colon qui venait défricher un lot de la forêt seigneuriale avait la propriété du bois abattu, et, sauf la redevance stipulée par la Loy, l'usufruit perpétuel des champs et des prés créés par son travail. Il recevait d'ailleurs un concours de la communauté pour l'établissement de sa maison et de son jardin. L'état de choses que je viens de décrire résolvait aisément au moyen âge certaines questions qui exigeraient aujourd'hui, chez les intéressés, beaucoup d'intelli-

nautés nouvelles avaient acquis la même indépendance que les anciennes: elles ne payaient plus, à vrai dire, que des impôts, c'est-à-dire les frais des services de sécurité qui restaient à la charge du seigneur. Groupées d'abord en villages sous la protection du manoir seigneurial, certaines communautés conservèrent le type de la banlieue morcelée et de la famille instable, alors même que la sécurité était devenue complète. D'autres, au contraire, se livrant à des travaux opiniâtres dont on découvre aujourd'hui la trace, constituèrent la propriété libre et individuelle, sous le régime des domaines agglomérés et des familles-souches; puis elles léguèrent à leurs descendants les bienfaits de cette organisation sociale, en s'inspirant des libres coutumes de transmission adoptées dès la plus haute antiquité dans les petits domaines du Lavedan, de la Normandie et des autres contrées à pâturages enclos (§ 9).

C'est ainsi que se formèrent les plus solides constitutions sociales de l'Occident. L'état de dépendance réciproque qui régnait au moyen âge entre le seigneur, le vassal et le tenancier fut rem-

gence, de force morale et de dévouement chrétien. Les grands propriétaires qui, au moyen âge, avaient le respect et l'affection de leurs tenanciers, n'étaient pas tous plus habiles ou plus généreux que ceux de notre temps; mais ils pouvaient concéder à bas prix des forêts et des terres incultes qui n'existent plus aujourd'hui. Là se trouve encore le secret de l'harmonie sociale qui règne, sous des régimes fort divers, chez les Russes, les Américains du Nord et les colonies britanniques de l'Australie.

placé peu à peu par l'indépendance individuelle des propriétaires de tout rang. Partout cette transformation s'opéra par les mêmes moyens : par le travail et l'épargne appliqués sans relâche au rachat des redevances féodales qui avaient été d'abord l'équivalent de la concession des usufruits du sol.

Quant aux cités commerçantes, qui dataient de la domination romaine ou qui se créèrent au moyen âge, elles se placèrent généralement sous la suzeraineté des membres supérieurs de la hiérarchie féodale, en s'obligeant à payer un impôt pour prix de la protection qui leur était accordée. Dans ces communes urbaines, les bourgeois avaient la libre possession de leurs foyers, de leurs biens mobiliers et de leur banlieue rurale. Ils n'avaient pas la stabilité des familles rurales proprement dites. Cependant ils parvenaient, en certaines villes, à l'aide du testament, à constituer des familles souches qui se conservèrent, pendant des siècles, dans les mêmes foyers, tout en attribuant à leurs rejetons des établissements convenables<sup>4</sup>. Beaucoup de ces familles fondées au moyen âge formaient encore en 1789 la principale force de la nation !

<sup>4</sup> Voir les belles études de M. O. Teissier sur la transmission régulière des foyers de famille à Toulon (Var), depuis le moyen âge jusqu'à la révolution de 1789. (*Histoire de Toulon au moyen âge*, avec un plan de 1442; Paris, 1869. — Voir aussi la *Réforme sociale*, 5<sup>e</sup> édition, 30, V, n. 2.)

Les hommes capables d'accomplir la réforme sociale de notre pays doivent se pénétrer des faits exposés dans ce paragraphe. Ils doivent surtout s'inspirer de la conclusion énoncée à la fin de la note 3. La France ne possède plus les terres incultes qui, au XIII<sup>e</sup> siècle, offraient la solution naturelle des questions sociales. Elle est privée des moyens d'harmonie et de bien-être qui restent acquis aux Russes, aux Américains du Nord, comme à toutes les florissantes colonies des Anglo-Saxons, des Franco-Canadiens et des autres races fécondes. Le moment est donc venu, pour les classes dirigeantes, de suppléer au manque de sol disponible et aux faciles procédés du moyen âge par des institutions fondées sur l'expérience, la vertu et le dévouement !

## § 12

### LA FAMILLE-SOUCHE, LE FRANC-ALLEU ET LE RÉGIME REPRÉSENTATIF

Le régime féodal, tel qu'il fut constitué sous le règne de saint Louis (1226-1270)<sup>1</sup>, donna au peuple une prospérité qui n'avait point eu de précédents sur le territoire de la France. Il puisa cette fécondité dans le jugement sain, la vertu,

<sup>1</sup> *L'Organisation du travail*, 3<sup>e</sup> édition, p. 78.

la perspicacité et l'énergie du roi<sup>2</sup>; mais il devint stérile et dangereux, à mesure que ces qualités s'amoindrirent dans la race des souverains. Ce régime ne fut point à l'épreuve de la corruption ou des attentats des gouvernants; et les efforts faits pour remédier au mal n'aboutirent en général qu'à troubler la paix publique. La résistance légitime des pouvoirs qui relevaient directement de la royauté dégénérait habituellement en désordre. Les grands vassaux et les princes apanagés, lorsqu'ils avaient le devoir de s'opposer au souverain, allaient presque toujours au delà du but : ils cherchaient à se rendre indépendants avec l'appui de l'étranger; ils entraînaient dans la révolte leurs propres vassaux; et ils provoquaient ainsi dans le royaume des déchirements sans fin. Les communes et les communautés, paralysées pour la plupart par le régime de la famille instable, n'offraient pas, au milieu des dissensions civiles, un point d'appui sérieux à la cause de l'ordre. Celles mêmes qui se fondaient sur la famille-souche (§ 11), n'ayant pas comme les fiefs une constitution hiérarchique, étaient bientôt réduites à l'impuissance par les rivalités de la classe bourgeoise et par les passions déchaînées de la populace.

Cependant, au milieu des abus de la force et

<sup>2</sup> Joinville, *Histoire de saint Louis* (en langage moderne), 1 vol. in-18, Paris, 1868.



des autres désordres de la féodalité, plusieurs districts ruraux se montrèrent spécialement aptes à conserver le règne du droit et les bienfaits de la paix publique. Ils avaient pour caractère spécial le régime des francs-alleux, c'est-à-dire de la propriété libre et individuelle; et ils se distinguaient par leurs mœurs et leurs institutions des localités où régnaient les régimes du fief ou de la communauté.

Dans ces localités, la masse de la population s'adonnait spécialement à l'agriculture; mais au lieu d'être groupée par bourgs ou villages, comme les communautés rurales (§ 11), elle était disséminée sur la surface entière du pays. Chaque famille était établie au centre de son domaine aggloméré : elle comprenait de 15 à 20 personnes; elle possédait une quantité de terre telle qu'elle pouvait la cultiver sans recourir à l'emploi des salariés et sans être obligée de chercher elle-même des salaires au dehors; elle transmettait le domaine aux générations successives, sous le régime de la famille-souche et du testament; elle était placée, en un mot, dans les conditions spéciales au paysan français, dont la description est l'objet du Livre deuxième de cet ouvrage.

Certaines familles se livraient aux métiers ruraux et aux industries manufacturières qui ne figuraient pas comme travail accessoire au foyer des agriculteurs. Ces métiers avaient habituelle-

ment pour objet la construction des habitations, la fabrication et l'entretien des mobiliers, du matériel agricole, de diverses pièces de vêtement. En certaines régions ils se rattachaient à l'exploitation des mines et des forêts. Ces familles étaient ordinairement disséminées, parfois groupées en petits hameaux. Chaque chef de métier possédait au moins une chaumière et un jardin potager; souvent il y joignait la quantité de terre qui pouvait être cultivée par les femmes, les enfants et les vieillards de la famille. Dans les provinces situées à proximité de la mer, par exemple en Flandre, en Picardie, en Normandie et en Bretagne, la population manufacturière s'accroissait au delà des limites fixées par les besoins locaux, sans perdre toutefois son caractère rural. Elle s'adonnait surtout au filage et au tissage des matières textiles. Une classe spéciale de négociants recueillait ces produits dans les campagnes et les exportait au dehors; et elle créait ainsi les premiers éléments du grand commerce international.

Enfin ces régions de propriété libre et individuelle étaient, en outre, habitées par de grands propriétaires mêlés aux deux autres classes de la population. Ceux-ci s'étaient lentement élevés par le travail et l'épargne des générations successives. Ils possédaient, en général, outre les forêts, les mines et les usines, plus de terre qu'ils n'en

pouvaient cultiver avec le concours de leurs domestiques ou de leurs bordiers<sup>3</sup>; et ils concédaient le surplus à des tenanciers libres qui partageaient avec le propriétaire les produits du sol. Cette classe de la société vivait avec les autres dans les conditions d'une complète égalité; mais elle avait plus de loisirs et de moyens d'action. Elle exerçait gratuitement, en vertu du libre choix des chefs de famille, la police rurale et urbaine, la justice correctionnelle, le commandement de la force armée et les autres fonctions du gouvernement local.

Ces francs-propriétaires de tout rang dataient d'une antiquité reculée (§ 9) ou s'étaient plus récemment constitués sous des influences favorables. Leur principal secret pour créer ou conserver leur indépendance fut leur fidélité au régime des domaines agglomérés, des testaments et des familles-souches. Le succès avec lequel ils résistèrent, en certains lieux, aux envahissements de la féodalité eut pour cause, outre l'organisation du foyer et de l'atelier, l'union spontanée des familles de tout rang, l'existence d'une hiérarchie sociale fondée à la fois sur la coutume et sur l'élection. Parfois aussi ce succès s'expliquait par la situation du district à la frontière de deux États puissants ou par la configuration

<sup>3</sup> Ouvriers tenanciers travaillant, moyennant salaire, pour le propriétaire. (*La Réforme sociale*, 5<sup>e</sup> édition, 34, XIX.)

montagneuse du sol, lorsqu'elle opposait des remparts naturels à l'invasion des conquérants<sup>4</sup>.

Au milieu des luttes du moyen âge, les districts de franc-allevé s'allièrent parfois aux barons du voisinage pour résister à l'oppression des suzerains. Mais, en général, ceux qui étaient enclavés dans les grands États recherchèrent avec prédilection la suzeraineté directe du roi<sup>5</sup>. Ils furent toujours enclins à lui conférer les droits de haute justice, la disposition de la force armée et les autres attributions qui assurent le maintien de la paix publique. Au fond, leur préoccupation constante fut de conserver leur indépendance; et, pour atteindre ce but, ils furent toujours prodigues d'hommes ou d'argent, à la condition que ces sacrifices fussent librement consentis par les représentants de chaque district. Ils s'employèrent aussi à faire édicter par le roi les lois d'intérêt général, de concert avec les députés des fiefs. Ils furent toujours prêts d'ailleurs à faire respecter ces lois dans tout le royaume, alors

<sup>4</sup> C'est, par exemple, sous l'influence combinée de ces deux causes que les propriétaires ruraux de la vallée d'Andorre conservent jusqu'à ce jour leur autonomie, à la limite commune de la France et de l'Espagne. — <sup>5</sup> Les petites communautés rurales, soumises au régime féodal (§ 11), montrèrent souvent la même tendance, lorsque les rois donnaient l'exemple de la vertu. Ainsi la communauté de Beaumont-en-Argonne, dont les institutions furent adoptées par plus de cinq cents communautés de la Champagne, passa en 1379 sous la suzeraineté directe de l'héritier de saint Louis, après avoir relevé pendant longtemps des archevêques de Reims. (*L'Organisation du travail*, 3<sup>e</sup> édition, p. 79.)

même que certains seigneurs féodaux croyaient devoir refuser leur concours à la représentation nationale.

Les francs-propriétaires ne manquaient en France, au XIII<sup>e</sup> siècle, ni dans le Nord ni dans le Midi. Ils avaient fondé de nombreux domaines qui restèrent florissants jusqu'à la révolution. Dans le Béarn, par exemple, ils étonnaient encore, à cette époque, par le spectacle de leur prospérité les voyageurs expérimentés<sup>6</sup>. Mais ils

6 « Le 12 août 1787. — En prenant la route de Moneng (Monein),  
 « je suis tombé sur une scène si nouvelle pour moi en France,  
 « que j'en pouvais à peine croire mes yeux. Une longue suite de  
 « chaumières bien bâties, bien closes et confortables, con-  
 « struites en pierres et couvertes en tuiles, ayant chacune son  
 « petit jardin entouré d'une haie d'épines nettement taillée, om-  
 « bragé de pêchers et d'autres arbres à fruit, de beaux chênes  
 « épars dans les clôtures, et çà et là de jeunes arbres traités avec  
 « ce soin, cette attention inquiète du propriétaire, que rien ne  
 « pourrait remplacer. De chaque maison dépend une ferme par-  
 « faitement enclose; le gazon des tournières dans les champs de blé  
 « est fauché ras, et ces champs communiquent ensemble par  
 « des barrières ouvertes dans les haies. Les hommes portent des  
 « bonnets rouges comme les montagnards d'Écosse. Quelques  
 « parties de l'Angleterre (là où il reste encore de petits semai-  
 « niers) se rapprochent de ce pays de Béarn, mais nous en avons  
 « bien peu d'égaux à ce que je viens de voir dans ma course de  
 « douze milles de Pau à Moneng. Il est tout entre les mains de  
 « petits propriétaires, sans que les fermes se morcellent assez  
 « pour rendre la population misérable et vicieuse. Partout on res-  
 « treuve un air de propreté, de bien-être et d'aisance qui se re-  
 « trouve dans les maisons, dans les étables fraîchement construites,  
 « dans les petits jardins, dans les clôtures, dans la cour qui pré-  
 « cède les maisons, jusque dans les mues de volailles et les toits  
 « à porcs. Peu importe au paysan que son porc soit mal abrité,  
 « si son propre bonheur tient à un fil, à un bail de neuf ans.

eurent rarement le pouvoir de s'interposer, comme arbitres modérateurs, entre le roi et les grands vassaux. Ils ne purent soustraire le royaume aux épreuves qui lui furent successivement infligées par la féodalité et la monarchie absolue. Cette entreprise fut souvent tentée sans succès par la petite propriété alliée aux communautés et à la petite noblesse : mais elle fut tou-

« Nous sommes en Béarn, à quelques milles du berceau d'Henri IV; « serait-ce de ce bon prince qu'ils tiennent tant de bonheur? Le « génie bienveillant de cet excellent monarque semble régner « encore sur le pays : chaque paysan y a la poule au pot. — Trente- « quatre milles (ou cinquante-cinq kilomètres parcourus). » (*Voyage en France pendant les années 1787, 1788, 1789*, par Arthur Young, 2 vol. in-18; Paris, 1860, t. I, p. 72.)

« Le 13 août. — L'agréable tableau d'hier se déroule encore « devant nos yeux : beaucoup de petites propriétés, toutes les « apparences du bonheur champêtre. Navarreins est une petite « ville murée et fortifiée, ayant trois rues principales qui se cou- « pent à angle droit, et une petite place. Des remparts on domine « une belle campagne. La fabrication de la toile est très-répan- « due. Jusqu'à Saint-Palais, le pays est le plus souvent enclos, et « pour la plupart du temps, par des haies admirablement venues « et soigneusement coupées. — Vingt-cinq milles (quarante ki- « lomètres parcourus). » (*Ibidem*, t. I, p. 73.)

A. Young reproduit dans ce passage un regret que j'ai entendu souvent exprimer en Angleterre touchant la disparition des petits propriétaires ruraux (§ 15). Il se trompe d'ailleurs en attribuant à Henri IV le bien-être dont jouissaient encore, en 1787, les petits propriétaires du Béarn. Ce bien-être se conservait depuis un temps immémorial sous la salubre influence de la famille-souche, du domaine aggloméré, du testament, de la propriété libre et individuelle (§ 9). C'est, au contraire, l'existence de ce bien-être, resté dans l'esprit du roi avec les souvenirs d'enfance, qui suggéra à ce souverain le désir d'étendre les mêmes bienfaits aux contrées appauvries par l'organisation vicieuse de la famille et par les abus de la féodalité.

jours combattue par l'égoïsme inintelligent des grands vassaux et des rois ; et elle échoua définitivement, après la Fronde, par ces mêmes causes, auxquelles s'ajouta le déplorable concours des légistes et des fonctionnaires<sup>7</sup>.

Les petits propriétaires furent plus heureux en d'autres régions de l'Occident. Sous leur influence se créèrent, dès le moyen âge, les premiers éléments du régime représentatif. Combattu habituellement par les grands vassaux et les rois aidés des légistes du droit romain, ce régime eut, selon les temps et les lieux, des fortunes très-diverses. Mais, dans tous les États où il s'est maintenu, il a conservé le bienfait des libertés locales, sous les constitutions sociales les plus opposées : en Suisse et en Biscaye, comme en Écosse et en Angleterre.

<sup>7</sup> L'une des regrettables lacunes de notre histoire est le manque d'informations méthodiques sur les efforts tentés, pour la conservation ou la restauration des libertés locales, pendant les six siècles qui ont précédé la révolution de 1789. Ces efforts sont habituellement venus des petits propriétaires ruraux et de la petite noblesse alliés d'abord contre les grands vassaux, puis contre les monarques absolus. Dans ces tentatives si dignes d'un meilleur sort, la France a été moins heureuse que l'Angleterre ; mais elle devrait du moins honorer la mémoire de ses héros et de ses martyrs. L'un des plus douloureux épisodes de cette histoire est la condamnation et la mort du marquis de Bonnesson, à l'époque où la cour refusa d'accomplir les promesses qu'elle avait faites, pendant la guerre de la Fronde, pour obtenir la pacification de la Normandie. Colbert a raconté lui-même à Mazarin, en faisant étalage de son zèle, le traitement cruel infligé, au mépris de toute justice, au gentilhomme normand. (Lettres de Colbert, du 17 août au 28 septembre 1659.)



On ne saurait trop signaler l'influence que les organisations spéciales de la famille-souche exercent sur les destinées du gouvernement représentatif. Sous le régime de la propriété stable, les petits ont toujours été plus aptes que les grands à fonder de bons gouvernements sur l'équitable représentation de tous les intérêts. Or cette supériorité ne tient pas seulement à ce que les petits propriétaires, voués à un travail opiniâtre, échappent à la corruption qu'engendrent la richesse et l'oisiveté. Elle résulte surtout de ce que les pères, en choisissant librement leurs héritiers, ont le pouvoir de placer, sous la direction du plus digne, chaque génération de la famille. Si l'Angleterre unit de nos jours mieux que toute autre grande nation l'éclat à la solidité, c'est que, depuis le xvi<sup>e</sup> siècle, les grands propriétaires ont renoncé au droit d'ainesse<sup>s</sup> des fiefs pour adopter la coutume du franc-allev, c'est-à-dire pour instituer, à l'aide du testament, l'héritier le plus capable de défendre les libertés de la famille et de la province.

<sup>s</sup> Voir ci-après (§ 15) la citation de cet événement mémorable et le jugement ajouté à cette citation par Edmund Burke.

## § 13

### LA DESTRUCTION DE LA FAMILLE-SOUCHE PAR LA TERREUR ET LE CODE CIVIL

Les petits propriétaires qui, au moyen âge, gardaient les traditions du travail et de la liberté, dans leurs familles-souches, à l'aide du testament, n'ont point conservé en France la situation prépondérante qui leur reste acquise dans beaucoup de régions de l'Europe. Ils n'ont point pesé sur notre constitution sociale aussi utilement que les mêmes classes ont pu le faire en Grande-Bretagne.

Dans les montagnes du Sud et du Sud-Est, comme dans les plaines qui y sont enclavées, les petits propriétaires libres fondèrent presque partout, de concert avec les grands propriétaires de la noblesse et du clergé, les premiers rudiments d'une représentation nationale. Mais un funeste concours de circonstances ne permit pas aux pays d'États ainsi créés de s'étendre et de s'affermir. Du <sup>xiii</sup><sup>e</sup> siècle au règne de Henri III, les persécutions religieuses ravagèrent le midi de la France et divisèrent les populations. Du règne de Louis XIV à la révolution, la cour rouvrit l'ère de persécution interrompue par les deux premiers Bourbons, et elle acheva, sur la noblesse et le clergé,

l'œuvre de corruption commencée par les derniers Valois. Les classes dirigeantes, à leur tour, propagèrent le mal par leur exemple jusque dans les familles des moindres autorités locales. La rupture des liens sociaux suivit de près la décadence des mœurs. L'antagonisme des classes remplaça l'ancien état d'harmonie ; et la lutte des intérêts ruina peu à peu les libertés provinciales et communales. Au moment où éclata la révolution de 1789, les états de Provence, du Languedoc et des autres provinces du Midi n'offraient plus qu'une vaine apparence : en fait le gouvernement des localités était attribué depuis un siècle, comme il l'est encore aujourd'hui, aux légistes et aux fonctionnaires choisis par le roi <sup>1</sup>.

La représentation nationale fut également faussée ou détruite dans les autres régions de la France par l'ambition des suzerains féodaux, la corruption de la cour, les usurpations des légistes, des fonctionnaires et des officiers à charges vénales. Elle eut également à souffrir de certaines circonstances spéciales. Dans les plaines du Centre, de l'Ouest et du Nord-Ouest, la petite propriété résista moins que dans le Midi et en Normandie aux envahissements des grands fiefs. Dans les plaines du Nord-Est les communautés rurales à famille

<sup>1</sup> *L'Organisation du travail*, § 17, 6<sup>e</sup> époque de l'histoire de France. — A. de Tocqueville, *l'Ancien Régime et la Révolution*, liv. III, ch. VII.

instable furent toujours impuissantes à créer de bonnes traditions et à seconder les réformes (§9). Partout, à l'époque décisive du xvii<sup>e</sup> siècle, la haute noblesse méconnut sa vraie mission. Elle sacrifia la cause de la nation à celle de la monarchie absolue. Elle abandonna définitivement ses résidences rurales et renonça au patronage des localités pour habiter la cour et briguer des privilèges compromettants.

En 1789, les familles-souches de la petite propriété avaient échoué dans toutes les tentatives faites depuis neuf siècles pour constituer le gouvernement représentatif; mais elles conservaient en certaines régions beaucoup de force et d'initiative. En Gascogne, en Languedoc, en Auvergne, en Dauphiné, en Franche-Comté, en Alsace, en Normandie, les paysans et les autres classes de petits propriétaires aisés étaient, à vrai dire, exclus de la vie publique; mais ils offraient encore de beaux exemples à la vie privée. Les familles restaient laborieuses et fécondes; elles peuplaient les deux mondes de leurs vigoureux rejetons; et, malgré l'abandon des gouvernements corrompus de la métropole, ces héroïques émigrants luttèrent longtemps avec gloire contre les colons des races mieux gouvernées. Ce fut ainsi qu'au Canada les colons issus des familles-souches de la Normandie, abandonnés par le déplorable gouvernement de Louis XV, ré-

sistèrent jusqu'en 1763 aux armées britanniques<sup>2</sup>.

Cette force et cet esprit d'initiative, que la petite propriété avait conservés malgré la décadence de la monarchie absolue, furent ébranlés dans leur principe même par les violences de la révolution. On vit alors une aveugle tyrannie attaquer, dans leurs plus chers intérêts, d'innombrables familles qui n'avaient jamais offert le moindre prétexte aux méfiances de l'opinion publique, et qui restaient sous le nouveau régime, comme elles l'avaient été dans tous les temps, les meilleurs représentants de l'intérêt général du pays. Cette œuvre de destruction, commencée par une loi édictée à la plus sinistre époque de la Terreur, se continue de nos jours en s'aggravant, sous l'action réitérée des contraintes légales organisées par le Code civil.

Le 7 mars 1793, six semaines après la condamnation du roi Louis XVI, la Convention interdit aux pères de famille la faculté de disposer de leurs biens par testament. Elle enleva ainsi aux familles-souches de la petite propriété leur liberté la plus précieuse, celle qui depuis un temps immémorial leur permettait de se maintenir. Selon les promoteurs de cette dure contrainte, la liberté testamentaire était incompatible avec

<sup>2</sup> *L'Organisation du travail*, 3<sup>e</sup> édition, p. 474 à 478. — Voir aussi le *Bulletin de la société d'Économie sociale*, t. IV, p. 45.

l'esprit de la révolution. Les pères usaient du droit de tester, pour perpétuer dans leur famille des sentiments hostiles au nouveau régime. A ce point de vue, il fallait donc, pour affermir la révolution, détruire l'autorité que les pères pouvaient dans le Testament. Les hommes de la Terreur crurent atteindre ce but en exagérant l'ancien privilège d'aînesse : ils attribuèrent à tous les enfants, sur l'héritage de leurs parents, les droits qui, sous le régime féodal, n'appartenaient qu'à l'aîné. Ce motif n'avait pas plus de précédents que la loi elle-même dans l'histoire des peuples civilisés. Cependant il n'en fut point allégué d'autre dans le compte rendu officiel de la séance du 7 mars 1793<sup>3</sup>. On s'explique d'ail-

<sup>3</sup> Les extraits consignés ci-après mettent en complète évidence les idées antisociales qui firent abroger la plus vénérable coutume des peuples civilisés, et qui étouffèrent les réclamations que cette funeste décision suscita immédiatement, même parmi les partisans de la révolution.

*Extrait du Moniteur.* (Séance du 7 mars 1793.) — « N... demande que les testaments faits en haine de la révolution soient abolis. — Mailhe dit qu'il faut remonter à la source du mal. Il constate que beaucoup de pères ont testé contre des enfants qui se sont montrés partisans de la révolution. — Prieur : Je demande que la loi se reporte à juillet 1789. Sans cela, vous sacrifiez les cadets voués à la révolution; vous sanctionnez la haine des pères pour les enfants patriotes. — N... Je demande au moins qu'on abolisse à dater de ce jour. »

Jamais on n'avait vu, chez un peuple civilisé, des intérêts aussi grands tranchés par de si faibles raisons. Ce texte du *Moniteur* est la plus évidente condamnation de la loi, qui fut arrachée par la Terreur à une majorité pusillanime, qui détruisit les institutions datant de vingt-cinq siècles (§ 9), qui, depuis lors, en propa-

leurs cette monstrueuse innovation quand on se rapporte au système d'intimidation qui fut alors exercé, à l'aide de l'échafaud, sur la majorité de la Convention :

Le Premier consul voulut réagir contre cette loi, lorsqu'il s'occupa de restaurer l'ordre social désorganisé par la Terreur. Appréciant les conséquences fécondes de l'autorité paternelle, il se joignit d'abord à Portalis et aux autres légistes

geant la stérilité dans le mariage, a plus affaibli la France que ne l'eût fait la perte de cent batailles.

*Extrait du Moniteur.* (Séance du 28 décembre 1793.) — « La loi sur l'égalité des partages a déjà occasionné beaucoup de désordres dans bien des familles...; vous avez fait un grand acte de justice; vous avez voulu frapper les grandes fortunes, tous jours dangereuses dans une république; mais, la loi étant générale, les petits propriétaires ont été atteints... » (*Discours de Cambacérès.*) — « La Convention a cru établir un grand principe, et elle a, pour ainsi dire, jeté une pomme de discorde dans toutes les familles; des procès sans nombre vont être le résultat de cette loi... Si elle est reconnue nuisible, elle doit être rapportée. » (*Discours de Thuriot.*)

« Je m'oppose à tout nouvel examen du principe. L'égalité du partage est un principe sacré, consacré dans la déclaration des droits... Votre loi, juste et bienfaisante, a excité des réclamations, dit Thuriot; oui, mais de la part des ennemis de la révolution... » (*Discours de Phélippeaux, appuyé de ceux de Bourdon de l'Oise, de Pons de Verdun, etc.*)

Les personnes qui, dans nos assemblées révolutionnaires, tiraient prévaloir le partage forcé sous la pression de la Terreur, venaient en général des villes ou des contrées à domaines morcelés et à familles instables (§ 6) où régnait la coutume du partage égal. Au mépris de l'expérience et de la raison, cette coutume fut ainsi imposée par la violence aux contrées à domaines agglomérés et à familles stables (§ 9), qui prospéraient au moyen de leurs coutumes séculaires de transmission intégrale.



des pays à famille-souche qui désiraient la rétablir au moyen du nouveau Code. Mais peu à peu il se laissa détourner de son inspiration première par Boulay (de la Meurthe) et les autres légistes des pays à familles instables. Il en vint à se persuader qu'en présence des passions politiques issues de la révolution, il fallait continuer, sauf certains correctifs, le système de la Terreur. Sous le régime conçu pendant l'élaboration du Code civil et complété dès le début du premier Empire, la transmission des biens était soumise à un double système de contrainte<sup>4</sup>. Le partage forcé des héritages continuait à détruire les familles-souches de tout rang. Le droit d'aînesse, institué par l'Empereur, sous le nom de Majorats, en faveur de certaines notabilités dévouées à son gouvernement, devait improviser une classe riche de familles-souches et assurer au nouvel ordre social la stabilité et l'éclat. Ce système n'était pas seulement contraire à la raison et à l'équité : il froissait à la fois les meilleures aspirations de 1789, les préjugés de la révolution et l'inclination naturelle du Premier consul. On serait tenté de croire que les gouvernants tombèrent par ignorance dans les erreurs du nouveau régime, si l'Empe-

<sup>4</sup> Voir un précis sommaire sur l'histoire des régimes de succession de la France. (*La Réforme sociale*, 5<sup>e</sup> édition, 23, IV à VI.) — Voir aussi, à la fin du présent volume, un texte de M. de Haller. (Document A.)

reur lui-même n'en avait signalé les conséquences avec une précision et une énergie à laquelle on ne saurait rien ajouter<sup>5</sup>.

Cette malsaine conception des légistes était d'avance condamnée par l'expérience des peuples libres et prospères. Elle vouait définitivement à la destruction les petits propriétaires, qui auraient dû rester, comme ils l'étaient précédemment, les meilleurs soutiens de l'ordre social. Elle confiait la restauration de la société à de nouveaux enrichis, c'est-à-dire à une classe d'où sortent habituellement des générations corrompues. Pour conférer à cette classe la stabilité, elle ne faisait point appel à la liberté testamentaire qui conservait depuis un temps immémorial les familles-souches de la petite propriété : elle s'aidait du procédé de contrainte que la féodalité avait employé, et que les grands pro-

5 « Mon frère, je veux avoir à Paris cent fortunes, toutes  
« s'étant élevées avec le trône et restant seules considérables,  
« puisque ce ne sont que des fidéicommiss, et que ce qui ne sera  
« pas elles, par l'effet du Code civil, va se disséminer. »

« Établissez le Code civil à Naples ; tout ce qui ne vous est pas  
« attaché va se détruire alors en peu d'années, et ce que vous  
« voulez conserver se consolidera. Voilà le grand avantage du  
« Code civil. Il faut établir le Code civil chez vous ; il consolide  
« votre puissance, puisque, par lui, tout ce qui n'est pas fidéi-  
« commis tombe, et qu'il ne reste plus de grandes maisons que  
« celles que vous érigez en fiefs. C'est ce qui m'a fait prêcher un  
« Code civil, et m'a porté à l'établir. » (Lettre, du 5 juin 1806,  
de Napoléon I<sup>er</sup> au roi Joseph. — *Mémoires du roi Joseph*, t. II,  
p. 275 ; Paris, 1853.)

priétaires anglais avaient abandonné depuis le xvi<sup>e</sup> siècle (§ 15), au grand avantage de leurs descendants.

L'événement n'a que trop justifié les prévisions des hommes d'État qui, dès l'origine, signalèrent les dangers du régime institué par la Terreur. Depuis 1793, la contrainte a continué sans relâche l'œuvre de destruction; mais elle n'a rien réorganisé. La conservation forcée des riches héritages, instituée par l'Empire et maintenue par la Restauration, a d'ailleurs été abolie par les deux gouvernements postérieurs. Le second Empire a établi un majorat en faveur d'un homme de guerre illustre; mais il s'est heureusement arrêté dans cette voie. Le partage forcé de la Terreur, à peine adouci par les palliatifs du Consulat, est redevenu l'unique loi des familles. Aggravé dans ses effets par les exigences du fisc et par l'intervention intéressée des officiers ministériels, il soumet notre race à une instabilité dont les conséquences affectent de plus en plus la vie privée et l'ordre politique.

Cependant ces conséquences ne pèsent pas également sur toutes les classes de la nation. En ce qui concerne la conservation des biens, les familles-souches de la grande propriété ont mieux résisté que celles de la petite à l'action destructive du partage forcé. Elles ont été soutenues pendant un quart de siècle par les majorats,

puis, sous tous les régimes, par les prébendes de notre système administratif. Elles ont d'ailleurs trouvé dans leur influence, leur assiette large et leurs ressources financières, le moyen de supporter les charges imposées par le fisc et les agents du partage forcé. Au contraire, ces mêmes familles sont incessamment menacées de perdre les bonnes mœurs qui ont été la cause première de leurs succès. Les jeunes gens, se fondant sur leur droit de naissance, prétendent jouir, dès leur entrée dans la vie, de la richesse créée par les aïeux. Ils ne se croient pas obligés de s'en montrer dignes par le travail et la vertu. Rebelles à l'autorité des parents, ils s'abandonnent aux appétits sensuels et aux extravagances de la mode<sup>6</sup>. Ils se chargent ainsi de compléter l'œuvre de destruction que le Code seul n'aurait pu accomplir<sup>7</sup>.

<sup>6</sup> Les désordres de la jeunesse riche ont singulièrement contribué à développer le mal aux époques de corruption. Sous les derniers Valois, ils ont été signalés dans les mêmes termes que pendant la décadence des Grecs et des Romains. Sous les règnes de Charles IX et de Henri III, l'auteur des *Essais* signala ce danger dans les termes suivants :

« Platon, en ses loix, n'estime peste au monde plus domma-  
 « geable à sa cité, que de laisser prendre liberté à la ieunesse de  
 « changer en accoustrements, en gestes, en danses, en exercices  
 « et en chansons d'une forme à une aultre. » (Montaigne, *Essais*, I,  
 XLIII.) — <sup>7</sup> A l'époque de Montaigne, les désordres émanant du  
 droit de naissance au sein des classes riches étaient surtout la spé-  
 cialité des aînés : aujourd'hui, ils règnent également chez tous  
 les enfants d'une même génération. Sous l'influence des fortunes  
 rapides créées de notre temps, le mal s'est développé avec une  
 rapidité extrême. On en peut juger par un fait significatif. Les

Il en est autrement pour la petite propriété : la jeunesse, ne pouvant attendre de son droit de naissance que des avantages insignifiants, reste soumise à la salutaire obligation du travail. Ici, le bien de famille est dissipé, non par la prodigalité des héritiers, mais par l'intervention obligée des officiers publics. Nos familles-souches de paysans qui, pendant vingt-cinq siècles (§ 9), avaient résisté à d'innombrables causes de destruction, sous la bienfaisante influence de la liberté, ont été pour la plupart accablées par les maux dérivant d'une cruelle contrainte. Ces maux résultent, surtout, de la mobilité des immeubles ruraux, des manœuvres frauduleuses et des procès organisés par les agents qui interviennent dans le commerce et le partage forcé de ces biens <sup>8</sup>. Puisse ce triste régime prendre fin avant

autorités publiques, après avoir enlevé aux pères le pouvoir de réprimer les vices de leurs enfants, ont le devoir d'intervenir elles-mêmes quand ces vices excèdent certaines limites. Elles interdisent aux jeunes prodiges le pouvoir de dissiper leur fortune. Or on a constaté que le nombre des prodiges annuellement soumis à un conseil judiciaire augmente sans cesse au sein d'une population décroissante. L'usage du tabac devenu presque général, en France, pendant le cours de la dernière génération, est encore un funeste exemple de la décadence qui peut être introduite au sein d'une race d'hommes, par l'esprit de nouveauté de la jeunesse riche. Il est peu de désordres qui aient exercé une influence aussi regrettable sur la constitution physique, intellectuelle et morale de notre nation.

<sup>8</sup> *L'Organisation du travail*, 3<sup>e</sup> édition, p. 331, note 2. — L'enquête, dont l'utilité est signalée dans cette note, démontrerait que le commerce des immeubles ruraux, avec les exagérations

l'accomplissement d'une complète destruction, avant que les derniers modèles de la régénération sociale aient disparu de notre sol<sup>9</sup> ! Puisse le

que lui imprime le Code civil, exerce une influence très-fâcheuse sur le caractère de notre nation. Le commerce des immeubles est malsain, et, au fond, malgré les excitations données par la loi, l'opinion publique s'inspire, à ce sujet, d'un sentiment très-juste. Beaucoup d'hommes estimés ont réclamé chez nous les révolutions sociales, mais ils ne se sont guère engagés dans les *Bandes noires*.

<sup>9</sup> Je viens d'obtenir une vérification curieuse des faits exposés dans tous mes ouvrages, touchant l'action délétère exercée par le Code civil, surtout en ce qui concerne la petite propriété. En relisant ces jours derniers, sur l'épreuve d'imprimerie, la charmante description (§ 12, note 6) d'A. Young sur les petits propriétaires de Monein, j'ai conçu le désir de rechercher quel est, en cette localité, l'état actuel des choses. J'ai eu recours à un procédé d'enquête qui m'a toujours réussi : je me suis adressé à M. le curé de Monein, bien que je n'aie point l'honneur de le connaître personnellement. Ce digne prêtre confirme toutes mes enquêtes précédentes, dans une lettre fort intéressante, du 24 juillet 1870. Selon lui, les bonnes mœurs et la prospérité signalées par l'auteur anglais se conservent encore chez beaucoup de familles-souches à domaines agglomérés, avec l'autorité paternelle, la fécondité et la transmission intégrale du domaine. Mais cette prospérité a sa source dans le passé et non dans le présent. Elle est même détruite sans relâche par le Code civil et par les influences révolutionnaires émanant des villes du voisinage. Le vénérable curé termine sa lettre par cette réflexion profondément vraie que lui suggérerait l'approche d'une guerre redoutable :

« Permettez à un prêtre qui a vécu plus de quarante ans au milieu des petits propriétaires de Monein de clore son modeste rapport par une observation. Il me semble que les chefs de notre gouvernement devraient favoriser la transmission intégrale des domaines, au moins dans la petite propriété. L'État trouverait alors dans les campagnes une population valide, sobre, obéissante, nombreuse, et nullement révolutionnaire. Mais si la législation qui régit les successions est conservée, la

modèle décrit dans le Livre II de cet ouvrage faire naître chez mes lecteurs les sentiments d'intérêt et de dévouement qu'il m'a inspirés ! Pourraient aussi ces sentiments se propager avec le concours des gens de bien et ouvrir enfin pour notre pays l'ère des vraies réformes !

## § 14

### LA RÉFORME SOCIALE PAR LA FAMILLE-SOUCHE ET LE TESTAMENT

Les paysans à domaines agglomérés et les autres catégories de petits propriétaires indépendants constituent encore des milliers de familles-souches dans chacun de nos départements du Sud et du Sud-Est. Pour continuer leurs vieilles traditions, ils luttent autant qu'il dépend d'eux contre les tendances du Code civil. Mais ils s'exposent alors à des procès ruineux<sup>1</sup>, soit qu'ils

« France, à une époque prochaine, n'aura plus les mêmes éléments pour former ces magnifiques armées qui l'ont placée à la tête des nations guerrières. » Sur ce point, comme sur beaucoup d'autres, les gouvernants trouveraient auprès des Autorités sociales (*Organisation du travail*, § 5) plus de lumières qu'auprès des fonctionnaires de la bureaucratie. Il faut d'ailleurs se rappeler que la *faveur* réclamée serait simplement l'abrogation du régime de désorganisation infligé à la petite propriété, au mépris de coutumes séculaires, par la loi de 1793 et par ses agents intéressés. (Note du 29 juillet 1870.)

<sup>1</sup> *L'Organisation du travail*, 3<sup>e</sup> édition, p. 449.



éludent, par des dispositions occultes, le texte de la loi, soit qu'ils s'y conforment dans les prescriptions qui ont pour objet d'alléger les charges écrasantes imposées par la tradition à l'héritier du domaine. La plupart de ces familles épuisent ainsi leurs forces. Chaque année elles succombent par centaines, sous les influences signalées avec détail dans le Livre II et les trois Appendices de cet ouvrage. La nation entière est profondément affectée par ces désastres de la famille : les agents du partage forcé et le fisc en tirent seuls quelque profit.

La réforme qui nous rendrait la liberté testamentaire mettrait fin à ces lamentables épreuves. Elle serait considérée comme un immense bienfait par les populations les plus laborieuses et les plus morales, notamment par celles qui habitent nos provinces basques, les pays de Foix et de Comminges, le Roussillon, l'Armagnac, la Chalosse, la majeure partie de la Gascogne et du Languedoc, le Rouergue et le Quercy, la Haute-Auvergne, le Velay, le Vivarais, le Gévaudan, la Haute-Provence, le pays de Nice, la Savoie, le Dauphiné, les montagnes du Forez, de la Franche-Comté et du Morvan.

Cette réforme serait moins appréciée, parfois même elle serait jugée inutile en d'autres contrées. Tel serait le cas dans le pays de Caux, où le Code civil a détruit l'antique race des petits

propriétaires de *masures*<sup>2</sup>, et attribué leurs domaines à de riches commerçants qui les concèdent moyennant une rente fixe à des fermiers. Telle serait l'opinion dominante dans beaucoup de villes peuplées de rentiers qui vivent du produit de leurs fermages.

Il en serait ainsi surtout dans la région nord-est de la France, dans ces villages à banlieue morcelée où s'est perpétuée jusqu'à ce jour l'instabilité sociale avec l'agriculture arriérée des Gaulois (§9). Le partage incessant des héritages continuerait à s'y opérer après la mort des parents, alors même qu'il ne serait plus imposé par la loi. Mais, dans ces villages mêmes, la réforme serait fort opportune : car elle ne causerait aucun dommage à ceux qui conserveraient le *statu quo*, et elle mettrait à leur disposition un puissant moyen de perfectionnement. Ainsi, par exemple, les communautés rurales de la Champagne, soumises depuis un temps immémorial au triste régime de la vaine pâture, pourraient imiter les fécondes initiatives de certaines communautés de la région du Rhin<sup>3</sup>. Elles se concerteraient pour remanier un territoire rebelle à toute culture méthodique, pour constituer des domaines agglomérés que la loi ne pourrait plus détruire, pour établir sur ces do-

<sup>2</sup> *La Réforme sociale*, 5<sup>e</sup> édition, 34, XI. — <sup>3</sup> *Les Ouvriers européens*, p. 151. — *Les Ouvriers des deux mondes*, t. IV, p. 171. — *La Réforme sociale*, 5<sup>e</sup> édition, 34, XXIV.

maines de solides familles-souches à l'aide du testament, enfin pour assurer aux localités, comme à la province et à l'État, tous les avantages qui dérivent de la propriété libre et individuelle.

Les classes nombreuses qui vivent d'un salaire journalier sont intéressées à l'avènement du régime de liberté, encore plus que celles qui trouvent sur leur propre domaine tous leurs moyens de travail. Ceux qui, après cette réforme, acquerraient par l'épargne le foyer domestique et les autres biens situés aux premiers échelons de la propriété ne seraient plus découragés, comme ils le sont aujourd'hui, par la perspective des liquidations qu'impose le partage forcé. L'ouvrier laborieux et économe serait assuré de lier à la possession de ces biens l'émancipation de sa postérité : il serait donc plus ardent à les conquérir par le travail et la vertu. Sous les mêmes influences, les générations successives resteraient en général au niveau atteint par le fondateur du foyer, quand elles ne s'élèveraient pas plus haut en joignant à ce foyer quelques nouvelles dépendances.

Comme je l'ai expliqué (§ 13), la réforme est une nécessité moins impérieuse pour la grande propriété ; mais elle amènerait dans ce milieu social des améliorations non moins fécondes pour l'avenir de la nation. Les grands propriétaires pourraient habiter et exploiter leurs domaines,

sans être obligés d'adopter les funestes coutumes de la stérilité ou des mariages consanguins. Leurs nombreux rejetons, dotés par l'épargne du père et de l'héritier, rendraient à la métropole et aux colonies l'ascendant qui résulte de la fécondité des races. La famille grandirait elle-même en devenant féconde : car elle trouverait toujours parmi ses rejetons un héritier à la hauteur du rôle qui lui est réservé dans la province et l'État.

La restauration de la liberté testamentaire ne donnerait tous ces résultats qu'à l'aide du temps ; mais elle aurait immédiatement des conséquences essentielles au bon ordre de la société. Chez les pauvres, elle soustrairait les vieux parents aux sévices d'enfants dénaturés (§ 6). Chez les riches, elle opposerait un frein aux dérèglements de la jeunesse (§ 13).

Toutes les classes, en résumé, profiteraient également de la réforme ; et de là naît une objection dans l'esprit de ceux qui veulent mettre les riches au ban de la société. Si cette tendance injuste devait prévaloir, si l'ancien régime de privilège devait subsister en se renversant, on pourrait commencer la réforme selon le plan que proposait le Premier consul<sup>4</sup>, quand il se préoccupait d'affermir l'autorité paternelle. Les petits propriétaires jouiraient immédiatement de la li-

<sup>4</sup> *L'Organisation du travail*, 3<sup>e</sup> édition, p. 515.

berté testamentaire. Les grands propriétaires resteraient soumis aux inconvénients du partage forcé : mais, sous ce rapport, ils n'auraient pas une situation pire que celle qui leur est faite aujourd'hui ; ils pourraient d'ailleurs espérer qu'un sort meilleur leur serait fait, à mesure que l'esprit de justice se rétablirait dans la nation.

Cette solution serait assurément incomplète ; mais elle profiterait à la majorité des citoyens, sans nuire à la minorité. Elle écarterait la plupart des objections qu'on oppose aujourd'hui à la réforme. Tel serait le cas notamment pour celles qu'on élève au nom de l'esprit moderne, de la révolution, de l'égalité, de la démocratie et autres mots vagues qui ne signifient rien quand on ne les définit pas<sup>5</sup>.

## § 45

### LES MODÈLES DE LA FAMILLE-SOUCHE, A L'ÉPOQUE ACTUELLE

La meilleure organisation de la famille doit répondre à quatre convenances principales : assurer, par un choix judicieux de l'héritier et par les habitudes présidant à la conclusion des ma-

<sup>5</sup> Voir, dans *l'Organisation du travail*, les cinq paragraphes où est développée cette vérité. — § 56 : la corruption du langage et l'abus de quatre mots. — § 57 : l'abus du mot liberté. — § 58 : l'abus du mot progrès. — § 59 : l'abus du mot égalité. — § 60 : l'abus du mot démocratie.

riages, la succession rapide et la fécondité des générations; perpétuer au foyer paternel, par la cohabitation des parents et de l'héritier, les traditions de travail, d'honneur et de vertu, c'est-à-dire les vrais titres de la famille à la considération de ses concitoyens; conférer les bienfaits de cette organisation sociale à toutes les classes utiles de la société, et, en conséquence, faire prospérer les paysans, les tenanciers et les ouvriers ruraux voués aux travaux usuels, comme les grands propriétaires adonnés aux plus hautes fonctions de l'agriculture et de l'industrie, de l'armée, de la magistrature et du gouvernement; enfin fonder l'harmonie de ces classes extrêmes sur l'alliance des intérêts comme sur les sentiments du respect et de l'affection.

Les Anglais ont offert depuis des siècles beaucoup de bons exemples à l'Europe; mais ils ne lui fournissent point aujourd'hui les meilleurs modèles de la famille-souche.

Lorsqu'au xvi<sup>e</sup> siècle la haute noblesse territoriale de l'Angleterre se rapprocha des petits propriétaires pour résister aux empiétements de la monarchie absolue (§ 12), elle comprit que la coutume suivie par les paysans, touchant l'institution de l'héritier, était, pour toutes les classes, le principal élément de bien-être et de stabilité. Les grands propriétaires voulurent s'assurer les mêmes avantages : ils renoncèrent donc au droit

d'ainesse pour s'appuyer sur le testament. Malheureusement ils ne purent restaurer les habitudes de communauté et de cohabitation compromises dans le passé par les droits trop absolus de l'héritier et par le caractère peu sociable de la race. Depuis lors, la séparation des parents et de l'héritier est entrée de plus en plus dans les mœurs : elle est même devenue un des traits dominants de la constitution britannique. Depuis 1836, pendant de longs séjours en Angleterre, j'ai en vain cherché, parmi les grands propriétaires, un seul cas de cohabitation. Souvent, j'ai rencontré un père veuf, isolé dans une vaste résidence patrimoniale, tandis que l'héritier, étranger aux idées comme aux travaux de son père, occupait au loin avec sa femme et ses enfants une habitation prise à loyer. Parfois les rapports du père avec la jeune famille se réduisaient à une visite cérémonieuse, fixée aux fêtes de Noël ou à toute autre époque convenue. L'héritier, après la mort de son père, vient prendre possession du foyer, et, dans ce cas, la mère doit le quitter pour vivre ailleurs dans l'isolement.

Pendant les derniers siècles, les grands propriétaires ont également commis la faute d'acheter à tout prix les petits domaines voisins et de convertir en fermiers leurs anciens possesseurs. Cette transformation de la propriété a été en beaucoup de lieux très-favorable à l'agriculture ;



elle a donné au cultivateur du sol devenu fermier un degré de richesse qu'il ne pouvait atteindre en restant propriétaire; mais elle a eu des conséquences fâcheuses pour les mœurs. Aux mauvaises époques, les fermiers résistent moins que les paysans à la corruption propagée par les grands propriétaires. Ainsi, quelques riches fermiers s'associent aujourd'hui au mouvement rétrograde qui se manifeste parmi les classes dirigeantes de l'Angleterre : leurs femmes et leurs fils imitent déjà les habitudes extravagantes, si non les mœurs coupables des dames à la mode et des jeunes débauchés des grandes capitales.

A la vérité, la plupart des grands propriétaires anglais ont conservé les traditions de l'harmonie sociale. L'accord entre les générations successives du propriétaire et du fermier se manifeste, en effet, par un caractère éclatant : par la permanence des engagements réciproques sous le régime des baux *à volonté* (*at will*), qui laisse aux deux parties le droit de rompre chaque année le contrat. Toutes les classes dirigeantes comprennent l'utilité de cet accord. Elles soulèvent l'opinion contre les propriétaires qui tendraient à le détruire. Elles se montrent, dans les questions d'impôt, très-favorables aux cultivateurs du sol; et, dans les discours parlementaires, on les nomme habituellement « nos amis les fermiers ». Mais l'harmonie se maintient moins aisément entre ces

mêmes fermiers et leurs collaborateurs habituels. A mesure que ceux-là s'enrichissent, on aperçoit, dans leurs rapports avec les ouvriers ruraux, des symptômes fâcheux. La vie agricole offre d'ailleurs d'autres symptômes plus redoutables. Les types d'ouvriers dégradés et instables créés par les manufactures se retrouvent dans les bandes de moissonneurs nomades qu'appelle, en certaines régions, le règne trop exclusif de la grande culture. Cette désorganisation des agriculteurs nomades est un danger pour les familles-souches des agriculteurs sédentaires.

Les familles-souches de la petite propriété ont eu un sort tout autre sur le continent de l'Europe. Elles s'y sont maintenues, en présence des grands propriétaires, avec une ténacité inébranlable. Elles constituent, en beaucoup de lieux, la force principale de la population; et elles offrent presque partout les quatre qualités caractéristiques rappelées au début de ce paragraphe.

Les populations slaves et hongroises se groupaient pour la plupart en familles patriarcales (§ 4) sous le régime d'engagements forcés qui a régné parmi elles jusqu'aux réformes commencées en 1848. Elles se rattachent peu à peu à la famille-souche, à mesure que le régime de liberté s'étend aux engagements du maître et de l'ouvrier ainsi qu'à la propriété du sol.

Toutes les races de propriétaires scandinaves offrent, dans leurs familles-souches, d'admirables modèles. En Norwége, les paysans montrent une rare aptitude à gouverner leurs affaires locales. En Suède, ils ont constitué pendant longtemps une branche spéciale de la législature. En Danemark, ils se distinguent par la simplicité et l'originalité de leurs habitudes. Dans ces derniers temps, tous les voyageurs ont exprimé leurs sympathies pour la conservation de trois nationalités qui offrent de si bons enseignements.

Les familles-souches qui parlent la langue allemande sont mêlées en beaucoup de lieux, près du Rhin surtout, à la famille instable. Elles ont été plus ou moins désorganisées par deux causes principales : au XVIII<sup>e</sup> siècle, par la corruption des cours; de notre temps, par la philosophie matérialiste. Cependant les propriétaires ruraux de tout rang y offrent encore de nombreux modèles. En tête des meilleurs types se placent les paysans du Lunebourg hanovrien, qui joignent les nouvelles aptitudes aux antiques vertus, qui perpétuent leur race sur leurs domaines du moyen âge, et qui fondent par leur seule initiative de florissantes colonies dans le midi de l'Afrique<sup>1</sup>. Après le Hanovre, on peut citer, parmi les

<sup>1</sup> *Bulletin de la Société d'économie sociale*, t. II, p. 518.

régions où se conservent les races les plus recommandables, les duchés du Nord-Est, la Westphalie, le midi du grand-duché de Bade, du Wurtemberg et de la Bavière, la Carinthie, le Salzbourg, le Tyrol, le Vorarlberg et les petits cantons catholiques de la Suisse.

Les paysans à famille-souche se conservent avec d'excellentes qualités dans les deux péninsules du Midi. En Italie, ils se rencontrent surtout dans le Lucquois, le nord de l'Apennin et les hautes vallées des Alpes. En Portugal, ils résistent encore dans les montagnes du Nord-Est à l'envahissement des erreurs de l'époque actuelle. En Espagne, ils luttent avec plus de succès contre ces mêmes influences dans la Galice, le Léon, les Asturies, la Navarre, l'Aragon et la Catalogne. Enfin, dans les provinces basques, les familles-souches de tout rang offrent par leurs vertus, par leur union et surtout par les libertés locales dont elles jouissent, des exemples qu'on ne saurait trop louer; elles demeurent fermement attachées à la meilleure constitution sociale de l'Europe.

Les familles-souches de la France ont eu à souffrir successivement des maux émanant de la monarchie absolue, des erreurs du XVIII<sup>e</sup> siècle, des révolutions déchaînées en 1789, du matérialisme et des mœurs déréglées de notre temps. Elles restent soumises en outre, depuis la Terreur

et la promulgation du Code civil, à un système de destruction qui n'a d'autres précédents que la loi (2, Anne, c. 6) édictée en 1703 par le parlement anglais pour détruire les catholiques d'Irlande<sup>2</sup>.

<sup>2</sup> J'extrais de cette loi et de l'un de ses commentaires les passages suivants :

« Toute propriété dont un papiste est ou sera en possession sera  
« de la nature du *Gavelkind* (partage égal entre les fils conservé  
« comme régime *ab intestat* par certains districts anglais). L'hé-  
« ritage en sera attribué à tous les fils de ce papiste, par por-  
« tions égales, et ne passera pas à l'ainé de ses fils (section 10)...  
« Mais si le fils aîné de ce papiste est protestant, la propriété lui  
« sera transmise conformément à la loi commune du royaume  
« (section 12). »

« Cette loi, remarque Edmund Burke (*Œuvres complètes*, t. IV,  
« p. 7. Londres, 1856), devait conduire à d'importantes consé-  
« quences. En premier lieu, par l'abolition du droit d'ainesse,  
« peut-être à la première et certainement à la seconde généra-  
« tion, les familles de papistes, si respectables qu'elles soient, si  
« considérable que soit leur fortune, seront certainement anéan-  
« ties et réduites à l'indigence, sans aucun moyen de se relever  
« par leur industrie et leur intelligence, étant empêchées de  
« conserver aucune sorte de propriété. En second lieu, cette loi  
« supprime le droit de tester, qui a toujours été acquis aux petits  
« propriétaires, et dont les grands propriétaires sont également en  
« possession depuis la loi 27 de Henri VIII... »

Ce texte et ce commentaire, rapprochés des opinions émises en 1793 par les législateurs de la Convention et en 1806 par Napoléon I<sup>er</sup> (§ 13, notes 3, 4 et 5), démontrent que, des deux côtés du détroit, on n'a fait appel au Partage forcé que pour détruire la tradition des manières, des idées et des sentiments dans la famille, c'est-à-dire l'une des grandes forces d'un peuple libre.

Les hommes d'État de l'Angleterre continuent à apprécier de la même manière les conséquences du Partage forcé ; et je doute que, malgré la liberté extrême laissée dans ce pays aux opinions, même les plus bizarres, on puisse citer un seul écrivain favorable à ce régime. Chaque année, depuis que les lettrés conquièrent l'influence qui n'appartenait autrefois qu'aux vraies Autorités sociales, on voit se produire des projets de réforme tendant à dé-

Cependant de nombreuses familles ont résisté, dans le Midi surtout (§ 14), à cette persécution. Elles offriront un jour sur notre sol d'excellents modèles au législateur, si les vraies réformes s'accomplissent avant que l'œuvre de destruction soit achevée<sup>3</sup>.

velopper le principe de l'égalité des partages dans la loi *ab intestat* (*la Réforme sociale*, 5<sup>e</sup> édition, chap. 22) ; mais personne, à ma connaissance, n'a jamais proposé dans ce pays de restreindre en quoi que ce soit la liberté testamentaire acquise à tous les citoyens.

M. le comte de Rayneval, l'un de nos diplomates éminents, m'a raconté, en 1833, une anecdote qui révèle à ce sujet la profondeur des convictions de nos voisins. Au congrès de 1815, ceux-ci ne comprenant pas, comme ils l'ont pu faire depuis, que le maintien de la puissance de la France est un intérêt européen, insistaient pour qu'on restreignît nos frontières du *xvii<sup>e</sup>* siècle. Le diplomate anglais n'ayant pu obtenir à cet égard tout ce qu'il désirait, et se reportant par la pensée au principe dissolvant de notre loi civile, laissa échapper cette exclamation : « Après tout, « les Français sont suffisamment affaiblis par leur régime de « succession ! »

<sup>3</sup> Les admirables mœurs de toutes les classes de l'ancienne société provençale ont été décrites par M. Ch. de Ribbe dans l'ouvrage ayant pour titre : *Les Familles et la société en France avant la Révolution*, 2<sup>e</sup> édition ; 2 vol. in-18, Paris, Albanel, 1874. Ces mêmes mœurs se sont conservées de nos jours dans certaines familles souveraines : voir à la fin du présent volume le bel exemple cité dans le Document B.

## § 16

LE PAYSAN FRANÇAIS A FAMILLE-SOUCHE, ENNOBLI PAR CENT  
QUARTIERS DE TRAVAIL ET DE VERTU

Les paysans du Lavedan, en gardant les mœurs des Basques (§ 14), ont résisté mieux que nos autres races de petits propriétaires aux contraintes exercées, sous l'influence du Code civil, par les agents du Partage forcé. Guidés par la coutume qui, depuis vingt-cinq siècles, conserve dans toute sa pureté la race héroïque des Euskes (§ 9), ils ont porté leurs familles-souches à un degré de perfection qui, à ma connaissance, n'a été atteint dans aucune autre région de l'Europe. Ces énergiques paysans ont maintenu jusqu'à ce jour, dans leurs sept petites vallées (§ 17), les traditions qui, sur l'autre versant des Pyrénées, restent intactes dans les pays basques, la Navarre et la Catalogne. Ils jouissent complètement des quatre avantages inhérents à la meilleure organisation de la famille (§ 15).

En effet, en conférant autant que possible l'héritage à leur fille aînée, les propriétaires du Lavedan prolongent pendant vingt-cinq ans au moins la période de fécondité de chaque génération. Ils se gardent de tuer la poule aux œufs d'or de la famille, c'est-à-dire d'abroger, en morcelant le



foyer et le domaine, leurs habitudes de travail et de vertu : pour doter leurs nombreux enfants, ils ne mettent point en lambeaux l'œuvre des ancêtres ; mais ils partagent équitablement, entre tous les rejetons de la vieille souche, tout le produit net du travail commun ; ils conservent ainsi à la France l'un de ces foyers d'*émigration riche*<sup>1</sup> qui se sont éteints dans les autres provinces, en Normandie notamment, sous la fatale influence du Partage forcé<sup>2</sup>. La communauté et la cohabitation sont fermement maintenues parmi les membres des générations successives. L'observation de ce grand principe est facilitée par l'institution des héritières, qui écarte tout naturellement les conflits des belles-mères et des brus<sup>3</sup>. Elle assure aux groupes naturels fondés sur les liens de parenté les avantages qu'on s'efforce en vain de créer à l'aide d'associations factices. Elle fait d'ailleurs participer autant que possible la petite propriété aux avantages de la grande culture.

<sup>1</sup> *Les Ouvriers européens*, p. 151 et 157. — *La Réforme sociale*, 5<sup>e</sup> édition, 39, V. — <sup>2</sup> *L'Organisation du travail*, 3<sup>e</sup> édition, p. 468 et 477. — <sup>3</sup> Dans nos familles-souches de métayers du Limousin et de la France centrale, la désorganisation du foyer vient habituellement de la rébellion des brus, qui inculquent toujours leurs rancunes à leurs maris. La conscription est également une cause de ruine pour ces familles ; mais, par compensation, elle donne souvent la priorité au mariage de la fille aînée, qui devient ainsi la première associée de sa mère et accepte docilement son autorité. Cette compensation aux inconvénients de la guerre, de la paix armée et des expéditions maritimes m'a été souvent signalée dans les contrées à famille-souche.

Enfin la coutume du Lavedan règle l'héritage dans les familles de tout rang : elle est considérée par toutes les classes de la société comme une institution d'intérêt commun ; elle conjure donc le développement des sentiments de haine et d'envie que soulève ailleurs un régime exceptionnel organisé, comme sous le premier empire (§ 13), au profit d'une minorité privilégiée. Il est naturel que l'harmonie sociale se maintienne dans de telles conditions : les individus dressés au commandement ou à l'obéissance par la discipline du foyer, comme les familles étrangères aux passions naissant de l'antagonisme des classes, se concertent aisément pour tenir en paix la population et défendre au besoin leur territoire.

Les familles ébranlées par le Partage forcé trouveraient, dans la coutume du Lavedan, de solides points d'appui. Le grand propriétaire placé maintenant en présence de fils corrompus par la richesse et l'oisiveté, aurait, sous ce régime, le moyen d'assurer l'avenir de tous ses enfants. Il instituerait héritière une de ses filles, en la mariant à un homme moral et laborieux. Il serait dès lors en mesure jusqu'à la plus extrême vieillesse, grâce au concours de ses héritiers-associés, de pourvoir, avec les produits du domaine, à l'établissement de tous ses enfants. Il aurait également le pouvoir d'assister dans leur dénûment les membres de la famille que le régime antérieur

aurait plongés dans une irrémédiable corruption. Les petits propriétaires recevraient de cette même coutume un secours encore plus précieux.

Les familles de journaliers ruraux, qui possèdent une chaumière avec quelques petites dépendances, sentiraient plus que les autres les bienfaits d'un meilleur régime. Elles trouveraient surtout dans la coutume du Lavedan d'indicibles satisfactions : car elles échapperaient à la dure oppression du Code civil et de ses agents. Rien ne contribuerait plus à guérir deux plaies dangereuses de notre société, l'antagonisme des classes et la haine de l'autorité. Ces familles, en effet, se comptent en France par millions ; mais elles peuvent rarement offrir des moyens d'existence à leurs enfants. Ceux-ci, obligés de chercher du travail loin du foyer, livrés prématurément aux périls de l'indépendance, ne sont guère en situation d'acquérir les vertus qui ont élevé leur père aux premiers échelons de la propriété. N'ayant pu s'aider des conseils du père, ils ne profitent pas mieux du partage de sa succession. Si les héritiers vendent le domaine paternel à un étranger, ils dissipent promptement le produit de cette vente et retombent dans la classe dénuée de toute propriété. S'ils font un partage en nature, ils concilient difficilement l'exploitation de leur parcelle avec le genre de travail qu'ils ont adopté. Si l'un d'eux se porte acqué-

reur du domaine, il est gêné toute sa vie par l'hypothèque qu'il doit contracter au profit de ses cohéritiers. Souvent le partage fait naître entre les intéressés des procès ruineux et des haines ardentes ; toujours il leur impose des pertes de temps fort onéreuses, et il attribue, à titre d'impôts ou de frais, la majeure partie de l'héritage au fisc et aux officiers ministériels. Enfin, s'il s'agit d'enfants mineurs, le Code de procédure, sous prétexte de les protéger, dévore jusqu'au dernier centime de l'héritage<sup>4</sup>.

Les Codes de la révolution ont ainsi multiplié outre mesure, sur la majeure partie du territoire, les classes nécessiteuses qui n'existaient guère autrefois que dans les villages à banlieue morcelée (§ 6). Ces populations méritent, autant que les pauvres proprement dits, la sollicitude des hommes dévoués au soulagement de leurs semblables. Sous ce triste régime, les individus, attachés au sol par une possession inutile à leur bien-être, ne songent point à se créer ailleurs un meilleur sort. Les plus énergiques sont excités par cette possession même à consacrer improductivement leur épargne à l'acquisition d'au-

<sup>4</sup> Voir les détails présentés à ce sujet dans le II<sup>e</sup> Appendice. Voir aussi les comptes rendus annuels de la justice civile et criminelle : il y est constaté que, pour les ventes judiciaires de petits domaines, faites pour protéger les enfants et les autres catégories d'incapables, la sollicitude du législateur entraîne toujours la ruine des protégés. Voir enfin le Document C.

tres parcelles; et leurs efforts n'aboutissent en résumé qu'à enrichir les usuriers des campagnes, les agioteurs de biens ruraux, le fisc et les gens de loi<sup>5</sup>. Les individus placés aux degrés inférieurs de cette classe ne possèdent, à vrai dire, que les charges de la propriété; et c'est avec raison qu'ils ont reçu en beaucoup de lieux le nom de *propriétaires indigents*<sup>6</sup>.

On a donc donné le change à l'opinion en signalant le Partage forcé comme une institution favorable à la petite propriété. La vérité est dans l'assertion opposée. Le Partage forcé est un fléau pour l'échelle entière de la propriété; mais c'est à l'échelon inférieur que le mal se fait surtout sentir.

Cette vérité est mise en évidence lorsque l'on compare les populations qui ont adopté l'un ou l'autre régime de la petite propriété. Les propriétaires indigents pullulent dans les régions soumises au Partage forcé et à la famille instable : ils ne s'offrent qu'à l'état d'exception dans celles où règnent la famille-souche et l'usage du testament. Sous le régime du Lavedan, par exemple, l'ouvrier qui ne vit d'abord que du salaire, et qui réussit à se créer un petit domaine par une longue suite d'épargnes, est assuré que les bienfaits de cette création reste-

<sup>5</sup> *Les Ouvriers européens*, p. 223. — *La Réforme sociale*, 5<sup>e</sup> édition, 34, XVI. — <sup>6</sup> *Les Ouvriers européens*, p. 151, 181, 223.

ront acquis à ses descendants. En effet, ces petits domaines ne s'élèvent que dans les lieux où il y a des salaires assurés pour le père, l'héritier et leurs enfants. L'épargne qui continue à être réalisée sur le salaire, et qui se complète par les produits du domaine, est dès lors employée à doter les enfants qui s'établissent au dehors. La famille groupée au foyer peut à l'avenir compter sur les avantages matériels et moraux de la propriété. Elle peut s'élever encore par le talent et la vertu des générations futures; mais, sous l'influence du travail opiniâtre que la nécessité lui impose, elle ne peut plus déchoir désormais. Cette stabilité grandit jusqu'à ce que la famille ait acquis tout le terrain qu'elle peut cultiver de ses propres mains; elle diminue, pour les grands domaines, à mesure que le propriétaire, moins étroitement soumis à l'obligation du travail, est plus enclin à oublier la loi morale.

En résumé, la famille-souche la mieux organisée est celle qui se maintient depuis vingt-cinq siècles sur les deux versants des Pyrénées, au midi dans le pays basque, au nord dans le Lavedan et les districts contigus. Elle constitue, pour les propriétaires de tout rang, le régime qui perpétue le mieux la situation des ancêtres. Elle fournit aux ouvriers laborieux et économes le meilleur moyen de s'élever à la propriété.

Cette admirable organisation renferme, en ce

qui touche les problèmes sociaux de notre temps, toutes les solutions qu'on demande en vain aux révolutions, aux lois agraires, à l'association des ouvriers, à la déchéance des patrons et aux autres systèmes, injustes ou chimériques, qui sont l'objet de tant d'inventions éphémères. Elle conserve sous nos yeux le bien-être aux races les plus prospères : elle le rendra aux masses souffrantes qui ont été désorganisées par la corruption de la monarchie absolue et par les violences de la révolution.

Nos compatriotes n'arrivent guère spontanément à cette solution si simple et si naturelle. Ils continuent à s'enorgueillir de la supériorité que l'opinion des Européens a longtemps accordée à la France ; mais ils ne comprennent pas que cette opinion eut pour origine les hautes influences morales, militaires et intellectuelles qui, au milieu du xvii<sup>e</sup> siècle, créèrent la grande époque de saint Vincent de Paul, de Condé et de Descartes<sup>7</sup>. Ils ne voient pas que la prééminence nous est aujourd'hui refusée, et que ce changement d'opinion a été provoqué par les aberrations de ces lettrés du xviii<sup>e</sup> siècle, qu'ils se plaisent encore à louer. Ils persistent à propager par leurs discours, leurs écrits et leurs lois, les erreurs que J.-J. Rousseau a coordonnées systématiquement dans le *Contrat social*. Égarés par ce sophiste, ils

<sup>7</sup> *L'Organisation du travail*, 3<sup>e</sup> édition, p. 104, texte et note 15.



repoussent, sur les points fondamentaux de la vie sociale, les plus constantes traditions du genre humain et la pratique des peuples les plus prospères. Ils voient l'idéal de la famille dans l'indépendance individuelle de certaines races instables et sauvages<sup>8</sup>. Érigeant en dogme la perfection originelle de l'humanité<sup>9</sup> et guidés par une logique

8 « L'homme est né libre, et partout il est dans les fers... La  
« plus ancienne de toutes les sociétés est la famille : encore les  
« enfants ne restent-ils liés au père qu'aussi longtemps qu'ils ont  
« besoin de lui pour se conserver. Sitôt que ce besoin cesse, le  
« lien naturel se dissout. Les enfants, exempts de l'obéissance  
« qu'ils devaient au père ; le père, exempt des soins qu'il devait  
« aux enfants, rentrent tous également dans l'indépendance. »  
(J.-J. Rousseau, *du Contrat social*, introduction des chapitres I  
et II.) — Les Français ne se réformeront point tant qu'ils s'inspi-  
reront de tels écrits. Jamais, en effet, on n'a faussé davantage,  
en quatre phrases, la vraie notion d'une société libre et prospère.  
Jamais on n'a plus naïvement ravalé l'homme au niveau de la  
brute. L'enfant, loin d'être libre en naissant, est au contraire dé-  
pendant de tout ce qui l'entoure. Il ne s'élève au degré de liberté  
et de bien-être que sa race a conquis par une longue suite d'ef-  
forts, qu'en se soumettant avec docilité à la loi morale et aux tra-  
ditions que ses parents et ses maîtres lui enseignent. Devenu  
homme, il ne conserve cette liberté et il ne la transmet à ses des-  
cendants qu'en restant uni à une nombreuse famille par les liens du  
respect et de l'amour. Enfin, c'est en s'appuyant sur cette famille,  
la plus douce et la plus naturelle des communautés, qu'il échappe  
à la tyrannie des gouvernants de la commune, de la province et de  
l'État. — 9 « Le principe fondamental de toute morale, sur lequel  
« j'ai raisonné dans tous mes écrits..., est que l'homme est un être  
« naturellement bon, aimant la justice et l'ordre ; qu'il n'y a  
« point de perversité originelle dans le cœur humain, et que les  
« premiers mouvements de la nature sont toujours droits. »  
(J.-J. Rousseau, *Lettre à Christophe de Beaumont, archevêque de  
Paris*.) Pour reconnaître la fausseté de cette doctrine, il n'est  
pas nécessaire d'apprendre à gouverner les hommes : il suffit d'é-  
lever avec sollicitude ses propres enfants. Dans toute famille

inflexible, ils attribuent aux gouvernements établis la source du mal qui sort de la nature même de l'homme.

Les maux qui désolent la France depuis la propagation des écrits de J.-J. Rousseau dérivent pour la plupart de cette erreur fondamentale. Je me suis appliqué à la combattre, dès le début de mes travaux, en me fondant sur l'observation directe des mauvais instincts de l'enfance. J'ai résumé ces observations en constatant que les sociétés les plus parfaites restent incessamment soumises à une invasion intestine de petits barbares qui ramènent sans relâche tous les mauvais instincts de la nature humaine. J'ai ainsi expliqué comment la décadence devient imminente, dès que les sociétés négligent un moment d'opposer à ce fléau naturel la discipline de l'éducation <sup>10</sup>.

Mes récentes lectures me permettent de donner une grande force à ces vérités essentielles en les plaçant sous l'autorité de saint Augustin. Selon les observations directes faites par ce grand homme, les petits enfants ressentent, avec une

nombreuse, les parents ont occasion de constater, chez leurs enfants, que tous les germes de la perversité se développent en même temps que les premières inclinations de la nature. On s'explique aisément que les girondins, les terroristes et les autres disciples de Rousseau aient échoué en partant de telles doctrines. On comprend aussi qu'ils aient attribué leur insuccès à la méchanceté de leurs adversaires politiques, et qu'ainsi ils aient été amenés à tant d'actes inouïs d'injustice et de cruauté.

<sup>10</sup> *La Réforme sociale*, 5<sup>e</sup> édition, 28, V et 47, III.

énergie croissant en proportion des forces physiques, l'orgueil, l'envie, la haine, la colère et les autres vices de l'humanité; en sorte que la corruption déborde dès que les hommes faits n'inculquent plus, avec vigilance, aux jeunes générations la dignité des manières et le respect de la loi morale. A ce point de vue, Notre-Seigneur Jésus-Christ, en louant l'innocence des petits enfants, aurait fait allusion à leur faiblesse et non à leur volonté <sup>11</sup>.

Les Français sont rejetés, par les erreurs du *Contrat social*, en dehors des enseignements de l'expérience; et ils s'engagent sans relâche dans des nouveautés imprudentes ou dans des voies inconnues qui ne les mènent qu'aux révolutions et aux catastrophes. Mais ces vagues aspirations

<sup>11</sup> « La faiblesse des organes est innocente chez les enfants, « mais non pas leur âme. J'ai vu, j'ai vu moi-même un petit enfant dévoré par la jalousie : il ne parlait pas encore; mais, tout « pâle, il regardait d'un œil haineux son frère de lait... Est-ce « innocence, chez un enfant, que de ne vouloir pas partager une « source de lait, si abondante et même trop abondante, avec un « enfant aussi faible que lui?... Est-ce là donc, mon Dieu, cette « innocence des enfants! Non, cette innocence n'existe pas. Ce « qu'ils sont alors avec leurs maîtres et leurs pédagogues pour les « noix, les balles, les oiseaux, ils le sont plus tard avec les rois « et les magistrats pour de l'or, des terres, des esclaves; les objets de la passion changent avec les années, comme de plus « grands supplices succèdent aux châtimens de l'enfance; mais, « au fond, c'est toujours la même chose. Vous n'avez eu d'autre « pensée que de nous donner une leçon d'humilité dans la petite « stature des enfants, lorsque vous avez dit (Saint Matthieu, XIX, « 14) : Le royaume des cieux est à ceux qui leur ressemblent. » (Saint Augustin, *Confessions*, I, VII, 19.)

sont condamnées par nos échecs réitérés et par les succès des peuples qui s'inspirent des principes opposés. Pour revenir à la prospérité après un état momentané de souffrance, ces peuples ont toujours eu recours au même procédé : ils ont restauré les mœurs et les institutions qui, ayant assuré leur bien-être dans le passé, continuaient à fleurir chez les nations modèles de leur époque<sup>12</sup>.

<sup>12</sup> Les extraits suivants prouvent que les anciens comme les modernes se sont accordés pour ériger en préceptes cette judicieuse pratique.

Xénophon résume ainsi, dans un dialogue entre Socrate et Périclès, les causes de la décadence d'Athènes et les moyens de réforme. « Alors Périclès : Je m'étonne, Socrate, que notre ville ait « ainsi décliné. — Pour moi, je pense, reprit Socrate, que de « même qu'on voit certains athlètes, qui l'emportent de beaucoup « sur d'autres par la supériorité de leurs forces, s'abandonner à « la nonchalance et descendre au-dessous de leurs adversaires, « de même les Athéniens, se sentant supérieurs aux autres peuples, se sont négligés et ont dégénéré. — Et maintenant, que « pourraient-ils faire pour recouvrer leur ancienne vertu ? — Alors « Socrate : Il n'y a point ici de mystère ; il faut qu'ils reprennent « les mœurs de leurs ancêtres, qu'ils n'y soient pas moins attachés qu'eux, et alors ils ne seront pas moins vaillants ; sinon, « qu'ils imitent du moins les peuples qui commandent aujourd'hui, qu'ils adoptent leurs institutions, qu'ils s'y attachent de « même, et ils cesseront de leur être inférieurs ; qu'ils aient plus « d'émulation, ils les auront bientôt surpassés. » (*Mémoires sur Socrate*, liv. III, chap. v.)

« Il y a beaucoup à gagner, en fait de mœurs, à garder les « coutumes anciennes. Comme les peuples corrompus font rarement de grandes choses, qu'ils n'ont guère établi de sociétés, « fondé de villes, donné de lois, et qu'au contraire ceux qui « avaient des mœurs simples et austères ont fait la plupart des « établissements, rappeler les hommes aux maximes anciennes,

La famille du Lavedan et ses équivalents de l'étranger offrent ce double caractère. Cependant l'opinion est tellement égarée par les erreurs des deux derniers siècles et par les fausses conceptions de notre temps, que les hommes les plus éclairés en sont venus à ne tenir aucun compte des beaux modèles qu'ils ont sous les yeux. Cette aberration a opposé jusqu'à présent un obstacle absolu à la réforme. J'espère que cet obstacle cèdera au plus efficace des enseignements, à l'évidence des faits. Je me suis donc appliqué à décrire dans le Livre suivant, avec les particularités d'une photographie sociale, un modèle qui a déjà frappé beaucoup de bons esprits. Je l'ai pris en France pour conjurer les répugnances que mes concitoyens opposent habituellement à l'imitation des étrangers, et, pour faciliter les vérifications, je l'ai choisi aux portes d'une ville fréquentée par des milliers de voyageurs. Les personnes dévouées à la prospérité de la patrie et à la réforme de l'Occident peuvent donc aisément constater elles-mêmes l'exactitude de ma description et la justesse des conséquences que j'en déduis. Elles partageront alors les espérances

« c'est ordinairement les ramener à la vertu. » (Montesquieu, *de l'Esprit des lois*, liv. V, chap. VII.)

« On doit remarquer que ce qui a le plus contribué à rendre les Romains les maîtres du monde, c'est qu'ayant combattu successivement contre tous les peuples, ils ont toujours renoncé à leurs usages sitôt qu'ils en ont trouvé de meilleurs. » (Montesquieu, *Grandeur et Décadence des Romains*, ch. I<sup>er</sup>.)

et l'admiration que ce modèle m'a inspirées !

Je rappelle que cet exemple est loin d'être une exception. Malgré quatre-vingts ans de persécution, les familles-souches que nous devrions imiter se comptent encore, en France, par dizaines de mille. Dans le reste de l'Europe, elles constituent, comme dans le passé, des populations entières, et, partout où elles se conservent avec l'obligation du travail quotidien, elles font régner la paix et la liberté.

Je redis enfin que la famille-souche montre surtout sa fécondité dans la classe des paysans. Or ce milieu social ne laisse pas le moindre prétexte au reproche banal adressé chez nous à la pratique de la transmission intégrale des ateliers de travail. En instituant à chaque génération un héritier, la famille-souche agricole ne sacrifie pas l'intérêt des cadets à celui de l'aîné. Loin de là, elle condamne ce dernier à renoncer toute sa vie, en faveur de ses frères, puis de ses propres enfants, au produit net de son travail. Elle obtient le sacrifice de l'intérêt matériel par une compensation tirée de l'ordre moral : par la considération attachée à la possession du foyer paternel.

---

## LIVRE DEUXIÈME

---

# LA DESCRIPTION DU MODÈLE

OU

UNE FAMILLE-SOUCHE DU LAVEDAN EN 1856

La femme sage bâtit sa maison; mais la folle  
la ruine de ses mains.

( LA BIBLE, *Proverbes*, XIV, 1.)

---



# SOMMAIRE

## DU LIVRE DEUXIÈME

---

CHAPITRE III. — Définition du lieu, du travail et de la famille . . . . .	§§ 17 à 21
CHAPITRE IV. — Moyens d'existence de la famille.	§§ 22 à 24
CHAPITRE V. — Mode d'existence de la famille.	§§ 25 à 27
CHAPITRE VI. — Histoire de la famille. . . .	§§ 28 à 29
CHAPITRE VII. — Budgets de la famille . . .	§§ 30 à 32
CHAPITRE VIII. — Faits importants d'organi- sation sociale, particularités remarquables, appréciations générales, conclusions. . . .	§§ 33 à 37

---

# UNE FAMILLE-SOUCHE

DU LAVEDAN EN 1856

---

## CHAPITRE III

DÉFINITION DU LIEU, DU TRAVAIL  
ET DE LA FAMILLE

---

### § 17

ÉTAT DU SOL, DE L'INDUSTRIE ET DE LA POPULATION

La commune de Cauterets, qu'habite la famille, est située dans le département des Hautes-Pyrénées par 42° 51' de latitude nord, et par 2° 28' de longitude ouest. Elle confine, sur une étendue de 20 kilomètres environ, à la frontière d'Espagne. Le sol, où les roches affleurent fréquemment au jour, se compose de schistes argileux, de calcaires, de micaschistes et de granites. Il est traversé par de nombreuses sources d'eau thermale dont la température varie de 50° à 90° c.

Le terrain offre des différences de niveau considérables : au-dessous de Cauterets, la pente moyenne du Gave est de 46 mètres par kilomètre. Ce bourg est à 971 mètres au-dessus du niveau de la mer ; les montagnes contiguës s'élèvent à 2,000 mètres : le Vignemale, point culminant de la commune, atteint 3,300 mètres. La neige couvre pendant six mois le pays, excepté les parties basses ou directement exposées au midi ; elle persiste toute l'année sur les hautes montagnes, dans les ravins profonds et sur les pentes exposées au nord. La température, qui s'élève accidentellement à 40° c. pendant l'été, sous l'influence du vent d'Espagne, ne comporte pas la culture de la vigne ; elle ne se prête même pas tous les ans à la complète maturité du maïs.

Le sol cultivable n'occupe qu'une faible étendue : le cadastre de la commune se résume dans les chiffres suivants :

Propriétés privées :

Prairies basses et hautes ( <i>germs</i> ). . . . .	470h. 23	} 536h. 25
Terres arables. . . . .	57 19	
Maisons, cours et terrains plantés. . . . .	8 83	

Propriétés appartenant aux sept communes-unies, dites de Saint-Savin :

Bois . . . . .	5,156 45	} 15,220 83
Friches, rochers, landes, pâturages. . . . .	10,064 38	

Propriétés domaniales :

Grandes routes, places . . . . .	13 55	} 177 01
Rivières, lac . . . . .	163 46	

Surface totale de la commune . . .	<u>15,934 09</u>
------------------------------------	------------------

Les propriétés privées sont possédées et exploitées dans les conditions que la présente monographie fait connaître (§ 37). Quant aux biens communaux, ils forment deux groupes principaux. Le premier groupe, composé des montagnes contiguës au bourg de Cauterets et aux germs des paysans de la commune, est spécialement réservé aux troupeaux de ces derniers; le second groupe, beaucoup plus étendu et comprenant toutes les montagnes situées entre le premier groupe et la frontière d'Espagne, sert pendant l'été au parcours des troupeaux émigrants appartenant aux six communes qui forment avec celle de Cauterets la communauté dite de Saint-Savin. Les forêts comprises dans ces territoires fournissent, par tolérance ou par maraude, aux paysans, outre les bois de chauffage et d'éclairage (§ 23), les matériaux nécessaires à la clôture des champs et des prairies.

La souche de la population se compose d'une cinquantaine de familles de paysans entre lesquelles se répartissent les terres et les prairies ci-dessus indiquées, et dont les plus aisées possèdent de 12 à 24 hectares. Chacune de ces petites propriétés offre ordinairement deux parties distinctes : 1<sup>o</sup> le *domaine*, comprenant la maison d'habitation, les granges ou étables d'hiver, la terre arable et les prairies basses, un filet d'eau courante et des arbres épars assez nombreux;

2<sup>o</sup> le *germ*, situé à 600 mètres au-dessus du Gave, de 400 à 550 mètres au-dessus du domaine, et comprenant le reste des prairies, la grange ou étable d'été, avec une chambre pour l'habitation temporaire des bergers.

Le surplus de la population se compose de bûcherons et de charbonniers, de manœuvres et de domestiques fournissant aux paysans un supplément de main-d'œuvre, et surtout de personnes vivant plus ou moins directement des profits que donne le séjour des étrangers attirés en grand nombre, pendant la belle saison, par la réputation des eaux thermales.

Ces divers éléments de la population se trouvent dans les proportions indiquées ci-après :

Paysans travaillant exclusivement sur leurs domaines.	372
Agriculteurs travaillant en partie pour le compte d'autrui. . . . .	84
Bûcherons et charbonniers. . . . .	172
Gens de métier, commerçants, porteurs, etc. . . . .	473
Propriétaires vivant principalement de la location de leurs maisons. . . . .	173
Personnes appartenant aux professions libérales. . .	102
Total. . . . .	<u>1,376</u>

La famille décrite dans cette monographie appartient à la catégorie des paysans-propriétaires : son domaine est à 1 kilomètre et élevé de 50 mètres au-dessus du pont de Cauterets. Le *germ* est situé à 550 mètres plus haut et à 3 kilomètres de ce même bourg.

La commune produit en froment, seigle, orge, millet, sarrasin et maïs, la moitié environ des céréales nécessaires à la nourriture des agriculteurs; le surplus provient des plaines situées vers le nord. Les principaux produits sont les veaux, les agneaux, et, en moindre proportion, les chevaux ou les mulets. Pendant la saison des bains, les agriculteurs trouvent à Cauterets un débouché avantageux pour le lait, le beurre et les œufs.

Les célèbres eaux minérales de cette localité y attirent chaque année, pendant les dix semaines de la saison chaude, environ 12,000 étrangers. De là résulte une classe spéciale de bourgeois-logeurs, d'aubergistes, de marchands, d'artisans, de loueurs de chevaux, de porteurs et de guides dont l'accroissement progressif tend à modifier l'ancien état d'équilibre de la population. Cette circonstance, favorisant une tendance naturelle vers l'indépendance, multiplie les petits ménages vivant momentanément des ressources offertes par les étrangers et commence à détruire les anciennes communautés de famille. Cependant, sous l'influence de l'opinion locale et de la tradition, la plupart de ces communautés ont résisté jusqu'à ce jour aux influences émanant des baigneurs et de la loi civile : la famille-souche décrite dans la présente monographie offre, sous ce rapport, un remarquable exemple de l'ancienne constitution sociale de cette région (§ 34).

## § 18

## ÉTAT CIVIL DE LA FAMILLE

L'opinion publique a maintenu dans cette localité, et spécialement dans cette famille, une organisation fort différente de celle qui règne dans la majeure partie de la France. Le domaine de la famille conservé intégralement de génération en génération réunit, dans une complète communauté d'existence, tous les membres qui n'ont pas voulu s'établir au dehors (§ 33). Le bien est toujours transmis à l'aîné des enfants (garçon ou fille); le nom de famille est lui-même religieusement conservé; il est donné par la coutume au gendre qui épouse l'héritière de la maison (*Ayrété*). C'est ainsi que le chef de famille actuel, nommé Joseph Py, et qui est entré dans la maison en épousant l'héritière, est généralement connu sous le nom de Mélouga. Dans l'opinion de tous, ce même nom doit être invariablement attribué au possesseur de cette propriété; il était donné à Pierre Dulmo, beau-père de Py, qui était également entré dans la maison en épousant l'héritière; enfin il est déjà attribué à Bernard Oustalet, marié à la fille aînée de Py, et qui, après la mort de ce dernier, deviendra à son tour chef de la communauté.



Le nom, l'âge et les relations de parenté des quinze membres de la communauté sont indiqués ci-après :

1. JOSEPH PY, dit MÉLOUGA, *maître de maison*, veuf de Dominique Dulmo, précédente héritière. . . . . 74 ans.
2. SAVINA PY, dite MÉLOUGA, fille aînée de Joseph Py, *maîtresse de maison* depuis la mort de sa mère, *héritière* de la propriété, mariée depuis 19 ans, grosse de son huitième enfant. . . . . 45 —
3. Bernard Oustalet, dit Mélouga, mari de Savina, *chef de famille*, appelé à succéder à Joseph Py dans les fonctions de maître de maison. . . . . 60 —
4. Marthe Oustalet, dite Mélouga, fille aînée de Savina, future héritière . . . . . 18 —
5. Eulalie Oustalet, dite Mélouga, sœur jumelle de Marthe . . . . . 18 —
6. Germaine Oustalet, dite Mélouga, 3<sup>e</sup> fille de Savina. . . . . 16 —
7. Élisabeth Oustalet, dite Mélouga, 4<sup>e</sup> fille de Savina. . . . . 14 —
8. Suzanne Oustalet, dite Mélouga, 5<sup>e</sup> fille de Savina. . . . . 12 —
9. Joseph Oustalet, dit Mélouga, 1<sup>er</sup> fils de Savina. . . . . 9 —
10. Dorothee Oustalet, dite Mélouga, 6<sup>e</sup> fille de Savina. . . . . 7 —
11. Jean Dulmo, dit Mélouga, oncle de Savina, célibataire . . . . . 56 —
12. Marie Dulmo, dite Mélouga, tante de Savina, célibataire. . . . . 48 —
13. Jean-Pierre Py, dit Mélouga, frère de Savina, célibataire. . . . . 38 —
14. Dominique Py, dit Mélouga, frère de Savina, maladif, célibataire . . . . . 32 —
15. Antoine R<sup>\*\*\*</sup>, célibataire, étranger à la famille, engagé en qualité de berger-domestique (§ 19). . . . . 59 —

Depuis 1826, la communauté a doté et établi au dehors 10 de ses membres, savoir : 2 fils de

Pierre Dulmo, mariés à 30 et 28 ans; 3 filles du même, mariées à 38, à 26 et à 34 ans; Savina, mariée à 26 ans en 1837; 1 fils de Joseph Py, marié à 29 ans; enfin, 3 autres filles du même, mariées à 24, à 25 et à 21 ans. Des renseignements analogues, recueillis pour la plupart des maisons de ce district, démontrent que l'on peut compter au moins sur une moyenne d'un mariage tous les quatre ans dans chaque famille, ou d'un jeune ménage établi annuellement par chaque groupe de 8 maisons, lorsque l'on tient compte des garçons qui se consacrent au service militaire, des jeunes gens des deux sexes qui entrent dans les ordres sacrés ou dans les communautés religieuses, et en général de ceux qui, par divers motifs, restent dans le célibat. Les jeunes gens qui s'établissent ainsi en dehors des communautés entrent dans l'une des catégories ci-dessus indiquées (§ 17); ils s'adonnent pour la plupart aux industries du bâtiment, à la confection des meubles, aux métiers de guides et de loueurs de chevaux, c'est-à-dire aux professions que multiplie chaque année l'affluence croissante des étrangers (§ 17). En l'absence de toute impulsion vers les colonies françaises, et au détriment de la nationalité, quelques jeunes émigrants, inspirés par l'exemple de la population des Basses-Pyrénées<sup>1</sup>,

<sup>1</sup> Paysan du Labourd (Basses-Pyrénées). *Les Ouvriers des deux mondes*, t. I<sup>er</sup>, p. 161.

commencent à s'acheminer vers l'Amérique du Sud. Ils s'établissent sur les territoires de Buenos-Ayres ou de Montevideo, et ils ne reviennent guère au pays natal.

## § 19

### RELIGION ET HABITUDES MORALES

Toute la famille, élevée dans la religion catholique romaine, en observe régulièrement les pratiques. Les enfants reçoivent au catéchisme, dirigé par le curé, une instruction religieuse prolongée; ils ne font guère la première communion avant 14 ans : pendant l'hiver, à la fin de chaque veillée, la prière est faite en commun et récitée à haute voix. Tous les membres de la famille communient à Pâques; plusieurs d'entre eux, les femmes particulièrement, à toutes les grandes fêtes. Le repos du dimanche est scrupuleusement observé; mais le clergé accorde toutes les dispenses nécessaires pour les récoltes de foin et de céréales. Le maître de maison et son beau-frère Jean Dulmo sont membres d'une confrérie religieuse dite de Saint-Laurent, qui prend part, surtout dans les processions, à l'exercice du culte; la maîtresse et sa tante Marie Dulmo sont affiliées à cette même confrérie. Le souvenir des parents morts est pieusement conservé; des som-

mes considérables sont consacrées à faire dire des messes à leur intention.

Ces habitudes se lient à des mœurs fort recommandables; le maître et la maîtresse exercent sur tous les membres de la famille l'autorité indispensable à la conduite des travaux et au maintien de l'ordre intérieur. Les enfants, voyant les membres de la communauté obéir à ses chefs en toute circonstance, s'habituent, dès leur plus jeune âge, à accorder aux supériorités sociales le respect à défaut duquel il ne peut y avoir de stabilité dans l'État. Mais, en même temps, les sentiments d'affection que développe la vie de famille contribuent à alléger, pour tous les subordonnés, le poids de cette autorité. Les enfants sont traités avec douceur, et l'on fait de grands sacrifices pour leur éducation; nonobstant l'urgence des travaux confiés aux adultes, ils se livrent en toute liberté aux jeux de leur âge. On remarque que, sous l'influence de l'enseignement scolaire, les enfants sont devenus plus familiers avec la langue française que ne le sont les gens âgés, et qu'ils se servent moins exclusivement du patois local. Bien que les mariages soient peu précoces, les mœurs des jeunes gens sont exemplaires. Les membres de la famille qui gardent le célibat, et qui laissent dans la communauté la dot à laquelle ils auraient droit, sont traités avec beaucoup d'égards. Le domestique lui-même (§ 18) est

logé, nourri et vêtu exactement comme un membre de la famille : sa situation, qui est évidemment la conséquence d'anciennes habitudes (§ 34), est de tous points préférable à celle qui est faite maintenant aux domestiques dans la plupart des classes de la société française.

Les tendances religieuses du pays, fondées sur une foi traditionnelle, se maintiennent malgré le contact des étrangers (§ 17), par suite de l'influence dont le clergé jouit dans cette localité. L'événement le plus heureux que puisse désirer une famille est de faire arriver à la prêtrise un de ses enfants. Le jeune prêtre, en effet, renonce toujours, en faveur de l'aîné, à sa part de l'héritage ; il contribue ainsi à prolonger, pendant une nouvelle génération, la conservation intégrale du bien de famille. Souvent il apaise, par son ascendant, les dissentiments qui tendent à s'élever dans la communauté. Recruté dans la localité même, le clergé y est fortement imbu des opinions qui dominent chez les personnes les plus éclairées : il se persuade que le bien-être et la moralité des paysans sont intimement liés au maintien de la tradition en ce qui concerne la conservation intégrale des patrimoines ; l'une de ses constantes préoccupations est d'employer dans ce but l'influence dont il dispose (§ 33). Cette sollicitude pour un détail essentiel de la constitution économique du pays a les plus heureuses

conséquences pour les paysans ; elle explique en partie pourquoi ce district a pu échapper jusqu'à ce jour au régime des partages forcés, propagé maintenant dans la majeure partie de la France.

Quelle que soit, au reste, la cause qui maintient dans cette localité le principe de la transmission intégrale des biens patrimoniaux, l'observation apprend tout d'abord que ce principe est, avec la religion et l'autorité paternelle, le premier mobile de cette population. Chaque famille y subordonne, en toutes circonstances, ses pensées et ses actes ; c'est le grand intérêt commun que les parents signalent, dès le plus jeune âge, au respect de leurs enfants ; c'est la préoccupation vers laquelle chacun se trouve constamment ramené par l'expérience même de la vie commune et par la pression de l'opinion locale.

## § 20

### HYGIÈNE ET SERVICE DE SANTÉ

Presque tous les membres de la famille se distinguent par un large développement de force corporelle et par une santé robuste ; la taille du maître de maison est de 1<sup>m</sup>75 ; celle de la maîtresse est de 1<sup>m</sup>65. A 74 ans, le premier prend part encore à tous les travaux et fait au besoin assez lestement l'ascension du *germ* (§ 17). Les filles

ainées, âgées de 18 ans, portent aisément sur les épaules et sur la tête, par des chemins difficiles, des charges de 80 kilogrammes. La fécondité des femmes, l'une des conséquences de la pureté des mœurs et l'une des causes principales de la prospérité des familles, paraît aussi devoir être attribuée à ce que les filles ne se marient qu'après avoir acquis tout leur développement physique (§ 18). La maîtresse actuelle de la maison a déjà 7 enfants vivants; sa mère en a eu 12, et sa grand-mère 10. Dans plusieurs autres maisons de la commune la fécondité est encore plus grande.

Les indispositions et les maladies de la famille proviennent presque toutes de la suppression brusque de la transpiration, par suite des variations fréquentes de la température. C'est particulièrement à cette cause qu'il faut attribuer l'état maladif habituel d'un membre de la famille (§ 18). La population paraît donc agir judicieusement en résistant à l'introduction des étoffes légères à bon marché fournies par le commerce, et en conservant l'usage traditionnel de ses épaisses étoffes de fabrication domestique (§ 26).

La maîtresse de maison traite elle-même les rhumes et les autres indispositions au moyen d'infusions de plantes médicinales cultivées dans le jardin [§ 32 (3)]. Pour les maladies proprement dites, on a recours aux soins des médecins. Bernard Oustalet, chef de famille, est affilié à



une société de secours mutuels établie à Cauterets. Celle-ci, moyennant une contribution annuelle de 6 francs, lui assure, au besoin, les secours de la médecine et de la pharmacie, avec une indemnité journalière de 1 fr. pendant la maladie et de 0 fr. 50 pendant la convalescence. La maison étant voisine du bourg (§ 17), ces soins s'étendent même, par tolérance, à la femme et aux enfants du sociétaire. Tous les autres membres de la famille sont traités, en cas de maladie, par un médecin qui reçoit à titre d'abonnement une rétribution annuelle de 7 fr., tant pour ses soins que pour la fourniture des médicaments.

Le tableau suivant signale la longévité des habitants de la commune de Cauterets et les âges auxquels se contractent habituellement les mariages :

NOMBRE DES INDIVIDUS DE CHAQUE AGE, DANS LA COMMUNE DE CAUTERETS

AGES	SEXE MASCULIN				SEXE FÉMININ			
	Célibataires.	Mariés.	Veufs.	Total.	Célibataires	Mariées	Veuves.	Total.
Au-dessous de 18 ans.	245	»	»	245	276	»	»	276
18 à..... 22 —	31	»	»	31	60	4	»	64
22 à..... 30 —	25	42	»	37	48	29	3	80
30 à..... 40 —	21	67	2	90	34	68	3	105
40 à..... 50 —	16	70	4	90	18	77	10	105
50 à..... 60 —	9	54	7	70	4	42	18	64
60 à..... 70 —	4	27	4	35	4	18	16	38
70 à..... 80 —	3	9	6	18	1	3	11	15
80 à..... 84 —	0	3	3	6	0	1	6	7
TOTAUX (1,376)...	354	242	26	622	445	242	67	754

Les infirmités sont assez rares et ne sont signalées que chez 4 individus du sexe masculin, savoir : 2 aliénés, 1 idiot et un sourd-muet.

## § 21

### RANG DE LA FAMILLE

Propriétaire d'une habitation agréable; jouissant, en raison de son existence frugale, d'une honnête aisance; contribuant à accroître la force de l'État par ses nombreux rejetons (§ 18) et par sa production agricole [§ 32 (1) à (5)], ayant toujours réussi, à chaque génération, à établir honorablement tous ceux de ses membres qui ont désiré sortir de la communauté (§ 33), la famille, caractérisée par le nom de Mélouga attaché à son domaine patrimonial, jouit dans le pays d'une considération méritée.

L'aptitude à maintenir l'harmonie, et une intelligente direction dans une nombreuse communauté de parents et de domestiques, donnent naturellement aux chefs de maison la finesse, le discernement et l'esprit de conciliation unis à une grande expérience des hommes et des choses. L'organisation sociale de cette vallée développe, par conséquent, chez les paysans la capacité administrative beaucoup plus que ne le fait ailleurs le régime d'isolement spécial à notre époque. Il

existe donc, par exception, dans le personnel de cette localité, pour les besoins des administrations communales, des ressources bien supérieures à celles que nos modernes institutions réclament ordinairement. En cas d'extension des attributions communales, notamment en ce qui concerne l'administration des forêts et des eaux thermales, on verrait surgir immédiatement, dans cette contrée fidèle à la tradition locale, des fonctionnaires préparés à remplir leurs devoirs. On restaurerait ainsi les mœurs que les tyrannies royales ou populaires ont fait oublier dans les localités où se sont introduites les idées dérivant fatalement du partage forcé.

On trouverait difficilement ailleurs des types de paysans-propriétaires représentant plus dignement les sociétés européennes, et, en particulier, la nationalité française.

---

## CHAPITRE IV

### MOYENS D'EXISTENCE DE LA FAMILLE

#### § 22

##### PROPRIÉTÉS

(Mobilier et vêtements non compris.)

IMMEUBLES : Deux propriétés distinctes : le *domaine* dans la vallée ; le *germ* dans la montagne. . . . . 28,000 fr. 00

1<sup>o</sup> *Habitation* : Maison composée d'un rez-de-chaussée et d'un premier étage, 1,200f.00.

2<sup>o</sup> *Bâtiments ruraux*. — Granges et étables, 3,040f.00 ; — porcherie et poulailler, 110f.00.

	Étendue.	Valeur.
3 <sup>o</sup> <i>Domaine</i> . — Prairies arrosées sur un tiers environ de leur surface.....	12 h. 42	14,820 f.
Pacage et verger attenant à la maison.	1 28	830
Terre arable.....	2 25	4,800
Jardin potager.....	0 09	200
4 <sup>o</sup> <i>Germ</i> . — Prairies arrosées.....	2 25	3,000
TOTAUX.....	18 29	23,650

ARGENT. . . . . 184 00

Somme gardée par la maîtresse de maison et constituant, avec les grains, les jeunes animaux et les provisions, le fonds de roule-

ment de la communauté, 176 f. 00. — Somme possédée à titre individuel, par les divers membres de la communauté (ceux-ci s'empres- sent en général de dépenser tout ce dont ils peuvent disposer (§ 35), 8 f. 00.

ANIMAUX DOMESTIQUES entretenus toute l'an-  
née. . . . . 3,264 fr. 20

1<sup>o</sup> *Bêtes à cornes*. — 8 vaches, 1,360 f. 00; — 3 à 5 génisses ou veaux (selon la saison), 150 f. 00. — Total, 1,510 f. 00.

2<sup>o</sup> *Bêtes à laine*. — 60 brebis de 3 à 6 ans, ayant déjà porté; 15 femelles de deux ans (*doubleras*); 15 femelles d'un an (*laci-vas*); 55 moutons, agneaux, béliers, etc., 1,108 f. 00.

9 de ces brebis sont possédées à titre individuel, savoir : 6 par Jean Dulmo (§ 18), 2 par Marie Dulmo et 1 par le domestique, qui vendent à leur profit les produits qui en proviennent, à la charge toutefois, pour les deux premiers, de payer à la communauté 5 f. par tête de brebis pour la valeur du foin consommé. Conformément à la coutume qui est également suivie dans la Basse-Bretagne <sup>1</sup>, cet avantage est accordé au domestique à titre gratuit.

3<sup>o</sup> *Animaux divers*. — 1 jument, 240 f. 00; — 1 chien de garde, 30 f. 00. — Total, 270 f. 00.

4<sup>o</sup> *Basse-cour*. — Deux cochons à l'engrais, 210 f. 00; — 6 poules, 11 f. 20. — Total, 221 f. 20.

5<sup>o</sup> *Rucher*. — 12 ruches en paille, 155 f. 00.

MATÉRIEL SPÉCIAL DES TRAVAUX ET INDUS-  
TRIES. . . . . 669 fr. 30

1<sup>o</sup> *Exploitation des champs, des prairies et des arbres épars* (§ 37). — 4 charrues (*arêtes*), 30 f. 00; — 5 jougs (*yus*) pour atteler les vaches, 17 f. 50; — 3 cuirs (*guillas*) pour attacher les vaches au joug, 8 f. 25; — 1 herse en fer (*arrasclé*), 7 f. 00; 1 herse en bois, 5 f. 00; — 1 mesure à 3 tiges (*marcadé*) pour tracer les sillons de maïs, 2 f. 75; — 1 houe à vache (*raserot*) pour biner le maïs, 3 f. 00; — 6 petites houes triangulaires à main (*houssé*) pour le labourage, 7 f. 50; — 2 houes (*houssera*) pour le labourage, 3 f. 00; — 3 pioches doubles avec tranchant (*hachat*) pour tracer les rigoles des prés,

<sup>1</sup> Pen-ty, ou journalier agriculteur de la Basse-Bretagne : § 7, subven- tions. (*Les Ouvriers européens*, p. 230.)

6f.00; — 3 tridents en fer (*cargadé*) pour remuer le fumier, 4f.50; — 3 pioches simples, 5f.25; — 3 pelles en fer pour le labourage (*palaher*), 9f.00; — 6 pelles en bois, 2f.10; — 20 râteliers à foin, en bois, 12f.00; — 1 serpe (*bedouï*) pour tailler les haies, 2f.00; — 24 corbeilles en noisetier tressé, pour transporter sur la tête le fumier et la terre, 7f.20; — 5 civières en bois pour transporter le fumier et la terre, 22f.50; — 3 civières à gros barreaux (*bayar*) pour transporter les pierres, 6f.00; — 2 brouettes à une roue ferrée (*carrio*), 14f.00; — 6 fourches en bois pour manœuvrer la paille, 2f.40; — 12 fourches pour éparpiller le fumier sur les prés, 3f.00; — 7 faux pour foin et regains, 31f.50; — 1 enclume et un marteau pour battre à froid les faux, 3f.00; — 6 pierres à aiguiser avec leurs étuis en bois, 7f.50; — 12 instruments spéciaux (*arrias*) pour charger le foin sur les épaules, 9f.00; — 6 cribles à cercles de bois, à fonds de peau de mouton (*sinnès*) pour vanner et trier les grains, 15f.00; — mobilier pour l'exploitation des arbres : 4 haches à deux mains et 3 serpes, 18f.90. — Total, 264f.85.

2° *Exploitation des bêtes à cornes et à laine et de la jument.* — 16 cloisons placées entre les vaches (*meillans*), 46f.00; — 8 crèches pour les vaches et les veaux, 8f.30; — 18 attaches en bois à 3 anneaux (*coueras*), 10f.00; — 3 échelles pour la descente du foin, 6f.00; — 18 cloisons pour 3 étables à brebis, 54f.00; — 100 panneaux de barrières mobiles (*clédas*) avec piquets et *bourras* pour monter les parcs à brebis (*barguère*) en dehors des bergeries, 100f.00; — 7 échelles à foin pour le service des bergeries, 13f.00; — 2 cabanes mobiles en bois et paille (*burguet*) pour loger le berger près des parcs à moutons, 9f.00; — 2 trompes de berger pour signaler les animaux dangereux, 2f.00; — 2 poches à sel pour les bergers, 1f.00; — 1 cruche à bec avec couvercle, de 15 litres, en fer-blanc (*bane*) pour le transport du lait, 6f.00; — 2 seaux de fer-blanc de 3 à 4 litres pour le transport du lait, 4f.00; — 2 seaux en bois avec anses (*sanguias*) pour traire les vaches au domaine, 2f.00; — 2 seaux en bois pour traire les vaches au germ (§ 17), 2f.00; — 4 seaux en bois avec couvercles, de 3 à 4 litres, cerclés en fer, pour traire les brebis, 3f.75; — 3 chaudrons en cuivre étamé pour préparer la crème, 21f.00; — 2 tamis à cercle de bois, à fonds de crin, pour filtrer le lait, 2f.00; — 3 cuillers plates en bois pour écrémer le lait, 0f.50; — 1 baratte moderne à beurre en fer-blanc, 5f.00; — 1 baratte moderne à beurre en bois, 3f.00; — 2 barattes antiques en peau de mouton, considérées encore aujourd'hui comme les meilleures, 2f.75; — 2 petits chaudrons en cuivre pour la cuisine des bergers à la station d'été, ou germ, 8f.00; —

Vases et ustensiles divers pour le service d'été des bergers, 4 f. 10 ; — mobilier pour l'exploitation de la jument : râtelier, cloisons, mangeoires, harnais, 30 f. 90. — Total, 344 f. 30.

3° *Exploitation du jardin potager*. — 2 houes, 2 pelles, boîtes à graines, cordeaux, 6 f. 20.

4° *Exploitation de la basse-cour*. — Auges, vases et ustensiles pour le service des cochons, 14 f. 00 ; — ustensiles pour le service du poulailler, 1 f. 60. — Total, 15 f. 60.

5° *Exploitation des abeilles*. — 6 ruches de rechange, 3 f. 30 ; — ruches en bois avec toit en ardoises, 9 f. 00 ; — petite presse pour séparer le miel de la cire, 0 f. 45 ; — vases et ustensiles pour la conservation des produits, 0 f. 80. — Total, 13 f. 55.

6° *Fabrication des fils et étoffes de lin*. — Quenouilles, fuseaux, bobines, etc., 1 f. 10 ; — 1 métier à tisser (aujourd'hui sans usage), 4 f. 50. — Total, 5 f. 60.

7° *Fabrication des fils et étoffes de laine*. — Quenouilles, fuseaux, bobines, 1 f. 20.

8° *Fabrication des sabots*. — 1 établi en bois de hêtre, 4 f. 15 ; — 3 petites haches courbes (*hucholas*), 3 f. 60 ; — 3 outils recourbés à 2 tranchants (*rasc*), 2 f. 00 ; — 2 grandes tarières, 1 f. 85 ; — 2 petits rabots à polir, 0 f. 60. — Total, 12 f. 20.

9° *Petites fabrications domestiques*. — Couteaux et outils divers pour le travail du bois, 4 f. 20 ; — aiguilles et ustensiles divers pour ouvrages de femme, 1 f. 60. — Total, 5 f. 80.

VALEUR TOTALE des propriétés. 32,117 fr. 50

## § 23

### SUBVENTIONS

L'étude du budget des recettes prouve que les subventions exercent sur le bien-être de la famille une influence considérable. Il faut placer au premier rang l'herbe broutée par les animaux domestiques sur les pâturages communaux, à proxi-



mité du germ (§17) où ils se tiennent pendant l'été; les troupeaux y prennent environ les quatre dixièmes de la quantité totale de la nourriture qu'ils consomment. Viennent ensuite, selon l'ordre d'importance, les racines de pin (*Pinus sylvestris* L.) récoltées par tolérance de l'administration forestière dans les forêts communales, et employées, sous le nom de *téda*, à l'éclairage domestique (§ 26); le bois de chauffage et les matériaux de clôture enlevés par maraude dans les bois communaux voisins des habitations, composés principalement de taillis de hêtre (*Fagus sylvatica* L.). Il est à remarquer que la maraude dans les bois communaux ne constitue pas, dans l'opinion du pays, une action honteuse, et qu'elle se concilie même chez toutes les familles avec un développement prononcé du sentiment religieux. On peut encore compter, au nombre des subventions fort appréciées des familles demeurant près de Cauterets, le droit d'envoyer pendant les journées d'hiver leurs fileuses aux thermes de ce bourg, et de jouir ainsi, à titre gratuit, de la douce température développée par la circulation des eaux minérales.

## § 24

## TRAVAUX ET INDUSTRIES

Tous les membres de la famille, à l'exception des deux plus jeunes enfants, exécutent en commun la culture et la récolte des champs, et quelques travaux spéciaux, tels que l'abatage des cochons, la tonte des brebis et la préparation des pailles pour la couverture des granges.

TRAVAUX DES HOMMES. — Les travaux spéciaux aux hommes sont : le labourage et le fauchage; les soins donnés aux vaches, aux brebis, à la jument et aux abeilles; l'abatage des produits forestiers, la fabrication des sabots et l'entretien du mobilier agricole.

TRAVAUX DES FEMMES. — Les travaux spéciaux aux femmes sont : la culture du jardin potager; le service de la basse-cour, les travaux de ménage et spécialement les soins de propreté; la préparation du pain, de la *mestura* (§ 25) et des autres aliments; le blanchissage du linge; la fabrication des fils et des étoffes de lin et de laine; la confection des vêtements et du linge de ménage. La maîtresse est plus particulièrement chargée du jardin potager, de la cuisine et des ventes

au marché. Le service de la laiterie n'est jamais dévolu aux femmes.

TRAVAUX DES ENFANTS. — Les enfants sont peu chargés de travail : les deux filles de 14 et de 12 ans consacrent une grande partie de leur temps à l'école et au catéchisme, les deux plus jeunes enfants, âgés de 9 et de 7 ans, suivent toute l'année ce double enseignement. On ne les emploie jamais aux travaux qui pourraient excéder leurs forces. Leurs occupations principales sont : le filage, le tricotage, la garde des brebis et la récolte d'herbes destinée aux cochons; elles sont pour eux une récréation autant qu'un travail.

INDUSTRIES ENTREPRISES PAR LA FAMILLE. — L'essence même de l'organisation sociale à laquelle se rattache cette famille est que tous les travaux, sans exception, soient entrepris à son compte particulier.

---

## CHAPITRE V

### MODE D'EXISTENCE DE LA FAMILLE

---

#### § 25

##### ALIMENTS ET REPAS

Le régime alimentaire de la famille, suffisant à la rigueur pour donner aux forces physiques leur complet développement, est néanmoins soumis aux règles de la plus sévère économie; on n'y voit jamais apparaître le superflu, même aux principales fêtes de l'année.

Ce régime a pour bases essentielles les céréales, la graisse et la viande de porc, le beurre, le sel et quelques légumes.

Les céréales se préparent sous quatre formes principales : 1<sup>o</sup> le *pain* de seigle et de froment mélangés; 2<sup>o</sup> la *mestura*, sorte de pain de qualité inférieure, enfournée à l'état de pâte très-molle composée d'un mélange d'orge, de maïs, de millet et de sarrasin; 3<sup>o</sup> la *bouillie* de maïs préparée à l'eau et au sel, quelquefois au lard, et mangée chaude; la même, refroidie à l'état de

pâte, tantôt assaisonnée de lait aigre, tantôt frite dans la poêle avec de la graisse ou du beurre; 4<sup>o</sup> enfin, des *crêpes* de maïs ou de sarrasin, à l'eau ou au lait, plus rarement aux œufs, cuites sur une poêle enduite de graisse ou de beurre.

Le beurre, la graisse et la viande de porc servent en outre à préparer des soupes au pain, plus rarement à assaisonner des légumes.

La famille fait chaque jour trois repas :

1<sup>o</sup> A 8 heures (matin), *le dîner*. Les jours gras : soupe au pain, à la graisse, aux choux, au porc salé ou fumé; puis porc bouilli mangé avec le pain. — Les jours maigres : soupe au pain, au beurre, aux choux, ou aux haricots; puis pain et fromage.

2<sup>o</sup> A 2 heures, *le midi*. Mets assez variés : pommes de terre assaisonnées à la graisse et mangées avec la *mestura* ou cuites à l'eau et mangées avec le pain et le sel; *mestura* sortant du four, mangée avec le beurre; crêpes de sarrasin et de maïs cuites sur la poêle; bouillie de maïs cuite avec du sel et un peu de porc haché, etc.

3<sup>o</sup> A 8 heures (soir), *le souper* : bouillie chaude de maïs à l'eau et au sel; la même, épaissie par refroidissement et mangée avec du lait froid écrémé; *mestura* émiettée dans du lait écrémé bouilli, etc.

Les jours de grands travaux, et notamment lorsque les voisins sont convoqués pour aider la famille dans quelque corvée extraordinaire, telle

qu'un transport de matériaux, la tonte des brebis, etc., les repas deviennent plus substantiels et comprennent une quantité modérée de vin et de viande de boucherie (§ 36).

Les noces sont la seule circonstance pour laquelle les repas prennent le caractère de l'abondance : ainsi, à l'occasion du dernier mariage célébré dans la famille et auquel étaient conviées 32 personnes, il a été consommé 22 kilogrammes de viande, 20 litres de vin, un hectolitre de froment, 2 kilogrammes de lard, 6 kilogrammes de beurre et 4 douzaines d'œufs ; dans cette consommation se trouvait comprise la *tista*, c'est-à-dire le panier rempli de provisions que, suivant un usage traditionnel, les jeunes mariés emportent chez eux en quittant la maison paternelle.

## § 26

### HABITATION, MOBILIER ET VÊTEMENTS

La maison, solidement construite en maçonnerie épaisse et couverte en ardoise, offre, au rez-de-chaussée comme au premier étage, de grandes pièces de 38 mètres carrés, à une fenêtre, séparées à chaque niveau par l'escalier et par un large couloir servant d'antichambre, de vestiaire et de magasin pour la farine.

Les deux pièces du rez-de-chaussée sont : 1<sup>o</sup> la cuisine avec une grande cheminée, le four, le râtelier à vaisselle, la table à manger et les trois lits dans chacun desquels couchent deux membres de la famille, savoir : le vieux père et le plus jeune garçon; la maîtresse de maison et son mari; la tante célibataire et la plus jeune fille; 2<sup>o</sup> l'atelier pour la fabrication des sabots, la fabrication du mobilier agricole et en général la confection des objets de bois nécessaires à la famille.

Les deux pièces correspondantes du premier étage sont : 3<sup>o</sup> une chambre à 3 lits et à 2 armoires pour les filles et pour leur oncle valétudinaire; 4<sup>o</sup> une chambre à quatre lits où couchent les autres hommes, le domestique et au besoin un parent venant visiter la famille.

La valeur du mobilier et des vêtements peut être établie ainsi qu'il suit :

MEUBLES : suffisants pour les besoins du ménage : les lits, en particulier, témoignent d'un véritable confort; tous, sans exception, même celui du domestique (§ 3), sont à colonnes, garnis de couvre-pieds et de rideaux fabriqués avec une solide étoffe de laine. . . . 1,171 fr. 05

1<sup>o</sup> Lits. — 10 lits pareils comprenant chacun : 1 bois de lit en sapin, 1 matelas à étui de toile rempli de paille de maïs, 1 matelas à étui de toile ou de cotonnade rempli de laine, 1 traversin à étui



de toile rempli de plume de poule, 2 couvertures en laine, rideaux et couvre-pied en étoffe de laine de couleur foncée ; — total pour 1 lit, 89 f. 50 ; — 2 oreillers à étui de toile, remplis de plume de poule, pour les deux lits du maître et de Jean Dulino, 9 f. 50. — Total pour les 10 lits, 904 f. 50.

2<sup>o</sup> *Mobilier des chambres à coucher.* — 2 armoires (sapin et noyer) pour le linge des femmes et du ménage, 120 f. 00 ; — 1 commode de noyer au maître de maison, 45 f. 00 ; — 7 coffres en noyer avec serrures pour les effets particuliers des divers membres de la famille, 35 f. 00 ; — 12 chaises en bois et paille, 15 f. 00 ; — 3 porte-manteaux, 2 f. 50 ; — 2 petites tables en noyer, 10 f. 00. — Total, 227 f. 50.

3<sup>o</sup> *Mobilier de la cuisine.* — 6 chaises en bois et en paille, 6 f. 00 ; — 1 banc près du feu, 1 f. 30 ; — 10 tabourets en bois à trois pieds (*troubès*), 5 f. 00 ; — 1 table (noyer et hêtre), 10 f. 00 ; — 1 vaisselier à buffet et à triple étagère, 15 f. 50 ; — 1 planche à pain près du plafond, 1 f. 25. — Total, 39 f. 05.

USTENSILES : solides, suffisant à l'usage journalier, comprenant quelques objets de prix pour les jours de noce. . . . . 223 fr. 85

1<sup>o</sup> *Dépendant du foyer de la cuisine.* — 1 crémaillère en fer, 2 f. 25 ; — 2 gros chenets en fer forgé de 8 kilogr., 16 f. 00 ; — 1 plaque de foyer en fonte de fer, 9 f. 00 ; — 1 pelle et 1 pincette en fer forgé, 2 f. 50 ; — 1 soufflet en cuir et en bois, 1 f. 25. — Total, 31 f. 00.

2<sup>o</sup> *Dépendant du four à pain.* — 1 râble en fer pour éparpiller la braise, 3 f. 00 ; — 2 pelles en bois, 1 f. 25 ; — 1 pétrin en bois, 8 f. 00 ; — vieux chaudrons pour la cuisson de la mestura, 1 f. 20. — Total, 13 f. 45.

3<sup>o</sup> *Employés pour la cuisson et la consommation des aliments.* — 1 marmite à anse en fonte (*melao*) pour la soupe, 3 f. 50 ; — 1 marmite à trois pieds en fonte, 2 f. 75 ; — 3 chaudrons en cuivre de 11 f. 00, de 7 f. 50 et de 5 f. 00, 23 f. 50 ; — 1 poêle à longue queue en fer battu, 3 f. 00 ; — 1 poêle à courte queue en fer battu, 1 f. 50 ; — 1 gril en fer pour viande, boudins, saucisses, 1 f. 50 ; — 1 broche à rôtir, tournée à la main, 1 f. 75 ; — 1 tourtière en cuivre pour pâtisseries, servant les jours de noce, 14 f. 50 ; — 3 grandes cuillers et 12 cuillers ordinaires en fer battu, 8 f. 00 ; — 3 casseroles en cuivre pour ragoûts, surtout pour les jours de noce, 12 f. 00 ;

— 2 pots en terre vernissée allant au feu, 0f.70; — 1 couteau de cuisine, 2f.00; — 36 cuillers en bois pour soupes et bouillies, 3f.60; — 6 terrines en terre vernissée pour servir les soupes, les bouillies et les légumes, 3f.00; — 24 assiettes en grosse faïence à émail opaque, 2f.40; — 18 assiettes en terre de pipe, 2f.10; — 2 grands plats en bois pour servir les soupes et les bouillies, 2f.00; — 2 vases en bois (*paraos*) pour préparer les légumes, 2f.00; — 5 écuelles en terre (vases à boire), 0f.70, — 5 écuelles à boire pour les enfants (*coussets*), 1f.25; — 6 bouteilles à vin en verre (grandes et petites), 1f.00; — 12 petits verres à boire, 1f.80; — 2 cruches à eau en terre, 1f.20; — 1 moulin à poivre, 3f.00; — 1 égrugeoir à sel en bois, 0f.40; — tonneaux et caisses pour liquides, viandes salées, etc., 6f.60. — Total, 105f.75.

4<sup>o</sup> *Servant à l'éclairage*. — 1 lampe à huile, à 3 becs, en laiton (*gruzo*), 4f.00; — 4 chandeliers en laiton, 30f.00; — 1 plaque en tôle pour brûler la tédà (§ 23), 0f.25; — 1 sac en étoffe de laine pour porter la bougie que la maîtresse tient allumée pendant la messe, 0f.20. — Total, 34f.45.

5<sup>o</sup> *Servant au blanchissage du linge*. — 2 cuiviers à lessive d'un volume total de 650 litres, 13f.00; — 4 pièces de grosse toile (*siaré*) recevant les cendres, 16f.00; — 6 battoirs à linge, 1f.80; — 3 fers à repasser, 8f.40. — Total, 39f.20.

LINGE DE MÉNAGE : en toile solide, assez abondant. . . . . 527 fr. 40

30 paires de draps de lit en toile (lin et coton), 297f.00; — 72 serviettes en toile, 68f.40; — 6 nappes en toile, 69f.00; — 24 torchons en toile, 12f.00; — 4 pièces de toile en provision pour les besoins du ménage, 81f.00. — Total, 527f.40.

VÊTEMENTS : les vêtements sont, par leur forme et par la nature des étoffes [§ 32 (7) et (10)], parfaitement appropriés aux convenances du climat. Celui des femmes surtout offre un véritable cachet d'élégance : il contraste heureusement, sous ce rapport, avec le vêtement banal qui se

propage, au détriment du goût et de la santé, chez beaucoup de populations. . 3,543 fr. 25

VÊTEMENTS DES HOMMES (6 adultes et 1 jeune garçon), selon le détail ci-dessous 1,532 f. 60.

1<sup>o</sup> *Vêtements d'un homme* (pour les dimanches). — 1 veste de drap fin, noir, 40 f. 00; — 1 gilet noir (drap ou soie), 10 f. 00; — 1 pantalon de drap fin, noir, 20 f. 00; — 1 chemise de toile fine, 5 f. 00; — 1 cravate de soie (noire ou de couleur), 5 f. 00; — 1 bonnet (*berrété*) de drap bleu, 3 f. 00; — 1 paire de bas (coton ou laine), 2 f. 00; — 1 paire de souliers, 10 f. 00; — 1 mouchoir de poche (toile fine), 1 f. 00; — manteau (point), 0 f. 00. — Total, 96 f. 00.

2<sup>o</sup> *Vêtements d'un homme* (pour le travail). — 1 habillement complet en gros drap brun, comprenant veste, pantalon, gilet et guêtres, 15 f. 49; — 1 gilet de tricot, 6 f. 00; — 1 chemise en toile, 3 f. 60; — 1 pantalon en toile, 2 f. 50; — 1 cravate en coton imprimé, 0 f. 85; — 1 mouchoir de poche en toile, 0 f. 90; — 1 paire de bas de laine, 2 f. 00; — 1 paire de souliers, 10 f. 00; — 1 paire de sabots, 1 f. 20; — 1 paire de gants tricotés, 1 f. 00; — 1 bonnet en gros drap brun, 2 f. 00; — 1 surtout en drap noir, 40 f. 00. — Total, 85 f. 54.

3<sup>o</sup> *Vêtements d'un homme* (en provision ou en double). — 10 chemises de toile, 3 paires de bas en laine, 5 mouchoirs de poche, 2 cravates, 48 f. 20.

4<sup>o</sup> *Vieux vêtements*. — On suppose que leur valeur balance la diminution à faire sur les prix précédents, qui sont ceux de fabrication ou d'acquisition.

Valeur totale des vêtements d'un homme, 229 f. 74.

VÊTEMENTS DES FEMMES (5 adultes, 2 jeunes filles, 1 enfant) selon le détail ci-dessous (2,010 f. 65).

1<sup>o</sup> *Vêtements d'une femme* (pour le dimanche). — 1 robe de mérinos, couleur brune, 20 f. 00; — 1 jupon en toile de coton, 6 f. 00; — 1 tablier noir (laine ou soie), 9 f. 20; — 1 mouchoir de cou (en soie), 4 f. 00; — 1 mouchoir de tête en laine de couleur, 3 f. 80; — 1 châle en laine imprimé, 10 f. 00; — 1 paire de bas blancs en coton, 2 f. 00; — 1 paire de souliers, 6 f. 00; — 1 chemise en toile fine, 4 f. 85; — 1 long surtout en mérinos noir, 56 f. 00; — 1 court surtout en drap blanc fin, 9 f. 50; — 1 mouchoir de poche

en toile fine, 1 f. 00. — Total, 132 f. 35. — Total pour la maîtresse de maison, y compris une alliance en or valant 8 f. 00, 140 f. 35.

2<sup>o</sup> *Vêtements d'une femme* (pour le travail). — 1 chemise de toile, 3 f. 60; — 1 habit (corsage et jupe) en drap noir, 12 f. 80; — 1 jupon en étamine grise, 4 f. 67; — 1 habit d'indienne, 11 f. 95; — 1 tablier d'indienne, 3 f. 08; — 1 mouchoir de cou (coton ou laine), 3 f. 00; — 1 mouchoir de tête (coton ou laine), 1 f. 80; — 1 paire de bas en laine, 1 f. 20; — 1 mouchoir de poche en toile, 0 f. 90; — 1 paire de souliers, 5 f. 50; — 1 paire de sabots, 1 f. 25; — 1 long surtout en drap commun, 17 f. 00; — 1 court surtout en drap blanc commun, 5 f. 00. — Total, 71 f. 75.

3<sup>o</sup> *Vêtements d'une femme* (en provision ou en double). — 10 chemises de toile, 36 f. 00; — 10 mouchoirs de cou, 30 f. 00; — 10 mouchoirs de tête, 18 f. 00; — 10 paires de bas en laine, 12 f. 00; — 10 mouchoirs de poche, 9 f. 00. — Total, 105 f. 00.

4<sup>o</sup> *Vieux vêtements* (même remarque que ci-dessus).

Valeur totale des vêtements d'une femme, 309 f. 10.

VALEUR TOTALE du mobilier et des vêtements. . . . . 5,465 fr. 55

## § 27

### RÉCRÉATIONS

La famille, composée de 15 personnes, trouve dans la vie commune, dans les jouissances et dans les devoirs de la propriété, des moyens suffisants de récréation. Elle songe rarement à s'en créer d'autres au dehors. Les principales circonstances qui rompent agréablement pour la communauté le cours ordinaire de l'existence sont : les exercices du culte, auxquels tous les membres de la famille assistent successivement

les fêtes et les dimanches; les repas composés de viande de boucherie et de vin qui ont lieu tous les jours où la famille exécute seule ou avec le concours des voisins certains travaux extraordinaires (§ 36); enfin, les excursions faites aux foires de Lourdes et d'Argelès pour la vente ou l'achat des bestiaux. Les droits à ce dernier genre d'amusement sont garantis par la coutume à chaque membre de la communauté : ainsi, ceux qui possèdent des bêtes à laine à titre individuel (§ 22), vendent eux-mêmes leurs produits; la vente d'une vache appartenant à la communauté est toujours pour les jeunes filles l'occasion d'un voyage à la foire.

Pendant les journées d'hiver, les femmes qui ne sont pas obligées de vaquer aux travaux du ménage prennent plaisir à filer, en compagnie des voisines, dans les thermes de Cauterets (§ 23). Elles se plaisent surtout, pendant les veillées d'hiver, près du foyer domestique, à entendre les récits amusants que fait le père de famille, en vue de prolonger la durée du travail.

Les hommes s'abstiennent absolument de l'usage du tabac et des spiritueux; ils vont seulement trois ou quatre fois par an faire une consommation modérée de café dans les auberges de Cauterets, de Lourdes ou d'Argelès.

---

# CHAPITRE VI

## HISTOIRE DE LA FAMILLE

---

### § 28

#### PHASES PRINCIPALES DE L'EXISTENCE

Élevés avec sollicitude par les parents, entourés dès leur plus jeune âge de soins et de distractions au milieu d'une communauté nombreuse, les enfants vivent en pleine liberté dans les conditions les plus favorables au développement des facultés physiques, de l'intelligence et des sentiments moraux. On ne les surcharge de travaux ni à l'école ni au catéchisme ; on attache même de l'importance à reculer vers 14 ans l'époque de la première communion, et il s'écoule ensuite une année au moins avant que l'on emploie aux travaux la totalité de leur temps.

Les mariages sont tardifs : ils ont ordinairement lieu de 24 à 25 ans pour les filles, de 28 à 30 ans pour les garçons, souvent plus tard encore. De chaque union sortent ordinairement 8 à 10 enfants. L'aîné (garçon ou fille) se marie le premier dans la maison paternelle, et le jeune

ménage qui doit un jour, conformément à la coutume, posséder le bien de famille, commence peu à peu à seconder les vieux parents dans la direction des affaires de la communauté. A une époque convenablement choisie (§ 33), on fait l'estimation du bien; on assure au jeune ménage la propriété du quart que la loi laisse à la disposition du père de famille et de la part qui lui doit revenir sur le surplus; une part égale est attribuée successivement à chacun des autres enfants au fur et à mesure qu'ils quittent la maison paternelle. Lorsque ces derniers se marient, ils renoncent à toute réclamation ultérieure sur le bien de famille moyennant le paiement de cette dot prélevée sur les profits de la communauté. Le paiement de la dot du plus jeune enfant laisse ordinairement l'aîné unique propriétaire du bien. Diverses circonstances viennent habituellement en aide au succès de ces combinaisons : les jeunes gens des deux sexes désireux de se marier s'efforcent, avec une ardeur soutenue, d'augmenter par le travail et l'économie les profits qui, en s'accumulant, doivent constituer leur dot; ceux, au contraire, qui ont peu d'inclination pour le mariage, et qui préfèrent à la responsabilité que leur imposerait la situation de chef de famille, la quiétude qu'ils trouvent dans la maison paternelle, peuvent toujours compter sur l'affection et les égards de la famille, à laquelle ils assurent, par cette déter-



mination, un accroissement de ressources et une diminution de charges. Ceux des enfants qui entrent dans les ordres ou dans une congrégation religieuse concourent non moins efficacement à assurer la conservation intégrale du bien de famille : il est d'usage, en effet, qu'ils cèdent de suite à l'aîné leur part de patrimoine.

Les mêmes combinaisons se renouvellent par périodes de 24 à 28 ans correspondant à l'intervalle qui s'écoule moyennement entre deux naissances successives d'héritier. Pendant ce temps la famille établit au dehors au moins 6 ou 7 enfants et souvent davantage (§ 18). Cette même maison assure une vie heureuse à ceux de ses rejetons qui, à raison de quelque imperfection physique ou intellectuelle, ne pourraient prospérer comme chefs de famille; elle est un asile toujours ouvert pour ceux qui échouent dans leurs entreprises, et particulièrement pour le soldat invalide. Elle conserve une situation digne aux vieux parents et aux membres infirmes de la communauté. En outre, dans chaque période de 4 ans, la même famille achetant seulement hors de son domaine, pour compléter sa provision, 800 fr. de céréales, livre au commerce, en bestiaux seulement, une valeur beaucoup plus grande : elle amène notamment aux deux marchés de la vallée (§ 27) 2 chevaux ou mulets propres au service de l'armée, 32 bêtes à cornes et 240 moutons ou brebis.

## § 29

MŒURS ET INSTITUTIONS ASSURANT LE BIEN-ÊTRE PHYSIQUE  
ET MORAL DE LA FAMILLE

La transmission intégrale des petits domaines de paysans, entraînant comme conséquence le régime du travail sans engagements, est le fondement de la constitution sociale de cette localité (§ 19). Elle établit entre les générations successives d'une même famille une association permanente, maintenue par le libre consentement des parties, laissant à chacune d'elles la faculté de s'établir hors du foyer avec une dot proportionnelle à sa part de propriété. De cette famille-souche, placée, grâce à un travail opiniâtre (§ 37), dans d'excellentes conditions de moralité et de bien-être, partent incessamment des rejets dressés au travail et à l'obéissance, pourvus d'un petit capital, offrant par conséquent les ressources nécessaires à une nationalité qui se développe. Ce régime présente des avantages évidents pour le recrutement de l'industrie, de l'armée, de la flotte et des colonies; il donne de sûres garanties pour le maintien de l'ordre public, pour le progrès des institutions communales (§ 21) et de la liberté civile. Ici, comme dans la Suisse allemande, l'Allemagne du Nord et les États scandinaves, il concilie l'intérêt public avec le bien-être individuel.

# CHAPITRE VII

## BUDGETS DE LA FAMILLE

comprenant

§ 30. — BUDGET DES RECETTES

§ 31. — BUDGET DES DÉPENSES

§ 32. — QUATORZE COMPTES ANNEXÉS AUX BUDGETS

## SOURCES DES RECETTES

SECTION I <sup>re</sup>		VALEU des PROPRIÉT
<b>Propriétés possédées par la famille.</b>		
<b>ART. 1<sup>er</sup>. — PROPRIÉTÉS IMMOBILIÈRES</b>		<b>fr.</b>
<b>HABITATION :</b>		
Maison située au milieu du principal domaine rural (§ 26)...		1,200 00
<b>IMMEUBLES RURAUX :</b>		
Champs, prairies et arbres épars (§ 22).....		23,450 00
Etables et écuries pour les bêtes à cornes, les bêtes à laine et la jument (§ 22).....		3,040 00
Jardin potager.....		200 00
Basse-cour, porcherie et poulailler.....		110 00
<b>ART. 2. — VALEURS MOBILIÈRES</b>		
<b>ANIMAUX domestiques entretenus toute l'année :</b>		
12 bêtes à cornes, 140 bêtes à laine, 1 jument, 1 chien de garde.		2,888 00
Basse-cour : 2 cochons à l'engrais, 6 poules.....		221 00
12 ruches d'abeilles.....		155 00
<b>MATÉRIEL spécial des travaux et industries :</b>		
Pour l'exploitation des champs, des prairies et des arbres épars.		264 00
— des bêtes à cornes, des bêtes à laine et de la jument.....		344 00
— du jardin potager.....		6 00
— de la basse-cour.....		15 00
— des abeilles.....		13 00
Pour la fabrication des fils et étoffes de lin.....		5 00
— — de laine.....		1 00
— des sabots.....		12 00
Pour les petites fabrications domestiques.....		5 00
<b>ARGENT :</b>		
Somme possédée en communauté ou à titre individuel.....		184 00
<b>ART. 3. — DROITS AUX ALLOCATIONS DE SOCIÉTÉS D'ASSURANCES MUTUELLES</b>		
<b>SOCIÉTÉ répartissant immédiatement la souscription de la famille :</b>		
Droit éventuel à des secours médicaux en cas de maladie du chef de famille.....		»
<b>VALEUR TOTALE des propriétés.....</b>		<b>32,117 00</b>

## SECTION II

## Subventions reçues par la famille.

<b>ART. 1<sup>er</sup>. — PROPRIÉTÉS REÇUES EN USUFRUIT</b>	
(La famille ne reçoit aucune propriété en usufruit).....	
<b>ART. 2. — DROITS D'USAGE SUR LES PROPRIÉTÉS DE LA COMMUNE</b>	
<b>Droits sur les produits forestiers.....</b>	
— sur les herbes broutées ou récoltées.....	
— sur les fruits et les plantes potagères.....	
— sur le chauffage au moyen des eaux thermales.....	
<b>ART. 3. — ALLOCATIONS D'OBJETS ET DE SERVICES</b>	
(La famille ne reçoit aucune allocation de ce genre).....	

RECETTES	MONTANT des RECETTES
SECTION I <sup>re</sup>	<i>Le signe * désigne les objets reçus en nature.</i>
Revenus des propriétés.	
ART. 1 <sup>er</sup> . — REVENUS DES PROPRIÉTÉS IMMOBILIÈRES	F. C.
Ver : intérêt (5 p. 100) de la valeur de la maison.....	60 00*
érêt (3 p. 100) de la valeur de ces champs, etc.....	703 50
— de la valeur de ces étables.....	91 20
— de la valeur de ce jardin.....	6 00*
— de la valeur de cette basse-cour.....	3 30*
ART. 2. — REVENUS DES PROPRIÉTÉS MOBILIÈRES	
érêt (5 p. 100) de la valeur de ces animaux.....	114 40
— — .....	11 06*
— — .....	7 75*
érêt (5 p. 100) de la valeur de ce matériel.....	13 24
— — .....	17 21
— — .....	0 31*
— — .....	0 79*
— — .....	0 67*
— — .....	0 28*
— — .....	0 06*
— — .....	0 61*
— — .....	0 29
te somme ne produit point d'intérêts.....	»
ART. 3. — ALLOCATIONS DE SOCIÉTÉS D'ASSURANCES MUTUELLES	
eur de l'allocation supposée égale à la contribution annuelle. 12 f. 00.	»
te somme n'étant que la rentrée d'une somme égale payée par la famille est omise ici comme la dépense qui la balance).....	»
TOTAUX des revenus des propriétés.....	90 83* 969 84
SECTION II	
Produits des subventions.	
ART. 1 <sup>er</sup> . — PRODUITS DES PROPRIÉTÉS REÇUES EN USUFRUIT	
famille ne jouit d'aucun produit de ce genre).....	»
ART. 2. — PRODUITS DES DROITS D'USAGE	
eur attribuée au bois, aux cendres, à la <i>téda</i> (§ 23), avant l'abatage.	112 21*
— aux herbes sur pied.....	529 53*
— aux fraises, aux framboises et aux salades avant la récolte.	3 40*
— à ce moyen de chauffage.....	4 20
ART. 3. — OBJETS ET SERVICES ALLOUÉS	
famille ne jouit d'aucune recette de ce genre).....	»
TOTAUX des produits des subventions.....	665 14* 4 20

## SOURCES DES RECETTES (SUITE)

DÉSIGNATION DES TRAVAUX ET DE L'EMPLOI DU TEMPS	QUANTITÉ DE TRAVAIL EFFECTUÉ			
	6 hommes.	5 femmes adultes.	2 jeunes filles.	2 enf.
	journées.	journées.	journées.	journ.
<b>SECTION III</b>				
<b>Travaux exécutés par la famille.</b>				
Exploitation des champs, des prairies et des arbres épars.....	1,054	741	162	
Exploitation des bêtes à cornes, des bêtes à laine et de la jument.....	768	151	65	
Exploitation du jardin potager.....	0	14	7	
— de la basse-cour.....	6	26	58	
— des abeilles.....	8	0	0	
Fabrication des fils et étoffes de lin.....	0	86	21	
— des fils et étoffes de laine.....	0	95	28	
— des sabots.....	59	0	0	
Petites fabrications domestiques.....	15	10	12	
Confection des vêtements et du linge de ménage.....	6	138	47	
Exploitation des subventions.....	40	16	3	
Travaux exécutés à titre d'échange chez les voisins.....	10	0	0	
Travaux domestiques.....	9	347	94	
Impôts : prestations en nature pour chemins.....	18	0	0	
Instruction et catéchisme.....	0	0	151	3
Repos des dimanches et fêtes.....	197	201	82	3
Totaux des journées de tous les membres de la famille.....	2,190	1,825	730	7

## SECTION IV

## Industries entreprises par la famille

(à son propre compte).

## Industries entreprises au compte de la famille :

Exploitation des champs, des prairies et des arbres épars.....	
— des bêtes à cornes, des bêtes à laine et de la jument.....	
— du jardin potager.....	
— de la basse-cour.....	
— des abeilles.....	
Fabrication des fils et étoffes de lin.....	
— des fils et étoffes de laine.....	
— des sabots.....	
Petites fabrications domestiques.....	
Confection des vêtements et du linge de ménage.....	

## RECETTES (SUITE)

MONTANT  
des  
RECETTES.

## PRIX DES SALAIRES JOURNALIERS

Hommes adultes.	Femmes et filles ad.	Jeunes filles.	Enfants.
fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
0 50	0 30	0 20	0 10
0 50	0 30	0 20	0 10
»	0 30	0 20	»
0 50	0 30	0 20	0 10
0 50	»	»	0 10
»	0 27	0 16	»
»	0 30	0 20	»
0 227	»	»	»
0 50	0 30	0 20	»
0 45	0 45	0 30	»
0 50	0 30	0 20	0 10
1 00	»	»	»
»	»	»	»
1 25	»	»	»
»	»	»	»
»	»	»	»

## SECTION III

## Salaires.

Le signe \*  
désigne les  
objets  
reçus en  
nature.

fr. c.

Salaire total attribué à ce travail.				786 40*
0 50	0 30	0 20	0 10	— — 446 00
»	0 30	0 20	»	— — 5 60*
0 50	0 30	0 20	0 10	— — 23 40*
0 50	»	»	0 10	— — 4 30*
»	0 27	0 16	»	— — 26 60*
»	0 30	0 20	»	— — 34 10*
0 227	»	»	»	— — 13 39*
0 50	0 30	0 20	»	— — 12 90
0 45	0 45	0 30	»	— — 78 90*
0 50	0 30	0 20	0 10	— — 27 30*
1 00	»	»	»	— — 10 00*
»	»	»	»	— — »
1 25	»	»	»	— — 22 50*
»	»	»	»	— — »
»	»	»	»	— — »

TOTAUX des salaires de la famille..... ( 1,032 49\*

458 90

## SECTION IV

## Bénéfices des industries.

Bénéfice résultant de cette exploitation.....(1).	{ 0 19*
— — — — — (2).	{ 296 70
— — — — — (3).	{ 0 14*
— — — — — (4).	{ 634 32
— — — — — (5).	{ 7 49*
Bénéfice résultant de cette fabrication.....(6).	{ 16 41*
— — — — — (7).	{ 6 72*
— — — — — (8).	{ 7 20
Bénéfice résultant de ces fabrications.....(9).	{ »
Bénéfice résultant de cette confection.....(10).	{ 49 52*
	{ »
	{ 3 86
	{ »

TOTAUX des bénéfices résultant des industries.....

80 47\*

942 08

NOTA. Outre les recettes portées ci-dessus en compte, les industries  
ont lieu à une recette de 5.483f.98 (11) qui est appliquée de nouveau  
à ces mêmes industries. Cette recette et les dépenses qui la balancent  
(5e Son) ont été omises dans l'un et l'autre budget.

TOTAUX DES RECETTES de l'année (balançant les dépenses).

1,868 93\*

2,375 02

TOTAL GÉNÉRAL des recettes de l'année.....

4,243 95



## DÉSIGNATION DES DÉPENSES

MONTANT  
des  
DÉPENSESSECTION I<sup>re</sup>

## Dépenses concernant la nourriture.

ART. 1<sup>er</sup>. — ALIMENTS CONSOMMÉS DANS LE MÉNAGE

Par les 15 membres de la communauté (§ 18) pendant 365 jours, et par des ouvriers auxiliaires (§ 36) pendant 35 jours.

## CÉRÉALES :

Froment, 16 hectolitres produisant à la mouture, déduction faite de 132 k. de son, farine, 1,020 k.....(1) (13)

Seigle, 34 hectolitres produisant à la mouture, déduction faite de 250 k. de son, farine, 1,999 k.....(1) (13)

Orge, 17 hectolitres, produisant à la mouture, déduction faite de 147 k. de son, farine, 846 k.....(1) (13)

Sarrasin, 9 hectolitres 6, produisant à la mouture, déduction faite de 56 k. de son, farine, 406 k.....(1) (13)

Millet, 4 hectolitres, produisant à la mouture, déduction faite de 5 k. de son, farine, 262 k.....(1) (13)

Mais, 19 hectolitres 4, produisant à la mouture, déduction faite de 5 k. de son, farine, 1,327 k.....(1) (13)

Riz, 0 k. 80, acheté chez l'épicier.....

Poids total et prix moyen....

## CORPS GRAS :

Lard et graisse intérieure provenant de l'abatage de deux cochons, 96 k.....(4)

Graisse associée aux viandes (évaluée ci-dessous avec celles-ci).....

Beurre provenant de l'exploitation agricole de la famille.....(2)

Huile d'olive, 1 k. 40.....

Poids total et prix moyen....

## LAITAGES ET ŒUFS :

Lait écrémé de l'exploitation agricole.....(2)

Fromage de l'exploitation agricole.....(2)

Œufs de la basse-cour.....(4)

Poids total et prix moyen....

## VIANDES ET POISSONS :

Bœuf acheté à la boucherie.....

Veau — .....

Mouton — .....

Viande de porc et produits de l'abatage des cochons, boudins, andouilles, saucisses.....

Volailles : 2 vieilles poules de la basse-cour, 4 k., 3 f. 20.....(4)

Poissons (la famille consomme en quelques rares occasions des truites offertes en présent par des amis).....

Poids total et prix moyen....

## POIDS et PRIX des ALIMENTS

## POIDS

consommé.

## PRIX

par kilogr.

k.

fr. c.

fr. c.

Le signe désigne les objets consommés en nature

4 40

314 60

156 80

336 00

174 60

104 00

47 00

70 60

161 40

0 70

192 00

78 20

2 20

158 40

26 40

9 00

15 00

4 50

1 70

98 60

82 70

3 20

## DÉSIGNATION DES DÉPENSES

MONTANT  
des  
DÉPENSESSECTION 1<sup>re</sup>

## Dépenses concernant la nourriture (suite).

## ÉGUMES ET FRUITS :

Tubercules : pommes de terre, 300 k., 27 f. 60. (1)

Légumes farineux : haricots, 62 k., 31 f. 20; pois,

32 k., 13 f. 30.....(1)

Légumes verts à cuire : choux, 480 k., 38 f. 40. (3)

Légumes racines : carottes, 20 k., 1 f. 60.....(3)

Légumes épicés : ail d'Espagne (acheté), 5 k.,

2 f.; oignons d'Espagne (achetés), 4 k., 1 f. 20;

oignons du jardin, 14 k., 3 f. 50. — Persil, 7 k.,

1 f. 40.....(3)

Salades : herbes récoltées sur les biens commu-

naux, 8 k., 0 f. 80.....(12)

Cucurbitacées (il n'en est consommé d'aucune

sorte).....

Fruits farineux : noix, 8 k., 2 f. 40; châtaignes

(achetées), 23 l., 1 f. 50.....(1)

Fruits à pépin et à noyau : pommes, 120 k.,

14 f. 40; poires, 30 k., 4 f. 80; prunes, 4 k., 0 f. 40;

cerises, 40 k., 3 f. 60; raisins (achetés), 8 k.,

1 f. 60.....(1)

Fruits baies : fraises et framboises récoltées sur

les terrains communaux, 4 k., 2 f. 80.....(12)

Poids total et prix moyen....

## CONDIMENTS ET STIMULANTS :

Sel (des salines de Briscous), 72 k., 16 f. 85 (non

compris 154 k. consommés par les animaux

domestiques).....

Épices : poivre, 0 k. 8, 2 f. 10; cannelle, 0 k. 2,

1 f. 01.....

Vinaigre : 1 k. 8, 1 f. 08.....

Matières sucrées : miel, 14 k., 17 f. 50; sucre,

3 k., 5 f. 40 (non compris 2 k. 5 (D. 4<sup>e</sup> Son),

consommés comme médicament).....(5)

Boissons aromatiques : café pris en quelques

rars circonstances par les hommes (D. 4<sup>e</sup>

Son).....

Poids total et prix moyen....

## BOISSONS FERMENTÉES :

Vin (du Gers) consommé dans les solennités

ou à l'occasion de quelques travaux de force,

50 k., 12 f. 50 (l'eau est la boisson ordinaire).

## T. 2. — ALIMENTS PRÉPARÉS ET CONSOMMÉS EN DEHORS DU MÉNAGE.

En retour du travail obligeamment prêté par des voisins (§ 36),

moyennant admission à la table de la famille, les hommes vont tra-

vailler au dehors, aux mêmes conditions, pendant 10 journées, à

l'occasion de la tonte des brebis, de l'abatage des cochons, du prêt

des juments pour le dépicage de l'orge, et de quelques travaux

extraordinaires. La valeur de la nourriture ainsi prise au dehors

peut être estimée à 10 f. 00.....

TOTAUX des dépenses concernant la nourriture.. ..

## POIDS et PRIX des ALIMENTS

## POIDS

consommé

## PRIX

par kilog.

k.

fr. c.

*Le signe \*  
désigne les  
objets  
consommés  
en nature.*

fr. c.

300 0

0 092

27 60\*

94 0

0 473

44 50\*

480 0

0 080

38 40\*

20 0

0 080

1 60\*

30 0

0 270

4 90\*

3 20

8 0

0 100

0 80\*

»

»

»

21 0

0 186

2 40\*

1 50

202 0

0 223

23 20\*

1 60

4 0

0 700

2 80\*

1,159 0

0 132

72 0

0 234

16 85

1 0

3 110

3 11

1 8

0 600

1 08

17 0

1 347

17 50\*

5 40

»

»

»

91 8

0 478

50 0

0 25

12 50

10 00\*

1,297 00\*

963 90

## DESIGNATION DES DÉPENSES

MONTANT  
des  
DÉPENSES*Le signe  
désigne  
objets  
consommés  
en nature*

fr. c

60 00

12 70

45 90

113 80

49 60

11 00

236 20

57 00

## SECTION II

## Dépenses concernant l'habitation.

## LOGEMENT :

Loyer de l'habitation représenté par l'intérêt de la valeur de la maison possédée par la famille.....

## MOBILIER :

Achats d'objets neufs et dépenses relatives à l'entretien, 40 f. 50 ; linge de ménage, 46 f. 38 (10 f. 91\* + 35 f. 47) ; bois pour l'entretien du mobilier, 1 f. 85\*.....(1) (10)

## CHAUFFAGE :

Bois de chauffage provenant par parties égales de la propriété de famille et des bois communaux, 8,900 k., 93 f. 86 ; moyens de chauffage fournis par les eaux thermales, 20 f. 00.....(1) (12)

## ÉCLAIRAGE :

Chandelle, 3 k., 3 f. 60 ; bougie pour le service de la maison et des étables, 0 f. 68 ; résine des Landes, 17 k. 50, 5 f. 25 ; huile, 2 k., 2 f. 00 ; racine de pin (*téda*), 936 k., 49 f. 14.....(5) (12)

TOTAUX des dépenses concernant l'habitation.....

## SECTION III

## Dépenses concernant les vêtements.

## VÊTEMENTS D'HOMMES :

Vêtements de drap, d'étamine et de tricot.....(10)

Vêtements de toile (lin et coton).....(10)

Souliers, 87 f. 00 ; sabots, 16 f. 80 ; bonnets de drap (berrets), 13 f. 50 ; cravates, 4 f. 30.....

## VÊTEMENTS DE FEMMES :

Vêtements de drap, d'étamine et de tricot.... (10)

— de toile (lin et coton).....(10)

— d'indienne imprimée. ....(10)

Mouchoirs de tête et de cou, 28 f. 05 ; souliers, 80 f. 00 ; sabots, 19 f. 90

## BLANCHISSAGE DU LINGE :

Savon, 6 k., 5 f. 70 ; alcali des cendres du bois de chauffage, 34 k. 2, 18 f. 92.....(1) (6) (12)

TOTAUX des dépenses concernant les vêtements.....

## SECTION IV

## Dépenses concernant les besoins moraux, les récréations et le service de santé.

## CULTE :

Subvention à la confrérie, 4 f. 00. — Sacrements, 0 f. 75. — Inhumations et anniversaires, 25 f. 11. — Frais divers de culte, 7 f. 71. .(5)

## INSTRUCTION DES ENFANTS :

Frais de fournitures (papier, encre, plumes, livres) : pour les deux jeunes filles, 22 f. 10 ; pour la fille de 9 ans, 14 f. 20 ; pour le garçon de 7 ans, 12 f. 00.....

## SECOURS ET AUMÔNES :

Petites sommes données indépendamment des aliments comptés dans la consommation de la famille.....

1

35

48

0

DÉSIGNATION DES DÉPENSES	MONTANT des DÉPENSES
<b>SECTION IV</b>	
<b>Dépenses concernant les besoins moraux, les récréations et le service de santé (suite).</b>	
<b>RÉCRÉATIONS ET SOLENNITÉS :</b>	
Dépenses de la famille aux foires et aux marchés : Café pour les hommes, jouets pour les enfants, etc., 13 f. 70. — Dîners de noce (en moyenne tous les 4 ans), 16 f. 00.....	fr. c. 29 70
<b>SERVICE DE SANTÉ (14) :</b>	
Souscription du chef de famille à la société de secours mutuels, 6 f. 00. — Abonnement avec un médecin pour les autres membres de la famille, 8 f. 60. — Médicaments : huile d'olive, 2 f. 40 ; sucre, 2 k. 5, 4 f. 50 ; plantes médicinales, 2 f. 25.....(1) (3)	2 25* 21 50
TOTAUX des dépenses concernant les besoins moraux, les récréations et le service de santé.....	4 12* 135 95
<b>SECTION V</b>	
<b>Dépenses concernant les industries, les dettes, les impôts et les assurances.</b>	
<b>DÉPENSES CONCERNANT LES INDUSTRIES :</b>	
<i>Nota.</i> — Les dépenses concernant les industries mon- tent à (11).....	8,477 f. 97
Elles sont remboursées par les recettes provenant de ces mêmes industries, savoir :	
Argent et objets employés pour les consommations du ménage ou faisant partie de ses épargnes et portés à ce titre dans le présent budget.....	2,993 f. 99
Argent et objets appliqués de nouveau aux industries (R. 4 <sup>e</sup> Son) comme emploi mo- mentané du fonds de roulement et qui ne peuvent conséquemment figurer parmi les dépenses du ménage (11).....	5,483 98
Dépenses communes aux diverses industries : cordes de poil de vache (y compris la façon), 4 f. 50.....(2)	3 50* 1 00
<b>INTÉRÊT DES DETTES :</b>	
La famille doit ordinairement une somme destinée à compléter la dot du dernier enfant établi (§ 33) ; mais cette somme, qu'on acquitte peu à peu avec l'épargne, ne porte jamais intérêt.....	"
<b>IMPÔTS :</b>	
Impôt foncier, mobilier, des portes et des fenêtres, 38 f. 85. — Presta- tions et journées pour chemins vicinaux, 22 f. 50..... (R. 3 <sup>e</sup> Son)	22 50* 38 85
<b>ASSURANCES CONCOURANT À GARANTIR LE BIEN-ÊTRE PHYSIQUE ET MORAL DE LA FAMILLE :</b>	
Contribution à une société de secours mutuels, assurant en cas de maladie, au chef de famille, les secours de la médecine et de la pharmacie, 6 f. 00. Cette somme, ne faisant que passer par la caisse de secours pour revenir à la famille, a pu être omise ici comme la re- cette qui la balance (R. 1 <sup>re</sup> Son). — La véritable assurance de la famille se trouve dans le régime de communauté qui réunit les divers mem- bres et dans la conservation intégrale du bien patrimonial (§ 29)....	"
TOTAUX des dépenses concernant les industries, les dettes, les impôts et les assurances.....	26 00* 39 85
<b>ÉPARGNE DE L'ANNÉE :</b>	
Employée à payer, par à-compte, les dots des enfants récemment mariés et ayant quitté la maison paternelle (§ 35).....	735 65
TOTAUX DES DÉPENSES de l'année (balançant les recettes)...	1,868 93* 2,373 02
TOTAL GÉNÉRAL des dépenses de l'année.....	4,243 95

## § 32. — QUATORZE COMPTES ANNEXÉS AUX BUDGETS

### I. Comptes des bénéfices

Résultant des industries entreprises par la famille  
(à son propre compte).

#### (1) EXPLOITATION des champs, des prairies et des arbres éparés.

RECETTES				VALEURS
Céréales récoltées :		Grains :	Déchets :	
Froment. 200 l. à 0 f. 22 =	44 f. 00	— 15 l. à 0 f. 12 =	1 f. 82	
Seigle... 1600	0 16 = 256 00	— 90	0 10 = 9 00	
Orge... 2000	0 12 = 240 00	— 100	0 08 = 8 00	
Sarrasin. 1000	0 12 = 120 00	— 60	0 08 = 4 80	
Millet... 500	0 12 = 60 00	— 30	0 08 = 2 40	
Maïs... 600	0 12 = 72 00	— 40	0 08 = 3 20	
	5900	792 00	335	29 22
Légumes récoltés :				821 22*
P <sup>mes</sup> de terre, 600 k. 1200 l. à 0 f. 046 =	55 f. 20			
Haricots blancs... 80	0 400 = 32 00			
Pois verts et secs.. 107	0 350 = 37 45	vendu 67 l. à 0 f. 35		
			= 23 45	
	124 65			101 20*
Paille de céréales pour litière et couvertures : 7,200 k. à 0 f. 03				23 45
Fougère et plantes diverses récoltées pour litière, équivalent à paille : 600 k. à 0 f. 03.....				216 00*
Feuilles mortes ramassées pour litière, équivalent à paille : 3,200 k. à 0 f. 03.....				18 00*
Foins et regains : 58,800 k. à 0 f. 03.....				96 00*
Feuilles vertes de frêne, équivalent à foin : 1,040 k. à 0 f. 03..				746 51*
Pailles employées comme fourrage, équivalent à foin : 160 k. à 0 f. 03.....				1,017 49
Herbes broutées dans les champs et les prairies par les animaux, équivalent à foin : 27,300 k. à 0 f. 01.....				31 20*
Herbes récoltées sur la propriété pour la nourriture des cochons, équivalent à foin : 600 k. à 0 f. 02.....				4 80*
Glands récoltés pour la nourriture des cochons : 220 k. à 0 f. 072				273 00*
Bois de chauffage : 4,450 k. à 1 f. 05 les 100 k.....				12 00*
Idem. valeur de l'alcali des cendres : 19 k. 95 valant 11 f. 04.....				15 84*
Idem. valeur de l'engrais minéral des cendres : 46 k. 55 valant 0 f. 93.....				46 93*
Bois et écorces pour la confection et l'entretien des ruches.				11 04*
Bois d'œuvre pour l'entretien des granges et étables.....				0 93*
Idem. du mobilier agricole.....				0 40*
Idem. du mobilier domestique.....				15 60*
Bois d'œuvre pour la confection des sabots.....				18 50*
Bois pour l'entretien des haies du domaine : 950 k. à 1 f. les 100 k.....				1 85*
				3 80*
				9 50*
Totaux à reporter..				2,444 32*
				1,040 94

VALEURS

Le signe \*  
désigne les  
valeurs en  
nature.

fr. c.

## (1) EXPLOITATION des champs, des prairies et des arbres épars (suite).

RECETTES		VALEURS	
		fr. c.	
Report.	.....	2,444	32*
Cerises pour la nourriture de la famille : 40 k. à 0 f. 09, 3 f. 60.		1,040	94
— Pour la nourriture des cochons : 120 k. à 0 f. 09, 10 f. 80.		14	40*
Fleurs de tilleul : pour la vente, 4 k., 6 f. 00; pour la consommation domestique, 0 k. 5, 0 f. 75.....		0	75*
Pommes, 120 k. à 0 f. 12 : 14 f. 40. — Prunes, 4 k. à 0 f. 10 : 0 f. 40.		6	00
— Poires, 30 k. à 0 f. 16 : 4 f. 80. — Noix, 8 k. à 0 f. 30 : 2 f. 40.		22	00
Totaux.....		2,481	47*
DÉPENSES		1,046	94
Semences : Froment..... 30 l. à 0 f. 22 = 6 f. 60			
— Seigle..... 300 0 16 = 48 00			
— Orge..... 300 0 12 = 36 00			
— Sarrasin..... 40 0 12 = 4 80			
— Millet..... 100 0 12 = 12 00			
— Maïs..... 3 0 12 = 0 36			
		107	76—
— Pommes de terre, 30 k. 60 l. à 0 460 = 2 76			
— Haricots blancs..... 2 0 400 = 0 80			
— Pois verts..... 2 0 350 = 0 70			
		4	26—
Main-d'œuvre de la famille (journées : de 6 hommes à 0 f. 50; de 5 femmes à 0 f. 30; de 2 jeunes filles à 0 f. 20; de 2 enfants à 0 f. 10) :		107	76*
Culture des champs : hommes, 223 j.; femmes, 314 j.; filles, 36 j. — Culture des prairies basses : hommes, 444 j.; femmes, 294 j.; filles, 96 j. — Culture des prairies hautes : hommes, 143 j.; femmes, 63 j.; filles, 7 j.			
Récolte et transport du bois provenant des arbres épars et des haies : hommes, 43 j.; femmes, 16 j.; filles, 4 j. — Récolte et transport des feuilles vertes de frêne : hommes, 6 j.; femmes, 11 j.; filles, 1 j.; enfants, 2 j. — Récolte et transport des feuilles sèches pour litière : hommes, 24 j.; femmes, 42 j.; filles, 3 j.; enfants, 8 j. — Récolte et transport des glands : femmes, 1 j.; filles, 3 j.; enfants, 7 j. — Récolte et transport des herbes pour la nourriture des cochons : filles, 12 j.; enfants, 30 j.			
Entretien du mobilier agricole : hommes, 171 j.			
Totaux des journées : hommes, 1,054 j.; femmes, 741 j.; filles, 162 j.; enfants, 47 j.			
Salaires totaux : 6 hommes, 527 f. 00; 5 femmes, 222 f. 30; 2 jeunes filles, 32 f. 40; 2 enfants, 4 f. 70.....		786	40*
Main-d'œuvre fournie par des ouvriers payés (faucheurs, fabricants de tamis) : 5 j. à 1 f. 00 (nourriture non comprise).		5	00*
Travail des animaux : vaches, 54 j. à 1 f. 50 : 80 f. 00. — Jument, 13 j. à 2 f. : 26 f. 00.....		107	00*
Engrais minéral : cendres lessivées, 93 k. 10.....		4	86*
Fumier : 143,720 k. à 0 f. 01.....		1,437	20*
Intérêt (3 pour 100) des immeubles ruraux (23,450 f. 00)...		703	30
Intérêt (5 pour 100) du mobilier agricole (264 f. 85).....		13	24
Matériaux pour l'entretien du mobilier agricole, 18 f. 50; des haies, 18 f. 30.....		36	80*
Matériaux achetés pour l'entretien du mobilier; travaux payés.		27	30*
		0	19*
BÉNÉFICE résultant de l'industrie.....		296	70
Totaux comme ci-dessus.....		2,481	47*
		1,046	94

## (2) EXPLOITATION des bêtes à cornes et à laine, et de la jument.

## VALEURS

RECETTES			fr. c.
Animaux vendus : 7 veaux à 82 f. 00.....			574 00
— 1 vache grasse vendue tous les 2 ans 250 f. ; produit moyen annuel.....			125 00
— 12 brebis ou moutons engraisés, à 12 f. 50.....			150 00
— 48 agneaux vendus à l'âge de 3 à 9 mois, au prix moyen de 6 f. 12.....			293 80
— Poulains ou jeunes mulets vendus à l'âge d'un an : 1 en deux années ; moyenne annuelle.....			92 00
Travail des animaux : des vaches, 54 journées à 1 f. 50....			81 00*
— de la jument, 56 j. à 2 f.....			112 00*
Produits de la laiterie : Lait non écrémé vendu, 1,620 k.....			
— Lait écrémé vendu mélangé au précédent, 1,785 k.....	3,405 k. à 0 f. 20		681 00
— Lait écrémé pour la consommation domestique, 1,320 k. à 0 f. 12.....			158 40*
— Lait écrémé pour la nourriture des cochons, 300 k. à 0 f. 12.....			36 00*
— Petit lait de la fabrication du beurre pour la nourriture des cochons, 3,400 k. à 0 f. 01.....			34 00*
— Lait de brebis donné aux poules pour favoriser la ponte, 22 k. à 0 f. 20....			4 40*
— Beurre vendu, 104 k. à 1 f. 88.....			195 52
— Beurre pour la consommation domestique, 41 k. 6 à 1 f. 88.....			78 21*
— Fromage pour la consommation domestique, 24 k. à 1 f. 10.....			26 40*
Laines et poils : Laine en suint vendue, 192 k. 1 à 1 f. 75....			336 18
— — pour la fabrication domestique, 49 k. 8 à 1 f. 75.....			87 15*
— Poil de vaches employés pour la fabrication des cordes.....			3 50*
Fumier : 141,320 k. à 0 f. 01.....			1,413 20*
Paille des vieilles couvertures reprises pour litières, 1,200 k. à 0 f. 03.....			36 00*
Totaux.....			2,070 26*
			2,447 50
DÉPENSES			
Fourrages : Foins et regains.....	58,800 k. à 0 f. 03		746 51*
— Feuilles de frêne, équiv. à foin.....	1,040 0 03		1,017 49
— Pailles à manger, équiv. à foin.....	160 0 03		31 20*
— Herbes broutées de la propriété privée, équiv. à foin.....	26,600 0 01		4 80*
— Herbes broutées des pâturages communaux, équiv. à foin..	54,600 0 01		266 00*
Sel donné à tous les animaux.....	154 0 03		546 00*
Litières : Pailles directement consommées.....	4,360 0 03		36 03
— Paille des vieilles couvertures..	1,200 0 03		130 80*
— Fougère et herbes de la propriété, équivalant à paille.....	600 0 03		36 00*
— Feuilles sèches de la propriété..	3,200 0 03		18 00*
Totaux à reporter.....			96 00*
			1,875 31*
			1,053 32



## (2) EXPLOITATION des bêtes à cornes et à laine, et de la jument (suite).

DÉPENSES		VALEURS
		fr. c.
Report.....		1,875 31*
Main-d'œuvre de la famille (journées : de 6 hommes, à 0 f. 50 ; de 5 femmes, à 0 f. 30 ; de 2 jeunes filles, à 0 f. 20 ; de 2 enfants, à 0 f. 10) :		1,053 52
Soins aux bêtes à cornes : hommes, 196 j. ; filles, 10 j.		
Soins aux bêtes à laine : hommes, 444 j. ; femmes, 20 j. ; filles, 41 j. ; enfants, 37 j.		
Soins à la jument : hommes, 19 j.		
Entretien des étables et écuries et de leur mobilier : hommes, 68 j. ; femmes, 35 j. ; filles, 8 j.		
Ventes et achats : hommes, 41 j. ; femmes, 96 j. ; filles, 6 j.		
Totaux des journées : hommes, 768 j. ; femmes, 151 j. ; filles, 65 j. ; enfants, 37 j.		
Salaires totaux : hommes, 384 f. 00 ; femmes, 45 f. 30 ; filles, 13 f. 00 ; enfants, 3 f. 70.....		446 00
Main-d'œuvre fournie par des voisins, à charge de réciprocité, avec admission aux repas de famille, à l'occasion de la tonte des brebis : 2 journées.....		"
Matériaux d'entretien : pailles neuves pour couvertures, 2,400 k. à 0 f. 03.....		72 00*
— bois d'œuvre .....		15 60*
Travail de la jument : service des ventes et achats, 43 journées à 2 f. 00.....		86 00*
Son pour les jeunes animaux : 101 k. à 0 f. 21.....		21 21*
Intérêt (5 pour 100) de la valeur des animaux (2.888 f. 00). (13)		144 40
— (3 pour 100) — des étables (3,040 f. 00).....		91 20
— (5 pour 100) — du mobilier des étab. (344 f. 30)		17 21
Matériaux achetés pour l'entretien du mobilier : travaux payés, pertes d'animaux .....		60 85
BÉNÉFICE résultant de l'industrie.....		0 14*
		634 32
Totaux comme ci-dessus.....		2,070 26*
		2,447 50

## (3) EXPLOITATION du jardin potager.

RECETTES		
Aliments : Choux.....	480 k. à 0 f. 08 — 38 f. 40	38 40*
— Oignons.....	14 0 25 — 3 50	3 50*
— Persil.....	7 0 20 — 1 40	1 40*
— Carottes.....	20 0 08 — 1 60	1 60*
Plantes médicinales : guimauve ( <i>Althæa officinalis</i> L.) (fleurs et racines), 0 k. 40, 0 f. 90 ; violette ( <i>Viola odorata</i> L.) (fleurs), 0 k. 12, 0 f. 60.....		1 50*
Total. ....		46 40*
DÉPENSES		
Main-d'œuvre : femmes et filles adultes, 14 journées à 0 f. 30		4 20*
— jeunes filles, 7 j. à 0 f. 20.....		1 40*
Fumier : 2,700 k. à 0 f. 04.....		27 00*
Intérêt (3 pour 100) de la valeur du jardin (200 f. 00).....		6 00*
— (5 pour 100) — du mobilier (6 f. 20).....		0 31*
BÉNÉFICE résultant de l'industrie.....		7 49*
Total comme ci-dessus.....		46 40*

## (4) EXPLOITATION de la basse-cour.

RECETTES		VALEURS
		fr. c.
Produits de l'abatage de deux cochons :		
Viande salée et fumée, boudins, saucisses, andouilles,		98 65*
124 k. à 1 f. 463.....		82 75
Lard et graisse intérieure, 96 k. à 2 f. 00.....		192 00*
Produit des poules :		
Oufs vendus : 240, 12 f. 00; consommés dans le ménage,		9 00*
144, 9 f. 00.....		12 00
2 vieilles poules consommées dans le ménage, 4 k. à 0 f. 80		3 20*
Fumier : 5,100 k. à 0 f. 01.....		51 00*
Totaux.....		353 85*
		94 75
DÉPENSES		
2 jeunes cochons achetés, pesant ensemble 41 k.....		48 00
2 jeunes poules achetées pour renouveler le cheptel.....		2 00
Son de la mouture des céréales, 500 k. à 0 f. 241.....		105 59*
Son acheté, 100 k. à 0 f. 241.....		24 10
Pommes de terre (quelquefois remplacées en partie par des navets), 540 l. à 0 f. 046.....		24 84*
Déchets de grains, 335 l. pesant 173 k., valant.....		29 22*
Maïs acheté, 170 l. pesant 125 k., valant.....		20 40
Glands récoltés sur la propriété, 400 l. pesant 220 k., valant.		15 84*
Châtaignes achetées, 50 l.....		3 25
Cerises récoltées, 120 k. à 0 f. 09.....		10 80*
Lait écrémé, 300 k. à 0 f. 12.....		36 00*
Petit lait, 3,400 k. à 0 f. 01.....		34 40*
Lait de brebis pour favoriser la ponte des poules, 22 k. à 0 f. 20		4 40*
Herbes récoltées, équivalant à foin, 900 k. à 0 f. 02.....		18 00*
Herbes broutées par les animaux, équivalant à foin, 700 k. à 0 f. 01.....		7 00*
Pailles pour litières, 440 k. à 0 f. 03.....		13 20*
Intérêts (5 pour 100) de la valeur des animaux (221 f. 20)...		11 06*
— (3 pour 100) — de l'immeuble (110 f. 00)...		3 30*
— (5 pour 100) — du mobilier (15 f. 60).....		0 79*
Travail de la famille : Journées.		
Hommes..... 6 j. à 0 f. 50 = 3 f. 00		
Femmes..... 26 0 30 = 7 80		
Jeunes filles..... 58 0 20 = 11 60		
Enfants..... 10 0 10 = 1 00		
	23 40.....	23 40*
Main-d'œuvre fournie par des voisins, à charge de réciprocité et avec admission au repas de la famille, à l'occasion de l'abatage des cochons : 2 journées.....		
		16 41*
BÉNÉFICE résultant de l'industrie.....		353 85*
		94 75

## (5) EXPLOITATION des abeilles.

RECETTES		
Produits : Miel vendu, 4 k. à 1 f. 25 : 5 f. 00; — consommé dans le ménage, 14 k. à 1 f. 25 : 17 f. 50.....		
— Cire vendue, 0 k. 8 à 2 f. 75 : 2 f. 20; — consommée dans le ménage, 0 k. 85 à 2 f. 75 : 2 f. 34.....		17 50*
		5 00
		2 34*
		2 20
Totaux.....		19 84*
		7 20

## (5) EXPLOITATION des abeilles (suite).

DÉPENSES		VALEURS
		fr. c.
Matériaux pour l'entretien des ruches.....		0 40*
Travail de la famille : Journées.		
Hommes..... 8 j. à 0f. 50 = 4 f. 00.....		4 30*
Enfants..... 3 0 10 = 0 30.....		
Intérêt (5 pour 100) de la valeur des ruches (155f. 00).....		7 75*
— — — du mobilier (13f. 55).....		0 67*
BÉNÉFICE résultant de l'industrie.....		6 72*
		7 20
Totaux comme ci-dessus.....		19 84*
		7 20

## (6) FABRICATION des fils et étoffes de lin.

RECETTES		
Toile large de 1 mètre en lin et coton mélangés : 105 m 60 à 1 f. 28 le mètre.....		30 04*
		105 13
DÉPENSES		
Lin acheté en filasse... 24 k. 7 à 1 f. 50, donnant 23 k. 5 de fil		37 05
Fil de coton acheté.... 11 7 2 75.....		32 18
Alcali pour le blanchiment du fil, 5 k. 7 à 0f. 554.....		3 16
Travail de la famille : Journées.		
Femmes..... 86 j. à 0f. 270... 23 f. 24 }		26 60
Jeunes filles.. 21 0 160... 3 36 }		
Tissage à façon fait hors du ménage, à 0f. 34 le mètre.....		35 90
Intérêt (5 pour 100) de la valeur du mobilier (5f. 60).....		0 28*
BÉNÉFICE résultant de l'industrie.....		»
		30 04*
Totaux comme ci-dessus.....		105 13

## (7) FABRICATION des fils et des étoffes de laine.

RECETTES		
Drap brun pour vêtements d'homme, large de 1 m 00, pesant 0 k. 70 par mètre carré, 11 m 44 à 5f. 288.....		53 13*
Drap noir pour vêtements de femme, large de 1 m 00, pesant 0 k. 58 par mètre carré, 22 m 00 à 3f. 295.....		7 37
Étamine grise pour doublure, large de 1 m 00, pesant 0 k. 38 par mètre carré, 2 m 29 à 3f. 278.....		60 75*
Étamine grise demi foulée pour jupon, large de 1 m 00, pesant 0 k. 57 par mètre carré, 8 m 45 à 3f. 006.....		11 75
Laine filée pour tricot, 5 k. 56 à 5f. 621. ....		4 36*
		0 84
		21 32*
		4 12
		31 27*
Totaux.....		170 83*
		24 08
DÉPENSES		
Laine en suint du troupeau, 49 k. 8, réduite par le lavage à 33 k. 2, valant avant le lavage, 1f. 75.....		87 15*
Travail de la famille : Journées.		
Femmes..... 95 j. à 0f. 30... 28 f. 50 }		34 10*
Jeunes filles... 28 0 20... 5 60 }		
Façons payées pour tissage, foulage et teinture.....		24 08
Intérêt (5 pour 100) de la valeur du mobilier industriel (1f. 20)		0 06*
BÉNÉFICE résultant de l'industrie.....		49 52*
		170 83*
Totaux comme ci-dessus.....		24 08

## (8) FABRICATION des sabots.

		VALEURS
RECETTES		fr. c.
Produits : Sabots d'hommes.....	12 paires à 1 f. 20	6 98*
— — de femmes .....	14 — à 1 25	7 42
— — d'enfants.....	6 — à 0 80	8 49*
		9 01
		2 33*
		2 47
Totaux .....		17 80*
		18 90
DÉPENSES		
Bois à ouvrer fourni par la propriété.....		3 80*
Cuir et clous achetés.....		18 90
Travail de la famille : hommes, 59 journées à 0 f. 227.....		13 39*
Intérêt (5 pour 100) de la valeur du mobilier industriel (12 f. 20).....		0 61*
BÉNÉFICE résultant de l'industrie.....		»
		17 80*
Totaux comme ci-dessus.....		18 90

## (9) PETITES FABRICATIONS domestiques.

RECETTES		
Ouvrages d'homme : Sabots de poupées, 43 paires, 4 f. 30 ; petits ouvrages en bois exécutés au couteau, 4 f. 75.....		9 05
Ouvrages de femme : Ouvrages de broderie et de tricot, dé- duction faite de la valeur de la matière première.....		8 00
Total.....		17 05
DÉPENSES		
Travail : des hommes..... 15 j. à 0 f. 50.. 7 f. 50 }		12 90
— des femmes..... 10 0 30.. 3 00 }		
— des jeunes filles.... 12 0 20.. 2 40 }		
Intérêt (5 pour 100) de la valeur du mobilier industriel (5 f. 80).....		0 29
BÉNÉFICE résultant de l'industrie .....		3 86
Total comme ci-dessus.....		17 05

## (10) CONFECTION des vêtements de la famille et du linge de ménage.

RECETTES		
Vêtements d'hommes :		
— de drap : 7 habits complets ( veste, pantalon, gilet et guêtres).....		67 64*
— de tricot : 7 paires de bas, 3 gilets.....		26 31
— de toile de lin : 14 chemises, 7 pantalons d'été, 7 mouchoirs de poche.....		32 47*
		17 87*
		38 81
Totaux à reporter.....		117 98*
		65 12

(10) CONFECTION des vêtements de la famille et du linge de ménage (suite).

		VALEURS
		fr. c.
RECETTES		
Report.....		117 98*
Vêtements de femmes :		65 12
— de drap et d'étamine foulée : 8 habits complets (corsage, jupe et jupon).....		98 57*
— de tricot : 8 paires de bas, 1 jupon.....		21 47
— de toile de lin : 8 chemises, 8 mouchoirs.....		23 55*
— d'indienne imprimée : 8 robes et tabliers.....		13 41*
— 8 mouchoirs de tête et 8 mouchoirs de cou.....		37 15
		13 60*
		83 20
		1 75*
		26 30
Linge de ménage : draps, serviettes, torchons.....		10 91*
		35 47
Totaux.....		279 77*
		268 71
DÉPENSES		
Étoffes de laine fabriquées dans le ménage.....		139 56*
Toile de lin — — —.....		24 08
Fil de laine pour tricot fabriqué dans le ménage.....		30 04*
Indienne achetée.....		105 13
Mouchoirs de tête et de cou, en pièce, achetés.....		31 27*
Fournitures diverses achetées (fil, aiguilles, épingles, doublure, passementerie, boutons, etc.).....		78 70
Travail de la famille : Journées.		25 50
Hommes..... 6 j. à 0f.45... 2f.70	}	78 90*
Femmes..... 138 à 0 45... 62 10		
Jeunes filles... 47 à 0 30... 14 10		
Travail d'un tailleur appelé dans le ménage.. 20 j. à 0f.75		15 00
BÉNÉFICE résultant de l'industrie.....		"
Totaux comme ci-dessus.....		279 77*
		268 71

(11) RÉSUMÉ des comptes des bénéfices résultant des industries (1 à 10).

RECETTES TOTALES		
Produits employés	Pour la nourriture de la famille.....	1,283 74*
		82 75
	Pour l'habitation.....	60 16*
		35 47
	Pour les vêtements.....	297 70*
		252 14
	Pour les besoins moraux.....	4 12*
Recettes en argent appliquées aux dépenses de la famille ou converties en épargne.....		2,000 46
Produits en nature et recettes en argent à employer de nouveau pour les industries elles-mêmes (5,483 f. 98).....		3,824 54*
		1,659 44
Totaux.....		5,470 26*
		4,030 26

## (11) RÉSUMÉ des comptes des bénéfices résultant des industries (1 à 10) (suite).

	VALEURS
	fr. c.
DÉPENSES TOTALES	
Intérêts des propriétés possédées par la famille et employées par elle aux industries.....	30 83*
	969 84
Produits des subventions reçues par la famille et appliquées par elle aux industries.....	561 73*
Salaires afférents aux travaux exécutés par la famille pour les industries.....	972 69*
	458 90
Produits des industries employés en nature et dépenses en argent, qui devront être remboursés par des recettes provenant des industries (5,483 f. 98).....	3,824 54*
	4,659 44
	5,389 79*
Totaux des dépenses (8,477 f. 97).....	3,088 18
	80 47*
BÉNÉFICES TOTAUX résultant des industries (1,022 f. 55)....	942 08
	5,470 26*
Totaux comme ci-dessus.....	4,030 26

## II. Comptes relatifs aux subventions.

## (12) RÉCOLTES de produits divers sur les terrains communaux.

	RECETTES	
Produits forestiers : Bois de chauffage, 4,450 k. à 1 f. 05 les 100 k.....		46 93*
— — — valeur de l'alcali des cendres, 19 k. 95..		11 04*
— — — valeur de l'engrais minéral, 46 k. 55.		0 93*
— Racine de pin sylvestre ( <i>téda</i> ) pour l'éclairage, 936 k. à 5 f. 25 les 100 k....		49 14*
— Bois pour l'entretien des haies (prairies hautes), 800 k. à 1 f. 10.....		8 80*
Herbes broutées par les animaux, équivalent à foin, 54,600 k. à 0 f. 01.....		546 00*
— récoltées pour les cochons, équivalent à foin, 300 k. à 0 f. 02.....		6 00*
Fruits : Fraises et framboises vendues, 6 k. à 0 f. 70.. 4 f. 20; consommées dans le ménage, 4 k. à 0 f. 70... 2 f. 80.....		2 80*
Plantes potagères : Herbes mangées en guise de salade, 8 k. à 0 f. 10.....		4 20
		0 80*
Chauffage au moyen des eaux thermales : Economie réalisée évaluée approximativement à.....		20 00*
		692 44*
Totaux.....		4 20
	DÉPENSES	
Travail de la famille : Journées.		
— Hommes..... 40 j. à 0 f. 50 .... 20 f. 00		»
— Femmes..... 16 à 0 f. 50 .... 4 80		»
— Jeunes filles..... 3 à 0 20 .... 0 60		»
— Enfants..... 19 à 0 10 .... 1 90		»
	27 30	27 30*
Valeur à attribuer aux produits avant la récolte.....		663 14*
		4 20
		692 44*
Totaux comme ci-dessus.....		4 20

III. — Comptes divers.

(13) EMPLOI et conversion en farine des céréales consommées par le ménage.

NATURE DES GRAINS	GRAINS EMPLOYÉS				PRODUITS OBTENUS						PRÉLÈVEMENT DU MEUNIER
	POIDS	VALEUR en NATURE *	VALEUR en ARGENT	POIDS	FARINE		SON		PERTE à la MOUTURE		
					VALEUR		POIDS	VALEUR en NATURE *			
					en NATURE *	en ARGENT					
	k.	fr. c.	fr. c.	k.	fr. c.	fr. c.	k.	fr. c.	k.		
Froment.....	4,232	37 40	314 60	4,020	4 40	314 60	432	33 00	48	62	
Seigle.....	2,414	208 00	336 00	1,999	456 80	336 00	256	51 20	37	122	
Orge.....	1,063	204 00	"	846	474 60	"	447	29 40	47	53	
Sarrasin.....	494	115 20	"	406	104 00	"	56	41 20	7	25	
Millet.....	286	48 00	"	262	47 00	"	5	4 00	4	45	
Mais.....	1,426	71 64	161 16	4,327	70 64	161 16	5	4 00	21	73	
TOTAUX...	6,915	684 24	841 76	5,860	557 44	811 76	601	426 80	404	350	

(14) DÉPENSES relatives au service de santé.

VALEURS	
en nature *	en argent.
fr. c.	fr. c.
"	6 00
"	7 00
"	1 60
"	"
2 25	6 90
2 25	21 50

TOTAUX.....



## CHAPITRE VIII

FAITS IMPORTANTS D'ORGANISATION SOCIALE  
PARTICULARITÉS REMARQUABLES  
APPRÉCIATIONS GÉNÉRALES, CONCLUSIONS

---

### § 33

SUR LA TRANSMISSION INTÉGRALE DES BIENS DE FAMILLE  
CHEZ LES PAYSANS DU LAVEDAN

Les ouvriers agriculteurs occupent une multitude de situations entre deux types extrêmes : le propriétaire-cultivateur secondé dans son travail manuel par des salariés ; le salarié proprement dit, dépourvu de propriétés, ou tirant tout au plus de quelque parcelle de terre des moyens insuffisants de subsistance <sup>1</sup>.

A égale distance de ces deux termes se trouvent les familles où le nombre des bras est si bien proportionné à l'étendue de la propriété, qu'on peut s'y dispenser également et d'employer des salariés, et de demander du travail hors du do-

<sup>1</sup> Sur les mœurs d'une catégorie nombreuse de petits propriétaires français. (*Les Ouvriers européens*, p. 240.)

maine. Partout cette situation fait naître des mœurs spéciales, parfois des vertus éminentes. On y trouve souvent réunis le bien-être et la frugalité, l'amour du travail et le goût de l'épargne, la dignité personnelle et l'esprit d'obéissance, la stabilité et le progrès. Cette classe a depuis longtemps une importance considérable en Europe : elle est caractérisée dans chaque langue par une expression spéciale ; et, bien que le nouveau régime français repousse les distinctions de classes, les individus appartenant à cette catégorie continuent à être habituellement désignés par le nom de *paysans*.

Dans les constitutions sociales peu compliquées, on vise ordinairement à conserver, par des prescriptions spéciales, l'état d'équilibre qui caractérise la situation des paysans ; chez les peuples les plus intelligents et les plus libres, on laisse à l'intérêt individuel le soin d'y pourvoir. En fait, la pression des règlements locaux ou le libre arbitre des individus fondent en général la stabilité et le bien-être de cette classe sur le principe de la transmission intégrale des héritages.

En 1793, à l'époque où nos législateurs modifiaient si profondément l'ancienne constitution française, on sembla se préoccuper, plus qu'on ne le faisait précédemment, d'accroître l'influence des paysans. Mais on pensa alors que, pour atteindre ce but, il était plus essentiel de morceler

systématiquement les grandes propriétés antérieurement maintenues par le droit d'aînesse ou la mainmorte que de conserver intactes les petites propriétés constituées par le régime antérieur. Sous cette inspiration, le législateur, s'écartant brusquement de la tradition européenne, institua, avec des formes excessives, un régime de Partage forcé qui fut seulement tempéré par les lois de l'an VIII et de 1803.

Il est possible que la classe des paysans, considérée dans son ensemble, ait dans quelques localités tiré avantage de ce nouveau régime ; mais l'observation prouve que ce dernier donne aujourd'hui, dans la majeure partie de la France, des résultats opposés à ceux qu'on en avait attendus. Placés en présence d'un territoire qui ne peut plus guère s'accroître aux dépens de la grande propriété, soumis à une série de partages aux décès successifs des chefs de famille, les paysans n'ont pour la plupart devant eux que deux alternatives. Ou bien, peu soucieux de l'avenir, ils se multiplient conformément au vœu de la nature ; et alors, renonçant à l'état d'équilibre qui garantissait leur bien-être, ils arrivent à une condition inconnue dans les autres sociétés européennes, celle du propriétaire-indigent<sup>2</sup>. Ou bien, plus réfléchis, ils fondent sur la stérilité

<sup>2</sup> *Les Ouvriers européens*, XV (A) et (B).

du mariage la prospérité de leurs descendants ; et c'est alors l'intérêt national qui se trouve sacrifié. En d'autres termes, à une époque où chez les autres grandes nations les classes agricoles débordent par la colonisation sur le monde entier, les paysans français, privés de l'organisation qui, dans les derniers siècles, leur permettait de peupler le Canada, ne peuvent garder le bien-être qu'en neutralisant leur force d'expansion, au détriment de la grandeur de l'État. Assurément, en rappelant ces faits, sans les développements que le sujet comporte, l'auteur comprend bien qu'ils ne peuvent tout d'abord être admis comme des vérités démontrées : il connaît, en effet, la vivacité des convictions qui, cachant en quelque sorte l'évidence, n'ont pas permis d'apercevoir encore les funestes conséquences du régime des partages forcés. Ramené sur ce sujet par la présente monographie, il voudrait du moins faire remarquer combien ces conclusions sont graves et combien il importerait de les confirmer ou de les réfuter par de nouvelles observations.

A ce point de vue, il serait utile de constater si l'influence de la loi doit encore s'employer à détruire les familles-souches cultivant, dans les conditions présentement décrites, un bien patrimonial, ou si, au contraire, il faut dorénavant laisser à l'initiative individuelle le soin de décider ce qui convient le mieux à chaque famille et à

chaque localité. Ces recherches qui, en cas de succès, doivent avoir des conséquences si importantes, ne peuvent, dans le cas où elles resteraient stériles, entraîner aucun inconvénient, pas même celui de passionner les esprits pour le changement, puisque, comme il arrive toujours en matière de succession, les sympathies publiques sont généralement acquises au système établi.

Les études internationales jetteront beaucoup de jour sur cette partie des problèmes sociaux : comme on l'a déjà remarqué, en effet, la loi ou les mœurs, dans les autres constitutions européennes, sont aussi favorables au régime de transmission intégrale que le nouveau système français lui est hostile. D'un autre côté, des arguments non moins dignes d'attention se trouveront dans les localités où les paysans français, conservant la tradition des peuples les plus stables et les plus libres, ont pu jusqu'à présent résister, par la seule force des mœurs, à l'envahissement du régime des partages forcés.

Dans l'intérêt des recherches dont le plan vient d'être indiqué, il semble donc opportun de faire connaître les combinaisons au moyen desquelles les paysans de l'ancien Lavedan assurent la transmission intégrale de leurs héritages. Pour donner plus de précision à cet exposé, on indiquera les faits qui se sont produits, pendant le cours des

deux dernières générations, chez la famille décrite dans la présente monographie.

En 1810, Pierre Dulmo, grand-père de Savina Py, maîtresse actuelle de la maison Mélouga (§ 18), maria sa fille aînée, Dominiquette, à Joseph Py, qui est encore aujourd'hui chef de communauté. Selon l'usage, cette fille, destinée, en qualité d'héritière (Ayrété), à posséder un jour le bien patrimonial, ne reçut aucune dot en argent, et devint désormais, avec son mari et ses enfants, partie intégrante de cette maison. A cette époque, les autres enfants de Pierre Dulmo étaient encore pour la plupart en bas âge. Joseph Py avait encore à marier sept beaux-frères ou belles-sœurs et à acquitter les engagements contractés à l'occasion des mariages antérieurs.

En 1835, ces dernières obligations avaient été remplies, et les dots avaient été intégralement payées; un seul beau-frère décidé à garder le célibat restait fixé dans la famille, se réservant, ce qui a été accompli plus tard, de léguer à sa nièce Dominiquette sa part de propriété. A la même époque, un frère et une sœur de Dominiquette étaient déjà mariés et une somme de 1,100 fr. avait été payée sur leur dot à titre d'à-compte. Les enfants célibataires survivants de Pierre Dulmo n'étaient plus qu'au nombre de cinq et avaient atteint ou dépassé l'âge du mariage. Les enfants de Dominiquette étaient encore pour la plupart

dans un âge peu avancé ; parmi ceux-ci, l'aînée, Savina Py, devait se marier deux ans plus tard, en 1837. Ce fut alors que le père de famille, déjà veuf et sentant approcher sa fin, jugea le moment opportun pour régler la situation de ses enfants, au moyen d'un acte notarié qui est devenu en quelque sorte la charte de cette génération.

Il est constaté dans cet acte que la propriété de Pierre Dulmo et de ses enfants s'élève à la somme de 17,368 fr., savoir :

Immeubles comprenant la maison d'habitation, les prés et la terre labourable. . . . .	14,000f.	
Bestiaux . . . . .	1,615f.	} 3,368
Mobilier . . . . .	653	
Avances faites sur les dots à deux enfants mariés . . . . .	1,100	
Total. . . . .	17,368f.	

Sur ce capital, il est attribué par Pierre Dulmo à sa fille aînée, Dominiquette, à titre de préciput et hors part, conformément aux articles 913 et 919 du Code civil, le quart disponible, soit 4,342 fr. Le surplus, 13,026 fr., devrait être partagé entre les huit enfants survivants et assurer à chacun d'eux une part de 1,628 fr. 25.

Depuis lors toutes les forces de la communauté ont été employées à constituer par l'épargne cette somme, à titre de dot, aux enfants de Pierre Dulmo. Lors de la mort de ce dernier, survenue en 1836, les enfants non mariés n'ont soulevé au-



cune difficulté contre les intentions de leur père, ni avancé aucune prétention au partage en nature que l'article 815 du Code civil leur donnait le droit de réclamer. Trois d'entre eux se sont mariés en renonçant, moyennant le paiement de leur dot de 1,628 fr. 25, à toute réclamation ultérieure sur le bien patrimonial. Les deux autres, restés jusqu'à ce jour célibataires, continuent à faire partie de la maison dans les conditions décrites par la présente monographie (§ 18 et 34) : selon toute apparence, ils lègueront en mourant à leur nièce Savina ou à Marthe, sa fille aînée, leur part de propriété.

Des douze enfants de Dominiquette Dulmo et de Joseph Py, cinq sont décédés, cinq ont été mariés, et deux, ayant gardé le célibat, habitent encore la maison paternelle (§ 18). L'un de ces derniers déclare être décidé à rester dans sa situation actuelle et à léguer un jour sa part de propriété à Marthe, sa nièce aînée, héritière de la famille. Un arrangement analogue à celui qui est indiqué ci-dessus est d'ailleurs intervenu entre Joseph Py et ses enfants; la dot de chacun de ces derniers a été fixée à 2,395 fr. 50 (§ 35). Toutes les épargnes de la communauté sont aujourd'hui employées à acquitter les engagements ainsi contractés. Dans cinq ou six ans, après le mariage de Marthe, lequel n'imposera aucune charge à la maison, l'épargne sera employée à constituer une

nouvelle série de dots en faveur de la dernière génération.

Cet aperçu de l'histoire des deux dernières générations de la maison Mélouga (§ 18) indique les moyens légaux auxquels, sauf quelques nuances, ont recours toutes les familles de cette commune pour conserver intact le bien patrimonial. Il ne signale qu'imparfaitement les efforts que ces mêmes familles doivent faire, en prenant appui sur les mœurs, pour tourner les obstacles qui leur sont opposés par la loi (§ 34). Chaque membre d'une communauté, appréciant de bonne heure (§ 19) les avantages qui s'attachent à la conservation du bien patrimonial, subordonne à ce sentiment toute sa conduite et se prête avec déférence aux intentions du père de famille. En même temps, la satisfaction que chacun trouve dans le régime établi, la pression de l'opinion publique, les conseils des plus notables et des plus éclairés, enfin l'influence du clergé (§ 19), viennent incessamment renforcer chez les individus ces tendances traditionnelles. D'un autre côté, l'usage habituel du patois local, la difficulté des communications matérielles et des rapports intellectuels avec les principaux centres de population, ont repoussé jusqu'à ce jour de cette localité les opinions et les tendances qui prévalent dans la plupart des autres parties de la France.

On ne peut se dissimuler cependant que cette

organisation sociale, fondée sur la tradition locale, sur un intérêt collectif et sur une sorte d'isolement intellectuel, résultant de l'emploi d'un langage spécial et du manque de communications rapides, ne peut guère compter sur l'avenir : elle résistera difficilement aux prescriptions formelles de la loi et aux opinions dominantes que l'extension de l'enseignement scolaire et le perfectionnement des voies de communication doivent inévitablement propager (§ 34). Ces tendances nouvelles, sans être encore prépondérantes, sont déjà appréciables dans cette partie de la chaîne des Pyrénées. Cédant à ces influences, excités d'ailleurs par des gens de loi désireux d'intervenir dans le partage forcé des biens, plusieurs jeunes gens ont repoussé les combinaisons traditionnelles de leur famille et provoqué le morcellement du bien patrimonial. Quant aux familles chez lesquelles ce morcellement s'est depuis longtemps opéré, elles sont tombées de la condition de paysan à celle de salarié : sous le rapport moral comme sous le rapport matériel, elles sont dans une situation bien inférieure à celle où se trouvaient les précédentes générations ; une enquête spéciale, qui compléterait utilement la présente étude, ne laisserait aucun doute sur ce point.

En constatant que, dans cette localité, le progrès de l'instruction publique, des moyens de

communication et de l'indépendance individuelle peut, sous certains rapports, compromettre le bien-être et la moralité des populations, on est conduit à se demander pourquoi les mêmes progrès n'entraînent point en Angleterre ni aux États-Unis les mêmes conséquences fâcheuses. Cette explication se trouve pour l'auteur dans la direction imprimée à l'opinion publique chez les Anglais et les Américains du Nord, et dans l'idée juste qu'ils se font des bases essentielles d'une bonne constitution sociale.

L'instruction publique, les sciences et les arts, les voies rapides de communication, les rapports intellectuels établis par la presse, la liberté civile elle-même, ne sont, à leurs yeux, que les éléments secondaires, et, en quelque sorte, la manifestation extérieure d'une bonne constitution sociale. Leur essor n'est désirable, et leur influence ne se fait sentir d'une manière bienfaisante, que s'ils ont pour contre-poids dans tous les cœurs la religion et l'autorité paternelle. L'opinion unanime, qu'entretiennent à cet égard les hommes d'État de ces deux pays, explique pourquoi les améliorations sociales se concilient avec la stabilité dans les institutions de la race anglo-saxonne; elle est, au fond, la cause première de la prépondérance que prend cette race dans le monde entier.

Si l'opinion de ces deux grands peuples repose

effectivement sur ces bases, et si elle a les conséquences qui viennent d'être indiquées, les personnes qui dirigent en France l'opinion publique ne devraient-elles pas faire un retour sur elles-mêmes et se demander si l'opinion inverse, généralement répandue chez nous, n'est pas la principale cause des embarras qui se manifestent dans l'organisation de notre société?

Les hommes distingués et les écrivains habiles qui, dans leurs appréciations de notre état social, croient devoir faire abstraction de la religion et de l'autorité paternelle; ceux, à plus forte raison, qui signalent ces deux forces comme des obstacles au « progrès », n'emploient-ils pas, en fait, leur influence à reculer ce prétendu progrès qui se manifeste, hélas! chez nous, de leur propre aveu, avec des caractères si douteux et si instables?

En ce qui concerne la religion, l'obstacle vient précisément chez nous des classes riches et lettrées, qui seules auraient l'ascendant nécessaire pour provoquer une réforme dans l'opinion. Cette situation entraîne, à notre époque, des conséquences d'une gravité extrême; il ne faut pas cependant s'en exagérer les difficultés ni perdre l'espoir d'y porter remède.

Chez les classes les plus intelligentes, la religion s'appuie sur la raison presque autant que sur la foi. En Angleterre, aux États-Unis surtout, la vivacité des croyances religieuses émane en

partie de la conviction qu'elles sont, au fond, la principale source des progrès et qu'elles n'en peuvent compromettre aucun. L'hostilité qui se manifeste en France contre la religion ne résulte pas surtout du manque de croyances, mais de préoccupations ayant leur origine dans le passé. Les classes dirigeantes, fondant leurs impressions sur notre histoire, redoutent chez les hommes religieux, chez les catholiques surtout, des tendances trop exclusives; elles craignent qu'une grande influence attribuée à ces derniers ne compromette la liberté de conscience et les grands intérêts qui s'y rattachent. L'opinion dominante deviendrait, comme elle l'est aux États-Unis, favorable à la religion le jour où l'on serait rassuré sur des éventualités qui n'ont plus désormais de base sérieuse, mais qui préoccupent encore parmi nous les personnes les plus influentes.

Au lieu de poursuivre à l'avenir des discussions sans fin sur les causes de ce malentendu, il faudrait que chacun s'employât à le faire cesser. En premier lieu, les esprits prévenus devraient étudier avec impartialité les faits en France, en Belgique, surtout en Angleterre, dans l'Allemagne du Nord et aux États-Unis, où le catholicisme est en contact intime avec les autres communions chrétiennes. Ils constateraient bientôt que, pour les catholiques les plus éminents, la liberté et

la religion sont désormais inséparables; que sous leur influence, nonobstant quelques intermit- tences dues à l'imperfection humaine, cet accord se produit de plus en plus dans les esprits. En second lieu, les hommes religieux devraient avoir sans cesse devant les yeux un passé regrettable pour se rendre compte des craintes exagérées de l'opinion, et pour écarter des préventions qu'ils ne peuvent négliger, alors même qu'elles seraient complètement injustes. Leur mission spéciale est de gagner des cœurs; c'est à eux surtout que revient la tâche d'établir, par une conduite prudente et par une constante sollicitude, l'harmonie qui existe si heureusement ailleurs entre la religion et l'opinion publique.

En ce qui concerne l'autorité paternelle, aucune considération analogue ne saurait faire craindre à nos hommes d'État de la fonder sur les principes établis aux États-Unis et en Angleterre<sup>3</sup>. Le droit de tester, base nécessaire de cette autorité, est, en effet, adopté par les deux peuples qui pratiquent le mieux la liberté civile; il s'adapte d'ailleurs, chez eux, à des formes de souveraineté fort opposées.

A ce point de vue, notre état social, pour concilier désormais la stabilité avec « le progrès », semblerait exiger deux réformes essentielles. La

<sup>3</sup> *La Réforme sociale*, 5<sup>e</sup> édition, 54, V à IX.



première se produirait exclusivement dans les mœurs : sous son influence, les hommes religieux donneraient dorénavant à l'opinion publique, en ce qui concerne la liberté de conscience, les satisfactions acquises à l'Angleterre et aux États-Unis. La seconde devrait être en partie demandée à la loi : elle consacrerait, en ce qui concerne la transmission des biens, la liberté du père de famille.

La nécessité de ces réformes est apparue à l'auteur chaque fois qu'il a observé attentivement, dans son ensemble et dans ses détails, l'un des éléments de notre système social; elle s'est surtout révélée dans le cours des études dont il offre ici le résumé<sup>4</sup>. Il est déplorable, en effet, que les manifestations les plus légitimes d'une bonne constitution, le développement de l'enseignement scolaire et des rapports sociaux, qu'en d'autres termes un contact plus intime avec l'esprit dominant du pays, puissent compromettre, même momentanément, chez les populations agricoles de cette région des Pyrénées, la stabilité laborieusement conquise pendant vingt-cinq siècles de travail et de vertu (§ 16).

A la suite de ces considérations générales, il y a lieu de signaler le genre spécial d'imperfection que présente l'état social décrit dans la pré-

<sup>4</sup> Voir, dans les Documents annexés à l'ouvrage, un texte de M. de Haller (Document A).

sente monographie et qui se retrouve dans beaucoup d'autres organisations de l'ancien régime. En l'absence de moyens réguliers d'émigration, les jeunes ménages, sortant des familles-souches, n'ont pas toujours un emploi suffisant pour leur activité; et, d'un autre côté, un sentiment respectable de dignité personnelle les empêche souvent de rechercher au loin les conditions de domestiques ou de salariés. Il en résulte une tendance trop prononcée pour le célibat, et, par suite, une certaine exagération du principe de communauté. En résumé, dans ce régime, le bien-être et la moralité des populations reposent trop exclusivement sur la communauté et l'esprit de tradition; tandis qu'en Angleterre et aux États-Unis, grâce aux mœurs et à l'aide d'un système régulier d'émigration et de défrichement, les mêmes avantages ont aussi pour base l'indépendance individuelle et le libre essor de l'activité humaine.

## § 34

### SUR L'ANCIENNE ORGANISATION SOCIALE DU LAVEDAN

Les paysans trouvaient dans l'ancienne constitution sociale beaucoup plus de facilités qu'ils n'en ont aujourd'hui pour donner un caractère

stable à la petite propriété, et pour assurer la transmission intégrale des biens de famille. En effet, suivant la coutume du Lavedan, l'aîné des enfants (garçon ou fille) marié dans la maison paternelle recevait, à titre de préciput et hors part, la moitié de la valeur du bien patrimonial. Les autres enfants recevaient, en se mariant, une part de l'autre moitié; mais ils n'avaient, dans aucun cas, le droit d'exiger le partage en nature. Une moitié environ de chaque génération gardait le célibat, formant près de l'héritier une communauté nombreuse, dans la condition où quatre membres de la famille Mélouga se trouvent encore aujourd'hui (§ 18).

La présente monographie indique bien la situation où ces célibataires étaient placés : ils étaient autorisés à entretenir, à leur profit, dans le troupeau commun, un nombre d'animaux fixé de gré à gré avec le chef de maison, à la charge pour eux de payer à la communauté ou d'acheter au dehors le foin que ces animaux consommaient dans la saison d'hiver. L'intérêt des célibataires s'identifiait, sur ce point, avec celui du reste de la famille; car les animaux qu'ils possédaient en propre ne nuisaient pas sensiblement à ceux de la famille, à l'époque des pâturages d'été, tandis que la famille tirait grand avantage des fumiers que produisaient ces animaux dans la saison d'hiver. Ce genre de propriété se développait

beaucoup, dans certaines familles, avec l'activité et l'esprit d'épargne des individus; c'est ainsi que, dans la maison paternelle du chef actuel de communauté, Joseph Py, un oncle célibataire, possédait une trentaine de vaches que, selon la coutume locale, il a léguées lors de son décès au chef de la maison Py. En raison des avantages accordés aux célibataires, la concorde et l'harmonie des caractères, ces données premières de la vie commune, se maintenaient aisément dans la famille (§ 35); elles étaient assurées d'ailleurs, dans les conditions que la famille Mélouga a si bien conservées (§ 19), par les bonnes mœurs, la religion, l'autorité paternelle et le testament.

Quant aux jeunes gens qui sortaient de la maison-souche, les uns restaient célibataires et étaient admis comme domestiques dans les communautés où les bras faisaient défaut : ils y étaient traités, à tous égards, comme des membres de la famille, dans des conditions d'égalité dont la tradition s'est conservée jusqu'à ce jour (§ 18). Ils étaient autorisés, par exemple, à entretenir à leur profit jusqu'à quatre brebis dans le troupeau de la communauté. Les autres épousaient l'héritier ou l'héritière d'une autre maison, ou bien ils s'établissaient dans une petite maison munie de quelques dépendances agricoles, en qualité d'artisans, de bûcherons, de guides, etc.

Avant la révolution de 1789, les paysans du

Lavedan n'étaient pas soumis aux corvées; mais ils payaient de faibles redevances seigneuriales en argent et en bestiaux. Le principal impôt, la dîme attribuée au clergé, se prélevait sur le blé, le beurre, le fromage et les agneaux, avec cette particularité qu'il n'était pas tenu compte des fractions de dixième, en sorte qu'on donnait également un seul agneau pour dix et pour dix-neuf têtes; chaque communauté donnait en outre un agneau par an au vicaire de la paroisse. Ces impôts ont été allégés par le nouveau régime : en 1826, on s'accordait déjà à penser que les impôts étaient moindres qu'avant la révolution; et, depuis lors, en considération des difficultés de culture spéciales à cette localité (§ 37), ils ont encore été réduits. Des anciens, depuis peu décédés, qui avaient vu avec regret les changements apportés au régime des successions et l'accroissement des charges hypothécaires, gardaient un souvenir reconnaissant de cette diminution des impôts; avec les habitudes frondeuses qui existaient dans le Lavedan, comme en d'autres parties de la France, ils avaient coutume de dire que *la révolution n'avait produit de bon que ce changement*.

Les traditions conservées dans la commune de Cauterets apprennent que, sous l'influence de l'ancienne coutume du Lavedan, la famille Mélouga, décrite par la présente monographie, s'est

maintenue sur son domaine (§ 17), pendant quatre cents ans au moins, dans l'état de bien-être et de moralité que l'on constate encore aujourd'hui.

Trois circonstances principales se réunissent dorénavant pour modifier cet ancien ordre de choses et pour enlever aux pères de famille le pouvoir d'en assurer la continuation à leurs descendants. En premier lieu, le préciput qui peut être attribué à l'héritier ayant été réduit par le Code civil au quart de la valeur des propriétés, il devient plus difficile à la communauté de doter les enfants et de conserver le bien sans le grever d'hypothèques. En second lieu, les enfants qui ne sont pas mariés à la mort du chef de famille (§ 33) ayant maintenant le droit de réclamer le partage en nature (art. 815 du Code civil), la conservation du bien de famille a cessé d'être un principe social, et, désormais, elle reste complètement subordonnée au hasard des volontés individuelles. Mais ce sont surtout les opinions nouvelles propagées par le Code qui doivent, à la longue, détruire l'antique organisation du Lavedan. Il est dans la nature des choses, en effet, qu'en matière de successions, l'esprit public cède peu à peu à la direction qu'une loi *ab intestat* lui imprime. Le sentiment de l'intérêt commun et de la justice obligeait, selon l'ancienne coutume, de subordonner toutes les convenances sociales à la trans-

mission intégrale des biens de famille; selon la loi nouvelle, il exige que ces biens soient, autant que possible, morcelés. L'ancienne tradition perpétuée jusqu'à ce jour, sous l'influence du patois local et d'une situation isolée au milieu de hautes montagnes (§ 17), se modifiera donc inévitablement à mesure que l'extension de l'enseignement scolaire et des moyens de communication mettra cette localité en contact plus intime avec les idées qui dominent dans les autres parties de la France (§ 33).

Tout en constatant que le régime de transmission intégrale conservé dans cette localité offre, à quelques égards, plus d'avantages que le régime de partage égal adopté dans la majeure partie de la France, on pourrait être conduit à penser que le premier donne moins satisfaction que ne le fait ce dernier à la justice considérée au point de vue individuel. Le régime actuel du Lavedan attribue, en effet, un préciput d'un quart à l'héritier et diminue d'autant la part des autres enfants. Il semble donc que, sous ce rapport, il devrait être préféré à l'ancien régime, dans lequel le préciput s'élevait à moitié.

Pour apprécier les motifs d'équité qui recommandent en principe ce préciput, il faut considérer qu'un domaine patrimonial est une sorte d'atelier social livrant au dehors, outre les produits annuels destinés à l'alimentation publique



(§ 28) et le personnel nécessaire à son propre recrutement (§ 18), des jeunes gens des deux sexes, instruits, obéissants, habitués au travail et pourvus de tout ce qui est nécessaire à l'établissement de leurs ménages (§ 35). Cet atelier ne doit pas seulement subvenir aux besoins des enfants qui sortent de la famille ou qui y restent ; il doit encore supporter tous les frais qu'entraînent l'éducation des enfants morts avant le mariage, l'entretien des vieux parents, les secours à donner aux proches qui ne réussissent pas dans leurs entreprises, les pertes dues aux disettes, aux épizooties et aux calamités de tout genre qui se présentent dans le cours d'une génération, les frais de baptême, de noce et d'inhumation, les subventions accordées au clergé pour célébrer les anniversaires de la mort des anciens chefs de famille, etc. Il est juste que l'héritier sur lequel retombent ces charges en soit dédommagé par une attribution exceptionnelle. Les difficultés que les communautés trouvent aujourd'hui à se maintenir avec le préciput d'un quart, l'existence plus que sévère qui est imposée à la famille et qui se révèle suffisamment dans le budget des dépenses, démontrent que le préciput de moitié, auquel avait conduit l'ancienne tradition, était plus conforme aux données économiques et aux lois de l'équité.

## § 35

## SUR L'EMPLOI DE L'ÉPARGNE ANNUELLE DE LA COMMUNAUTÉ

Le maintien de l'harmonie et des rapports affectueux entre les membres de la famille est la condition première de l'organisation sociale décrite dans la présente monographie : la préoccupation constante des chefs de la communauté est donc d'écarter, autant que possible, les causes de mésintelligence. Au nombre de ces causes, il faut placer, en première ligne, la difficulté qu'éprouveraient les membres de la famille à contenir les fantaisies qui, selon les usages locaux, peuvent être considérées comme une sorte de droit individuel. L'expérience a depuis longtemps appris que la discorde ne tarderait pas à s'introduire dans une famille si la bourse commune devait subvenir aux satisfactions individuelles que la coutume autorise. Telles sont entre autres les acquisitions de petits objets de luxe que les femmes, les filles et les jeunes garçons veulent introduire dans leur toilette ; les menues dépenses que les hommes se plaisent à faire soit pour la consommation du café les jours de marché, soit pour l'achat d'une arme ou d'un couteau. Les combinaisons adoptées pour satisfaire

à ce besoin de toutes les communautés sont des traits de mœurs caractéristiques dans les localités qui ne sont pas complètement envahies par l'esprit d'individualisme. Très-communes dans l'Orient<sup>1</sup>, ces combinaisons offrent encore dans l'Occident<sup>2</sup> des particularités remarquables. Il y a donc intérêt à signaler ici, comme appendice au budget, celles qui sont en usage dans le Lavedan.

Les jeunes filles sont autorisées à employer dans leur propre intérêt une partie de leur temps : l'hiver, elles entreprennent des travaux de broderie, de couture et de tricot ; l'été, elles font la cueillette des fleurs de tilleul, des fraises et des framboises ; puis elles vendent à leur profit les produits de ces industries. Les garçons fabriquent au couteau, en gardant les troupeaux, de petits objets en bois, notamment des sabots de poupées et autres jouets d'enfants ; puis ils les vendent à des marchands qui centralisent ce genre de commerce. La communauté assure des moyens plus réguliers de recette à ceux de ses membres, à Jean et à Marie Dulmo (§ 18), qui, ayant renoncé au mariage, laissent indivise la portion de bien qu'ils pourraient réclamer à titre individuel. Ces deux membres célibataires ont la propriété exclusive d'un certain nombre de brebis, nour-

<sup>1</sup> *Les Ouvriers européens*, II à V. — <sup>2</sup> *Ibid.*, XXXI (B), § 1<sup>er</sup>.

ries avec le troupeau commun. Ils en vendent à leur profit tous les produits ; ils paient toutefois à la communauté une somme annuelle de 5 francs par tête de brebis, comme dédommagement, pour la valeur du foin consommé pendant l'hiver. Le domestique lui-même, suivant la coutume qui se retrouve également en Basse-Bretagne <sup>3</sup>, est autorisé à entretenir à son profit, sans aucune redevance, dans le troupeau commun, une brebis achetée de ses deniers. Ce domestique, bien que traité à tous égards comme un membre de la famille (§ 19), n'est point associé à la propriété commune et il est rétribué, comme cela se pratique ordinairement, par un salaire réglé à l'année : ce salaire, fixé à 65 francs, représente, en fait, une part du bénéfice annuel à peu près proportionnelle à la quantité de travail qu'il fournit.

L'épargne annuelle mentionnée au budget a été calculée sans tenir compte des prélèvements faits, à ces divers titres, sur les produits du travail de la communauté.

L'épargne, après déduction de ces divers prélèvements, est employée exclusivement à constituer les dots et les trousseaux des membres de la famille qui se marient et s'établissent hors de la communauté. Elle est presque toujours engagée à l'avance, par suite de la pression exercée

<sup>3</sup> Pen-ty, ou journalier agriculteur de la Basse-Bretagne. (*Les Ouvriers européens*, XXIX, § 7.)

sur leurs parents par les jeunes gens désireux de devenir indépendants et de s'élever à la dignité de chefs de famille.

Ces diverses combinaisons, indiquées par l'antique tradition du pays, réalisent la plupart des avantages qu'on a prétendu faire surgir récemment, à titre d'innovation, des principes absolus de communauté. Si elles ont persisté jusqu'à ce jour, nonobstant les influences qui tendent à les détruire (§ 34), c'est qu'elles concilient à un haut degré les avantages dérivant de ces principes avec les justes exigences de la liberté individuelle.

La dot et le trousseau attribués dans cette famille aux jeunes gens de la dernière génération (§ 33), c'est-à-dire aux enfants de Joseph Py, qui ont été récemment établis, peuvent être estimés comme suit :

	FILLES	GARÇONS
Dot en argent payée par à-compte.	1,578 f. 50	1,421 f. 50
Trousseau : linge et vêtements.....	667 00	574 00
40 brebis.....	» »	400 00
1 armoire et 1 lit garni.....	150 00	» »
TOTAUX.....	2,395 50	2,395 50

On peut admettre que ces dots sont constituées tous les quatre ans (§ 18), et qu'en conséquence la communauté supporte, pour cet objet, une charge moyenne annuelle de 598 fr. 87.

La majeure partie de cette dot est prélevée sur

l'épargne annuelle en argent réalisée par la famille; cependant une partie des trousseaux est produite par un travail supplémentaire, non évalué dans le budget normal, et auquel tous les membres de la famille se prêtent avec empressement aux époques qui précèdent les mariages.

En résumé, l'épargne annuelle de 735 fr. 65 qui établit la balance des recettes et des dépenses de la communauté est attribuée, en partie, conformément à certains usages, au domestique et aux divers membres de la famille; le surplus sert à acquitter les dots accordées aux enfants mariés. Cet emploi est indiqué ci-après :

Sommes prélevées à titre individuel :

Profits dus aux petits travaux exécutés par les hommes. . . . . (9).	9f. 05
Profits dus aux petits travaux exécutés par les femmes . . . . . (9).	8 00
Produits de la vente des fleurs de tilleul et des fruits baies récoltés par les femmes (1). (12).	10 20
Produits de 6 brebis possédées par Jean Dulmo, déduction faite de 30 f. payés à la communauté.	31 92
Produits de 2 brebis possédées par Marie Dulmo, déduction faite de 10 f. payés à la communauté.	10 64
Gages annuels du domestique. . . . 65f. 00	75 32
Produits de 1 brebis possédée par le domestique, sans aucune déduction. 10 32	
Total des sommes prélevées à titre individuel.	145 13
Partie de la somme employée annuellement par la communauté pour acquitter les dots constituées au profit des jeunes gens mariés. . . . .	590 52
Total égal à l'épargne annuelle consignée au budget . . . . .	735 65

Report. . . . .	735 65
Complément de la dotation totale annuelle de 598 f. 87, donné en nature et provenant d'un supplément de travail que provoque l'approche d'un mariage et dont il n'a point été tenu compte dans le budget normal des recettes. . . . .	8 35
Total de l'épargne réelle de la communauté.	<hr/> 744 00

## § 36

SUR LES ÉCHANGES DE TRAVAIL DISPENSANT LES PAYSANS  
DE RECOURIR AUX SALARIÉS

L'organisation agricole décrite dans la présente monographie offre ce caractère distinctif (§ 33) que la famille trouve, sur la propriété commune, un emploi suffisant pour tous ses bras, sans qu'il soit nécessaire de chercher du travail au dehors. Cette famille se rattache donc nettement à la classe des ouvriers; seulement, ainsi que cela avait lieu plus généralement qu'aujourd'hui dans l'ancienne constitution sociale de l'Europe, chaque membre, protégé par le principe de la communauté, réunit intimement à la qualité d'ouvrier celle de propriétaire. Dans ce système, l'étendue de la propriété agricole détermine toujours le nombre des bras de la communauté; et, lorsqu'il ne peut être entièrement fourni par la famille, ce nombre est complété, comme dans ce cas particulier, par des ouvriers domestiques (§ 18).



Cependant cet équilibre, établi pour l'ensemble de l'exploitation agricole, se trouve momentanément rompu pour certains travaux urgents qui doivent être complètement achevés dans un délai donné, ou qui ne peuvent être exécutés par fractions. Tels sont, pour cette famille, la récolte des foins, la tonte des brebis, l'abatage des cochons, un transport de matériaux pour une réparation urgente, le dépicage de l'orge et du millet au moyen de juments réunies pour ce travail au nombre de cinq, etc. Dans ces différents cas, la famille se procure, à titre d'échange, le nombre nécessaire d'ouvriers et d'animaux. Pendant la durée de cette adjonction, les ouvriers auxiliaires sont toujours admis à la table de la famille; c'est l'une des circonstances dans lesquelles la nourriture devient plus substantielle (§ 25). Ces habitudes, qui étaient fort communes dans l'ancien régime européen, se retrouvent encore en beaucoup d'autres contrées<sup>1</sup>. Depuis quelques années, cependant, la destruction des anciennes communautés de famille (§ 33) et le développement graduel d'une classe de journaliers à existence instable commencent à propager, pour certains travaux, notamment pour le fauchage des foins, l'emploi des salariés.

En outre, la famille confie certains travaux

<sup>1</sup> *Les Ouvriers européens*, I, II, XX, XXIX.

d'une nature spéciale, tantôt à des ouvriers, des tisserands par exemple [§ 32 (6)], qui travaillent chez eux à la tâche; tantôt à des ouvriers, et par exemple au tailleur d'habits [§ 32 (10)], travaillant à la journée dans le ménage et admis à la table commune.

La quantité de travail fournie à ces divers titres à la famille, par les auxiliaires admis à sa table, est indiquée ci-après :

	NOMBRE de journées de travail		NOMBRE de journées de cheval
	rétribuées à prix d'argent.	réclamées à titre d'échange	réclamées à titre d'échange.
Récolte des foins, fabrication des tamis.....	5	»	»
Tonte des brebis.....	»	3	»
Abatage des cochons.....	»	2	»
Transport de matériaux pour une réparation urgente.....	»	4	2
Dépilage du millet et du maïs....	»	1	10
Confection des vêtements de la famille.....	20	»	»
TOTAUX.....	25	10	12

## § 37

### SUR LE SYSTÈME DE CULTURE DES HAUTES VALLÉES DU LAVEDAN

Les détails économiques présentés ci-dessus dans les budgets et les comptes, touchant les quantités de travail, les recettes et les dépenses

qui se rapportent aux diverses subdivisions de l'exploitation agricole de la famille, comprennent implicitement les principales particularités du système de culture de cette localité. Il a paru utile toutefois de compléter ici cet exposé par quelques indications sommaires.

L'exploitation des vaches est la principale industrie des paysans : les deux tiers de leur recette en argent proviennent, en effet [§ 32 (2)], de la vente du lait, du beurre, des veaux et des vaches grasses; on en tire, en outre, divers produits pour la consommation domestique, la force nécessaire aux labours et la majeure partie des fumiers employés pour l'amendement des prairies et des champs. Les vaches, gardées pendant tout l'hiver et nourries au foin dans les étables du domaine, séjournent au germ du 20 mars au 30 septembre, sauf quelques journées d'avril, de mai et de juin, pendant lesquelles elles sont employées aux labours et aux binages. Elles redescendent pendant le mois d'octobre pour faire le labour des grains d'automne et consommer les herbes du domaine; elles remontent ensuite au germ du 1<sup>er</sup> novembre jusqu'à Noël pour consommer les dernières herbes et une partie des foins. De décembre en avril elles ne mangent que du foin; en mai, septembre, octobre et novembre, elles consomment simultanément des herbes et du foin; en juin, juillet et août, elles

vivent exclusivement d'herbes broutées dans les pâturages communs des hautes montagnes voisines du germ. Les vaches sont soignées au germ par le domestique (§ 18), qui y séjourne pendant toute la belle saison, en même temps qu'un fils chargé de la garde des brebis. L'une des filles monte chaque jour au germ les provisions nécessaires à ces deux bergers et en rapporte le lait, le beurre et le fromage. N'ayant guère à craindre dans ce district les attaques des loups et des ours, les bergers emploient la majeure partie de leur temps à confectionner avec adresse les *meillans*, les *couéras*, les *clédas*, les *burquets* (§ 22) et une multitude d'objets en bois, au profit de la communauté ou à leur profit personnel [§ 32 (9)]. Ils exécutent en outre, aux époques indiquées ci-dessus, le transport des fumiers, le balayage des prairies, l'entretien des clôtures, la conduite des eaux, enfin la récolte des foins et des regains. Ils descendent alternativement une fois chaque quinzaine pour assister, à Cauterets, à la messe du dimanche.

La famille tire de l'exploitation des brebis, c'est-à-dire de la vente des agneaux, des brebis grasses, de la laine, du lait et du beurre (mêlés à ceux des vaches), l'autre tiers de sa recette en argent. Les brebis sont gardées pendant l'hiver dans les étables du domaine ; cependant il n'y a pas un seul mois de la saison rigoureuse

pendant lequel elles ne sortent pas vers le milieu du jour pour brouter quelques herbes dans les champs ou les prés les mieux exposés aux rayons du soleil. Les brebis montent au germ le 1<sup>er</sup> mai et redescendent le 30 août ; pendant ce temps, elles vivent exclusivement des herbes broutées sur les pâturages communaux des hautes montagnes ; elles reviennent toutefois chaque soir s'établir pour la nuit sur un emplacement bien abrité qu'elles choisissent elles-mêmes à proximité du germ, où elles sont d'ailleurs gardées par le chien (§ 22) et par le berger muni de sa trompe (§ 22), et dormant dans le *burquet*. En septembre, en octobre et en mai, elles ne mangent que les herbes broutées sur les champs et sur les prés du domaine où on établit leurs parcs de proche en proche. Le retour en cette saison a en partie pour but de faire fumer par les brebis les champs riches en herbes qui doivent recevoir les grains d'automne. Le principal motif de ce retour est la tonte exécutée le 31 août, puis les naissances d'agneaux qui, commençant en septembre, ont lieu surtout en octobre et en novembre et se terminent avec l'année.

La jument, que l'on fait saillir en mars, reste au germ du 1<sup>er</sup> mai au 30 septembre : pendant ce temps, elle erre en liberté jour et nuit, dans les pâturages communaux des hautes montagnes, en se réunissant aux juments et aux chevaux

des autres paysans. Chaque fois qu'il rencontre le troupeau, l'un des bergers attire à lui cette jument en lui donnant une petite ration de sel qu'il porte toujours sur lui dans une poche spéciale (§ 22); c'est par le même moyen qu'il se rend maître facilement de cet animal, chaque fois que la famille en a besoin pour opérer un transport ou pour se rendre, dans une voiture empruntée à un voisin, aux foires de Lourdes ou d'Argelès. C'est ici le lieu de remarquer que le sel, dont la famille fait une consommation considérable [§ 32 (2)], est, dans les soins donnés aux animaux, à la fois un moyen de direction et d'hygiène : c'est, par exemple, l'attrait qui ramène chaque soir les vaches à l'étable du germ. Quant aux brebis, on leur donne le sel une fois chaque semaine à dater de la Saint-Jean, sur une pierre plate choisie à proximité de la station de nuit.

Le parcours des cochons et des poules est restreint aux prairies et aux champs contigus à la basse-cour : ces animaux sont d'ailleurs les seuls dont la direction soit attribuée aux femmes. Le vieux père, aidé des plus jeunes enfants, soigne particulièrement, pendant l'arrière-saison et l'hiver les jeunes agneaux, et pendant l'été les abeilles.

Les prairies, fumées et entretenues avec beaucoup de soin, occupent environ les 88 centièmes de la surface de la propriété (§ 22); la culture des céréales ne s'applique qu'au surplus, c'est-

à-dire à une surface de 2h. 25. L'ancien système d'assolement comprend deux révolutions consacrées, l'une aux grains d'automne, le seigle et le froment; l'autre aux grains de printemps, parmi lesquels se placent en première ligne l'orge, le sarrasin et le millet. Cependant on cultive généralement aujourd'hui, avec fumure, des racines et des légumineuses en intercalant ces produits, soit après, soit avant les grains d'automne, selon des combinaisons assez variées, mais qui tendent, pour la plupart, à remplacer une jachère et à constituer une sorte d'assolement triennal. Celle des combinaisons qui semble se rapprocher le plus d'un système régulier est indiquée dans le tableau suivant :

SOLE N° 1, devant l'année suivante se partager entre le N° 2 et le N° 3.	Seigle semé en octobre. 0h.83	} 0h.92
	Froment semé en octobre 0 09	
SOLE N° 2, (sauf les jachères acci- dentelles), à convertir l'année suivante en N° 3.	Navets semés en août, après la récolte du seigle. . . . . 0 04	} 0 41
	Pommes de terre semées en avril. . . . . 0 09	
	Pois et haricots semés en mai . . . . . 0 10	
	Maïs semé en mai. . . 0 18	
SOLE N° 3, devant l'année suivante être convertie en N° 1.	Orge semée en avril. . 0 56	} 0 92
	Sarrasin semé en mai . 0 18	
	Millet semé en juin. . 0 18	
TOTAL. . . . .		2h.25

Mais cette culture, à raison des fortes déclivi-



tés du sol, présente des difficultés considérables. C'est par ce motif que l'impôt foncier est ici moins élevé que dans la plupart des autres contrées de la France; la terre arable est médiocrement fertile [§ 32 (1)]; elle ne produit que la moitié des céréales nécessaires à la nourriture de la famille. Les fumiers sont amenés et répandus sur les champs et les prairies dans des corbeilles portées par presque tous les membres de la famille à dos ou sur la tête : la rentrée des récoltes exige également un travail considérable, et c'est ici le lieu de signaler les *arrias* (§ 22), instruments aussi simples qu'ingénieux, au moyen desquels on rentre le foin aux étables par charges de 80 kilogr. Avant chaque labour, on remonte toujours, au moyen de corbeilles, à la partie supérieure du champ, une masse de terre large de 0 m. 50 et épaisse de 0 m. 25, enlevée à la partie inférieure. Le labour proprement dit exige le concours de 3 hommes, de 2 femmes, et de deux vaches tirant une petite charrue; un des hommes précède les vaches, le second tient la charrue, le troisième rabat les sillons à la bêche et travaille les angles que la charrue ne peut atteindre, les deux femmes aplanissent le sol avec la petite bêche (houssé) et enlèvent les mauvaises herbes. Les semailles se font toujours en même temps que le dernier labour, et, dans ce cas, le grain est répandu par l'homme qui tient la charrue.

Outre les dates précédemment indiquées pour les migrations des animaux, le calendrier des travaux présente les particularités suivantes :

### *Janvier.*

Sortie et manipulation des fumiers; abatage et transport du bois de chauffage; réparation des murs de soutènement des prairies et des champs; filage du lin et de la laine; travaux de tricot et de couture, le jour aux thermes de Cauterets (§ 23), le soir près du foyer (§ 27) : ces derniers travaux, commencés à la Toussaint, se prolongent jusqu'à la mi-mars. Abatage des 2 cochons engraisés et préparation des divers produits [ § 32 (4) ]. ( Voir décembre. )

### *Février.*

Transports de terres, du bas en haut des champs; transports de fumiers sur les champs et les prairies, continués jusqu'en avril (le reste comme en janvier).

### *Mars.*

Réparation des chemins par lesquels les bergers doivent faire, avec les vaches, l'ascension du germ; premiers labours pour grains de printemps et préparation des semences de millet,

d'orge, de sarrasin et de maïs ; premiers labours et semailles au jardin potager, et autres travaux de culture poursuivis, de temps en temps, par la mère de famille jusqu'en octobre ; réparation des haies ; réparation des couvertures en paille ; blanchiment du fil de lin.

### *Avril.*

Transports de fumiers (fin) ; 2<sup>e</sup> labour et semailles de l'orge et des pommes de terre ; balayage des prairies ; récolte d'orties et d'autres plantes (continué pendant les mois suivants) pour la nourriture des cochons.

### *Mai.*

Balayage des prairies (fin) ; premiers labours pour sarrasin et millet ; 2<sup>e</sup> labour et semailles du maïs, du sarrasin, des pois et des haricots ; premier binage des pommes de terre, à la houe à main (*houssé*) ; sarclage du seigle et du froment ; récolte et transport du bois de chauffage et de la *téda* (§ 23) ; prestation en nature sur les chemins vicinaux.

### *Juin.*

Réparation des haies (fin) ; 2<sup>e</sup> binage des pommes de terre, à la houe à 2 vaches (*raserot*) ; but-

tage des pommes de terre, à la houe à main ; sarclage à main du maïs et binage du même à la houe à vaches ; récolte et transport de la *téda* (§ 23) ; 2<sup>e</sup> labour et semailles du millet ; sarclage de l'orge, du sarrasin, du froment et du seigle ; commencement (le 20) de la récolte et du transport des foin.

### *Juillet.*

Récolte et transport des foin pendant tout le mois, prolongé parfois jusqu'au 5 août ; irrigation des prés immédiatement après la récolte ; fauchage des pois à faire manger en vert par les vaches.

### *Août.*

Irrigation des prés ; récolte, liage en bottes de 3 kilog. et transport du seigle et du froment (10 au 15) ; battage et vannage de ces grains ; préparation des pailles pour les couvertures ; fumage, labours et semailles des navets (10 au 20) ; récolte, mise en tas, liage et transport de l'orge (20 au 25) ; récolte des pois et des haricots ; tonte des brebis au domaine. Commencement de la récolte et du transport des regains (25 au 30).

### *Septembre.*

Récolte et transport des regains (fin) ; récolte

du millet et du sarrasin; dépicage du millet; préparation des faisceaux de paille (*saumants*) pour couvertures; battage et vannage du sarrasin.

### *Octobre.*

Labour et semailles du seigle et du froment; récolte des rameaux de frêne pour les brebis; récolte des pommes de terre et du maïs; commencement de la récolte des navets; dépicage de l'orge; lavage et cardage de la laine; réparation des haies.

### *Novembre.*

Réparation des couvertures en paille et mise en ordre des étables pour la saison d'hiver; transport des fumiers sur les prairies du germ et du domaine; récolte de la *téda*; ramassage des feuilles pour litière; commencement (à la Toussaint) de travaux de filage, de tricotage et de couture.

### *Décembre.*

Sortie et manipulation des fumiers, en attendant l'époque de transport; abatage et transport des bois de chauffage; réparation des murs de soutènement des champs et des prairies; défrichements partiels et enlèvement de grosses pierres

éparses çà et là dans les champs et les prairies ; soins particuliers donnés à l'engraissement de 2 cochons. Grande activité donnée : aux travaux de filage, de tricotage et de couture ; à la réparation des nombreux objets en bois du matériel agricole ; à la fabrication des sabots, et en général aux travaux qui s'exécutent à l'intérieur, de novembre à la mi-mars.



# APPENDICES

Si l'État détruit la famille, la famille se venge  
et ruine l'État.

(DE BONALD, *Pensées*, t. VI des *Œuvres*  
*complètes*.)

---



# SOMMAIRE

## DES APPENDICES

---

Paragraphes.

- I<sup>er</sup> APPENDICE. — La famille-souche du Lavedan,  
en 1869 et en 1874. — 1<sup>re</sup> et 2<sup>e</sup> partie. . . . I à XIV
- II<sup>e</sup> APPENDICE. — La très-petite propriété, le  
Code civil et ses agents. . . . . I à III
- III<sup>e</sup> APPENDICE. — La réforme du Code civil, selon  
les jurisconsultes des pays à famille-souche. . I à VI
-

# PREMIER APPENDICE

## LA FAMILLE-SOUCHE DU LAVEDAN EN 1869 ET EN 1874

Par M. E. CHEYSSON, ingénieur des ponts et chaussées.

---

### 1<sup>re</sup> PARTIE. — SITUATION EN 1869

---

#### I

##### OBJET DE L'APPENDICE

« Il n'est pas, dit Arthur Young, de spectacle plus touchant, plus fait pour éveiller toutes les sympathies de notre nature, que celui d'une famille vivant sur le petit domaine que son travail met en valeur, qu'il a créé peut-être<sup>1</sup>. »

Ce spectacle est particulièrement touchant lorsque la famille, sans avoir à se reprocher aucun tort, s'affaisse, puis succombe sous le

<sup>1</sup> *Voyage en France.* — Traduction Lesage, t. II, p. 210.

choc d'institutions extérieures, qui ont cessé d'être en harmonie avec son organisation primitive. Cette lutte a aussi sa grandeur et son intérêt. Si elle est moins retentissante que celle des armées se heurtant sur le champ de bataille, elle exerce, par sa continuité dans le temps et l'espace, une influence peut-être tout aussi décisive sur la vie sociale et les destinées d'une nation.

C'est un épisode obscur de cette lutte que j'entreprends ici de retracer sommairement. Il ne s'agit, il est vrai, que d'une pauvre famille de paysans, perdue dans les montagnes, et bien éloignée de soupçonner qu'en dehors du cercle étroit où elle se meut, quelqu'un puisse s'occuper d'elle. Mais la famille *Mélouga* a eu cet honneur et cette bonne fortune que M. Le Play l'ait choisie, à la suite de ses observations faites sur place en 1856, comme le type de la meilleure organisation sociale; et que, se rendant compte des dangers qui la menacent, il lui ait consacré la monographie qui compose le Livre deuxième de cet ouvrage.

Ayant eu l'occasion d'observer cette même famille en 1869, pendant un séjour à Cauterets, je me suis enquis avec beaucoup d'intérêt des modifications qu'elle avait subies en treize ans d'intervalle. Ce sont ces informations que j'ai résumées dans les lignes suivantes, sur la de-

mande bienveillante de l'éminent auteur des *Ouvriers européens* et de la *Réforme sociale*.

## II

### UTILITÉ DES ÉTUDES SUCCESSIVES SUR UNE MÊME FAMILLE

Je n'ai pas à insister ici sur l'importance des monographies de familles pour les progrès de la science : elle a été mise surabondamment en lumière par les travaux de M. Le Play, puis par ceux de la Société d'économie sociale. Mais, à l'occasion de cette étude où une famille antérieurement observée reparait après un laps de temps assez long, il ne sera peut-être pas inutile d'indiquer l'intérêt qui s'attache à la rédaction de monographies successives, se rapportant à un même type.

Le meilleur moyen d'arriver à la connaissance intime du passé et de rectifier ainsi plus d'une idée préconçue, ce serait, à mon avis, de s'attacher moins exclusivement à ces faits éclatants qui, loin d'être toute l'histoire, n'en sont que les accidents. Le véritable historien devrait nous placer, au contraire, en présence de ce spectacle qu'admirait à bon droit Arthur Young ; c'est-à-dire nous faire assister aux phases de la vie de diverses familles types, poursuivant leur évolution à tra-

vers les siècles dans le même coin de terre, reflétant les circonstances du milieu, subissant l'influence des mœurs et des institutions, en un mot, constituant, pour l'observateur attentif, comme un petit monde qui lui retrace fidèlement l'image de la société tout entière.

Si cet aperçu est exact, il est certes avantageux à la science que le réseau des monographies embrasse toutes les régions et toutes les organisations sociales; mais il ne l'est pas moins qu'il s'étende aussi dans le temps sur les diverses étapes parcourues par une même famille. Quelques monographies, qui seraient ainsi dressées à des périodes distinctes, d'après la méthode arrêtée pour ces publications, permettraient d'établir avec une rigueur scientifique l'histoire des familles types décrites dans les *Ouvriers européens* et les *Ouvriers des deux mondes*, et de dégager la loi de leurs transformations.

Je crois utile de faire ici une première application, malheureusement bien imparfaite, de ces considérations générales, en revenant au bout de treize ans sur une famille déjà décrite; et je ne doute pas qu'entre des mains plus expérimentées, cette idée ne soit appelée à rendre des services à la science.

Puisque j'ai été conduit à effleurer le sujet des monographies de familles, on me pardonnera peut-être d'indiquer ici quelques détails d'expé-

rience personnelle sur la pratique de ce genre de travaux.

La réunion des renseignements que comporte la rédaction d'une monographie présente dans l'exécution des difficultés dont la plus sérieuse est spirituellement indiquée dans la fable du *Savetier et le Financier*<sup>1</sup>.

Que gagnez-vous, dites-moi, par journée?

— Tantôt plus, tantôt moins. . . .

Ce n'est certes pas avec de telles réponses que l'on peut dresser le budget de la famille, et cependant l'on s'y heurte à chaque pas. Le « tantôt plus, tantôt moins » de la fable soumet à une rude épreuve la patience et la sagacité de l'observateur. Comme les journées, les années se suivent et ne se ressemblent pas. Les consommations s'étendent ou se resserrent en proportion des charges ou des ressources. C'est une fille à doter, la grange à réparer, une vache à remplacer : grosses dépenses, et qui troublent l'équilibre du budget normal. La famille se passera de vêtements neufs cet été ; elle ne mangera que du seigle... Aussi n'est-il pas possible de s'en tenir aux données d'une année unique, et doit-on procéder par moyenne s'étendant sur une période assez longue.

<sup>1</sup> La Fontaine, liv. VIII, fable 7.

En outre, les personnes qu'on interroge ne tardent pas, si l'on n'y prend garde, à se fatiguer de questions qu'il leur est bien difficile de ne pas trouver oiseuses ou suspectes, et elles se dérobent à une curiosité importune par des réponses évasives, sinon discordantes.

Ces difficultés sont réelles; je les signale, non en vue d'effrayer ceux qui veulent aborder l'observation des faits sociaux, mais au contraire afin de les prémunir contre le découragement dès leurs premiers pas dans cette voie. Toute science a ses broussailles, qui en obstruent l'accès. Pour écarter celles qui défendent les abords des monographies de familles, il faut se conformer exactement aux sages conseils publiés par la Société d'économie sociale<sup>2</sup>; il faut s'armer de patience et de résolution; il faut enfin compter sur la pratique même de l'observation, et s'inspirer de l'étude des beaux modèles que fournit la collection des *Ouvriers européens* et des *Ouvriers des deux mondes*.

Écrivant ici à côté de M. Le Play, qui m'a fait l'honneur de donner dans son livre l'hospitalité à cette note, il ne m'appartient pas de faire l'éloge de sa méthode et de ses travaux. Qu'il me soit au moins permis de dire que, après avoir étudié sur

<sup>2</sup> *Instruction sur la méthode d'observation dite des Monographies de familles*, publiée par la Société d'économie sociale, in-8°, Paris, 1862.



place la famille Mélouga et la monographie dont elle est l'objet, j'ai été frappé de la fidélité, de la richesse et de la précision des informations consignées dans ce travail. Ceux-là seuls qui se sont livrés à une vérification personnelle peuvent soupçonner ce qu'il faut de tact et de sagacité pour analyser d'une manière si pénétrante tous les ressorts et tous les actes d'une famille qui n'écrit rien, ne conserve aucun document<sup>3</sup> et mène sa vie, comme M. Jourdain faisait de la prose, sans s'en douter.

De tels résultats tiennent à la fois de la science et de l'art, et je me fais un devoir de consigner ici, à titre de témoignage d'un contrôle minutieux, l'impression que m'a inspirée la confrontation du portrait et de l'original.

### III

#### UNE SCÈNE BIBLIQUE AU LAVEDAN

La première fois que je rencontrai la famille dont je désirais faire la connaissance, ce fut dans un cadre presque biblique et qui ne sortira pas de mon souvenir.

<sup>3</sup> Nous n'avons pu obtenir ni les papiers de famille, qui seraient, m'a-t-on dit, détenus chez les gens de loi, ni les factures, qu'on anéantit en les payant, ni les comptes, qui sont faits mentalement, quand on en fait.

Guidé par la désignation qui m'en avait été faite, je me rendis à la maison que les Mélouga occupent au bout de la promenade du *mamelon vert*, à une certaine distance de Cauterets, sur la rive gauche du Gave. Cette maison, de bonne apparence, est située au milieu d'un pré que défend une haie bien entretenue, et que parsèment des arbres fruitiers. Rien de riant et de calme comme ce domaine, entouré de fraîcheur et de verdure, qui réalise complètement le type si bien décrit par Arthur Young, en 1787, dans le charmant tableau reproduit ci-dessus, § 12, note 6.

La maison était déserte quand je m'y présentai. Après en avoir exploré les abords, je finis par trouver un petit garçon du pays, qui voulut bien me guider jusqu'auprès des Mélouga.

La famille était réunie, occupée au travail des regains, dans un pré assez fortement en pente. La « maîtresse de maison », Savina Py, tricotait à l'ombre d'un arbre situé au sommet du pré. Autour d'elle ses petits enfants se roulaient dans l'herbe. Disséminés sur la pente, son gendre, sa fille Marthe, son fils Joseph et le nouveau domestique André, coupaient les foins ou les étendaient au soleil.

Ce tableau respirait le calme et la sérénité. Quel contraste entre la situation faite à l'ouvrier

des manufactures et ce travail en plein air, dans une atmosphère qui dilate les poumons, au milieu des senteurs fortifiantes des herbes, en face de cette nature grandiose des Pyrénées! De tels spectacles démontrent, mieux que toutes les harangues officielles, la grandeur de l'agriculture, et j'oserai presque dire sa salubrité morale. C'est en l'exerçant que l'homme est plus facilement qu'ailleurs sain de corps et d'esprit, et qu'il échappe à ces contagions de toutes sortes qu'appellent nos agglomérations urbaines.

## IV

### LES SITUATIONS COMPARÉES DE LA FAMILLE, EN 1856 ET EN 1869

Malgré ces riantes apparences, la famille n'était pas heureuse et subissait une crise dont j'aurai tout à l'heure à rechercher les causes. Pour le moment je vais me borner à établir ses situations comparées en 1856 et en 1869.

La famille était en pleine prospérité quand M. Le Play l'a visitée en 1856. Ceux qui ont présente à l'esprit la monographie où elle est décrite (Livre II) la voient encore avec son effectif de 15 membres abrités au foyer domestique, depuis l'aïeul vénérable, Joseph Py, maître

de maison, jusqu'aux oncles, aux petits enfants et au domestique Antoine.

Le budget s'élevait alors, en recettes, à . . . . . 4,243 f. 95  
Et, en dépenses, à . . . . . 3,508 30

Il se soldait ainsi par une épargne annuelle de . . . . . 735 f. 65

Celle-ci était employée à payer par à-compte les dots des enfants récemment mariés et sortis de la maison paternelle<sup>1</sup>.

<sup>1</sup> Si l'on néglige dans ce budget les éléments que j'appellerai intérieurs pour s'en tenir à ceux qui ont entraîné un déboursé ou un encaissement d'espèces, on trouve, par un dépouillement dont je crois inutile de donner le détail, que ce budget se résume dans les chiffres suivants :

Produit de la vente des animaux. . . . .	1,234 f. 80
— — du lait. . . . .	681 00
— — du beurre. . . . .	195 525
— — de la laine. . . . .	336 18
— divers. . . . .	69 90
<b>Total des recettes en argent. . . . .</b>	<b>2,517 f. 40</b>
Dépenses en céréales. . . . .	812 f. 51
— en autres aliments . . . . .	68 64
— concernant l'habitation . . . . .	21 56
— concernant les vêtements. . . . .	478 11
— concernant les besoins moraux, les récréations et le service de santé. . . . .	135 95
— concernant les industries, etc. . . . .	271 85
<b>Total des dépenses en argent . . . . .</b>	<b>1,788 f. 62</b>
Chiffre de l'épargne en argent, sensiblement égal à celui qui résulte du budget total. . .	728 f. 78

On voit que le mouvement de fonds est à peu près la moitié du budget total ; le surplus se traduit par des consommations en nature.

Quant à l'état des propriétés possédées par la famille, il révélait aussi une situation prospère, et s'exprimait par un chiffre de . 32,117 f. 50<sup>2</sup>

Enfin la valeur totale du mobilier et des vêtements était de. . . . . 5,465 f. 55

En résumé, famille nombreuse, bien portante et unie; propriété d'une valeur d'environ 35 à 40,000 francs; épargne annuelle de 7 à 800 fr.; tels étaient les traits principaux qui se détachaient du tableau tracé par M. Le Play, et qui étaient les indices d'une véritable prospérité matérielle et morale.

Depuis 1856 la situation a bien changé. La mort a emporté :

En 1860, Bernard Oustalet, dit <i>Mélouga</i> , à l'âge de 64 ans.	
En 1862, sa fille Germaine, récemment mariée, —	21 ans.
En 1864, l'aïeul Joseph Py, —	82 ans.
En 1867, l'oncle Jean Dulmo, dit <i>Mélouga</i> , célibataire. —	67 ans.
En 1869, le domestique Antoine R*** —	72 ans.

Les 5 filles survivantes se sont mariées. L'aînée, Marthe, « héritière de la maison » (*Ayrété*), est restée au foyer domestique avec son mari,

<sup>2</sup> Dans cette somme l'habitation et les immeubles entraient pour. . . . . 28,000 f. 00

Les animaux domestiques (12 bêtes à cornes, 140 bêtes à laine, 1 jument, 2 cochons à l'engrais, 12 ruches d'abeilles) y figuraient pour. . . . . 3,264 20

Le matériel spécial des travaux et industries, et la réserve en argent pour. . . . . 852 30

Total égal. . . . . 32,117 f. 50

Pierre Cazaux, qu'elle a épousé en 1862, et dont elle a eu 3 enfants. Ses 4 sœurs, Eulalie, Élisabeth, Suzanne et Dorothée, ont quitté la maison paternelle en se mariant. Leur tante, Marie Dulmo, les a suivies, et s'est installée chez l'une d'elles, Eulalie. Enfin le domestique Antoine, décédé, a été remplacé par un nouveau berger de 36 ans, nommé André.

En somme, bien que fortifié par l'entrée d'un gendre et la naissance de 3 enfants, l'effectif de la famille est tombé de 15 à 10 membres. Dès le mois d'octobre 1869, il a été encore réduit par le départ du fils unique de Savina, le jeune Joseph, qui s'est engagé comme soldat dans des circonstances pénibles, sur lesquelles nous allons revenir. Ainsi cette grande maison patriarcale et hospitalière a perdu en 9 ans 6 des hôtes qu'elle abritait.

En même temps que ses rangs se serraient, la famille a vu fuir son aisance. Elle a dû vendre successivement une partie de ses terres pour une somme de 2,200 francs. Son bétail, dont elle était si fière, s'est réduit presque des  $\frac{2}{3}$ , et ne comprend plus aujourd'hui que 6 bêtes à cornes, 30 brebis, 12 agneaux, 2 porcs. Par suite, les revenus de la viande, du lait, du beurre et de la laine ont très-notablement baissé, et la gêne est venue <sup>3</sup>.

<sup>3</sup> Pour abrégé, je m'en tiens à ces indications générales et je

Comment s'est donc accomplie cette déplorable transformation ? La famille est restée laborieuse, d'une moralité et d'une économie exemplaires ; elle a été épargnée par les sinistres et par ces maux extérieurs qui pourraient expliquer un tel revirement. Ce n'est donc pas là qu'il faut en chercher le secret. Le malheur de cette famille est tout entier le fait de nos institutions. Elle est l'innocente victime du Code civil, dont le choc l'a brisée. C'est là l'histoire qu'il nous reste à retracer.

## V

### LA COUTUME ET LE CODE CIVIL

Le montagnard est conservateur, il aime la tradition. « Il suffit, dit un spirituel auteur<sup>1</sup>, de  
« le voir remonter un sentier parmi les pierres  
« glissantes, à pas méthodiques et cadencés, écono-  
« nome de sa force, prodigue de son temps, pour  
« comprendre que cet homme-là n'a pas la fièvre  
« en tête. La neige, qui durant 5 ou 6 mois en-  
« veloppe la contrée, n'emprisonne pas seule-  
« ment dans son lourd manteau les plantes et les

renonce à mettre en œuvre, au moins ici, les données que j'ai recueillies et qui conviendraient à une monographie détaillée.

<sup>1</sup> M. Gustave Droz, « Autour d'une source, » *Revue des Deux Mondes*, 15 septembre 1869, p. 333 et 334.



« rochers. Elle emprisonne aussi les cabanes, les  
 « hommes, les idées, les traditions, qui dans cet  
 « intervalle de silence et de concentration pous-  
 « sent des racines plus profondes et plus noueuses.  
 « C'est ainsi qu'en ces pays les idées du passé se  
 « cramponnent à l'homme, comme l'homme se  
 « cramponne à la terre, comme le vieux sapin  
 « moussu se cramponne au rocher. . . .

« Dans la montagne, les souvenirs, les im-  
 « pressions sont plus vivaces. Les idées sont  
 « comme les nuages : elles s'arrêtent, se logent  
 « dans les creux, et les tempêtes qui passent  
 « au-dessus soufflent bien longtemps avant que  
 « les vieilles croyances, qui reposent dans les  
 « plis du rocher, se décident à déloger. »

Applicant avec précision cette observation générale et pittoresque à la question des lois de succession, M. Le Play a constaté que, « dans  
 « les montagnes à pentes abruptes, à champs  
 « enclos et à cultures arborescentes, où le manque  
 « de communications rapides a retardé l'invasion  
 « des idées et des intérêts qui propagent ailleurs  
 « les habitudes du partage forcé..., les familles  
 « intelligentes et considérées maintiennent l'an-  
 « cien régime de transmission intégrale <sup>2</sup>. » Elles  
 y parviennent, grâce au consentement de tous  
 leurs membres, à la tolérance des officiers publics,

<sup>2</sup> *La Réforme sociale*, 3<sup>e</sup> édition, t. II, § 34, p. 52.

aux conseils du clergé <sup>3</sup> et à la Coutume, qui attribue à l'héritier-associé (généralement l'aîné des enfants) la quotité disponible, à titre de préciput ou hors part.

Tel était le cas pour la famille Mélouga. « Sous l'influence de l'ancienne Coutume du Lavedan, elle s'est maintenue pendant 400 ans au moins dans l'état de bien-être et de moralité » que M. Le Play a constaté en 1856 (§ 34).

Mais (c'est encore M. Le Play qui le déclare, et je ne puis mieux faire que le citer) « ces influences traditionnelles ne sauraient toujours se perpétuer, et la loi écrite triomphe à la longue de la Coutume. Les gens de loi ont un intérêt direct à détruire, en cette matière, l'entente des familles : ils s'ingénient à faire naître, chez les héritiers peu intelligents ou peu scrupuleux, des sentiments de cupidité et à s'assurer ainsi les profits des expertises contradictoires, des licitations, surtout des procès que provoque la pratique du partage forcé <sup>4</sup>. »

Dès 1856, la monographie prédisait ce résultat en termes non équivoques pour la famille Mélouga. L'ancienne tradition « conservée jusqu'à ce jour, disait-elle, sous l'influence du patois local et d'une situation isolée au milieu de

<sup>3</sup> Nous tenons de la bouche du vénérable curé de Cauterets que le clergé local reste toujours favorable au respect de la Coutume et à la perpétuité des traditions. — <sup>4</sup> *La Réforme sociale*, 3<sup>e</sup> édition, t. II, § 34, p. 53 et 54.

« hautes montagnes, se modifiera inévitablement  
 « à mesure que l'extension de l'enseignement sco-  
 « laire et des moyens de communication mettra  
 « cette localité en contact plus intime avec les  
 « idées qui dominent dans les autres parties de  
 « la France (§ 34). »

Depuis que ces lignes ont été écrites, la vogue des eaux de Cauterets n'a cessé de s'accroître, précipitée par le besoin de locomotion que l'extension des voies ferrées a fait entrer dans nos mœurs, et surtout par la construction d'un réseau très-complet de chemins de fer dont cette partie des Pyrénées a été dotée avec une grande libéralité <sup>5</sup>.

Grâce à cette affluence de plus en plus considérable de baigneurs à Cauterets, grâce aussi à l'exécution de travaux publics qui ont amené la création de grands chantiers tant dans la localité que dans ses abords, l'élément agricole s'y efface au profit de ces chantiers ou des industries motivées par le séjour des étrangers; je n'oserais dire au profit de la moralité publique <sup>6</sup>. Les paysans sont déchus du haut rang qu'ils occupaient autrefois dans la commune, et n'ont plus

<sup>5</sup> Lignes de Tarbes à Pau, à Mont-de-Marsan, à Auch, à Toulouse, à Pierrefitte, à Bagnères-de-Bigorre. — <sup>6</sup> Il serait toutefois injuste de ne pas faire observer que cette moralité est encore excellente dans la population indigène, qui est sobre, pieuse, laborieuse et disciplinée. Je regrette que le cadre étroit de cette note ne me permette pas de citer plusieurs faits caractéristiques et fort honorables pour cette population que le contact des étrangers n'a pas encore beaucoup entamée.

qu'un ou deux représentants au sein du conseil municipal envahi par les professions libérales, les débitants, les logeurs. A peine si l'on pourrait aujourd'hui compter 20 à 25 familles qui se souviennent des anciennes traditions, et encore le nombre en diminue-t-il incessamment. Elles résident presque toutes dans les hameaux voisins de Cauterets, et y occupent des domaines isolés, analogues à celui que nous avons décrit.

Quant à la population, elle s'accroît très-vite, puisqu'elle a été portée du chiffre de 1376, constaté par M. Le Play en 1856, à celui de 1611, qui correspond au recensement de 1866<sup>7</sup>.

<sup>7</sup> Nous donnons ci-dessous le dépouillement fait avec soin sur le tableau de recensement, afin de constater l'état civil aux divers âges. Il est intéressant de le comparer avec le tableau analogue que la monographie contient pour 1856 (§ 20).

NOMBRE DES INDIVIDUS DE CHAQUE AGE, DANS LA COMMUNE  
DE CAUTERETS

D'après le recensement de 1866.

AGES	SEXE MASCULIN				SEXE FÉMININ			
	Célibataires.	Mariés.	Veufs	Total.	Célibataires	Mariées.	Veufes.	Total.
Au-dessous de 18 ans.	237	»	»	237	283	»	»	283
18 à..... 22 —	57	2	»	59	70	11	»	81
22 à..... 30 —	55	18	»	73	80	45	3	128
30 à..... 40 —	28	68	7	103	28	78	6	112
40 à..... 50 —	12	91	3	106	24	86	8	118
50 à..... 60 —	10	66	5	81	20	49	20	89
60 à..... 70 —	7	35	7	49	4	24	25	53
70 à..... 80 —	2	9	6	17	3	3	9	15
80 à..... 91 —	1	1	»	2	1	»	4	5
TOTAUX (1,611)...	409	290	28	727	513	296	75	884

La prospérité de la famille Mélouga, fondée sur la Coutume, était donc exposée à des chances périlleuses. Le choc entre la Coutume et le Code était devenu inévitable. Voici dans quelles circonstances il a eu lieu et quelles conséquences il a produites.

## VI

### LES ORIGINES DU PROCÈS INTENTÉ A LA FAMILLE

Par acte de partage du 27 février 1835, le grand-père de Savina, Pierre Dulmo, a estimé sa propriété à la somme de 17,368 francs; il en a attribué à sa fille aînée, Dominiquette Py, mère de Savina, à titre de préciput ou hors part, conformément aux articles 913 et 919 du Code civil, le quart disponible, soit 4,342 francs; le surplus, soit 13,026 francs, devant être partagé par lots égaux de 1628 f. 25 entre les huit enfants survivants (§ 33).

Telle est l'économie de cet acte qui, d'après les termes de la monographie, est devenu depuis lors « la charte » de la famille.

Accepté par tous les héritiers, cet acte a été exécuté par ceux auxquels en incombait la charge à partir de la mort de Pierre Dulmo, survenue en 1836. Les soultes ont été acquittées, grâce à l'épargne annuelle. La libération semblait complète et définitive.

Un arrangement analogue est intervenu entre Joseph Py, père de Savina, et ses six enfants. En dehors de l'héritière, qui a succédé au père dans la possession du domaine, chacun des enfants a dû toucher environ 1,500 francs en espèces, plus un trousseau de 580 francs<sup>1</sup>, et pour les garçons 40 brebis, pour les filles une armoire et la garniture d'un lit, soit en tout près de 2,400 fr. (§ 35).

Enfin le mari de Savina, Bernard Oustalet, a adopté les mêmes règles pour ses sept enfants : Marthe, sa fille aînée, a été instituée héritière (*Ayrété*), comme l'avaient été sa grand'mère Dominiquette et sa mère Savina, puisque dans ces trois générations l'aîné des enfants a toujours appartenu au sexe féminin (§ 16).

Ainsi, depuis l'acte de partage de 1835, la famille a eu à supporter la charge de dix-huit soultes, d'environ 2,000 francs chacune. Il est vrai que tout n'est pas payé pour la dernière génération, et que trois ou quatre célibataires restés au foyer domestique ont abandonné à l'héritière la part qui leur revenait. Mais il n'en reste pas moins constant que les détenteurs du domaine ont tous les ans à compter en espèces à leurs cohéritiers une soulte de 5 à 700 francs. « Ils ont en outre

<sup>1</sup> Ce trousseau, dont j'ai eu le détail sous les yeux, comprend 12 draps de lit, 12 serviettes, 12 torchons, 1 nappe, 1 casaque, 3 robes, 1 châle, 30 mètres de calicot.

« à supporter les frais qu'ont souvent entraînés  
 « l'éducation des enfants morts avant le mariage,  
 « l'entretien des vieux parents, les secours à  
 « donner aux proches qui ne réussissent pas dans  
 « leurs entreprises, les pertes dues aux disettes,  
 « aux épizooties et aux calamités de tout genre  
 « qui se présentent dans le cours d'une généra-  
 « tion, les frais de baptême, de noce et d'inhu-  
 « mation (§ 34). Ils n'y parviennent que par des  
 « prodiges de travail et de sobriété. »

Lorsqu'on a vu ces faits de près, l'on comprend l'inanité et l'injustice des critiques dirigées contre ce prétendu droit d'ainesse. C'est, dit-on, l'oppression de tous les enfants au profit d'un seul. Je serais plutôt tenté d'avancer le contraire. Si l'on pouvait dire que cette combinaison est oppressive, c'est pour l'héritier-associé qu'elle le serait : car elle lui impose des efforts continus et presque des vertus exemplaires, en échange d'un préciput insuffisant. Mais elle n'est que bienfaisante ; elle présente surtout, au point de vue de la stabilité sociale, l'inappréciable avantage de perpétuer ces familles morales et solides qui sont les vraies forces du pays et qui ressemblent à ces arbres séculaires dont les racines, vigoureusement cramponnées au sol, prodiguent à leurs rejetons l'essor et la sève<sup>2</sup>. Loin

<sup>2</sup> Voir, sur l'avènement des rejetons des familles-souches aux plus hautes situations sociales, ci-dessus (§ 8).



de jeter le blâme sur l'héritier, c'est de la sympathie et même de la reconnaissance qu'on devrait avoir pour l'utilité sociale de l'œuvre qu'il accomplit, parfois peut-être à son insu, mais au prix d'une énergie et de privations qui ont pu longtemps conjurer l'anéantissement de ces réservoirs de force et de vertu.

La famille Mélouga se vouait à cette tâche et la menait à bien, lorsqu'en 1864 la mort de l'aïeul Joseph Py, père de Savina, interrompit le cours de cette prospérité. Joseph Py était, malgré ses 82 ans, un patriarche encore vigoureux et fort respecté de tous les siens. Lui mort, les mauvaises passions de quelques membres que sa présence contenait se donnèrent libre carrière.

Un des oncles de Savina, qui n'avait pas réussi dans ses affaires et qui avait reçu de mauvaises suggestions d'étrangers, entraîna avec lui une de ses sœurs et attaqua l'acte de partage du 27 février 1835, pour cause de lésion de plus du quart (art. 1079 du Code Napoléon) et en outre pour violation des articles 826, 832 et 1075 du Code. Cette instance fut introduite à la fin de 1864 devant le tribunal de Lourdes, *quelques semaines avant l'expiration de la prescription trentenaire*. Poursuivie pendant plus de quatre ans devant toutes les juridictions, elle a été pour la famille la source de tribulations et d'épreuves dont nous allons essayer de donner une idée.

## VII

## LES MAUX INFLIGÉS A LA FAMILLE PAR LE PROCÈS

Pour nous autres citadins, accoutumés au maniement des affaires, ayant sous la main avoués et avocats quand nous voulons conférer avec eux, un procès est déjà un très-grave ennui. Que ne doit-il pas être pour de pauvres paysans perdus dans leurs montagnes, effarés à la vue du papier timbré, subjugués par les hommes de loi, tendant docilement et sans plainte le cou à toutes les exactions, à tous les jugs de la procédure !

« Le procès ! » Il faut entendre prononcer ce mot par les Mélouga avec une sorte de terreur mystérieuse pour comprendre l'ébranlement profond, le trouble immense que cette attaque leur a causés. Il semble que ce soit un fléau qui se serait abattu sur eux, comme la grêle, la peste ou l'incendie. Encore leur raison ou leur foi se plieraient-elles devant ces coups de la main de Dieu, dont la tradition leur indique des précédents, tandis qu'ils ne comprennent pas bien encore comment et pourquoi ils ont ainsi été traqués pour avoir agi dans la droiture de leur cœur et suivant la coutume des ancêtres vénérés.

L'instruction du procès a été laborieuse. Les faits remontaient à une date très-ancienne ; plu-

sieurs des héritiers primitifs étaient morts, et remplacés par des mineurs; les papiers de famille étaient difficiles à reconstituer. Pour rétablir tous les titres de l'état civil des ayants droit, il a fallu d'interminables colloques avec les gens de loi. A chaque instant Savina était demandée à Lourdes pour fournir un renseignement, souvent sans importance. Puis c'était l'affaire qui semblait venir en ordre utile et qui néanmoins était remise, remise encore, par l'un de ces moyens dilatoires qui éternisent en France les procès. Autant de voyages imposés à la famille.

Or sait-on ce que coûtait de fatigues à Savina chacun de ces voyages dont on était si peu ménager?

De Lourdes à Cauterets, on compte 31 kilomètres, dont 10 à 12, côtoyant le torrent, sont en pente très-roide dans une gorge encaissée, abrupte des Pyrénées. La voiture publique met de 3 à 4 heures pour faire ce trajet. Savina l'effectuait à pied, aller et retour, dans la même journée. Elle partait vers 2 ou 3 heures du matin, arrivait à 10 heures à Lourdes, et en repartait vers 2 ou 3 heures pour rentrer coucher à Cauterets vers 11 heures ou minuit. Cette fatigue extrême lui a été imposée d'une façon presque continue, deux fois par semaine, pendant près de deux ans, l'hiver comme l'été. Elle est partie souvent la nuit par l'orage, par des rafales de

neige qui comblaient la gorge et cachaient le chemin. Elle rentrait la nuit suivante et annonçait à sa famille, qui l'attendait anxieuse, que l'affaire n'avait pas encore pu être terminée ce jour-là.

Trop de gens sont disposés à juger les institutions d'après un idéal philosophique ou politique, qui leur sert de criterium, et à glisser sur les conséquences pratiques qui pourront sortir de ces institutions, notamment au point de vue de la multiplication des procès. Mais si, descendant des spéculations de la théorie et sortant de leur cabinet, ils consentaient à voir les malheureux qu'un procès accable, et auxquels il inflige les tourments que je viens de dire, leur facile sérénité en serait peut-être un peu ébranlée.

Je poursuis et j'abrège.

Perdu en première instance par Savina, le procès est déféré en appel à la cour de Pau, qui, le 14 juillet 1866, casse le jugement du tribunal de Lourdes et maintient l'acte de partage de 1835.

Pourvoi en cassation. Là, grâce à la bienveillance de M<sup>e</sup> Albert Gigot, qui, à la prière de M. Le Play, a bien voulu prendre en main à titre gratuit les intérêts des Mélouga, ceux-ci n'ont plus à se tourmenter de leur affaire, qui se termine à leur avantage par l'arrêt du 23 mars 1869 <sup>1</sup>.

<sup>1</sup> Je crois utile de citer ce document *in extenso*, à cause de son

Le procès était donc gagné après une lutte de quatre ans. Mais il n'en avait pas moins entamé profondément la prospérité de la famille.

intérêt pour les destinées de la famille et de l'évolution qu'il semble indiquer dans la jurisprudence de la cour de cassation.

« La Cour :

« Sur le premier moyen, pris de la violation des articles 826, 832 et 1075 du Code Napoléon :

« Attendu, en droit, que l'article 1075 du Code Napoléon, en conférant aux ascendants le droit de partager leurs biens entre leurs enfants, ne les a pas affranchis de l'obligation de se conformer aux règles essentielles des partages, et particulièrement au principe d'égalité dont les articles 826 et 832 du même Code, qui disposent que chacun des cohéritiers peut demander sa part en nature des immeubles de la succession, ne sont que la conséquence ;

« Attendu qu'il faut néanmoins reconnaître que ces articles ne sont pas applicables lorsque ces immeubles ne peuvent pas se partager commodément ;

« Que, dans ce cas, en effet, on ne pourrait imposer la règle absolue de la division des immeubles entre tous les cohéritiers sans méconnaître les termes de l'article 827 du Code Napoléon et sans aller contre le véritable esprit et le but de la loi ;

« Attendu, en fait, que l'arrêt attaqué se fonde très-particulièrement sur les circonstances et les documents de la cause dont l'appréciation souveraine lui appartient, pour reconnaître et affirmer que les immeubles dont il s'agit ne pouvaient pas être partagés commodément et sans subir une notable dépréciation ;

« D'où il suit qu'en le décidant ainsi, en l'état des faits, l'arrêt attaqué, loin de violer les articles du Code Napoléon invoqués par le pourvoi, en a fait, au contraire, une juste application ;

« Rejette en conséquence le premier moyen ;

« Sur le deuxième moyen, pris de la violation de l'article 1079 du Code Napoléon :

« Attendu que, pour rejeter la demande en rescision contre l'acte de partage du 27 février 1835 pour lésion de plus du quart, l'arrêt attaqué se fonde non-seulement sur ce que l'estimation des biens par les ascendants dans le susdit partage avait été acceptée et tenue pour vraie par tous les héritiers dans cet acte

D'après sa déclaration, et par suite de l'insolvabilité de ses adversaires, les frais judiciaires se sont élevés pour elle à plus de 4,000 fr. Pour se les procurer, elle a dû vendre des terres et du bétail. Douleuruse nécessité. Pendant quatre ans, elle a été livrée à d'incessantes terreurs, inspirées par son ignorance de la loi, et habilement entretenues par les bruits que répandaient ses adversaires dans le bourg. On allait l'exproprier de ses biens, partager le domaine, peut-être la condamner à la prison. On ne s' imagine pas jusqu'où peuvent aller ces chimères chez des paysans terrifiés par l'inconnu.

C'est dans un de ces moments de découragement profond, inspiré par l'issue du procès qui allait, disait-on, tout engloutir, que le fils unique de Savina, le jeune Joseph, âgé de 22 ans, se rendit sans consulter personne à Argelès, au commencement de 1869, alors que la cour de cassation avait déjà rendu un arrêt favorable,

même, et que cet acte avait été par eux exécuté, mais que, de plus, en fait et par une appréciation qui lui est propre, l'arrêt déclare que cette estimation offre toutes les garanties désirables, et que, par suite, chacun des héritiers a effectivement reçu la part qui lui revenait,

« Attendu, en outre, que le moyen produit devant la cour impériale de Pau n'était aucunement fondé sur la différence qui aurait existé entre la valeur des biens au moment du partage et leur valeur au moment du décès des donateurs;

« Déclare sous ce rapport le moyen non recevable, et au fond le déclare mal fondé;

« En conséquence, et par ces motifs, rejette le pourvoi. »

mais sans que la famille en fût encore informée. Là, il s'engagea comme soldat pour une prime de 2,000 francs, dont il a remis une partie à sa mère.

Cette résolution a été douloureuse pour Savina : elle lui enlevait son fils et privait le domaine d'un travailleur vigoureux et dévoué. Comment le remplacer pour la culture et la garde des troupeaux, dans l'état de gêne où le procès a mis la famille ?

Au point de vue de la dignité des Mélouga, cet engagement contracté à prix d'argent leur a même porté un coup sensible. « Il a vendu son corps, » me disait sa mère avec des larmes. L'histoire de la famille n'en offre sans doute pas d'autres exemples.

Les autres filles, qui ont essaimé sous l'empire de ces circonstances, en ont ressenti la triste influence et se sont mariées, sauf une, à des journaliers domestiques, dérogeant ainsi à l'ancien rang de la famille (§ 21). Aujourd'hui ces ménages sont dans la gêne, pour ne pas dire dans la misère.

Enfin l'avenir ne se présente pas avec des perspectives bien rassurantes. La succession du grand'père de Savina a donné lieu à un procès. Celle de son père, la sienne propre, ne vont-elles pas en provoquer également, à la faveur des idées nouvelles ? Cette arme étant mise aux mains de nombreux cohéritiers, il suffit d'un moment



d'humeur, d'un caprice, chez un seul d'entre eux, pour qu'elle soit de nouveau dirigée contre la pauvre famille.

Savina tient encore tous les siens sous une certaine discipline ; mais, comme celle de son père Joseph Py, sa mort ne sera-t-elle pas le signal d'un conflit entre ses héritiers ? La famille en sortira-t-elle encore victorieuse ? L'arrêt de la cour permet de l'espérer. Mais de telles victoires sont désastreuses. Peut-être même y a-t-il lieu de craindre que la famille, ébranlée par ce premier procès, ne se désagrège, qu'elle ne voie son domaine subir de nouveaux morcellements, et qu'elle n'ait déjà plus assez de vitalité pour résister aux épreuves d'un second procès.

## VIII

### LE SALUT DE LA FAMILLE PAR LA LIBERTÉ TESTAMENTAIRE

En présence des faits que nous venons de retracer, les réflexions se pressent dans l'esprit. Nous nous bornerons à indiquer sommairement celles qui ont trait à l'influence de l'intervention de l'État en matière de successions.

L'œuvre du Code s'accomplit avec une inflexible régularité, à la façon d'un de ces grands phénomènes naturels, que des efforts peuvent contrarier sur certains points, mais qui surmon-

tent à la fin tous les obstacles. C'est une marée qui monte et qui aura bientôt submergé jusqu'aux derniers îlots préservés jusqu'ici par la tradition, par la difficulté des communications, et par l'emploi d'un patois local<sup>1</sup>.

Toutefois, à divers indices significatifs, on peut reconnaître que, même chez les plus déterminés partisans du Code, une réaction est en voie de se prononcer contre quelques-unes des dispositions de la loi qui ont été inspirées par la défiance envers le père de famille, et sont dirigées contre son autorité. C'est ainsi qu'un projet de loi a été présenté par le gouvernement pour modifier les articles 826 et 832 du Code Napoléon dans un sens qui permettrait de conjurer le morcellement des exploitations<sup>2</sup>.

D'autres réformes analogues sont moins avancées, mais elles auront aussi leur tour. Ainsi la commission supérieure de l'enquête agricole de 1867-1869 a demandé<sup>3</sup> que « l'on réduisît les « délais de l'action en rescision des partages entre-  
« vifs ou testamentaires pour cause de lésion, et  
« qu'on les fixât à 5 ou 2 ans à partir du décès du

<sup>1</sup> Voir dans la *Réforme sociale*, 5<sup>e</sup> édition, 34, IV à XVI, la marche de ce flot, si différente dans le nord et le midi de la France. — <sup>2</sup> Les 9 millions de propriétaires que l'on compte en France possèdent 140 millions de parcelles, soit près de 16 parcelles en moyenne. Plus de la moitié d'entre eux ont un revenu inférieur à 82 francs (III<sup>e</sup> Appendice, IV). — <sup>3</sup> *Documents généraux*, 1<sup>re</sup> série, t. II, p. 18.

« testateur <sup>4</sup>. » Elle a de plus été d'avis que « dans  
 « les contestations relatives aux partages d'ascen-  
 « dants pour cause de lésion ou d'atteinte à la  
 « réserve, dans le cas prévu par le dernier para-  
 « graphe de l'article 1079 du Code Napoléon, il y  
 « aurait lieu d'estimer les biens d'après leur va-  
 « leur à l'époque de la donation entre-vifs conte-  
 « nant partage <sup>5</sup>. »

L'appréciation de ces réformes, au point de vue juridique, ne rentre ni dans mon plan ni dans ma compétence. Je puis dire cependant qu'elles indiquent, à mon sens, une tendance salutaire et méritent d'être accueillies avec reconnaissance. Il en serait de même à plus forte raison de l'augmentation de la quotité disponible que réclament des jurisconsultes distingués du Midi, et dont le III<sup>e</sup> Appendice démontre avec force les avantages. Mais ces mesures, quelque bonnes qu'elles soient d'ailleurs, et toutes autres qui seraient inspirées par le même esprit, ne peuvent pas être considérées comme une solution complète et définitive : l'exemple même de

<sup>4</sup> Nous ferons remarquer, à l'occasion de cette réforme, qu'elle semble commandée par de puissantes considérations et que cette réduction des délais, si elle avait été en vigueur, aurait épargné aux Mélouga les tribulations judiciaires que la prescription trentenaire a permis de leur infliger. — <sup>5</sup> On sait que, d'après la jurisprudence de la cour de cassation, l'estimation des biens partagés doit se faire non à la date de la donation, mais à celle du décès du donateur. — (Voir dans ce sens l'arrêt récent du 25 août 1869, — époux Baylac.)

la famille Mélouga prouve bien que ce ne sont là que des palliatifs.

Certes on doit s'applaudir pour cette intéressante famille qu'elle ait triomphé devant la cour de cassation après quatre ans de luttes judiciaires. Un échec la tuait sans merci. Mais on a vu quel mal lui avait fait ce procès, quoiqu'il se soit bien dénoué. Elle en a reçu une blessure dont elle mourra peut-être. Ce qui lui a été funeste, ce n'est donc pas tel détail de la loi elle-même, mais l'intervention forcée de la loi dans les successions.

Du moment où le législateur règle la part des enfants, quelle que soit d'ailleurs cette part, il ouvre par cela même la porte aux contestations et livre la famille à l'antagonisme et à tous les maux qui en découlent. M. Le Play a fait remarquer<sup>6</sup> que, en 1868, le nombre des jugements rendus par les tribunaux civils sur les contrats ou les obligations conventionnelles de toute nature n'a pas dépassé 24,899, tandis que les seuls jugements relatifs aux successions réglées par le partage forcé, avec ou sans intervention de donations ou de testaments, se sont élevés au chiffre de 21,317.

Avec les dispositions du Code, tester c'est presque à coup sûr léguer un procès à ses enfants.

<sup>6</sup> *L'Organisation du travail*, Document D.

Mieux vaut donc, pour le père de famille, s'abstenir et se remettre du soin de sa succession aux hommes de loi, qui, après sa mort, envahiront le foyer, ce sanctuaire; toucheront sans discrétion à ses secrets les plus intimes, aux souvenirs les plus touchants; expertiseront, instrumenteront et feront un partage, légal sans doute, mais pour ainsi dire aveugle et passif.

Il est peu de personnes qui n'aient eu la douleur de faire à ce sujet des observations personnelles et d'éprouver une sorte de révolte contre cette intrusion de la loi, qui, sous prétexte de protéger la famille contre le chef qu'elle pleure, en profane la sainteté <sup>7</sup>.

Du moment où le père de famille, dépossédé de son droit, s'abstient de son devoir, le problème des successions, comme l'a fait énergiquement remarquer M. Le Play, « se réduit au partage  
« d'une somme d'argent. L'héritage n'est plus un  
« grand acte social, accompli sous l'inspiration

<sup>7</sup> « Encore aujourd'hui, s'il m'est permis d'invoquer un souvenir personnel (disait avec une émotion communicative M. le comte Benoist d'Azy à la Société d'économie sociale, dans la séance du 25 février 1866), je ne puis me rappeler sans une affliction profonde que j'ai vu mettre en vente le lit de mon père et la bible de mon enfance et que, pour les soustraire aux mains des étrangers, il m'a fallu les racheter au milieu d'une foule d'acheteurs indifférents ou avides, qui riaient de mon émotion. Ne craignons pas, messieurs, de déclarer bien haut que c'est là une législation barbare, ruineuse pour la propriété, sans respect pour la famille, qu'elle tend à diviser et à séparer. » (*Bulletin de la Société d'économie sociale*, t. I, p. 436.)

« des plus nobles sentiments du père de famille  
« et du citoyen ; c'est une simple liquidation qui  
« n'exige point d'autre science et d'autre solli-  
« citude que celles de l'expert et du commissaire-  
« priseur<sup>8</sup>. »

Aussi, tout en étant prêt à recevoir comme un bienfait les expédients que l'opinion publique est apte à tolérer dès aujourd'hui, dois-je déclarer qu'à mes yeux la seule réforme efficace, c'est la liberté testamentaire.

« Partout et dans tous les pays civilisés ou  
« non, a dit excellemment M. Troplong, les dé-  
« sirs exprimés par le père à son moment su-  
« prême parlent plus haut aux enfants recueillis  
« que toutes les lois de l'ordre civil. » (*Traité des donations entre-vifs et des testaments*, préface.) Ne résulte-t-il pas de cette belle déclaration que la loi ne doit pas empiéter sur la volonté paternelle exprimée par le testament, mais se borner à suppléer au silence du père, et réduire ainsi son intervention au cas des successions *ab intestat* ?

Dans un moment où le mot de liberté est si fort à la mode, et où l'on en fait dans tous les camps un si étrange abus<sup>9</sup>, n'est-il pas surprenant qu'on repousse celle-là seulement qui rendrait la paix aux familles, la stabilité à l'agriculture et à l'in-

<sup>8</sup> *L'Organisation du travail*, § 46. — <sup>9</sup> *Ibidem*, § 57.

dustrie et rétablirait, avec la pratique du testament, le respect du père, si profondément entamé de nos jours.

Cette solution est encore la seule qui, par son élasticité, soit susceptible de s'adapter exactement à tous les besoins d'un aussi vaste territoire que la France.

Comment, en effet, le législateur n'est-il pas arrêté par la difficulté d'assujettir une matière aussi complexe à une règle uniforme pour tout le pays? La quotité disponible peut-elle donc être partout la même, quels que soient les mœurs, les coutumes, les habitudes ou les besoins de l'industrie et de l'agriculture? Ces proportions immuables ne sauraient évidemment convenir à tous les cas; et elles agissent, comme tout fait absolu, sans discernement <sup>10</sup>.

Ainsi, en matière de successions, la réglemen-

<sup>10</sup> Dans une des dernières séances du Corps législatif (juillet 1870), M. le baron de Benoist se plaignait avec un grand sens qu'on eût voulu soumettre tous les cours d'eau de France à une réglementation uniforme pour la pêche. « C'est, disait-il, aller « contre la nature des choses. Il est impossible qu'une même réglementation s'applique aux rivières des montagnes des Pyrénées ou des Alpes, et aux fleuves du nord de la France, de l'est ou de l'ouest. C'est absolument comme si vous veniez dire ici « que la moisson se fera par toute la France au même jour et à la « même heure. » Et l'assemblée s'associait par ses applaudissements à cette déclaration.

La réglementation uniforme, qu'on a blâmée si justement pour la pêche, n'est-elle pas encore beaucoup plus critiquable en matière de successions?



tation, même mitigée, a, au milieu d'autres inconvénients qui échappent à mon cadre, celui d'attenter à l'autorité du père, de le désintéresser du testament, d'engendrer des procès, et de plier à une sorte de lit de Procuste l'agriculture et l'industrie. La liberté testamentaire, au contraire, prévient les procès et varie les solutions suivant les exigences de la pratique et de la vie, au lieu de procéder d'après une formule sèche, abstraite, inflexible.

Telles sont les seules considérations que je dégagerai de l'histoire des épreuves traversées par la famille Mélouga, heureux si j'ai réussi à inspirer de la sympathie pour ces modestes paysans du Lavedan, et à éveiller dans quelques esprits au moins des doutes sur la perfection d'un régime de succession qui produit les résultats décrits dans le cours de cet Appendice.

Cauterets, août 1869.

---

## II<sup>e</sup> PARTIE. — SITUATION EN 1874

### IX

#### ÉTAT CIVIL DE LA FAMILLE EN 1874

La communauté réunie sous le toit de la maison Mélouga comprenait, en 1856, un total de 15 membres, qui était tombé à 10 membres en 1869. Elle a aujourd'hui (août 1874) le même effectif qu'à cette dernière date, et se décompose ainsi :

1. SAVINA PY, dite MÉLOUGA, <i>maîtresse de maison</i> .	63 ans.
2. MARTHE CAZAUX, dite MÉLOUGA, <i>héritière</i> .	36 —
3. Pierre Cazaux, dit Mélouga, mari de Marthe, <i>gendre</i>	41 —
4. Michel Cazaux, fils aîné de Marthe <sup>1</sup> .	10 —
5. Paul Cazaux, 2 <sup>e</sup> fils.	8 —
6. Dorothée Cazaux, 1 <sup>re</sup> fille.	6 —
7. Joséphine Cazaux, 2 <sup>e</sup> fille.	4 —
8. Zoé-Émilie Cazaux, 3 <sup>e</sup> fille.	1 —
9. Dominique Py, dit Mélouga, oncle de Savina, <i>maladif, célibataire</i> .	50 —
10. N..., domestique, enlevé par la conscription, doit être prochainement remplacé.	

<sup>1</sup> Le jeune Michel Mélouga a été choisi, cette année, comme type du petit paysan basque par la princesse Blanche, fille du duc de Nemours, qui l'a dessiné sur son album.

On voit que, depuis 1856, cet effectif s'est beaucoup réduit comme nombre, mais aussi comme puissance de travail, puisqu'il comprend 5 enfants en bas âge, leur grand'mère Savina et leur grand-oncle Dominique Py, qui, par suite soit de leur âge trop tendre ou trop avancé, soit de leur santé débile, ne peuvent guère prêter un concours utile à la tâche commune.

Par suite de ces réductions, le nombre des bras actifs de la communauté n'est plus suffisant pour entretenir le domaine. L'équilibre qui distingue l'organisation agricole du Lavedan et qui adapte l'étendue de la propriété à la puissance de la main-d'œuvre dont dispose la famille parmi ses membres réunis au foyer domestique, cet équilibre, dont M. Le Play a fait ressortir les avantages (§§ 33 et 36), se trouve aujourd'hui détruit. Aussi la famille Mélouga a-t-elle dû, faute de bras, vendre son troupeau de brebis et ne conserver que 12 bêtes à cornes.

L'oncle Dominique Py avait quitté la maison il y a près de quatre ans. Après avoir mangé sa dot, dont il avait exigé le paiement, il est venu redemander sa place au foyer. Bien que son départ eût été insolite, qu'il n'eût plus rien à léguer et que sa santé, comme son humeur, ne permissent pas d'attendre de lui des services bien effectifs, il a été accueilli à bras ouverts.

C'est là un fait important au point de vue

social, et nous aurons plus loin l'occasion d'y revenir.

## X

### ACTE DE PARTAGE DU 3 MARS 1874

On a vu (§ 33) que, par acte de partage du 27 février 1835, le grand-père de Savina, Pierre Dulmo, avait estimé sa propriété à la somme de 17,368 francs, et avait attribué, en dehors du préciput du quart concédé à sa fille aînée, des lots égaux de 1,628 fr. 25 c. à chacun de ses huit enfants.

C'est l'acte que nous avons appelé la charte de la famille, et qui, attaqué 29 ans après, sous prétexte de lésion de plus du quart, a donné lieu à ce procès funeste aux Mélouga, malgré son heureuse issue (1<sup>er</sup> Appendice, VI et VII).

Un arrangement analogue a été réglé par Joseph Py, père de Savina, qui a fixé la dot de chacun de ses enfants à 2,395 fr. 50 c.

Savina, voulant assurer après sa mort la transmission du domaine à sa fille Marthe et la paix entre ses enfants, avait fait préparer un acte de partage sur le modèle de ceux qui viennent d'être cités. Mais pour la première fois peut-être, depuis quatre siècles, dans cette famille, la volonté de la maîtresse de maison n'a pas été

immédiatement accueillie avec respect et soumission. Pendant près de deux ans, les négociations ont duré entre la mère et trois de ses filles. Elles viennent enfin d'aboutir heureusement à une entente, qui se trouve consacrée par l'acte de partage du 3 mars 1874.

Aux termes de cet acte, l'avoir est estimé comme suit :

Immeubles. . . . .	29,352 f. 59
Mobilier . . . . .	1,016 75
Bestiaux . . . . .	1,843 25
Total. . . . .	<u>32,212 f. 59</u>

Mais cet avoir est grevé d'un passif considérable, dont une partie provient des dettes contractées à l'occasion du procès.

Emprunts en argent à divers. . . . .	7,000 f. 00
Emprunts à Joseph Oustalet, fils de Savina, sur sa prime d'engagement en 1869. . . . .	1,300 00
Dot de Pierre Cazaux, gendre, qui l'a versée en entrant dans sa nouvelle famille <sup>1</sup> . . . . .	4,300 00
Reliquats de dots dues aux frères et sœurs de Savina, et revenant par achat ou donation à Marthe et à son mari. . . . .	3,900 00
Total. . . . .	<u>16,500 00</u>

Il faut déduire de ce passif les avancements d'hoirie, comptés à trois des sœurs de Marthe en espèces ou en trousseaux. . . . .	4,300 00
Reste pour le passif. . . . .	12,200 00
Total de l'actif. . . . .	<u>32,212 59</u>
Actif net. . . . .	<u><u>20,012 f. 95</u></u>

<sup>1</sup> Pierre Cazaux était le fils aîné de sa famille ; mais il a cédé

Par son contrat de mariage du 22 octobre 1861, Marthe avait été gratifiée du quart des biens de ses père et mère, à titre de préciput. La même disposition avait été prise par les auteurs de Savina en faveur de leur fille dans le contrat du 6 février 1838. On saisit là une habitude encore vivante, celle d'instituer l'héritier ou l'héritière au moment du mariage du premier-né. C'est un legs du passé et de la Coutume.

En vertu de cette disposition, il faut d'abord prélever pour	
Marthe son préciput du quart sur. . . . .	20,012 f. 59
Soit . . . . .	5,003 15
Reste à partager entre 6 enfants. . . . .	15,009 44
Ce qui revient, pour chacun d'eux, à. . . .	2,501 57
Soit ensemble, pour les 5 frères et sœurs de Marthe. .	12,507 87
Ils ont déjà touché en avancement d'hoirie. . . .	4,300 00
Leurs droits actuels sont donc de. . . . .	8,207 f. 87

Ceux de Marthe et de son mari se décomposent ainsi :

Préciput de Marthe. . . . .	5,003 f. 15	
Sa dot . . . . .	2,501 57	
Dot de son mari . . . . .	4,300 00	
Reliquats des dots des frères et sœurs de Savina, revenant à Marthe et à son mari, cessionnaires de ces droits. . . . .	3,900 00	
Droits de Marthe et de son mari . . . . .	15,704 72	
Droits des créanciers. { Divers. . . . .	7,000 00	{ 8,300 00
{ Joseph Oustalet. . . . .	1,300 00	
Total égal à l'actif. . . . .	32,212 f. 59	

le pas à sa sœur, qui a été instituée héritière, et il a introduit un gendre dans la maison à sa place. (Voir, sur les avantages de l'institution de l'héritière, § 16, et ci-après XII.)

Par l'acte du 3 mars 1874, Savina fait donation de ses biens entre-vifs à titre de partage anticipé<sup>2</sup>, et conformément aux articles 1075 et suivants du Code civil.

Afin de rendre cet acte irrévocable et de prévenir toute contestation ultérieure, du genre de celle qui a mis en péril les arrangements de 1835, on a eu recours à la combinaison suivante :

Tandis que l'arrêt de la cour de Pau du 14 juillet 1866, et celui de la cour de cassation du 23 mars 1869 (I<sup>er</sup> Appendice, VII), déclarent que « les immeubles de la famille ne peuvent pas être « partagés commodément et sans subir une notable dépréciation », l'acte de 1874 en effectue, au contraire, le partage en nature entre les intéressés, et les répartit, par désignations individuelles, en 6 lots assignés respectivement aux enfants de Savina jusqu'à due concurrence de leurs droits.

Le lot de Marthe comprend ses droits et les dettes dont elle prend la charge, ce qui correspond à un total de 24,004 fr. 72 c.

Les lots de ses 5 frères et sœurs s'élèvent ensemble à 8,207 fr. 87 c.

Seulement, par acte postérieur, ces frères et

<sup>2</sup> En échange de cette donation, Savina s'est réservé une chambre chez sa fille, et a stipulé à son profit une pension de 50 fr., que chacun de ses enfants doit lui servir.



sœurs rétrocèdent à Marthe leur lot pour le montant de l'estimation<sup>3</sup>, si bien qu'en dernière analyse, les droits des cohéritiers se traduisent en une soulte d'argent, que doit leur payer l'héritière. Celle-ci garde le domaine, mais est tenue d'acquitter d'abord les dettes, soit. . . . . 8,300f.00

Plus les soultes dues à ses frères

et sœurs . . . . . 8,205 87

Total. . . . . 16,507 87

L'actif étant de. . . . . 32,212 59

Sa part nette reste comme ci-

dessus égale à . . . . . 15,704f.72

Si l'on a bien suivi ces détails arides, on comprend que le domaine, morcelé par l'acte de donation, se trouve reconstitué, immédiatement après, entre les mains de l'héritier par la vente des lots en nature.

Ce moyen est-il infaillible pour écarter les procès pendant 30 ans? Il faut le souhaiter, sans en avoir la certitude absolue, tant la chicane trouve de ressources dans nos lois testamentaires pour

<sup>3</sup> Une des filles, Suzanne, a voulu garder sa part en nature. Elle avait déjà reçu en se mariant un trousseau évalué 500 fr., et a obtenu dans l'acte de donation, pour compléter sa dot, l'attribution de la pièce appelée *Cazaüs*, près la route du Mamelon-Vert, d'une contenance de 1 hect. 31 ares 32 cent (7 journaux de 18 ares 76 cent.), au prix de 290 fr. le journal.

briser la volonté du chef de famille et éluder les consentements les mieux établis. Mais on ne peut contester que ce mode ne soit du moins très-onéreux, parce qu'il exige plusieurs actes successifs, dont chacun comporte, au profit du fisc, la perception de droits élevés.

N'est-il pas, en outre, profondément lamentable de voir ce régime de fiction imposé par le Code civil aux honnêtes gens qui veulent faire le bien? Autrefois le père réunissait ses enfants à son lit de mort et leur dictait ses volontés. Isaac dit à Jacob : « Sois le maître de tes frères, et que les fils de ta mère se prosternent devant toi. » Jacob donne ses ordres à ses douze enfants avant d'expirer. (*Genèse*, chap. xxvii et l.) Le père de Bayard, *le bon chevalier*, « considérant « que déjà nature lui défaillait et qu'il ne pouvait « plus faire grand séjour en cette vie mortelle, « appelle ses quatre enfants, en la présence de « sa femme, dame très-dévote et toute à Dieu, » et, après les avoir interrogés, il assigne à chacun d'eux sa vocation et son lot <sup>4</sup>. Le Code ne l'entend plus ainsi. Le père est déchu de sa royauté ;

<sup>4</sup> *Le loyal serviteur*. — *Histoire du bon chevalier sans peur et sans reproche, le seigneur de Bayard*. — (Hachette, 1872, p. 6.) « Il n'y a pas dans toute notre littérature, dit M. Camille Rousset « dans la préface de cette nouvelle édition, de livre plus attrayant « que celui du *loyal serviteur*. Il a sur les romans de chevalerie « l'incomparable avantage de la vérité simple. » C'est un des ouvrages à lire et à méditer pour se faire une idée exacte de la société au moyen âge.

il doit commencer par obtenir l'acquiescement de ses héritiers aux combinaisons qu'il médite et qu'un seul d'entre eux peut tenir en échec. Puis ceci fait, il lui faut encore recourir à des biais ingénieux, à des simulacres pour assurer l'exécution de ses projets; heureux si, malgré tant de précautions et de frais, il ne lègue pas encore un procès ruineux à ses descendants. Avec la loi actuelle, on ne saurait trop le redire, c'est une grave imprudence que de tester. Le Code ravit, en fait, au chef de famille son plus bel apanage, son privilège naturel, celui de régler sa succession, et de partager entre ses enfants, au mieux de leurs intérêts, les biens qu'il a su conserver ou acquérir.

Un pareil régime livre aux hommes de loi le domaine de la famille; il entraîne, de plus, le morcellement et l'instabilité de la propriété.

Cette dernière conséquence mérite qu'on s'y arrête.

## XI

### LA TERRE

Le bien des Mélouga représente aujourd'hui, on l'a vu, une somme nette de 20,000 fr. C'est peu comme capital. Comme domaine, comme foyer, c'est une force qui a défié le temps et fait vivre quinze générations.

Une des plus fausses idées économiques de notre époque est de tout réduire à une question de sous et deniers. En matière de salaires, par exemple, cette façon étroite d'envisager les choses conduit à la séparation et à l'antagonisme des classes. Le patron se croit quitte envers l'ouvrier quand il lui a payé le prix de sa journée. C'est le principe « de l'offre et de la demande » appliqué aux rapports des hommes, alors qu'il ne convient qu'à ceux des choses. Il permet, il innocente, au nom de la science, des faits révoltants, et chasse les scrupules importuns que suggérerait à la conscience la loi morale, loi plus profonde et plus vraie que la loi économique, parce qu'elle est plus complète et ne retranche pas de l'homme ce qui fait l'homme. Avec de telles idées, le patronage n'a plus de sens. Le travail du jour fait et payé, tout est dit, si le compte est juste. L'ouvrier ne doit plus rien au patron, ni le patron à l'ouvrier. L'arithmétique est satisfaite. Mais peut-on asseoir sur de telles bases la paix et la continuité dans l'atelier de travail ? A défaut du raisonnement, les résultats jugent le système.

L'erreur n'est ni moins grande ni moins dangereuse, si l'on ne veut voir dans la terre que sa valeur pécuniaire. Vingt sacs d'écus de mille francs et un domaine de cette valeur, celui des Mélouga, par exemple, c'est loin d'être tout un.

Il y a là une représentation commode pour le langage et pour l'usage de la vie; mais il n'y a pas d'équivalence sociale.

« La richesse territoriale est la richesse par excellence... Tout appartient au propriétaire qui vit sur ses champs héréditaires : les bêtes de la forêt, les oiseaux, l'air, l'eau, les vents, les pluies. C'est pour lui que la sève monte au printemps. Il sort du passé, de l'histoire. Il ne promène pas de tous côtés une vie inquiète. Le doux mouvement des choses sans commencement ni fin l'emporte. Il vit lentement, sans fatigue, sans crainte. Il est moins un individu que le représentant d'une race. On ne se figure pas une possession plus pleine, plus complète... Qu'y a-t-il de préférable? Y a-t-il quelque part une richesse qui puisse mieux parler aux yeux? Celle-ci entre dans l'âme elle-même par la muette beauté des arbres, des fleurs; par les lignes familières des horizons, des ondulations dont tous les plis sont connus et éveillent un souvenir. L'homme possède-t-il véritablement quelque chose, s'il n'a quelques pieds de terre qu'il puisse appeler siens<sup>1</sup>. »

Le moyen âge, qui connaissait à peine la richesse mobilière, avait bien compris tout ce que la terre contient de grandeur et de portée sociales.

. <sup>1</sup> *L'Angleterre politique et sociale*, par A. Laugel (p. 95-96).

On peut dire que c'est là l'influence qui a le plus contribué à le façonner et à lui donner sa physionomie particulière. « Aux origines de la féodalité, la terre, au lieu d'être possédée par l'homme, semblait le posséder et lui imprimer son caractère <sup>2</sup>. » M. Guizot a dit avec raison que le régime féodal a été précisément le résultat de la combinaison de l'état des terres avec celui des personnes. « Des privilèges étaient attachés à la terre, qui les communiquait à son détenteur, tandis que le propriétaire qui était noble, ne pouvait anoblir la terre qui ne l'était pas <sup>3</sup>. » La conservation du bien dans la famille était la suprême préoccupation de la coutume et des mœurs. Toute autre considération était subordonnée à ce grand intérêt.

L'Angleterre nous fournit un remarquable exemple de ce régime et de ses conséquences <sup>4</sup>.

<sup>2</sup> *Histoire du droit dans les Pyrénées*, par de Lagrèze (p. xx).  
 — <sup>3</sup> *Ibid.* (p. 172). — <sup>4</sup> « La propriété féodale n'était en réalité qu'un usufruit; elle ne conférait qu'un droit d'usage... Le *fief taillé* (*feudum talliatum*) créa une propriété qui appartient à la race... La loi, qui l'entoura de sauvegardes et de chaînes, la protégea contre le caprice et la fantaisie individuelle. La volonté de chaque génération se trouva comme emprisonnée entre les volontés des générations antérieures et les droits des générations à venir. De semblables domaines furent placés sous la garde et la tutelle des morts. L'*act* fameux qui porte le nom *De donis conditionalibus*, rendu sous le règne d'Édouard I<sup>er</sup>..., consolida la tenure des grandes familles en donnant une autorité prédominante aux intentions des donateurs qui constituaient un domaine. Cette volonté dut être obéie: *secundum formam in carta doni expressam*. Cette loi assit la famille, la lia à la terre, ancrâ l'aristocratie au

Elle lui doit son aristocratie, son originalité et sa stabilité, qui font l'admiration et l'envie des peuples voués aux révolutions périodiques et toujours inquiets du lendemain.

Ce n'est pas ici le lieu de faire l'histoire de la propriété anglaise; mais, puisque la famille qui est l'objet de cette étude habite les Pyrénées, il me sera sans doute permis d'entrer dans quelques détails sur la manière dont la Coutume du Lavedan et celle de Baréges avaient su résoudre ce grand problème de la conservation des biens.

Je rappelle ici que le Lavedan faisait partie du comté de Bigorre, et comprenait les six vallées de l'Extrême de Salles, d'Argelès, de Castelloubon, de Batsouriguères, d'Azun et de Saint-Savin. Le bourg de Cauterets était l'une des six communes de cette dernière vallée, dont le syndicat possède actuellement les eaux et les établissements de la station thermale.

sol. » (*L'Angleterre politique et sociale*, par A. Laugel, p. 106.)

On retrouve aujourd'hui l'empreinte profonde et vivante du régime féodal écrite : dans la constitution sociale, politique et territoriale de l'Angleterre, dans son tempérament, dans la substitution permise à deux degrés, dans les mœurs, qui, plus encore que la loi, assurent la transmission intégrale de la propriété et sa conservation, dans la distinction du sol en terres tenues librement ou *freehold*, et terres de villenage (*copyhold*), qui sont grevées de redevances perpétuelles au profit de certains domaines, dits *manors fees*, ou *seignories*... etc. (F. Le Play, *Réforme sociale*, 5<sup>e</sup> édit., liv. VII, t. III, p. 50 et suivantes.)



## XII

## LE DOMAINE ET LA COUTUME DU LAVEDAN

La propriété n'est considérée par la Coutume que comme un fidéicommiss perpétuel. Semblable à ces coureurs dont parle Lucrèce,

Cursores vitæ lampada tradunt,

les détenteurs successifs du sol se le passent de main en main comme un dépôt sacré.

Pour obtenir ce résultat, la Coutume est d'une rigueur qu'on peut dire inflexible, et fait bon marché de la liberté des individus.

« Les aînés, soit mâles ou femelles indifféremment, dit l'art. I<sup>er</sup> de la Coutume du Lavedan, « sont, par un *fidéicommiss perpétuel*, les héritiers des maisons dont ils descendent, et des « biens de souche ou avitins<sup>1</sup>, à l'exclusion de

<sup>1</sup> « On entend par *biens avitins* les propres anciens, c'est-à-dire ceux que les pères et mères ont transmis à leurs enfants, « et qu'ils avaient reçus de leurs ascendants ou collatéraux. On « entend par *biens de souche* les propres naissants, c'est-à-dire « ceux que le fils a reçus de son père ou de sa mère à titre de « succession ou donation, quoiqu'ils fussent acquêts sur la tête « desdits père et mère, comme aussi les biens qui lui sont advenus par voie de succession d'un collatéral, quoiqu'ils fussent « pareillement acquêts sur la tête de ce collatéral. On entend par « *biens acquêts* ceux que le possesseur a acquis par son travail et « par son industrie, ainsi que ceux qui lui ont été donnés ou « légués par un parent collatéral ou étranger. » (Art. IV, titre III. de la Coutume de 1769.)

« tous les autres frères et sœurs cadets, qui  
 « chacun n'ont que leur légitime, telle que de  
 « droit à régler, suivant le nombre des enfants  
 « et portée desdits héritages; leurs pères et  
 « mères, héritiers ou héritières coutumiers, ne  
 « pouvant disposer ni donner que la seule quarte  
 « de leurs biens, y compris les frais, tant funé-  
 « raires et tous legs tant pies qu'autres. »

L'article II de la Coutume de Baréges n'excluait de la succession le premier-né que s'il était incapable, justement<sup>2</sup> condamné à mort, aux galères perpétuelles, si de droit il « était inhabile  
 « au mariage, furieux, prodigue ou imbécile de  
 « sens et de jugement, qu'on appelle en vulgaire  
 « du pays *pec* ou *taros*; mais tel inhabile, fu-  
 « rieux, prodigue, imbécile, *pec* ou *taros*, con-  
 « tinue la Coutume, doit être nourri et entretenu  
 « pendant sa vie dans la maison natale, et après  
 « sa mort, la légitime doit rester dans sa maison,  
 « à la charge de faire ses honneurs funèbres et  
 « de prier Dieu pour son âme ».

Arrêtons-nous un moment sur ces diverses dispositions.

La Coutume impose le droit d'aînesse, sans distinction de sexe. L'héritier est le premier-né,

<sup>2</sup> Le commentateur de la Coutume, Noguès, relève sévèrement ce mot échappé, dit-il, par inadvertance lors de la rédaction de la Coutume par écrit, et invoque la maxime : *Res judicata pro veritate habetur*. (*La Coutume de Baréges et du Lavedan*, 1760, p. 569.)

soit mâle, soit femelle, indifféremment. Le commentateur de la Coutume, Noguès<sup>3</sup>, dont les deux ouvrages de 1760 et de 1789, aujourd'hui fort rares, nous ont fourni de précieux renseignements pour cette étude, est assez embarrassé par cette disposition. Quoique légiste et prosterné devant le droit romain, il était en même temps montagnard et comme imprégné de la Coutume, et ce tiraillement entre deux tendances contraires se traduit à chaque instant dans ses écrits.

Après avoir cité les textes latins et les motifs qui refusent en général l'héritage aux filles<sup>4</sup>, No-

<sup>3</sup> Noguès, né à Barèges, y rentra après avoir fait son droit à Toulouse, et avoir été reçu avocat au parlement. En 1760, il publia un commentaire sur les coutumes de Barèges et du Lavedan. Nous le trouvons en 1769 conseiller et procureur du roi au siège royal et consulaire de la vallée de Barèges. C'est avec ce même titre qu'il signe son nouveau commentaire de 1789, après la révision de la Coutume. La préface, qui pourrait se passer de date, respire une confiance enthousiaste dans la Révolution, dont il saluait l'aurore. — <sup>4</sup> Les privilèges et franchises octroyés en 1260 à la ville de Villefranche (Rhône) par Guichard, sire de Beaujeu, traitent beaucoup moins bien la femme que les fors pyrénéens. « 61. — Si un bourgeois a doté sa fille, elle devra se contenter de sa dot et ne plus rien demander de plus dans l'hérédité paternelle. Elle héritera néanmoins si son père est mort intestat et sans héritier direct. » Citons encore cette clause inhumaine, par laquelle est soustrait à toute poursuite le mari qui bat sa femme, à moins que mort ne s'ensuive : « 63. — *Si quis burgensis uxorem suam percusserit seu verberaverit, dominus inde non debet recipere clamorem, nec levare, nisi dictus burgensis verberaverit eam usque ad mortem.* » (*Histoire du Beaujolais*, par F. de la Roche-la-Carelle. — 2 vol.; Perrin, Lyon, 1853.)

Ce rapprochement fait ressortir une grande supériorité morale au profit des paysans basques, par rapport aux bourgeois du Rhône.

guès s'écrie : « Notre Coutume, je l'avoue, paraît bizarre sur le point de succession, quand on ne considère que la lettre, et le premier mouvement qu'elle excite est un mouvement d'indignation contre elle. Mais il faut convenir, ajoute-t-il, qu'il en est autrement quand on connaît les raisons sur lesquelles elle est fondée, et quand on réfléchit qu'elle s'est proposé, non moins que les autres coutumes, la conservation des biens dans les familles, et qu'elle remplit parfaitement son point de vue. » (P. 40.)

Je note en passant cette préoccupation d'un légiste de défendre la Coutume contre le reproche de ne pas assurer la conservation des biens. Une Coutume, dit-il, n'est bonne qu'à ce prix, et celle du Lavedan ne manque pas à cette condition.

En effet, loin que la femme, comme ailleurs, quitte sa famille et perde son nom, c'est l'héritière qui fait entrer son mari sous le nom de « gendre » dans la maison natale, dont il prend le nom, et à laquelle il apporte une dot, dite sa légitime. C'est ainsi que, dans la famille qui nous occupe, le premier-né des trois dernières générations a été une fille, et l'on a vu que les gendres successivement introduits dans la maison, Py, Oustalet et Cazaux, ont pris le nom de Mélouga. Sous ce rapport, les mœurs ont respecté la Coutume.

« En pratiquant cet usage, dit Noguès, il devient, non pas indifférent, mais même avantageux pour la conservation des familles que le premier-né, sans distinction de sexe, soit héritier : car les premiers-nés, qu'ils soient mâles ou filles, ne sortant pas de la maison par le mariage, attirant, au contraire, à soi les personnes qu'ils épousent, il est aisé de voir qu'il importe pour le bien et avantage de leurs maisons de les établir aussitôt qu'ils sont nubiles. Il y a plus, c'est que notre Coutume, jointe à cet usage, est plus propre à conserver les biens dans les familles que les autres Coutumes qui lui sont opposées ; » et il cite le cas d'une fille unique, qui peut continuer la famille, en lui donnant un gendre, tandis que la famille s'éteindrait si la Coutume était autre. ( P. 41. )

M. Le Play ajoute encore aux bienfaits de cette Coutume celui de faire succéder plus rapidement les mariages et les générations, et ensuite d'écartier, tout naturellement, les conflits entre les belles-mères et les brus, c'est-à-dire de conjurer le mal qui a surtout désorganisé nos familles-souches de métayers du Limousin et de la France centrale (§ 16).

Les privilèges conférés à la femme par la Coutume et les mœurs constituent d'ailleurs un des traits distinctifs de la race. Les Gaulois entouraient la femme d'une vénération particulière.

M. Le Play en cite, d'après Plutarque, une preuve remarquable, à l'occasion d'un traité conclu entre Annibal et les Euskes (39). Le vieux for de Bigorre accorde aux femmes le droit d'asile, qui était réservé aux sanctuaires et choses sacrées. L'article 9 est ainsi conçu : *Omni tempore pax teneatur dominabus..., ita si quis ad dominam confugerit, restituto damno quod fecerit, persona salvetur*. Les femmes avaient, comme les hommes, le droit de voisinage (*jus civitatis*); elles étaient convoquées aux assemblées de la communauté ou *vésiau*, et participaient au vote, au même titre que les chefs de maison, *caps d'oustau*, ou *voisins* (*besi*<sup>5</sup>).

Dans un bail à fief, consenti par l'abbé de Saint-Savin en 1316, nous voyons que voisins et voisines de Cauterets (*besis* et *besies* de *Cautarès*) furent assemblés sous le porche de l'église, afin de déclarer s'ils voulaient accepter de l'abbé un autre emplacement pour la ville et le bourg, moyennant certaines redevances féodales. « Les susdits voisins et voisines, porte l'acte du 8 août 1316, ensemble et individuellement, présents et consentant, n'étant ni trompés, ni séduits, ni entraînés par d'artificieuses promesses, ni vio-

<sup>5</sup> *Voisin*, *vicinus* (homme du vic); en patois *vesi*. Ce mot se prononce *bési*, par l'altération du *b* en *v*, et du *v* en *b*, qui fait dire aux paysans basques : *Diou biban!* pour leur juron familier (Dieu vivant!), et qui inspirait à Scaliger cette piquante exclamation : *Beati populi, quibus vivere est bibere!*

lentés par la force, mais de leur plein gré et volonté, en toute connaissance de cause ont déclaré donner leur approbation unanime, *excepté Gailhardine de Fréchou*<sup>6</sup>. »

On retrouve, près de cinq siècles plus tard, sous la révolution, ce même usage du vote exercé par les femmes. « Le 17 germinal an II, dans

<sup>6</sup> Nous empruntons le texte original de ce bail à l'excellent ouvrage de M. de Lagrèze, sur *l'Histoire du droit dans les Pyrénées*. (Imprimerie impériale, 1867.) C'est un livre indispensable à lire pour connaître les coutumes et le droit féodal de cette contrée. « Losquals soberdits besis et besies de Cautarès, ensemps e per sengles, segon que tots dixon, e autreyan, aqui presens, no decebudz, no enganadz, ne destreyts, ne forsatz, ne per promesse, ne deception, ne emmagination de persona del mon a daiso amenatz, mas de lors proprias, bonas, e francas e agradablas voluntadz, de lor certas scientias, totz, *exceptat ladite Gailhardina del Frexo*, autreyan, proortan, que eds e lors predecessors eren et eren estadz seessaus (*ceysaux*) e quetaus (*questaux*) deldit mostier de Sent-Savii, de dreyt e de ley... etc. »

On doit remarquer, dans cet acte, d'abord toutes les précautions prises pour montrer que le consentement est libre, et ensuite la condition de la partie qui traite avec le haut et puissant abbé de Saint-Savin. Ce sont, d'une part, des femmes, et d'autre part des serfs, *ceysaux* et *questaux*, qui, loin d'avoir la main forcée, délibèrent en assemblée publique, librement, sur une proposition de leur seigneur, et l'acceptent de leur plein gré à l'unanimité, sauf une femme, sans doute d'humeur contredisante. On a beaucoup gémi sur la condition des serfs; mais au moins dans la Bigorre leur situation était douce. M. de Lagrèze en donne plus d'une preuve. Nous en citerons une seule. En 1377, Gaston Phébus ayant fait offrir aux *questaux* d'acheter leur affranchissement, aucun ne voulut rien payer pour reprendre sa liberté, mais en même temps pour perdre ses droits à la protection du seigneur (p. 44). C'est une histoire et une opinion à refaire. (Voir à ce sujet les *Études* de M. Léopold Delisle sur la condition de la classe agricole et l'état de l'agriculture en Normandie au moyen âge. Évreux, 1851.)



l'église d'Aucun, tous les individus de la commune ont été assemblés à la réquisition de l'agent national, pour délibérer sur le partage des biens communaux... L'assemblée a été tumultueuse et orageuse... Les hommes ne veulent pas du partage. Voyant que les femmes n'avaient point délibéré, ledit agent national les a fait voter. 56 ont passé du côté indiqué pour vouloir le partage, et 46 sont restées en place. » (*Le Droit de famille aux Pyrénées*, par L. Cordier. Durand, Paris, 1859, p. 73). Il semble que, dans l'espèce, « l'agent national » ne se soit souvenu des vieux usages que pour avoir raison de la résistance « des mâles ». Mais si les femmes d'Aucun semblent avoir mal voté ce jour-là, et s'être inspirées de l'esprit de Gailhardine, l'unique opposante de l'assemblée du 8 août 1316, n'est-il pas curieux de voir la persistance de ce droit de vote jusqu'en 1794?

Cette persistance des anciennes mœurs se rencontre encore dans le trait que nous avons indiqué de l'institution de l'héritière, qui reste à la maison natale et y attire un gendre porteur d'une dot. Ce trait remonte à une haute antiquité. On a vu plus haut (§ 9, n. 4) que Strabon le signale et s'en indigne. Cette disposition, critiquée par l'auteur grec, est, au contraire, une des plus sages et des plus utiles de la Coutume basque.

L'article I<sup>er</sup> de cette Coutume donne tous les biens à l'aîné, garçon ou fille, sauf la légitime assurée aux enfants, et la quotité disponible réservée au père.

Les légitimes étaient fixées au tiers, si le père laissait 4 enfants ou moins; à moitié, s'il en laissait 5 ou plus. Cette règle est exprimée par le distique suivant :

Quatuor aut infra natis dant jura trientem;  
Semissem vero, fuerint quinque vel ultra <sup>7</sup>.

Ainsi pour 3 enfants, la légitime de chacun d'eux était de. . . . .  $\frac{1}{9}$

Pour 4 enfants. . . . .  $\frac{1}{12}$

Pour 5 enfants. . . . .  $\frac{1}{10}$

Pour 6 enfants. . . . .  $\frac{1}{12}$

La quotité disponible réservée au père était de *la quarte* de ses biens de souche et avitins, et de la totalité de ses acquêts, distinction rationnelle qui accentue le caractère de simple dépôt imprimé aux biens qui provenaient des ancêtres<sup>8</sup>.

<sup>7</sup> Voir Nouvelle, 18, cap. I. — *De semisse et triente.* —

<sup>8</sup> « *Que tot home poscar far hereter en soos bees aquet* (biens  
« acquêts) *lo qui a lui plasera.* Item mes, que si un home o femna  
« que aya en son temps gadanhat o adquisit una pocessioo ho tro-  
« pas, cum son hostaus, bordas, vinhas e bergers, camps, pratz,  
« he autras pocessioos, que si Diu lo da filhs o filhas o de tot,  
« que lo pay e la may poden fer lor hereter aquet o aquera o quaus  
« a lor semblara ni sera vist de tots los bees gadanhast e adquesit;  
« poden fer hereter la un de lors filhs o filhas qui a lor plasera,

Si le père n'usait pas de cette quotité disponible au profit d'un autre, son fils aîné avait, dans le cas de 3 enfants, les. . .  $\frac{7}{9}$  ou 0,778 du bien

Dans le cas de 4 enfants, les  $\frac{3}{4}$  — 0,750 —

— 5 —  $\frac{3}{5}$  — 0,600 —

— 6 —  $\frac{7}{12}$  — 0,583 —

Aujourd'hui, dans le même cas, la part de l'enfant privilégié varierait de  $\frac{1}{2}$  à  $\frac{9}{24}$ , ou de 0,500 à 0,375. On peut dire qu'en moyenne l'héritier ayant, d'après le Code, une part égale à 1, la Coutume lui assurait une part égale à  $1 \frac{1}{2}$ , soit 50 0/0 en sus. Nous montrerons que cette latitude était bienfaisante pour assurer la conservation du domaine.

L'article II de la Coutume de Barèges exclut de l'héritage, bien que premiers-nés, les inhabiles au mariage, les condamnés à mort ou aux galères perpétuelles, les prodigues, les furieux et imbéciles, dénommés en patois local *pec* et *taros*. Cette rédaction atteignait les ecclésiastiques.

« ho a un autre que a lor no taucos ni fos de las sanguinitat ,  
« segunt nostre foo e nostra coutuma et nostres priviletges de  
« ara et de tost temps del mon. » (Art. 87 des *Fors et Coutumes d'Azun*, du 29 juin 1447; précieux manuscrit du x<sup>v</sup>e siècle, déchiffré par M. de Lagrèze, et publié par lui pour la première fois en 1867.) Cette vallée d'Azun forme aujourd'hui le canton d'Aucun, arrondissement d'Argelès, département des Hautes-Pyrénées.

On aura remarqué la formule qui termine l'article : « Suivant  
« nos fors, notre coutume et nos privilèges d'aujourd'hui et de  
« tous les temps du monde (depuis que le monde est monde). » Cette formule indique le respect et l'attachement que ces montagnards avaient pour leurs fors.

« Par l'esprit de la Coutume, on l'a déjà ob-  
 « servé, dit Noguès, l'objet de cette Coutume  
 « est de conserver les biens dans les familles et  
 « les familles mêmes par la propagation en légi-  
 « time mariage. Or il ne dépend pas des per-  
 « sonnes constituées dans les ordres sacrés de  
 « remplir ce double objet. » (P. 84.) Donc, en  
 fait, malgré le respect qui entourait le clergé, la  
 Coutume ne lui permettait ni de succéder ni de  
 tester. N'est-il pas surprenant de voir en plein  
 moyen âge et jusqu'à 1769, époque où la Coutume  
 fut révisée, le principe de la conservation des  
 biens de famille opposer une digue à l'invasion  
 des biens de mainmorte? N'est-ce pas là encore  
 le renversement des idées reçues sur la toute-  
 puissance et les empiétements du clergé à cette  
 époque?

Voilà donc les biens transmis à l'aîné. Mais il  
 n'en dispose pas en toute propriété; il n'en a,  
 à vrai dire, que l'usufruit et ne peut les aliéner  
 ou les échanger « qu'en cas de besoin ou de  
 nécessité ». Il n'aurait pas, notamment, le droit  
 de les échanger contre d'autres biens, pour faire  
 entrer ceux-ci dans la catégorie des acquêts,  
 dont il a la libre disposition, et frauder ainsi  
 l'héritier. (Art. IV, V et VII de la Coutume.)

Le « gendre » entrant dans la maison avait  
 une situation très-amointrie. C'était lui qui, au  
 grand scandale de Strabon, apportait une dot à

sa femme. S'il décédait avant elle et sans enfants, sa dot seule faisait retour à sa maison natale; mais ses acquêts restaient à sa maison d'adoption. Il ne pouvait aliéner les biens de sa femme. Il ne succédait point à ses enfants qui mouraient *ab intestat*, leurs biens étant dévolus à l'héritier coutumier. Si, après la mort de sa femme, il voulait quitter sa maison d'alliance, il ne pouvait en emporter que sa dot et devait y laisser ses acquêts.

Quand les puînés se mariaient entre eux, on les appelait *sterles* ou *meitadés* (associés par moitié); le survivant ne pouvait disposer que de la moitié de sa dot, l'autre moitié faisant retour à la maison natale.

Avant son mariage, « le puîné qui sortait de la  
« maison pour travailler, trafiquer ou demeurer  
« valet ou servante ailleurs, sans l'approbation  
« et le consentement du père et de la mère ou  
« de l'héritier de la maison, était obligé de tenir  
« en compte ce qu'il aurait gagné, sur ce qu'il  
« pouvait prétendre de sa maison, tant moins de  
« sa légitime. » (Art. XVI.)

Ainsi les puînés ne pouvaient quitter la maison sans que leur frère aîné y consentît, ou s'ils passaient outre à cette défense, leurs gains étaient imputés sur leur dot ou légitime.

Le *Retrait lignager* est encore une disposition curieuse de la Coutume, et destinée à permettre

la reconstitution du patrimoine qui aurait subi un morcellement. C'était le droit par lequel un parent du vendeur, du côté et ligne duquel le fonds vendu lui était échu, pouvait, pendant un an et un jour, racheter et « retirer » le fonds des mains de l'acquéreur, en lui remboursant le prix, frais et loyaux coûts de la vente. Ce droit exorbitant se trouve dans le Lévitique<sup>9</sup>, et avait été admis par le droit romain; mais Théodose l'abrogea comme contraire à la bonne foi et à la liberté des contrats.

Tel est le système et telle est l'économie de la Coutume. On le voit, tout s'y tient et concourt au même but. Mais on ne peut nier que ses dispositions ne soient rigoureuses et ne sacrifient l'individu au principe.

Il faut toutefois ajouter que cette rigueur était tempérée par les relations de famille, et sanctionnée par les mœurs, qui inclinaient les vo-

<sup>9</sup> « 24. Vous permettrez aussi dans toute la terre de votre possession le droit de rachat pour la terre.

« 25. Si ton frère est devenu pauvre et vend quelque chose de ce qu'il possède, celui qui a le droit de rachat, savoir celui qui lui sera proche parent viendra et rachètera la chose qui aura été vendue par son père. » (*Lévitique*, ch. xxv.) Ce même chapitre contient un système agraire dans lequel la propriété se réduit à l'usufruit, et la terre se distribue aux ayants droit, à chaque jubilé cinquantenaire, époque de la liquidation et de l'extinction de toutes les dettes. « Selon qu'il y aura plus d'années (jusqu'au jubilé), tu augmenteras le prix de ce que tu achètes, et selon qu'il y aura moins d'années, tu le diminueras, car on te vend le nombre des récoltes. » (Verset 16.)

lontés aux prescriptions de la loi. On ne peut juger équitablement une Coutume sans se reporter aux conditions du milieu où elle régnait, et sans se dépouiller des idées actuelles, qui exagèreraient jusqu'à l'oppression la pesanteur d'un joug accepté alors par la pratique de tous les jours.

Dans la seconde moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle, des plaintes, provoquées surtout par les légistes, s'élevèrent sur certaines dispositions de la Coutume. Faisant droit à ces plaintes, une ordonnance royale du 26 janvier 1766 autorisa la révision de la Coutume de Bigorre, et chargea de l'enquête MM. de Lacarry et de Coudougnan, conseillers au parlement de Toulouse. Cette enquête eut lieu à Tarbes en octobre 1768, avec le concours des délégués des trois ordres<sup>10</sup>, et la nouvelle rédaction fut définitivement homologuée par arrêt du parlement de Toulouse du 17 janvier 1769.

La Coutume révisée détend beaucoup la rigueur

<sup>10</sup> On entendit dans l'enquête les avocats les plus renommés de Tarbes, MM. Casteran, Carles, Figarol, Borgèles, et Barère, qui fut plus tard membre de la Convention. Au moment de participer aux actes les plus funestes de la Terreur, de porter la hache dans l'édifice respectable du passé, en bouleversant le régime des successions par des lois qui jonchent encore à présent le sol de débris et détruisent tout ce qui s'élève, comment Barère ne fut-il pas arrêté par le souvenir de ses montagnes et des fortes familles de paysans qui vivaient fières et heureuses à l'abri de leurs fors séculaires? Chez lui, sans doute, les préjugés du juriste étouffèrent les instincts et l'esprit basques.



de la Coutume primitive. Les ecclésiastiques obtiennent le droit de succéder et de tester. Les gendres peuvent disposer du quart de leurs biens et de la totalité de leurs acquêts ; leur femme ne peut aliéner ses biens sans leur consentement. Ils ont droit à la moitié des acquêts réalisés pendant le mariage ; en cas de décès de leur femme, ils administrent les biens de leurs enfants leur vie durant. Ce sont là de sérieuses améliorations, et ce ne sont pas les seules : elles donnent plus de dignité et d'indépendance à la situation du gendre. Il en est de même pour les puînés. Enfin, le père de famille a le droit de choisir son héritier parmi ses enfants, mâles ou femelles, au lieu d'être forcé de prendre le premier-né. Mais s'il mourait *ab intestat*, le premier-né succédait.

Ainsi se trouvait corrigé un des vices, au moins théorique, de la Coutume. En réalité, ce droit d'aînesse n'était ni injuste ni gênant avec toutes les éliminations prévues par l'art. II de la Coutume. « C'est l'aîné, dit M. de Lagrèze <sup>11</sup>, qui a le premier fait naître le sentiment paternel ; c'est lui qui, dès l'enfance, a acquis sur ses frères et sur ses sœurs une influence que la supériorité d'âge donne d'habitude dans la famille ; c'est lui qui est présumé le plus sage et le plus tôt prêt à continuer le père et à soutenir la maison. »

<sup>11</sup> *Histoire du droit dans les Pyrénées*, p. 182.

Étant le premier associé aux travaux et à la responsabilité du chef de famille, il est juste et naturel que le fardeau de l'héritage lui revienne. Sa naissance l'ayant désigné, ses frères et sœurs l'acceptent plus aisément que s'il est choisi dans leurs rangs par leur père.

Les habitants de la vallée de Baréges et du Lavedan ne songeaient nullement à se plaindre de ce droit d'aînesse, qu'ils pratiquaient sans gêne et sans inconvénient depuis un temps immémorial. C'est d'un juriste, de Noguès, que vint l'initiative d'en demander la suppression. Un pareil droit cadrerait mal avec le droit romain. Mais sa proposition rencontre des résistances, dont il s'étonne naïvement et qu'il met sur le compte des préjugés et de l'ignorance. Écoutons-le raconter lui-même sa campagne : « Auteur de cette idée, dit-il (p. 31 de son Commentaire de 1789), je la fis proposer dans les divers endroits assujettis à nos Coutumes ; mais, chose singulière, quoique l'avantage qui dût en résulter fût sensible sans présenter nul inconvénient, elle trouva d'abord une forte résistance parmi les gens illettrés, et c'était le plus grand nombre. « Nés sous l'ancienne Coutume, ils voulaient, disaient-ils, y mourir et la transmettre à leurs enfants, telle qu'ils l'avaient trouvée sur ce point <sup>12</sup>. » Il est dif-

<sup>12</sup> Le montagnard basque est tout entier dans cette réponse, dont Noguès, malgré son parti pris, n'a pu affaiblir la vigueur.

ficile, continue Noguès, de détruire des idées qui tiennent à l'habitude et au préjugé. J'y parvins en proposant un tempérament bien simple et propre à satisfaire les différents goûts. Il consistait à donner aux pères et mères la liberté de disposer, et à laisser subsister l'ancienne Coutume à l'égard de ceux qui mourraient *intestats*; en sorte que, dans ce dernier cas, le premier-né serait héritier. Ce parti réussit. »

Malgré cette violence faite par un avocat de parole et de plume à la rude simplicité des paysans, ils usèrent peu de la faculté qu'on leur octroyait ainsi : et l'idée d'aînesse est tellement restée dans les mœurs que, lors du mariage de leur premier-né, même aujourd'hui, les parents, comme on l'a vu plus haut, ne manquent pas de lui constituer par contrat, à titre de préciput, le quart ou le tiers des biens, c'est-à-dire le plein de la quotité dont la loi leur laisse la disposition suivant le nombre de leurs enfants.

Toutefois il se peut que l'aîné ne mérite pas l'héritage. Le droit d'aînesse étant une atteinte portée à la liberté du père, les amis de la liberté testamentaire ne peuvent l'admettre dans leur programme, comme on les en accuse injustement pour ameuter l'opinion contre eux. On doit donc applaudir sur ce point à la révision de 1769,

comme à tout ce qui augmente la dignité et l'autorité du père dans la famille <sup>13</sup>.

Cette Coutume ainsi révisée faisait la part des nécessités modernes et de l'adoucissement des mœurs, mais sans sacrifier les principes du passé dont elle gardait encore l'inspiration. Son principal promoteur, Noguès, n'aurait pas admis qu'elle fût détournée de son but et livrât le patrimoine aux fluctuations du caprice individuel. Vingt-quatre ans après, tout était emporté par la tourmente révolutionnaire, et les lois de succession improvisées sous la Terreur par la haine aveugle du passé continuent encore à désorganiser la famille, c'est-à-dire à saper le fondement même du pays.

Ne pouvant insister davantage ici sur la Coutume du Lavedan, nous avons renvoyé au Document D son histoire et son texte; mais il nous reste à examiner son influence et ses résultats.

<sup>13</sup> On voit que dans la nouvelle Coutume le père pouvait choisir pour héritier celui de ses enfants qu'il voulait. La quotité disponible dans ce cas était de  $\frac{2}{3}$  à  $\frac{1}{2}$ , suivant que le nombre de ses enfants était inférieur ou supérieur à quatre, d'après la règle formulée plus haut. S'il voulait, au contraire, tester en faveur d'un étranger, il ne pouvait disposer que de  $\frac{1}{4}$  de ses biens de souche ou avitins, et de la totalité de ses acquêts. Ainsi, tandis que le Code civil fixe la quotité disponible, sans souci du bénéficiaire de cette quotité, la Coutume assignait des limites assez étroites aux libéralités faites en faveur d'étrangers, et laissait beaucoup plus de latitude au père qui voulait accorder des avantages à l'un de ses enfants.

## XIII

## LA FAMILLE-SOUCHE

Grâce à la Coutume, la famille se perpétuait au même foyer. Depuis 400 ans les Mélouga se sont transmis leur modeste domaine avec une stabilité et une fixité qui semblent participer à celles des hautes montagnes au pied desquelles est bâtie leur chaumière.

« Les populations du Lavedan, dit avec beaucoup de force M. Le Play, se gardaient bien de tuer la poule aux œufs d'or de la famille, c'est-à-dire d'abroger, en morcelant le foyer et le domaine, leurs habitudes de travail et de vertu. Pour doter leurs nombreux enfants, ils ne mettaient pas en lambeaux l'œuvre des ancêtres; mais ils partageaient équitablement entre tous les rejetons de la vieille souche le produit net du travail commun. » (§16.)

Avec l'ancienne Coutume, l'héritier, sûr de succéder au père auquel il était associé de bonne heure, l'aidait de toutes ses forces à amasser ces épargnes qui devaient payer les dots de ses frères et sœurs, et libérer plus tard le domaine à son profit. Il travaillait à la fois pour la communauté et pour lui-même, stimulant très-puissant de l'énergie individuelle.

Aujourd'hui, quel mobile pousserait à de tels efforts le fils aîné ou l'héritier désigné, puisque, à la mort du chef de famille, il dépend du caprice d'un seul des enfants que le domaine soit mis en vente et morcelé. Cette éventualité a menacé trois ans le gendre de Savina, et sans doute affaibli son courage. Écarté par une entente inespérée, ce danger peut se reproduire à une prochaine génération. Dès lors, l'idée de stabilité et de continuité disparaît. Là, comme partout ailleurs, l'avenir est obscur et menaçant. A quoi bon s'épuiser au profit des autres, quand on n'est pas sûr du lendemain ?

De plus, les charges imposées à l'héritier sont telles que le préciput du quart n'est pas suffisant pour les compenser. L'on a vu qu'autrefois le père pouvait disposer en sa faveur des  $\frac{2}{3}$  ou des  $\frac{3}{4}$  de son bien. Plusieurs de ses frères et sœurs, ne se mariant pas, lui laissaient leur dot et l'aidaient à exploiter le domaine. Dans ces conditions, l'héritier pouvait faire honneur à ses obligations financières et morales. Aujourd'hui, avec le préciput du quart, la tâche dépasse ses forces, et il la déserte, alors même que sa famille voudrait bien la lui confier. C'est ce que met en pleine évidence l'introduction de la loi française dans la Savoie <sup>1</sup>. Elle a découragé et fait émigrer dans les

<sup>1</sup> « Sous la loi sarde, la quotité disponible était des  $\frac{2}{3}$ , lorsque le testateur avait 1 ou 2 enfants, et de la moitié, s'il en laissait

villes les jeunes cultivateurs. Le Code n'a pas le droit d'être fier de ce résultat.

M. Le Play a démontré clairement les funestes conséquences du partage forcé sur la petite propriété, à laquelle on a voulu, bien à tort, le faire servir de protecteur et comme de palladium. C'est l'inverse qui est vrai. Sous l'influence de ce régime de morcellement, les paysans deviennent salariés, et s'abaissent à la fois au point de vue matériel et moral. (II<sup>e</sup> Appendice. — III.) Le partage forcé fait, en outre, naître entre les intéressés des procès ruineux et des haines ardentes; il leur impose des pertes de temps fort onéreuses, et il

« un plus grand nombre (art. 719)... Dans la pratique, la quotité  
« disponible de la loi française ne suffit pas à fixer au sol celui des  
« fils auquel elle est promise. Les hommes d'affaires, les proprié-  
« taires dont les relations avec les cultivateurs sont fréquentes,  
« affirmeront tous que, depuis l'annexion, ils ont vu fréquem-  
« ment les efforts du père de famille, appuyés par la promesse du  
« quart disponible, rester sans effet, et les fils partir à la recherche  
« de salaires plus rémunérateurs. Si nous restons, disent-ils, à  
« travailler pendant dix, vingt ans, le patrimoine sera entretenu,  
« augmenté par nos labeurs, par nos fatigues de tous les jours;  
« puis au moment de l'ouverture de la succession, les enfants  
« sortis jeunes de la maison paternelle viendront prendre leur  
« part dans le résultat de notre travail. Travaillons pour notre  
« compte, ayant un pécule particulier auquel nos frères émigrés  
« ne mordront pas; puis nous aurons notre part dans l'hoirie com-  
« mune. Ce raisonnement a été fait et pratiqué aussitôt après la  
« promulgation des lois françaises... La vérité aveuglante se ré-  
« sume dans ces mots : la diminution de la partie disponible a fait  
« émigrer dans les villes les jeunes cultivateurs. » (*Courrier des  
Alpes*, journal de Chambéry, avril 1867. Cité par M. Le Play,  
*Organisation du travail*, Document H, p. 508.)



attribue à titre de frais et d'impôts la majeure partie de l'héritage au fisc et aux officiers ministériels. Enfin, s'il s'agit d'enfants mineurs, le Code de procédure, sous prétexte de les protéger, dévore jusqu'au dernier centime de l'héritage<sup>2</sup>. (§ 16.)

Non-seulement la Coutume savait maintenir la situation des paysans et les attacher au domaine; mais elle venait à bout sans efforts des problèmes redoutables qui, semblables au sphinx antique, menacent de dévorer les sociétés modernes, si elles ne savent pas les résoudre.

La philanthropie a su, de notre temps, multiplier les institutions humanitaires pour assurer des moyens d'existence à ceux qui en sont dépourvus : sociétés de secours mutuels, hospices, maisons de retraite pour les vieillards, bureaux de bienfaisance, crèches... Étant donnée notre époque avec ses désorganisations, je ne puis refuser mon admiration à ces efforts de la charité; mais je ne saurais consentir à y voir, comme on le fait trop souvent, « une conquête du xix<sup>e</sup> siècle, » et à les opposer dédaigneusement à la barbarie du passé. A mes yeux, ils sont à la fois des palliatifs très-insuffisants du mal qui nous

<sup>2</sup> L'opinion publique s'est émue depuis longtemps des faits lamentables dénoncés en 1844 par M. Le Play. Les gardes des sceaux successifs ont tenté d'y porter remède; mais jusqu'ici la résistance des hommes de loi a paralysé tous les bons vouloirs et fait avorter tous les projets de réforme.

travaille, et les indices certains qui accusent une situation mauvaise.

Nos paysans du Lavedan n'ont pas eu à imaginer de mécanismes aussi compliqués. Ce problème du paupérisme, qui est l'épouvantail et l'angoisse de notre temps, ils l'ont résolu simplement, sans phrases, sans efforts, par la famille.

Chaque famille recueillait ses déshérités, ses blessés, qui trouvaient sous le toit paternel, comme l'oncle Dominique Py chez les Mélouga, un abri hospitalier et affectueux. Nous avons vu que la Coutume prescrivait « de nourrir et d'entretenir leur vie durant dans la maison natale les aînés inhabiles à l'héritage, tels que prodigues, imbéciles, *pec* ou *taros*, de leur faire les honneurs funèbres, et de prier Dieu pour leur âme ».

Aujourd'hui ce faisceau est brisé. L'individu affronte seul les combats de la vie; s'il est vaincu, il tombe misérablement sur le pavé des villes<sup>3</sup>. A-t-il la chance d'être admis dans un hospice, a-t-il pu même s'assurer pour sa vieillesse les moyens d'obtenir l'hospitalité d'une maison de

<sup>3</sup> A Paris, depuis le recensement de 1872, le nombre des enfants et des célibataires est de 948,877, soit 51 0/0 de la population; celui des *ménages d'une personne*, de 194,792 sur 682,110 ménages; c'est-à-dire près du tiers, tandis que la proportion moyenne pour la France est de 10 0/0. Ainsi à Paris près de 200,000 personnes vivent seules! Quel triste jour un pareil chiffre jette sur notre état social!

retraite; il finit ses jours dans un isolement égoïste et presque cellulaire, qui répugne aux besoins de notre nature.

Voilà en présence les termes extrêmes où aboutissent et se résument les deux sociétés : d'une part, un vieillard expirant au milieu des étrangers et des indifférents sur un grabat d'hôpital, ou dans une chambrette de Sainte-Périne; d'autre part, l'aïeul, entouré à sa dernière heure de tous ses enfants qu'il bénit, et pouvant évoquer, dans les brumes de la mort qui s'avance, tous ses ascendants, morts sous ce même toit, et la postérité de rejetons vigoureux qu'il laisse après lui, et qui continueront à répandre leur ombrage et à porter des fruits, après que le tronc sera desséché.

Entre le maître et les domestiques, les devoirs étaient réciproques. Le maître les aidait, les gardait malgré leurs défauts, et ne les renvoyait jamais, même lorsque des infirmités les empêchaient de travailler. Les domestiques, de leur côté, se considéraient comme membres de la famille, et se croyaient liés par un lien indissoluble de fidélité : *Considerando se ligados con in vinculo indissoluble de fidelidad*<sup>4</sup>. » Aujourd'hui

<sup>4</sup> M. Nougues y Secall, cité par M. de Lagrèze (p. 372). Ce savant jurisconsulte espagnol a fait remarquer comme un fait curieux qu'il existait une grande analogie entre les vieux usages des deux versants des Pyrénées de Bigorre et d'Aragon (p. 216).

en France, ajoute M. de Lagrèze (p. 372), « le serviteur se croit autant que son maître ; mais lorsque l'heure de la vieillesse et des souffrances a sonné, il a dans sa vie servi tant de maîtres, que nul ne se souvient de lui au moment où il aurait besoin de secours. »

L'esprit de famille était puissant, et servait de frein moral contre les entraînements du mal, et d'aiguillon pour le bien. Une véritable solidarité d'honneur et de déshonneur existait entre tous les membres de la famille. Que de défaillances prévenues par la crainte de ternir le renom de la maison natale ! Quelle joie, si un des rejetons s'illustrait ! Plus d'un cadet s'est élevé aux plus hautes situations, porté par les sacrifices de toute la famille.

On pourrait continuer à passer en revue tous les besoins d'une société bien réglée, et l'on montrerait que la famille-souche y donnait également satisfaction. Je me bornerai à quelques mots sur le problème politique.

Le suffrage était universel, accordé à tous les chefs de maison, *caps d'oustau*. Chaque famille avait son chef, son représentant. Il ne serait venu à la pensée de personne que l'on pût dresser la volonté des enfants contre celle de ce chef respecté, et la faire peser du même poids dans la balance des affaires publiques, ou plutôt lui attribuer la prépondérance par le nombre. Les

fors et coutumes d'Azun (14 juin 1447) contiennent dans leur préambule les expressions suivantes : « Tot lo pople d'Asun, *o la maior part e la plus sana*, congregats e aiustatz en lo loc aperat lo hoom d'Aucun. — Le peuple d'Azun, c'est-à-dire *la partie la plus saine et la meilleure du peuple*, s'étant assemblé au lieu dit l'Ormeau d'Aucun. » Voilà comment le moyen âge entendait le suffrage universel. Il faisait voter la partie la plus saine et la meilleure du peuple, et c'était là ce qu'il appelait le *peuple*. Quand nos tribuns déclarent dans leurs proclamations sonores qu'ils ont été acclamés par le *peuple* du haut d'un balcon d'hôtel de ville, est-ce le même peuple qu'ils entendent, le peuple à la façon des fors d'Azun?

Les mœurs étaient peu hospitalières pour les étrangers. On les redoutait et on les tenait pour suspects. Pourquoi quittaient-ils leur famille, leur maison natale? Ils avaient sans doute intérêt à fuir leur village et à se cacher. Dans ce temps où tout était assis, l'instabilité étonnait et inquiétait. L'étranger pouvait cependant acquérir le droit de cité, en remplissant certaines conditions de moralité et de séjour, déterminées soigneusement par les fors <sup>5</sup>.

<sup>5</sup> La charte de Villefranche conférait la bourgeoisie et les immunités y attachées au bout d'une résidence d'un an et un jour. — Art. 7.

Les mendiants valides et les vagabonds étaient punis du fouet en Béarn et en Navarre<sup>6</sup>. Le for d'Azun recommande aux juges de *purger* le pays et de *rejeter* bien loin les malfaiteurs<sup>7</sup>, et il prononce la confiscation de tous les biens contre ceux qui recevront les bannis et leur procureront asile.

Grâce à ces épurations, la famille communale restait saine et forte, au lieu d'être, comme aujourd'hui, trop souvent livrée à l'influence des gens sans passé, sans lendemain et sans intérêt à la conservation de la chose publique<sup>8</sup>. Aussi ces communes pouvaient-elles impunément jouir des droits les plus étendus, que la centralisation leur a successivement retirés<sup>9</sup>.

<sup>6</sup> De Lagrèze, p. 303. — <sup>7</sup> Le recensement de 1872 pour Paris comprend 15,258 mendiants, vagabonds, filles publiques, et 12,733 individus sans emploi ni moyens d'existence. Et encore la statistique nous semble-t-elle bien optimiste. — <sup>8</sup> Voir, à ce sujet, le remarquable travail de M. Lallier, président du tribunal de Sens, sur la répartition des électeurs de cette ville en diverses catégories, d'après les impôts que chacune d'elles supporte. On y voit que la catégorie la plus nombreuse ne paie qu'une faible part des quatre contributions. — <sup>9</sup> Parmi ces droits, le plus remarquable était celui de nommer les juges et les consuls, dont les pouvoirs étaient en général annuels et très-minutieusement définis par les fors. Cette coutume est ancienne. Jules César dit que les Gaulois, pendant la paix, n'ont pas de magistrats, et qu'ils confient aux principaux du pays le soin de juger les procès et de vider les différends. (*Guerre des Gaules*, liv. VI.) Les consuls étaient indépendants de l'autorité seigneuriale, et avaient juridiction sur la famille du seigneur. (Art. 44 de la *Coutume de Guizerix*.) C'est là encore un trait qui choque les idées reçues. M. Le Play signale aussi les erreurs de l'opinion sur le moyen âge. (*Réforme sociale*, 5<sup>e</sup> édition, t. I<sup>er</sup>, ch. VI.)

## XIV

## LA RÉFORME

L'ancienne société se présente à l'observateur avec un ensemble de forces, de groupements, qui lui donnent une grande cohésion. Aujourd'hui les groupements se sont dissous, le courant a été détruit, le granit s'est désagrégé, et il est devenu une poussière que soulève le vent des révolutions : l'individu règne à la place de la famille<sup>1</sup>.

Certes, il y a dans le passé une partie qui n'appartient qu'à l'histoire, et qui est bien définitivement passée. Personne ne peut songer à nier l'influence exercée dans nos sociétés modernes par ces puissants instruments de transformation qu'on appelle la machine à vapeur, la locomotive, le télégraphe, le crédit. Il faut lui faire sa part, sous peine de rêver à vide.

<sup>1</sup> Voir sur l'ancienne société l'ouvrage de M. Ch. de Ribbe, *Les Familles et la société en France avant la révolution*; chez Albanel. Ce beau livre, rapidement parvenu à la 2<sup>e</sup> édition, ressuscite en quelque sorte ce passé, à l'aide de documents inédits et d'une puissante originalité, « les livres de Raison ; » il montre la grandeur et la beauté de la famille ancienne, la paix qu'elle faisait régner dans son sein et autour d'elle, le libéralisme des institutions dont elle dotait la commune et la province. Au pied des Alpes, dans la Provence et le Dauphiné, comme au pied des Pyrénées, dans le Bigorre et le Béarn, les mêmes institutions se sont signalées par les mêmes bienfaits.



Tout n'est pas là, comme trop de gens aveuglés par le progrès matériel sont tentés de le croire; mais c'est un grand fait, avec lequel on doit compter.

Toutefois, si l'on ne peut revenir à la commune fermée du moyen âge, inhospitalière à l'étranger<sup>2</sup>, ne conservant, ne connaissant que la fortune immobilière, rattachée à peine au pouvoir central par de faibles liens, n'avons-nous rien à apprendre du passé?

Le passé nous donne une grande leçon, celle de l'importance sociale du domaine, et en même temps celle de l'influence exercée par la constitution de la famille. Il nous montre la femme et le père entourés de respect. Sachons mettre ces enseignements à profit.

La famille est la véritable molécule sociale, et non l'individu. C'est à restaurer la famille que doivent aujourd'hui s'attacher les vrais amis de leur pays. C'est l'œuvre pressante avant tout. Les préoccupations politiques sont relativement secondaires. Elles divisent et stérilisent les forces conservatrices, qui pourraient se donner rendez-vous et s'entendre sur le terrain social.

Restaurer la famille est l'affaire des mœurs, mais aussi de la loi. La femme est aujourd'hui

<sup>2</sup> N'est-il pas surprenant de voir que ces vallées de Baréges, Luz, Cauterets, autrefois si dures à l'étranger, se le disputent aujourd'hui?

livrée sans défense par le Code aux entreprises de la séduction (art. 334 et 340). L'autorité du père de famille est battue en brèche par le partage forcé. Ce sont là les deux réformes à apporter à notre législation. Elles contribueront à ramener le respect de la femme et le respect du père, que nous avons vus si fortement établis au moyen âge.

Il nous suffit d'indiquer la première réforme, dont l'exposé nous entraînerait trop loin<sup>3</sup>. Pour la seconde, elle se trouve à chaque ligne justifiée et expliquée dans le présent ouvrage, consacré par M. Le Play à l'organisation de la famille.

Il ne s'agit pas de revenir à la Coutume, même à celle de 1769. Avec le respect imposé par les mœurs pour la volonté du père, la légitime réservée aux enfants était sans inconvénient. Aujourd'hui elle est un sérieux danger, puisque le fils peut toujours contester l'exactitude de son lot, et, armé de la loi, faire un procès à ses cohéritiers. Ni droit d'aînesse, ni légitime, mais liberté testamentaire avec reconstitution spontanée d'une Coutume *ab intestat*, tel doit être le programme de la réforme.

Que le père puisse reprendre l'usage du testa-

<sup>3</sup> Voir sur ce sujet le livre de M. Charles Jacquier, avocat à Lyon (*Des Preuves et de la recherche de la paternité naturelle*; Paris, Marescq), et la note de M. Cheysson. (*Revue catholique des institutions et du droit* nos d'août et septembre 1874.)

ment et son autorité sur les siens; qu'au lieu d'être condamné à la douleur de savoir qu'après lui l'œuvre de sa vie sera détruite, licitée, convertie en sacs d'écus qu'on partage, il puisse transmettre son domaine, son usine, à l'héritier de son choix, sauf à donner à ses autres enfants de légitimes compensations que lui conseilleront son affection pour eux et sa clairvoyance; que dans notre société en voie de désagrégation mortelle, le noyau de la famille se reconstitue. Ce point obtenu, tout le reste suivra par voie de conséquence, et l'on aura puissamment travaillé à la régénération matérielle et morale du pays.

Cauterets, août 1874.

---

# DEUXIÈME APPENDICE

## LA TRÈS-PETITE PROPRIÉTÉ, LE CODE CIVIL ET SES AGENTS

(Publié, pour la première fois, en 1864)

PAR M. F. LE PLAY

---

### I

#### LE VICE RADICAL DU CODE CIVIL

L'une des circonstances qui ont le plus contribué à m'ouvrir les yeux sur les vices de notre régime de succession est le contraste existant dans la situation faite, en France et dans les autres États européens, aux orphelins-mineurs des ouvriers propriétaires.

Sous les deux régimes de familles stables (§ 2), la mort prématurée des deux époux n'entraîne jamais l'abandon ou la ruine de leurs jeunes enfants. Les orphelins-mineurs se trouvent toujours complètement protégés par le milieu qui les entoure. Dans la famille patriarcale, ils conservent la même situation que leurs nombreux cousins. Dans la famille-souche, ils restent d'a-

bord entourés de tous leurs parents, puis ils se confondent bientôt avec les enfants de l'oncle qui rentre au foyer paternel pour y exercer les fonctions d'héritier-associé (§ 8). Une famille stable, en résumé, n'est guère plus ébranlée par une telle calamité que ne l'est une commune par la perte imprévue de ses chefs.

Dans certaines contrées du Nord et de l'Orient, la famille instable s'est constituée çà et là, malgré la Coutume, non comme en France par les contraintes de la loi écrite, mais par l'imprévoyance des individualités inférieures. Dans ces localités mêmes, la mort prématurée des parents n'entraîne pas nécessairement une catastrophe. Le libre développement des intérêts et l'élan spontané des affections créent, en quelque sorte, une nouvelle famille aux orphelins.

Dans le Nord et l'Orient, la succession d'un petit propriétaire laissant pour héritiers des enfants mineurs n'est grevée d'aucune charge. Les enquêtes que j'ai faites à ce sujet ne m'ont indiqué d'autres dépenses que les frais du modeste dîner, où les parents et les amis s'assemblent pour régler les intérêts et assurer le bien-être des héritiers. Presque toujours l'assemblée, quand les chefs de famille décédés n'y ont pas eux-mêmes pourvu, confie à l'un de ses membres, souvent à un patron bienveillant, le soin d'administrer sans frais le bien paternel, jusqu'au mo-

ment où les enfants seront assez âgés pour en tirer parti.

En France, le législateur n'a pas pensé que les choses pussent se passer aussi simplement : il a posé en principe que les officiers publics offraient plus de garanties que la famille pour la conservation du bien des mineurs. Mais cette sollicitude, toujours funeste, a pour résultat, dans le cas des très-petites successions, de ruiner ceux auxquels elle s'applique.

Je me suis imposé l'obligation d'étudier avec un soin scrupuleux, et malgré les susceptibilités qu'une telle recherche met en éveil, cette conséquence déplorable de notre régime de succession. Les résultats auxquels je suis arrivé dans vingt enquêtes différentes sont tellement extraordinaires, tellement inattendus, qu'il semble d'abord impossible de comprendre comment, depuis la rédaction du Code de procédure (1806), un peuple civilisé a pu conserver un régime aussi contraire à la raison et à l'équité !

Je crois devoir justifier cette assertion en présentant ci-après, avec tous ses détails, la monographie d'un de ces drames lamentables qui, chaque année, replongent dans l'indigence des milliers de familles auxquelles le travail et l'épargne de la génération précédente avaient donné et auraient conservé, sous un meilleur régime, un premier degré d'émancipation.

Le lecteur pourra juger combien ce désordre est contraire au principe qui impose aux classes dirigeantes le devoir d'acheminer, autant que possible, les classes inférieures vers la propriété de leur habitation <sup>1</sup>.

## II

### L'HISTOIRE LAMENTABLE DE LA SUCCESSION D'UN OUVRIER- PROPRIÉTAIRE DU NIVERNAIS

Un journalier agriculteur est mort en 1839 <sup>1</sup>, à C\*\*\* (Nièvre), après quatre années de veuvage, laissant quatre enfants en bas âge. Il possédait, libres de toute dette et de toute hypothèque, un petit mobilier, une chaumière, un jardin potager et un petit champ, ayant ensemble une valeur de 900 francs. Cette propriété était le fruit de très-faibles épargnes prélevées, pendant dix-huit ans, sur le plus modique salaire, au milieu de dures épreuves et de sévères privations.

Cédant à l'impulsion donnée par les officiers

<sup>1</sup> *La Réforme sociale*, 5<sup>e</sup> édition, chap. 25 : le foyer domestique.  
— *L'Organisation du travail*, § 24 : 5<sup>e</sup> pratique de la coutume des ateliers; union indissoluble entre la famille et son foyer.

<sup>1</sup> La 1<sup>re</sup> édition de cette monographie a été publiée comme annexe à la *Réforme sociale*. Elle indiquait ici, par erreur, l'année 1844. Cette date, comme le rappelait d'ailleurs un autre passage de la monographie, se rapportait, non au début du drame, mais à la réception du Document.



publics, et voulant aussi mettre à couvert sa responsabilité, le conseil de famille, composé en partie d'individus peu attachés aux parents décédés, décida qu'il y avait lieu de vendre tous ces biens. La vente, effectuée dans des circonstances défavorables, a produit seulement 725 francs, savoir :

Mobilier . . . . .	225 f. 00	} 725 f. 00
Immeubles. . . . .	500 00	

Les frais supportés par les héritiers, depuis la mort du père jusqu'à l'achèvement de la liquidation, se sont élevés à 694 fr. 63, savoir :

Frais de succession prélevés par le fisc et par les officiers ministériels, pour la vente des biens. . . . .	643 f. 78	} 694 f. 63
Frais de maladie du père, 13 fr.; frais d'inhumation, 21 fr.; frais de deuil, 8 fr.	42 00	
Droits de mutation. . . . .	8 85	

---

Il n'est donc resté pour les héritiers mineurs qu'une somme de . . . . 30 f. 37

Si certaines circonstances favorables ne s'étaient pas présentées, et si la succession avait été compliquée des divers incidents qui se produisent dans vingt-neuf affaires sur cent, le montant des frais aurait dépassé le produit de la vente. Il m'a été affirmé toutefois par des personnes fort expertes en ces matières que, lors-

qu'une telle éventualité devient probable, les officiers ministériels trouvent le moyen de supprimer des formalités qui, au contraire, restent selon eux nécessaires tant que la succession peut en payer les frais.

Le tableau suivant présente, avec beaucoup de détails, l'énumération des frais qu'ont dû supporter, conformément au résumé donné ci-dessus, les quatre infortunés mineurs<sup>2</sup>.

<sup>2</sup> Ce tableau affligea beaucoup l'empereur Napoléon III. Ce souverain fut l'homme de notre temps qui m'a paru compatir le plus vivement à la souffrance physique du pauvre. Il ne put supporter la pensée que « cet odieux régime » se continuât sous son règne. Dès la publication du livre, il invita M. de Morny à provoquer dans le sein du Corps législatif l'abolition du Partage forcé. (Voir la *Réforme sociale*, 5<sup>e</sup> édition, 23, n. 14). Cette tentative ayant échoué devant la résistance des légistes de cette assemblée, l'empereur chargea un habile conseiller d'État de préparer un projet de loi qui devait être conforme à la conclusion finale de ce Document, c'est-à-dire qui aurait eu pour effet de conférer la Liberté testamentaire à la petite propriété. Cette tentative fut, comme la première, déjouée par la malsaine influence des légistes et des corps privilégiés.

En cette circonstance, les personnes coalisées contre la réforme mirent en avant le banal fantôme du droit d'aînesse. Violant les plus évidentes indications de la raison et de l'expérience, mais comptant sur les préjugés révolutionnaires et sur l'inattention publique, les opposants affirmèrent que le retour à la liberté fournirait aux ennemis de l'Empire le moyen de lui aliéner le cœur des paysans. Indigné de ces manœuvres qui l'arrêtaient dans son travail, mon collègue, homme énergique et habile orateur, déclara qu'il se chargerait volontiers de démontrer aux propriétaires fonciers, grands ou petits, que leurs pires ennemis étaient les adversaires du testament. (Note de 1874.)

DÉTAIL DES FRAIS		SOMMES PERÇUES	
		PAR LE FISC	PAR LES OFFICIERS MINISTÉRIELS, ETC.
FRAIS RELATIFS AU MOBILIER			
1 <sup>o</sup> <i>Apposition des scellés (à 15 kilo- mètres du chef-lieu de canton) :</i>			
3 vacations au juge de paix, à 2 f. 50	. . . . .	7' 50	} 13' 51
3 vacations au greffier, à 1 f. 67.	. . . . .	5 01	
Cire et bande . . . . .	. . . . .	1 »	
Timbre. . . . .	0' 70	} 2 90	
Enregistrement du procès-verbal. .	2 20		
2 <sup>o</sup> <i>Assemblée de famille :</i>			
1 vacation au juge de paix. . . . .	. . . . .	2 50	} 6 57
1 vacation au greffier. . . . .	. . . . .	1 67	
Timbre (0 f. 70) et enregistrement.	2 90	} 6 65	
Expédition par le greffier : 6 rôles à 0 f. 40. . . . .	. . . . .		
3 feuilles de papier timbré à 1 f. 25.	3 75		
3 <sup>o</sup> <i>Sommation au subrogé tuteur de se trouver présent à l'inventaire, aux jour et heure fixés par le notaire :</i>			
Original de la sommation, 1 f. 50; copie, 0 f. 38. . . . .	. . . . .	1 88	} 9 08
Indemnité de déplacement. . . . .	. . . . .	6 »	
Timbre et enregistrement. . . . .	2 90	} 3 25	
Copie de la délibération de famille en 6 rôles; expédition par le gref- fier, 1 f. 20; timbre, 0 f. 35. . .	» 35		
4 <sup>o</sup> <i>Levée des scellés :</i>			
4 vacations au juge de paix. . . . .	. . . . .	10 »	} 17 50
4 vacations au greffier . . . . .	. . . . .	7 50	
Timbre de la minute du proces- verbal. . . . .	» 70	} 5 10	
Enregistrement. . . . .	4 40		
<i>A reporter . . . . .</i>		17 90	46' 66

DÉTAIL DES FRAIS	SOMMES PERÇUES	
	PAR LE FISC	PAR LES OFFICIERS MINISTÉRIELS, ETC.
<i>Reports.</i> . . . .	17' 90	46' 66
5 <sup>o</sup> <i>Inventaire :</i>		
4 vacations au notaire, y compris les frais de voyage. . . . .		16' »
Indemnité au même pour déplacement . . . . .		6 66
1 vacation au même pour classe- ment de pièces. . . . .		4 »
Expédition de l'inventaire : 10 rôles à 1 f. 50 . . . . .		15 »
Voyage de l'huissier-priiseur. . . . .		6 »
2 vacations au même. . . . .		8 »
Timbre de la minute. . . . .	2' 40	
Enregistr. de 5 vacations, à 2 f. 20. . . . .	11 »	
Timbre de l'expédition : 5 feuilles à 1 f. 25. . . . .	6 25	
	19 35	55 66
6 <sup>o</sup> <i>Taxe du gardien des scellés :</i>		
12 jours à 1 f. 50 . . . . .		18 »
12 jours à 0 f. 60 . . . . .		7 20
		25 20
7 <sup>o</sup> <i>Affiches annonçant la vente :</i>		
Rédaction de l'original . . . . .		1 »
Copies. . . . .		2 50
Timbres de 6 demi-feuilles. . . . .	2 40	
Enregistrement. . . . .	1 40	
	3 20	3 50
8 <sup>o</sup> <i>Procès-verbal d'apposition des affiches :</i>		
Rédaction de l'original . . . . .		2 25
Voyages . . . . .		10 »
Timbre. . . . .	» 35	
Enregistrement. . . . .	2 20	
	2 55	12 25
9 <sup>o</sup> <i>Insertion au journal d'annonces :</i>		
Somme payée à l'imprimeur . . . . .		6 »
Enregistrement de la feuille . . . . .	1 40	
<i>A reporter</i> . . . . .	44' 10	149' 27

DÉTAIL DES FRAIS		SOMMES PERÇUES	
		PAR LE FISC	PAR LES OFFICIERS MINISTÉRIELS, ETC.
Reports. . . . .		44' 10	149' 27
10 <sup>e</sup> Déclaration de la vente au bu- reau de l'enregistrement :			
Timbre . . . . .		» 35	
11 <sup>e</sup> Procès-verbal de vente :			
2 vacations à la vente . . . . .			8' »
Voyages, aller et retour . . . . .			6' »
Timbre de la minute du procès-verbal		1' 40	} 18' »
Enregistrement . . . . .		4' 40	
Expédition du procès-verbal de vente par l'huissier, 10 rôles . . . . .		12' 05	
Timbre, 5 feuilles à 1 f. 25 . . . . .		6' 25	4' »
12 <sup>e</sup> État des frais et taxes :			
1 vacation à l'huissier pour requérir la taxe. . . . .			1' 50
Totaux relatifs au mobilier vendu .		56' 50	168' 77
		225' 27	
FRAIS RELATIFS A L'IMMEUBLE.			
13 <sup>e</sup> Convocation de l'assemblée de famille pour autoriser la vente :			
Rédaction de l'original . . . . .			1' 50
6 copies . . . . .			2' 25
Frais de transport. . . . .			10' »
Timbre, 7 feuilles. . . . .		2' 45	} 4' 65
Enregistrement. . . . .		2' 20	
14 <sup>e</sup> Délibération devant le juge de paix :			
1 vacation au juge de paix. . . . .			2' 50
1 vacation au greffier. . . . .			1' 83
Timbre de la minute. . . . .		» 70	} 7' 53
Enregistrement. . . . .		2' 20	
Expédition par le greffier, 8 rôles à 0 f. 40. . . . .		7' 90	
Timbre de l'expédition, 4 feuilles à 1 f. 25 . . . . .		5' »	3' 20
A reporter. . . . .		12' 55	21' 28

DÉTAIL DES FRAIS	SOMMES PERÇUES	
	PAR LE FISC	PAR LES OFFICIERS MINISTÉRIELS, ETC.
<i>Reports.</i> . . . . .	12' 55	21' 28
15° <i>Requête pour l'homologation de la vente :</i>		
Droit de requête à l'avoué. . . . .		5 50
Timbre. . . . .	0' 70	} 2 90
Enregistrement. . . . .	2 20	
16° <i>Jugement d'homologation et nomination d'expert :</i>		
Appel de cause à l'huissier. . . . .		0' 25
1 vacation à l'avoué . . . . .		4 " }
Timbre et enregistrement de la minute. . . . .	6 60	} 7 25
Expédition du jugement, 10 rôles, au greffier. . . . .	} 21 95	
Timbre. . . . .	6 25	3 " }
Enregistrement. . . . .	9 10	
17° <i>Requête et ordonnance pour faire prêter serment à l'expert :</i>		
Droit de requête à l'avoué. . . . .		1 50
Timbre. . . . .	" 35	} 3 65
Enregistrement. . . . .	3 30	
18° <i>Sommation à l'expert :</i>		
Copie de pièces. . . . .		1 75
Original de la sommation, 1 f. 50 ; copie, 0 f. 38. . . . .		1 88
Voyage de l'huissier. . . . .		6 " }
Timbre. . . . .	1 05	} 3 25
Enregistrement. . . . .	2 20	
19° <i>Procès-verbal de prestation de serment par l'expert :</i>		
1 vacation à l'avoué . . . . .		2 45
Timbre et enregistrement . . . . .	5 10	
<i>A reporter.</i> . . . . .	49' 40	47' 61

DÉTAIL DES FRAIS		SOMMES PERÇUES		
	PAR LE FISC	PAR LES OFFICIERS MINISTÉRIELS, ETC.		
<i>Reports. . . . .</i>	49' 40	47' 61		
20 <sup>o</sup> <i>Expertise et estimation de l'im- meuble :</i>				
Voyages pour prêter serment, 3 va- cations à 6 francs. . . . .		18' "		
Expertise proprement dite, 1 vaca- tion. . . . .		6 "	57 "	
Rédaction du rapport, 2 vacations. . . . .		12 "		
Dépôt du rapport au greffe, 3 vaca- tions. . . . .		18 "		
Timbre et enregistrement du rap- port. . . . .	3' 60			
Dépôt au greffe : timbre et enregis- trement. . . . .	5 40			
Expédition du rapport par le gref- fier, 10 rôles. . . . .	24 05		3 "	
Timbre de l'expédition, 5 feuilles à 1 f. 25 . . . . .	6 25			
Enregistrement. . . . .	9 40			
21 <sup>o</sup> <i>Requête pour l'homologation du rapport, l'ordonnance de vente et l'ordonnance de soit communiqué :</i>				
Droit de requête à l'avoué. . . . .		5 50		
Timbre. . . . .	" 70	4 "		
Enregistrement. . . . .	3 30			
22 <sup>o</sup> <i>Jugement d'homologation :</i>				
1 vacation à l'avoué . . . . .		4 "	7 25	
Appel de cause à l'huissier. . . . .		" 25		
Timbre et enregistrement de la mi- nute. . . . .	6 60			
Expédition par le greffier, 10 rôles.	21 85			
Timbre, 5 feuilles à 1 f. 25 . . . . .	6 25	3 "		
Enregistrement. . . . .	9 "			
<i>A reporter. . . . .</i>	99' 30	117' 36		



DÉTAIL DES FRAIS	SOMMES PERÇUES	
	PAR LE FISC	PAR LES OFFICIERS MINISTÉRIELS, ETC.
<i>Reports. . . . .</i>	99' 30	117' 36
23° <i>Cahier des charges pour la vente :</i>		
16 rôles à 1 f. 50 . . . . .		24 " }
Timbre. . . . .	5 60 }	26 45
Enregistrement. . . . .	2 20 }	
Dépôt au greffe par l'avoué : 1 vacat.	12 90	2 45 }
Timbre et enregist. de l'acte de dépôt		
	5 40 }	
24° <i>Confection des affiches annon-</i> <i>çant la vente :</i>		
Rédaction de l'original . . . . .		4 50 }
Timbre. . . . .	" 35 }	34 50
Enregistrement. . . . .	2 20 }	
Impression à 20 exemplaires . . . .	9 55	30 " }
Timbre des affiches imprimées. . . .		
	7 " }	
25° <i>Publication du cahier des char-</i> <i>ges à l'audience :</i>		
Vacation à l'avoué. . . . .		2 45 }
Appel de cause à l'huissier. . . . .		" 25 }
Timbre et enregist. de la minute. . .	5 40	2 70
26° <i>1re insertion au journal :</i>		
Rédaction de l'extrait. . . . .		1 50 }
Frais d'insertion dans le journal. . .		10 " }
Légalisation de la signature de l'im-		13 "
primeur : 1 vacation . . . . .		
Enregistrement de la feuille jointe à		1 50 }
la procédure. . . . .	1 40	
27° <i>1re apposition d'affiches :</i>		
Rédaction du proc.-verb. d'apposition .		3 " }
Frais de transport. . . . .		10 " }
Timbre. . . . .	" 35 }	14 50
Enregistrement. . . . .	2 20 }	
Visa de l'original. . . . .		1 50 }
<i>A reporter. . . . .</i>	130' 50	208' 51

DÉTAIL DES FRAIS	SOMMES PERÇUES	
	PAR LE FISC	PAR LES OFFICIERS MINISTÉRIELS, ETC.
<i>Reports.</i> . . . .	130' 50	208' 51
28 <sup>e</sup> 2 <sup>e</sup> <i>apposition d'affiches :</i>		
Mêmes frais que pour la 1 <sup>re</sup> . . . .	2 55	14 50
29 <sup>e</sup> 3 <sup>e</sup> <i>apposition d'affiches :</i>		
Mêmes frais que pour la 1 <sup>re</sup> . . . .	2 55	14 50
30 <sup>e</sup> <i>Adjudication préparatoire :</i>		
1 vacation de l'avoué. . . . .		4' 50
Appel de cause par l'huissier. . . . .		" 75
Timbre et enregistrement de la mi- nute. . . . .	6 60	} 5 25
31 <sup>e</sup> 2 <sup>e</sup> <i>insertion au journal :</i>		
Mêmes frais que pour la 1 <sup>re</sup> . . . .	1 10	13 "
32 <sup>e</sup> <i>Adjudication définitive :</i>		
1 vacation à l'avoué . . . . .		12 "
Appel de cause par l'huissier. . . . .		3 75
État en 30 articles et timbre. . . .	" 70	3 "
Totaux pour l'immeuble vendu. .	144' "	274' 51
Rappel des frais relatifs au mobi- lier vendu. . . . .	56 50	168 77
Totaux . . . . .	200' 50	443' 28
Total général. . . . .	643' 78	

Cet état de frais, peu de temps après sa publication en 1864, a été signalé par M. le baron de Veauce à l'attention du Corps législatif. Il a donné lieu à une vive discussion dans la séance du 5 avril 1865. Depuis lors il a souvent fixé l'attention publique, et il a été taxé d'exagération

par des légistes partisans du régime actuel. Prêt à tenir compte de ces critiques, si elles avaient été fondées, j'ai soumis de nouveau cet état à des praticiens fort compétents en cette matière. Ceux-ci, après avoir soigneusement vérifié les frais relatif au mobilier, ont conclu que la révision des juges les plus sévères n'aurait diminué que de 21 fr. 12 cent. la somme portée dans la première édition. J'ai, en conséquence, réduit d'autant cette somme dans les éditions postérieures et dans la reproduction que j'en fais ici.

On a fait remarquer avec raison que, depuis 1841, les frais de succession ont subi une certaine réduction. La loi du 2 juin 1841 a abrogé, surtout pour les immeubles, un assez grand nombre de formalités. Néanmoins, sous l'empire de cette loi, les frais se seraient encore élevés, dans le cas décrit par la monographie, à la somme de 450 fr. 36.

D'autre part, il résulte des discussions<sup>3</sup> qui ont eu lieu à ce sujet dans la Société d'économie sociale, que l'exemple cité ne comprend que des incidents très-simples, et que les frais eussent été beaucoup plus considérables si diverses complications étaient survenues. Tel eût été le cas

<sup>3</sup> Voir, dans le *Bulletin de la Société d'économie sociale*, le compte rendu de la séance du 25 février 1866, comprenant le rapport de M. le comte Benoist d'Azy, les éclaircissements donnés par M. Gautrelet, ancien avoué à Château-Chinon (Nièvre), et les discussions qui en ont été la suite. (Note de 1866.)

si la succession avait eu une communauté d'intérêts avec des tiers, avec la mère commune en biens ou ayant des reprises dotales; s'il y avait eu des créanciers et des procès; si elle ne s'était pas ouverte dans un canton rural, où les vacations des officiers ministériels sont au plus bas prix; si on avait été obligé de recourir aux somimations pour rassembler le conseil de famille; s'il avait fallu remplacer le tuteur pendant la minorité; enfin si le mobilier n'avait pas été vendu sur place. En outre, l'état de frais ne constate que la substitution d'une valeur indivise à une autre valeur indivise, de l'argent à des meubles ou à des terres : il ne mentionne pas les formalités nécessaires pour faire cesser l'indivision. Enfin une omission très-importante a été faite : car il n'est pas question des frais qu'aurait entraînés, dans une procédure régulière, la reddition du compte de tutelle.

### III

#### LE CODE CIVIL PLUS FUNESTE A LA PETITE QU'A LA GRANDE PROPRIÉTÉ

Des faits exposés ci-dessus il résulte que, dans les petites successions d'orphelins-mineurs, le partage forcé est une cause de ruine inévitable. Le petit drame qui vient d'être décrit n'est pas

une exception : il est la règle. Le genre d'abus qu'il indique m'a été signalé dans toutes nos provinces; et les statistiques, publiées chaque année par le service de la justice, le présentent avec plus de gravité. Dans son rapport à l'Empereur en 1852, le garde des sceaux faisait connaître (p. 43) que 1,980 ventes opérées, pendant l'année 1850, au-dessous de 500 fr., ayant produit ensemble 558,092 fr., avaient occasionné 628,906 fr. de frais, c'est-à-dire 12 pour 100 en sus de la valeur des biens vendus.

Ce désordre social, comme je l'ai indiqué ci-dessus, est inconnu chez les autres peuples civilisés. Partout, en effet, on se conforme dans ces sortes d'affaires à des coutumes créées par les convenances spéciales des intéressés. En France, au contraire, le Code a imposé certaines formalités, et, par suite, certaines charges qui s'appliquent à tous les cas. On comprend donc aisément que ces charges, supportables à la rigueur pour les riches héritages, soient écrasantes pour la petite propriété. On ne doit pas d'ailleurs chercher à pallier ces inconvénients, soit en rejetant sur l'État une partie des frais qu'entraînent les petites successions, c'est-à-dire en mettant à la charge du public des intérêts privés; soit en diminuant les émoluments des officiers ministériels, dont la position, dans les campagnes, est quelquefois voisine de l'indi-

gence; soit enfin en supprimant des formalités qui, dans la théorie du système actuel, offrent d'indispensables garanties. Le vrai remède au mal est l'abrogation d'un régime vicieux. Il faut laisser au père de famille la liberté de disposer de ses biens par testament. En France, comme ailleurs, le père mourant usera de cette liberté dans l'intérêt de ses enfants. Il confiera ordinairement à un ami éprouvé le soin de trancher dans leur intérêt, souverainement et sans frais, les questions que pourrait faire naître la succession.

Depuis 1844, je sou mets le présent Appendice à beaucoup d'hommes d'État, qui se montrent affligés de ce désordre, et enclins à user de leur influence pour y porter remède. Cependant, sauf les petites réformes de 1841 et de 1845, qui ne sont que des palliatifs dont le principe est contestable, le mal a conservé, jusqu'à ce jour, toute sa gravité.

Cette monographie est bien propre à montrer combien la coalition tacite des corps privilégiés<sup>1</sup> porte atteinte à l'intérêt public; combien le partage forcé, malgré les assertions réitérées de certaines écoles dites démocratiques<sup>2</sup>, est funeste aux petits propriétaires que l'on croit protéger; combien, en résumé, nos constitutions successives, malgré la diversité de leurs programmes

<sup>1</sup> *La Réforme sociale*, 5<sup>e</sup> édition, 63, XIX. — *L'Organisation du travail*, § 54. — <sup>2</sup> *La Réforme sociale*, 5<sup>e</sup> édition, 20, VI.

sonores, restent invariablement rebelles à des réformes qui s'accomplissent si facilement en Angleterre <sup>3</sup>.

Sous ces influences, on ne s'est pas arrêté longtemps à la solution la plus simple, celle qui soustrairait les petits propriétaires aux entraves du Code et leur laisserait la liberté de disposer par testament de leur chaumière et de ses dépendances.

En 1867, un projet de loi, dont les éléments ont été fournis par une commission consultative de légistes, a été préparé en vue de remédier au désordre que je viens de signaler. Suivant cette commission, on atteindrait ce but en autorisant les héritiers des petites propriétés, sur lesquelles le fisc perçoit au plus 10 fr. d'impôt foncier, à en opérer le partage par une procédure plus simple, et partant moins dispendieuse, que celle

<sup>3</sup> *La Réforme sociale*, 5<sup>e</sup> édition, 61, VI à XII. — En France, la difficulté vient surtout des réclamations élevées par les officiers ministériels qui interviennent dans le partage des successions. L'allègement des charges de la petite propriété entraînerait une diminution proportionnelle dans le revenu des offices. Or, ces offices ayant été concédés gratuitement aux premiers titulaires, la jurisprudence administrative repousse, en principe, les compensations réclamées par leurs successeurs. Les Anglais réussissent mieux dans leurs réformes, parce qu'ils conjurent toujours ces sortes de résistances à l'aide d'indemnités équitables. Ils ne veulent pas que le sort des particuliers s'améliore au détriment des fonctionnaires publics. On ne saurait trop insister sur l'opportunité de cette judicieuse pratique. (Voir *la Réforme sociale*, 5<sup>e</sup> édition, 67, XXIII, note 18; *l'Organisation du travail*, § 54.)



qui resterait en vigueur pour les grandes propriétés. Il est ainsi démontré, une fois de plus, que le partage forcé est particulièrement funeste à la petite propriété, puisqu'on se trouve conduit à la protéger, par un privilège, contre les effets de ce régime. Ainsi se trouvent réfutées de nouveau les assertions qui nous ont souvent présenté le partage forcé comme un principe essentiel aux constitutions dites démocratiques<sup>4</sup>.

J'ai indiqué depuis longtemps<sup>5</sup>, par les considérations que je reproduis ci-dessus, que le projet de loi ne remédierait point aux vices du régime actuel. Des officiers publics, enclins à augmenter aux dépens des héritiers les profits de leurs charges, conserveraient, en effet, des attributions qui se rattachent essentiellement aux devoirs de la vie privée et aux affections de la famille. A la vérité, ce privilège conféré à la petite propriété réduirait les frais du partage; mais il diminuerait, dans la même proportion, les garanties que l'on persiste à juger nécessaires pour la grande propriété.

Le second Empire est tombé au moment où il apportait au Code civil une amélioration encore insuffisante, mais plus judicieuse<sup>6</sup>. Il s'est mon-

<sup>4</sup> *La Réforme sociale*, 5<sup>e</sup> édition, 62, XII à XIV. — <sup>5</sup> *Les Ouvriers européens*, Appendice, p. 288. — <sup>6</sup> Voir le projet de loi modifiant les articles 826 et 832 du Code civil, présenté au Sénat le 28 juin 1870.

tré ainsi plus apte aux réformes que ne l'ont été les gouvernements (celui de Henri IV excepté) qui se sont succédé depuis trois siècles. Cette fois il s'était approché du vrai en écartant les commissions consultatives de légistes<sup>7</sup>. Il avait demandé, par voie d'enquête, les éléments de la réforme aux agriculteurs, aux manufacturiers et aux commerçants, seuls compétents en cette matière. Si, dès l'origine, il eût adopté cette méthode, en suivant l'exemple des Anglo-Saxons et des Scandinaves, il serait arrivé immédiatement à la solution pratiquée par les peuples libres et prospères qui offrent les meilleurs modèles de la petite propriété. Il eût restitué aux familles dépossédées par Robespierre, Péthion, Tronchet et les autres légistes de la révolution, la liberté de disposer de leurs biens par contrat de mariage, donation ou testament.

L'enquête agricole de 1866 prouve que, dès cette époque, l'opinion commençait à entrevoir l'une des plus dangereuses aberrations des hommes de la Terreur. Elle n'a produit, à la vérité, qu'une faible partie des résultats que donneront les études de ce genre, faites dans de meilleures conditions. Cette entreprise a été provoquée par des intérêts peu éclairés et par des passions politiques. Elle a fait naître, chez les gouvernants, un

<sup>7</sup> *La Réforme sociale*, 5<sup>e</sup> édition, 64, IV.

esprit de méfiance ; aussi les commissaires institués par le gouvernement n'ont-ils pas toujours appelé l'attention des déposants sur les sujets qu'il importait de traiter. Cependant la lumière s'est produite en partie, puisque le gouvernement lui-même avait reconnu, en juin 1870, la nécessité d'introduire dans le Code civil une partie des modifications dont l'urgence est signalée, au point de vue de plusieurs jurisconsultes du Midi, dans le III<sup>e</sup> Appendice.

Ces modifications violeraient moins les principes que ne le ferait la restauration de la liberté testamentaire au profit exclusif de la très-petite propriété. Mais, dans l'état actuel des préjugés, cette dernière réforme aurait des avantages décisifs. Elle favoriserait l'élévation graduelle de ceux qui sont parvenus aux premiers échelons de la propriété. Elle désintéresserait les ennemis systématiques de la grande propriété, sans causer à celle-ci aucun dommage. La liberté produirait immédiatement ses fruits dans la France méridionale, où les petits propriétaires en apprécient les bienfaits depuis un temps immémorial. Enfin la vue de ces bienfaits et le sentiment de l'égalité légitime conseilleraient bientôt d'étendre ces mêmes bienfaits à la nation entière.

---

# TROISIÈME APPENDICE

(Revu et complété au 1<sup>er</sup> août 1874)

## LA RÉFORME DU CODE CIVIL SELON LES JURISCONSULTES DES PAYS A FAMILLE-SOUCHE

Par M. CLAUDIO JANNET, avocat à la cour d'Aix en Provence

---

### I

#### LES VICES DU RÉGIME ACTUEL

Le Code civil, malgré les tempéraments qu'il a apportés aux lois de la révolution, est resté fidèle à leur esprit : il cherche par tous les moyens à morceler le sol et à empêcher la transmission intégrale des patrimoines, petits ou grands.

Non-seulement le partage égal du patrimoine est la règle absolue de la dévolution *ab intestat*, mais encore chaque nature de biens doit à son tour être partagée également. Aux termes des articles 826 et 832, chaque héritier doit avoir sa part dans chaque immeuble : il n'est pas permis de mettre dans le lot de l'un des héritiers tous les

biens-fonds, sauf à celui-ci à donner des soultes en argent à ses copartageants; et, comme sanction finale, si les immeubles ne sont pas commodément partageables, ils doivent être vendus par licitation.

Le père de famille, il est vrai, a le droit d'attribuer, par préciput et hors part, la quotité disponible à un de ses descendants; mais cette quotité disponible est limitée au quart dès qu'il a trois enfants. Il peut, en outre, faire lui-même le partage de ses biens, soit par un testament, soit de son vivant par une donation portant partage, qui doit être acceptée par tous ses enfants.

Ces deux facultés sont insuffisantes pour assurer la conservation du foyer et du domaine des familles-souches; la lecture du présent ouvrage a déjà dû donner cette conviction. Cependant nous insisterons nous-même tout particulièrement sur l'insuffisance de la quotité disponible fixée au quart.

Mais, indépendamment de cette limitation trop étroite, il y a dans l'ensemble de la législation tout un esprit de défiance vis-à-vis de l'autorité paternelle et de restriction de la liberté des familles. Cet esprit a entraîné plusieurs dispositions de détail qui gênent tous les arrangements domestiques; et il a poussé la jurisprudence à resserrer encore et à gêner l'exercice des deux facultés ci-dessus indiquées, qui ont été conservées par le Code au père de famille.

Le principe fondamental du Code est, en effet, que la dévolution testamentaire est subordonnée à la dévolution *ab intestat*, expression permanente de la volonté du législateur et type absolu de justice sur lequel les mœurs doivent se façonner. *La loi doit servir d'arbitre entre le père et ses enfants*, a dit Tronchet lors de la discussion du Code civil, formulant ainsi sans détour le principe radicalement faux dont il partait.

Ce mot résume l'esprit du Code. Il n'y a donc pas lieu de s'étonner si la cour de cassation, que les principes mêmes de son institution obligent à ne pas examiner les faits et à tenir compte exclusivement de la règle de droit envisagée d'une façon purement scientifique, a formulé une jurisprudence qui a rendu l'emploi des partages d'ascendants si dangereux que ce mode de disposition tend à disparaître de la pratique.

Les principaux vices de la loi et de la jurisprudence en cette matière, tels qu'ils ont été constatés par une foule de jurisconsultes éminents, se ramènent aux points suivants :

1<sup>o</sup> Les articles 826 et 832, dont nous avons indiqué la portée, sont appliqués rigoureusement à ces partages. En conséquence, la disposition par laquelle un père attribue tous ses immeubles à un de ses enfants, en le chargeant de payer des soultes en argent à ses frères et sœurs, entache le partage d'une nullité absolue. Encore

que ces derniers aient accepté cet acte, ils peuvent en demander la nullité pendant trente ans après la mort du père.

2<sup>o</sup> Le partage fait par le père et accepté par tous les enfants est, comme un partage ordinaire, sujet à la rescision pour cause de lésion (art. 1079). Il suffit que cette lésion soit, pour l'héritier qui réclame, de plus du quart de ce qu'il aurait reçu si l'égalité avait été rigoureusement observée. Or quand le père, désireux de maintenir intact le corps du domaine de la famille, a attribué la quotité disponible par préciput à un de ses enfants, la moindre erreur dans l'appréciation de la valeur d'un lot attribué à l'un des cohéritiers suffit pour dépasser le *quantum* au delà duquel la lésion entraîne la rescision du partage.

La cour de cassation a récemment poussé ce principe jusqu'à ses conséquences les plus rigoureuses, en décidant qu'en pareil cas la faculté d'offrir un supplément en numéraire n'existait pas pour l'enfant trop avantagé, si un retranchement en nature sur l'immeuble donné était possible. (16 février 1873, Dalloz *rec. per.* 1873. 1. 200.)

3<sup>o</sup> Pour savoir s'il y a ou non lésion, la cour de cassation décide qu'il faut examiner la valeur des biens non pas au moment où la donation portant partage a été faite et acceptée, mais au moment du décès de l'ascendant. Trente ans ont pu



s'écouler depuis que les enfants sont entrés en possession de leurs lots respectifs. Peu importe : l'honneur des principes juridiques exige que tout soit remis en question. L'héritier à qui un lot avait été attribué du consentement de tous et qui y avait consacré son travail et ses économies, perdra tout le bénéfice des plus-values qui s'y seront produites. Il y a là fréquemment matière à d'odieuses spéculations.

4<sup>o</sup> L'action en nullité du partage pour vice dans la composition des lots et l'action en rescision pour cause de lésion, ne peuvent être l'objet d'aucune renonciation par voie de désistement ou de transaction du vivant de l'ascendant donateur. La cour de cassation voit là des pactes sur successions futures. (11 juin, et 9 juillet 1872. Dalloz *rec. per.* 1872. 1. 452, et 1873, 1. 72<sup>1</sup>.)

C'est en vain que les cours d'appel du Midi, notamment la cour d'Agen, placées en présence des besoins des populations rurales, ont engagé une lutte juridique avec la cour suprême pour faire prévaloir la stabilité des partages; c'est en vain qu'un magistrat éminent, M. Requier, premier président à la cour d'Agen, aujourd'hui conseiller

<sup>1</sup> Les circonstances de fait dans lesquelles ces arrêts ont été rendus avaient motivé de la part des cours d'appel des décisions qui ont été jugées contraires au Code, mais qui n'en étaient pas moins conformes à la justice. Ces circonstances sont indiquées en note des arrêts ci-dessus cités. Pour un lecteur impartial, elles seront la condamnation décisive du système du Code.

à la cour de cassation, a écrit un ouvrage très-remarquable destiné à montrer les vices de cette jurisprudence<sup>2</sup>. La doctrine de la cour suprême est aujourd'hui si bien fixée qu'aucune lutte n'est plus possible, et qu'on ne peut attendre le remède que d'une réforme législative.

Bigot-Préameneu disait, à propos des partages d'ascendants, qu'ils neutraliseraient les effets fâcheux du partage égal. « Le père de famille pourra  
« ainsi éviter les démembrements et conserver  
« à l'un des enfants l'habitation qui continue  
« d'être l'asile commun... La division égale des  
« biens, ajoutait-il, détruit les petites fortunes;  
« un petit héritage coupé en parcelles n'existe  
« plus pour personne; si l'héritage demeure en-  
« tier, il reste un centre commun à la famille. »

Les faits ont aujourd'hui, après une expérience de soixante et dix ans, montré ce que valait le tempérament au moyen duquel les jurisconsultes du conseil d'État, qui avaient le sentiment des besoins des familles-souches, espéraient leur permettre de se maintenir. On n'a qu'à ouvrir les recueils d'arrêts pour voir que les partages d'ascendants sont une des sources les plus abondantes de procès, et que les mesures prises par les pères de famille pour assurer le bonheur des leurs ont trop souvent pour effet de les engager dans des

<sup>2</sup> *Traité théorique et pratique des partages d'ascendants*. Paris, 1868; 1 vol. in-8°.

luttres judiciaires où leur patrimoine disparaît dévoré par les frais de justice. Après l'émouvant tableau des infortunes récentes de la famille des *Mélouga* (I<sup>er</sup> Appendice, V), il serait inutile d'insister sur ce point.

De pareilles luttres judiciaires, indépendamment de la famille qu'elles frappent, jettent une profonde perturbation dans le milieu social où les familles-souches avaient pu jusqu'à présent se perpétuer. Ces procès, avec le retentissement qu'ils ont, frappent de discrédit les antiques coutumes sous l'impulsion desquelles se produisaient les arrangements domestiques conservateurs du foyer. Dès que l'éveil est donné aux passions mauvaises, les actes qui constatent ces arrangements sont soumis au contrôle des hommes de loi, et bien peu échappent à la rigueur des dispositions du Code.

M. Le Play, dans la *Réforme sociale*, ch. 34, a analysé les différents aspects de cette situation avec sa précision et son abondance d'observations habituelles, quand il a décrit « les quatre cas correspondant aux principaux incidents de l'action destructive exercée sur la Coutume par notre loi de partage forcé ». Il montre dans les montagnes à pentes abruptes et à champs enclos des familles-souches pratiquant encore la transmission intégrale, grâce à l'empire de la Coutume qui

fait que tous les enfants se prêtent à laisser à l'aîné le domaine patrimonial ; grâce aussi à l'opinion établie qui fait que généralement les officiers publics dont le ministère est imposé aux familles admettent dans l'acte de donation une estimation inférieure à la valeur réelle. Puis il signale d'autres localités où l'empire de la Coutume n'est plus reconnu , mais où cependant les pères de famille éludent, presque tous, en se concertant avec leur héritier-associé, les dispositions de la loi, et ont pour cela recours à des manœuvres compliquées, dont le caractère frauduleux tranche singulièrement avec l'honorabilité des personnes.

Parmi les procédés employés par les familles-souches qui ont réussi à se maintenir, il faut noter les évaluations inférieures à la valeur du patrimoine dans les actes de partage : mais on a vu que le consentement donné alors par les cohéritiers ne les empêche pas de demander plus tard la rescision pour cause de lésion.

La stipulation par laquelle les dots promises aux enfants sont payées *peu à peu, sans porter intérêts* (§ 35), n'est valable que pendant la vie des parents. Immédiatement après leur mort, les enfants peuvent exiger le paiement en capital de leur dot ; car leur droit dans la succession est ouvert en vertu de la loi.

Les renonciations à leur part, faites par les enfants qui entrent dans les ordres ou qui restent

célibataires, sont frappées d'une nullité absolue en vertu du principe qui prohibe toute espèce d'arrangement sur les successions futures (art. 791 et 1130). Il en est de même des *mariages par échange* usités dans un grand nombre de localités, et où interviennent des stipulations par lesquelles les deux familles font réciproquement compensation de tous les droits successoraux des enfants qu'elles marient.

En résumé, l'empire de la Coutume ne peut pas indéfiniment se maintenir, étant donnés la suppression des patois locaux, la centralisation de l'organisation judiciaire et le développement des communications (§ 36). D'un autre côté, le défaut de valeur légale des procédés juridiques employés par les familles-souches les expose à des procès ruineux dès que l'empire de cette Coutume fléchit. Ainsi s'explique le profond sentiment de découragement qui, dans bien des portions de territoire, empêche les parents d'user des droits que la loi leur a laissés, et leur fait préférer la liquidation judiciaire aux dissensions et aux procès que soulèveraient leurs actes de dernière volonté.

## II

## LES PRINCIPAUX MOYENS DE RÉFORME

Il est temps que la réforme se produise, si l'on veut conserver à la France sa dernière réserve de familles-souches et de foyers féconds. Il ne s'agit pas de recourir à une législation exceptionnelle, encore moins à des lois qui portent atteinte à la liberté des transactions, ou qui prohibent le morcellement au delà d'une certaine contenance. Il faut à notre France du xix<sup>e</sup> siècle une loi de liberté qui permette à l'initiative des pères de famille de conserver l'œuvre qu'ils ont créée et d'avoir une postérité dans les limites de la fécondité naturelle, sans pour cela renoncer à tout bien-être pour leurs descendants. Les familles qui n'éprouvent pas ce besoin de conservation doivent rester libres de suivre leurs errements actuels; mais elles ne peuvent, sans une criante injustice, faire prévaloir leurs préjugés sur les besoins de la classe, silencieuse mais nombreuse, des paysans-propriétaires qui fournissent la nourriture à nos cités et ses plus braves défenseurs à la patrie, alors surtout que la nature des choses, dans notre pays de petite et de moyenne culture, confère à cette classe une si grande importance.

C'est un devoir pour les jurisconsultes de ne plus se renfermer exclusivement dans l'étude des monuments législatifs et de tenir compte des observations de la science sociale. Après les grands travaux scientifiques qui ont été récemment accomplis, il leur appartient de formuler les moyens de réforme les plus urgents et les mieux appropriés à l'état général de la société.

Déjà d'éminents magistrats sont entrés dans cette voie. Les principaux moyens de réforme préconisés par eux sont *l'amélioration des dispositions du Code sur les partages d'ascendants, l'extension de la quotité disponible à la moitié dans tous les cas, et la liberté des arrangements de famille*. Il y faut ajouter aussi des *dispositions spéciales aux orphelins-mineurs*. (Voir le II<sup>e</sup> Appendice.)

Ces réformes remédieraient en partie au mal, et elles doivent avoir aux yeux des hommes de loi, nourris dans la pratique actuelle, le mérite de pouvoir être introduites immédiatement dans le Code sans en troubler l'économie générale.

Sans doute le régime de la liberté de tester, tel que l'ont pratiqué les Romains à leur meilleure époque et que le pratiquent encore les Anglo-Saxons des deux mondes, conservera toujours sa supériorité. En nous bornant à ces réformes partielles et à ce régime intermédiaire, nous nous plaçons uniquement au point de vue



des opinions dominantes actuellement, et nous allons démontrer que les partisans du Code civil ne peuvent, selon leurs propres principes, s'y refuser.

Ces réformes nous replaceraient précisément au point où en était le pays en 1790, alors que l'Assemblée constituante avait aboli le droit d'aînesse et était en demeure de coordonner une législation dans laquelle, selon les expressions des cahiers pour les états généraux, « *le droit romain serait concilié avec les anciennes lois françaises et l'AUTORITÉ PATERNELLE SERAIT FORTIFIÉE* <sup>1</sup>. » On effacerait seulement l'œuvre de violence de la Convention pour reprendre le vrai et légitime mouvement de 1789.

Ce premier pas suffirait peut-être à la génération actuelle. Celle qui viendrait ensuite pourrait réaliser des progrès ultérieurs. Elle y serait d'autant plus portée qu'elle aurait sous les yeux : 1<sup>o</sup> les résultats comparés du partage forcé tel qu'il se pratique depuis quatre-vingts ans produisant des effets constatés dès à présent par des enquêtes authentiques ; 2<sup>o</sup> ceux des coutumes successorales qui se restaureraient ou se créeraient dans les localités grâce à la liberté plus grande donnée au père de famille par ces premières réformes.

<sup>1</sup> *Les Cahiers de 1789*, par Léon de Poncins ; 1 vol. in-8°, pages 260 à 268.

## III

L'AMÉLIORATION DES DISPOSITIONS DU CODE SUR LES PARTAGES  
D'ASCENDANTS

Les points principaux de cette réforme ont déjà été fixés par les arrêts des cours du Midi ainsi que par les travaux de M. Réquier et de M. Barafort<sup>1</sup>. Le gouvernement impérial avait dû prendre à ce sujet un engagement formel, qui est consigné dans un rapport de M. de Forcade la Roquette fait au nom de la commission supérieure de l'enquête agricole.

Dans la session de 1870 il avait saisi les chambres d'un projet de loi modifiant les articles 826, 832 et 1079 du Code civil. Le père de famille faisant le partage de ses biens aurait pu attribuer à un de ses enfants l'intégralité de ses immeubles en l'obligeant à payer des soultes en argent à ses frères et sœurs. Ce projet de loi s'étendait aux partages *ab intestat* et permettait aux tribunaux chargés de liquider les successions des mineurs de faire des attributions semblables.

Dès la réunion de l'Assemblée nationale, un de

<sup>1</sup> Ce dernier magistrat, président à la cour de Lyon, a fait paraître récemment un ouvrage sous ce titre : *Des Partages d'ascendants et des modifications à introduire dans la loi sur cette matière, à propos de l'enquête agricole*. Paris, 1870 ; in-8°.

ses membres les plus considérables pour son talent et son caractère, M. Lucien Brun, prit l'initiative d'une proposition semblable heureusement complétée sur quelques points. Elle a été prise en considération dans la séance du 17 juin 1871, et l'on a vu un des membres de la gauche, M. Bethmont, s'unir à M. Baragnon, aujourd'hui sous-secrétaire d'État au ministère de la justice, pour la défendre contre les attaques des fanatiques admirateurs du Code civil. Il serait grand temps que ce projet, qui répond à des vœux si unanimes et qui réunira le concours d'hommes ordinairement divisés, soit converti définitivement en loi.

En résumé la réforme de la législation sur les partages d'ascendants doit consister en ces trois points :

1<sup>o</sup> Le père de famille doit pouvoir librement composer les lots des enfants en objets de différente nature.

2<sup>o</sup> La lésion dans les partages entre-vifs doit être appréciée uniquement d'après la valeur que les biens avaient au moment de l'acte, sans tenir compte des augmentations ou diminutions qui existent à l'époque du décès de l'ascendant. De cette réforme dépendent la stabilité et la sûreté de ces actes. L'héritier-associé trouverait alors un intérêt encore plus puissant à accroître la valeur du domaine qu'il a reçu en donation et

qu'il cultive conjointement avec ses parents. Le projet de MM. Lucien Brun et Baragnon a une disposition encore à ce sujet.

3<sup>o</sup> Il faut limiter la durée des actions en nullité ou en rescision qui, d'après le Code, sont ouvertes pendant dix ans ou trente ans, selon les cas, à partir du décès de l'ascendant. Souvent les enfants sont morts eux-mêmes, et ce sont leurs héritiers qui viennent porter le trouble dans une famille à laquelle ils sont en réalité étrangers. Le projet dont est en ce moment saisi l'Assemblée propose de renfermer toutes ces actions dans un délai de deux ans ou de cinq ans, à partir de la mort de l'ascendant, selon certaines distinctions <sup>2</sup>.

4<sup>o</sup> Enfin, nous signalerons une disposition des lois fiscales qui montre combien ces lois ont été conçues en dehors de toute considération des intérêts sociaux. Elles semblent vouloir décourager systématiquement les actes de disposition faits par les ascendants de leur vivant. Tandis que le droit de mutation en cas de décès n'est que de 1 0/0 en ligne directe, les donations d'immeubles en contrat de mariage payent, y compris le droit

<sup>2</sup> M. Requier et M. Barafort proposent encore, dans la matière des partages d'ascendants, plusieurs réformes de détail qui auraient beaucoup d'avantages, surtout si une réforme n'intervient pas en ce qui touche la fixation de la quotité disponible. Nous renvoyons à leurs ouvrages les lecteurs qui voudraient approfondir la situation au point de vue juridique.

de transcription, 2,75 0/0; celles faites hors contrat de mariage, 4 0/0; les partages d'ascendants entre-vifs, 2,50 0/0; et tous ces droits sont encore augmentés du double-décime. On oblige par là les familles à payer une somme considérable au fisc au moment où elles règlent leur situation, et souvent elles renoncent à passer des actes à cause de cette exigence <sup>3</sup>.

## IV

L'EXTENSION DE LA QUOTITÉ DISPONIBLE AU TAUX PROPOSÉ, DÈS 1803, PAR LES CONSEILLERS D'ÉTAT ÉLEVÉS DANS LES PAYS A FAMILLE-SOUCHE.

L'extension de la quotité disponible à la moitié, quel que soit le nombre des enfants, c'est-à-dire le retour aux idées qu'avaient défendues dès 1803 les jurisconsultes qui connaissaient le mieux les besoins des familles-souches, cette réforme, disons-nous, est réclamée par des jurisconsultes de plus en plus nombreux. Elle a été d'abord proposée par M. Sauzet, ancien président de la Chambre des députés, dans son ouvrage intitulé : *Rome devant l'Europe*. Depuis se sont successivement

<sup>3</sup> Tous les vices de notre législation en cette matière sont signalés avec beaucoup de compétence dans un ouvrage intitulé : *L'Agriculture et la propriété foncière en face des lois fiscales, des lois de procédure et de la vénalité des offices*, par M. Vraye, notaire à Compiègne. 1 vol. in-8°; Paris, 1870.

prononcés dans ce sens M. Pinard, ancien ministre, dans le discours de rentrée qu'il prononça à la cour de Douai en 1865; M. Henri Fontaine, dans la *Revue pratique de droit* (n° du 1<sup>er</sup> mars 1866); M. Champetier de Ribes, avocat à la cour de Paris, dans de remarquables articles publiés par la *Gazette des Tribunaux* (n°s des 19, 20 et 21 octobre 1871 <sup>1</sup>); M. Paul Boyer, aujourd'hui substitut à Die (Drôme), dans un discours prononcé à la conférence des avocats de Grenoble (1873) <sup>2</sup>.

<sup>1</sup> Ces deux derniers jurisconsultes proposent un système gradué d'après lequel la quotité disponible ne serait jamais inférieure à la moitié, quel que fût le nombre des enfants, mais s'élèverait aux deux tiers ou même aux trois quarts quand il n'y aurait que deux enfants ou un seul. Sans discuter ici ce système, nous préférons toujours, après la liberté de tester complète, une fixation de la quotité disponible qu'aucun événement postérieur au testament (mort, renonciation des enfants, survenance d'enfants) ne puisse changer. — <sup>2</sup> Nous devons ici mentionner les importants travaux de deux jurisconsultes éminents de la Belgique, qui proposent l'un et l'autre la liberté de tester absolue sans réserve ni légitime. (Voir le *Testament selon la pratique des familles stables et prospères*, par M. A. de Moreau d'Andoy, docteur en droit, 1 vol. in-12; Namur et Paris, Dentu, 1873; et *de la Liberté testamentaire en France*, par Maurice Hallay, pseudonyme qui couvre le nom d'un des magistrats les plus distingués de la Belgique.) Cette solution est également recommandée par plusieurs écrivains de la *Revue catholique des institutions et du droit*, qu'a fondée récemment un groupe de jurisconsultes et de professeurs de droit. (Paris, Albanel, 7, rue Honoré-Chevalier.) Nous sommes heureux de pouvoir citer également l'opinion de notre ami M. Charles Jacquier, avocat à la cour d'appel de Lyon, qui voudrait « n'accorder à l'enfant qu'une créance alimentaire largement entendue ». (*Décentralisation*, 31 janvier 1872.)

Tous les auteurs que nous venons de citer s'inspirent des cou-

La fixation à la moitié au moins de la quotité disponible ne serait qu'un retour à l'état de choses qui existait avant la révolution dans tous les pays du Midi où le droit romain était en vigueur. Dans le Nord c'était aussi la disposition des Coutumes de Paris et d'Orléans. Plusieurs législations modernes ont adopté cette fixation après de longues et sérieuses études. Nous citerons entre autres le *Code civil du canton de Vaud* (art. 573), le *Code civil prussien*, le *Code civil autrichien*, enfin le *nouveau Code civil italien*, qui date de 1866 (art. 805).

De cette extension de la quotité disponible, encore plus que de l'amélioration des dispositions sur les partages d'ascendants<sup>3</sup>, dépend la

tumes les plus recommandables des sociétés chrétiennes. Les écrivains de l'école révolutionnaire sont généralement très-hostiles à la liberté de tester; aussi constatons-nous avec une satisfaction particulière l'adhésion fortement motivée que donne à ce principe M. le professeur Émile Accolas dans son *Manuel de droit civil, commentaire philosophique et critique du Code Napoléon* (2<sup>e</sup> édit. Germer-Baillière, 1874; 3 vol. in-8°). Le jour où l'école révolutionnaire renoncerait aux systèmes de contrainte et de violence, un grand pas serait fait pour la restauration de la paix sociale en France et en Europe.

3 Plusieurs jurisconsultes d'ailleurs, vivement frappés des inconvénients du Partage forcé et désireux d'y porter remède, croient que le but sera atteint par l'abrogation de l'art. 832 et par les autres réformes mentionnées ci-dessus (III). Ils ne remarquent pas que la sagesse du père de famille peut échouer devant le mauvais vouloir d'un seul de ses enfants: car la validité des partages d'ascendants faits entre-vifs (et ce sont ceux que pratiquent les paysans) est subordonnée au consentement de tous les héritiers. Déjà, dans plusieurs localités, on a remarqué



conservation des familles-souches de paysans-propriétaires qui sont parvenues à se maintenir jusqu'à nos jours malgré les obstacles signalés ci-dessus.

L'étude de toutes ces familles démontre, en effet, qu'en réalité elles ont dépassé dans leurs actes de transmission la limite du quart. La famille Mélouga, par exemple, ne s'est maintenue que grâce aux évaluations très-atténuées faites dans les actes de partage (§ 33), et grâce au nombre assez considérable de ses membres qui, restés célibataires, ont vécu en communauté avec l'héritier et n'ont pas exigé le paiement de leur dot. Si les dots avaient été portées à leur véritable valeur, si toutes avaient été exigées, la famille eût été dans l'alternative de partager le domaine ou de l'hypothéquer. (Voir *La Réforme sociale*, 5<sup>e</sup> édition; ch. 34, XI, XII; 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> cas de désorganisation des familles-souches.)

Or l'hypothèque, c'est la ruine fatale de la famille; et, aux termes de l'article 2103, les soultes résultant d'un partage sont garanties par une hypothèque légale et générale. Les intérêts

que, sous l'empire des idées égalitaires qui ont cours aujourd'hui, les enfants ne se prêtaient à ces actes qu'autant qu'ils ne contenaient aucune disposition par préciput. (Voir, dans le *Bulletin de la Société d'économie sociale*, 1868 : *Enquête sur l'application des lois de succession dans la Provence*, p. 340 et 361. Une seconde édition, sous le titre de *Résultats du partage forcé des successions en Provence*, a paru en 1871 : in-8°; Paris, Durand et Pédone, libraires, 9, rue Cujas.)

de la dette, s'élevant en moyenne à 6 0/0 (en tenant compte des frais d'acte et d'enregistrement), absorbent toute l'épargne du paysan-propriétaire<sup>4</sup>. Non-seulement il ne peut pas doter la nouvelle génération qu'il élève, mais il parvient rarement à rembourser le capital. On a remarqué que les hypothèques étaient surtout multipliées dans les pays à familles-souches. Ce fait constaté par l'observation témoigne de l'importance que ces familles attachent à la transmission intégrale<sup>5</sup>; mais ce dernier effort qu'elles font pour lutter contre le Partage forcé aboutit à l'expropriation au bout d'une génération.

Il y a plus, l'insuffisance, pour les familles fécondes, de la quotité disponible fixée au

<sup>4</sup> M. Léonce de Lavergne, frappé des inconvénients de cet état de choses, voudrait : 1<sup>o</sup> qu'on donnât aux garçons un droit de préférence sur les immeubles, et qu'on n'en autorisât le partage qu'autant que celui des meubles ne suffirait pas pour remplir les filles de leurs droits; 2<sup>o</sup> que l'un des cohéritiers pût se charger d'un immeuble excédant sa part, pour éviter les licitations, en payant aux autres 3 0/0 d'intérêt et 2 0/0 d'amortissement, avec faculté de remboursement comme au Crédit foncier. (*L'Agriculture et la population*, 2<sup>e</sup> édition; Guillaumin, 1865, p. 183.) Nous ne voulons pas, pour le moment, discuter cette réforme de la loi *ab intestat*; mais on ne peut s'empêcher de remarquer qu'il est à la fois plus simple et plus urgent de restituer sa liberté d'action au père de famille, qui est le meilleur juge des convenances de ses enfants. — <sup>5</sup> Voir, dans le *Bulletin de la Société d'économie sociale*, 1867 : *Note sur l'organisation de la famille dans l'arrondissement de la Tour-du-Pin (Isère)*, p. 253. — *Note sur l'organisation de la famille dans la Drôme*, par M. Helme, p. 265. — Dans le bulletin de 1868 : *Enquête sur l'application des lois de succession en Provence*, p. 350 et 357.

quart se démontre avec une évidence mathématique.

D'une part, l'expérience prouve que les familles-souches ont en moyenne tous les vingt-cinq ans une génération à établir.

D'autre part, toutes les observations faites par M. Le Play <sup>6</sup>, et après lui par la *Société d'économie sociale*, sur les familles de cultivateurs-propriétaires, dans les diverses parties de l'Europe, montrent que, sauf des conditions exceptionnelles, l'épargne que peuvent réaliser ces familles ne dépasse pas, par année, 2 0/0 de la valeur du domaine, soit 50 0/0 en moyenne pendant une génération (§ 8).

Assurément c'est une épargne considérable que des familles d'élite réalisent seules, et ce chiffre n'est évidemment pas produit pour les besoins de la cause. Dans notre époque, où le besoin de jouir est la passion dominante, bien peu de familles, même placées au plus haut degré de la richesse, obtiendraient un pareil résultat.

Devant ces chiffres on doit reconnaître la nécessité de fixer à la moitié la quotité disponible, si l'on veut assurer aux familles de paysans-propriétaires la transmission intégrale de leurs domaines, sans les obliger à employer des moyens illégaux. Même l'attribution de la moitié par pré-

<sup>6</sup> *L'Organisation du travail*, § 46.

ciput à l'héritier-associé ne lui permettra de payer la part de ses frères et sœurs, sans recourir à l'hypothèque, qu'en admettant que la dot de sa femme lui fournira une forte part des dots qu'il a à leur payer.

L'ancienne Coutume du Lavedan, conforme en cela à celle des trois quarts de la France, avait adopté précisément la fixation de la quotité disponible que nous recommandons, à la suite d'une longue expérience<sup>7</sup>. Le Code l'a changée arbitrairement; car, entre la production du travail, la fécondité des familles, la fertilité du sol et la puissance d'épargner, il y a des rapports, fondés sur la nature des choses, que les révolutions et même les progrès matériels ne changent pas.

A mesure que la production du sol augmente, la consommation augmente aussi. Les deux termes du problème sont mobiles; mais leur rapport demeure toujours identique, parce que l'humanité, avec ses besoins, ses passions et ses vertus, reste toujours la même.

On ne saurait trop faire remarquer que, lors de la discussion du Code, les membres les plus éclairés du conseil d'État, Portalis et Malleville, qui appartenaient aux pays à familles-souches et

<sup>7</sup> Voir un exposé très-complet et très-exact de l'histoire des lois de succession en France dans la *Réforme sociale*, chap. 23. Dans les chap. 20 et 21, M. le Play rattache pratiquement aux régimes de liberté testamentaire ceux où le père a, dans tous les cas, la libre disposition de la moitié de ses biens au moins.

qui étaient familiers avec ce résultat de la pratique rurale, soutinrent une longue lutte pour faire fixer à la moitié, dans tous les cas, la quotité disponible. Plusieurs tribunaux, notamment ceux de Paris, de Limoges et de Montpellier, présentèrent dans le même sens des observations dont le temps a démontré la parfaite justesse. On sait sous l'influence de quelles considérations politiques l'étroite limitation de la quotité disponible prévalut<sup>8</sup>. Les préjugés d'un certain nombre de jurisconsultes appartenant aux pays à banlieue morcelée, où étaient en vigueur les Coutumes dites d'*égalité*, eurent aussi leur poids dans cette décision.

Depuis l'établissement du Partage forcé, un nombre considérable de familles-souches agricoles ont perdu leur domaine et sont allées se fondre dans les agglomérations urbaines, ou bien sont tombées dans cette classe de propriétaires indigents dont la multiplication, constatée par la statistique, prépare dans l'avenir une nouvelle *jacquerie*<sup>9</sup>.

<sup>8</sup> Nous regrettons de ne pouvoir reproduire ici les observations de ces tribunaux, qui sont peu connues et qui mériteraient de l'être davantage; elles semblent écrites de nos jours, tant les idées qu'elles expriment sont précises. Voir *Conférence des observations des tribunaux d'appel sur le projet de Code civil*. Paris, ans IX et X.

— <sup>9</sup> Sur le *paupérisme rural*, voir la *Réforme sociale*, 5<sup>e</sup> édition; 34, xiv à xvi; et les *Ouvriers des deux mondes*, t. IV, monographie d'un paysan d'un village à banlieue morcelée du Laonnais. En 1866, sur 14,123,117 cotes foncières, celles au-dessous

D'autre part, le nombre encore considérable des familles-souches qui ont résisté au Code civil ne doit pas faire illusion sur ses inévitables effets. Deux causes principales les ont jusqu'à présent atténués : 1<sup>o</sup> la Coutume ancienne s'est maintenue pendant une génération ou deux ; 2<sup>o</sup> dans beaucoup de localités, le sol a acquis une plus-value considérable par l'établissement des chemins de fer et des grands centres manufacturiers. Mais de semblables progrès ne peuvent se reproduire qu'à des époques éloignées, et, pendant plusieurs siècles, les familles-souches resteront en présence des lois normales qui régissent la force

de 5 fr. s'élevaient à 7,476,217, et celles de 5 à 10 fr. à 2,130,900. On calcule qu'un franc de contribution en principal correspond à 16 fr. 49 cent. de revenu : la forte moitié des propriétaires français n'a donc qu'un revenu foncier inférieur à 82 fr. Cette moyenne, étant prise sur tous les départements, est trop élevée du tiers au moins pour les départements purement agricoles du Centre et du Midi, où l'impôt foncier est très-lourd. (Chiffres extraits de l'exposé des motifs du projet de loi sur les ventes d'immeubles, par M. Riché, président au conseil d'État. Tableaux annexes 1 et 2.)

Parmi les cotes foncières, il s'en trouve 600,000 dont l'impôt n'excède pas en principal *cinq centimes*, et parmi les propriétaires fonciers, *trois millions*, c'est-à-dire la moitié environ, sont exemptés de la contribution personnelle comme étant dans une position voisine de l'indigence. (Vraye, *l'Agriculture et la propriété foncière*, p. 154.) Au 1<sup>er</sup> janvier 1870, le nombre total des cotes foncières était monté à 14,485,882, et il faut remarquer que les départements où les familles sont fécondes sont ceux qui contribuent pour la plus large part à ce fractionnement de la propriété. Ceux qui pratiquent la stérilité systématique y échappent presque complètement. (Voir, dans la *Revue catholique des institutions et du droit*, 1873, notre travail sur *la diminution de la population*.)

productive du travail et l'accroissement de la race.

L'influence restrictive du partage forcé sur l'accroissement de la population est un fait constaté depuis longtemps : un écrivain sceptique a dit énergiquement qu'au point de vue de notre législation *les enfants sont un inconvénient dans la famille*. Sans vouloir développer ce point de vue, nous signalerons seulement ce fait, c'est que le Code fixe lui-même la quotité disponible à la moitié, dans le cas où il n'y a qu'un enfant. Dans cette situation, un père peut parfaitement disposer en faveur d'une concubine de la moitié de son patrimoine. On a jugé que cette part devait être faite à la liberté ! Invoquera-t-on encore les prétendus principes de justice et d'équité pour repousser l'extension de la quotité disponible à la moitié en faveur du père qui, ayant une nombreuse famille, cherche à conserver son domaine et à assurer à ses enfants un foyer qui reste leur centre commun <sup>10</sup> ?

<sup>10</sup> Un exemple fera saisir combien la préoccupation de l'égalité est vaine, même dans le système actuel. Supposez deux enfants et un héritage de 36,000 fr. Le père qui veut favoriser un de ses enfants peut lui donner 24,000 fr. (la quotité étant alors du tiers). S'il avait huit enfants, il pourrait assurer à l'un 12,375 fr.; chacun des sept autres enfants aurait une part de 3,375 fr., et la conservation du patrimoine serait impossible. Si, comme nous le demandons, la quotité disponible est portée à la moitié, dans ce même cas l'héritier-associé aura 20,250 fr. Il pourra conserver le domaine en payant à chacun de ses frères une dot de 2,250 fr. Il



Un éminent magistrat constatant les progrès de la stérilité systématique n'était-il pas en droit de dire :

« C'est à ce monstrueux résultat que nous a  
« conduits le Code civil; et ne dirait-on pas  
« qu'il l'a fait avec préméditation, quand on con-  
« sidère que la loi contient une prescription  
« diminuant la quotité disponible à mesure que  
« le nombre des enfants devient plus grand? Plus  
« un père a d'enfants, plus la loi est sévère pour  
« lui. On ne peut engager plus directement à  
« réduire les familles <sup>11</sup>. »

Dans les familles fécondes la conservation du foyer importe à tous les membres, à ceux qui forment des établissements particuliers ou qui émigrent, non moins qu'à celui que le père de famille s'associe comme héritier. En cas d'échec et d'infortune, ils y trouvent un refuge assuré, de même que ceux qui ont été inaptes au mariage. Le foyer des familles-souches remplit ainsi une fonction que l'assistance publique supplée très-imparfaitement <sup>12</sup>.

n'y a pas de proportion entre l'importance du résultat obtenu par la famille et le sacrifice pécuniaire des enfants qui n'héritent pas, sacrifice très-largement compensé par la sorte d'hypothèque morale que les mœurs leur donnent sur le bien de famille en cas de malheur. De pareils exemples, et il s'en trouve fréquemment dans la pratique, justifient notre appréciation.

<sup>11</sup> *De la Liberté testamentaire en France*, par Maurice Hallay, p. 25.

— <sup>12</sup> Le sentiment des cadets des familles-souches sur ce point s'accuse par un fait signalé dans plusieurs localités et notamment

Les pays où ces mœurs se sont conservées, et avec elles les habitudes de transmission intégrale, offrent sous ce rapport un frappant contraste avec les localités où l'organisation de la famille s'est façonnée sur le Partage forcé. Dans ces dernières localités, non-seulement il n'y a pas de foyer commun pour la famille, mais même les vieux parents sont abandonnés dans leur vieillesse. Aucun de leurs enfants ne veut être héritier-associé et les aider à cultiver leur bien, car ils savent que leurs frères et sœurs profiteraient à leur détriment du fruit de leur travail <sup>13</sup>.

Dans les familles-souches, au contraire, l'héritier-associé, dès qu'il a été désigné par ses parents, consacre toute son activité à améliorer le domaine qui doit lui rester en propre; et il s'efforce, par un redoublement d'activité et d'épargne, d'acquitter les charges qui le grèvent.

Après avoir lu l'histoire de la famille des *Mélouga*, personne ne sera tenté d'invoquer le

dans les montagnes de la Drôme. Quand le père est mort sans tester, souvent les enfants attribuent d'eux-mêmes la quotité disponible à l'ainé, tant la conservation du foyer importe à tous.

<sup>13</sup> Dans les pays où il y a encore opposition entre la Coutume ancienne et l'application du Code, l'insuffisance de la quotité disponible se démontre par la pratique à chaque instant. Ainsi, dans les départements des Alpes, le père de famille est obligé de soutenir une lutte avec l'enfant qu'il veut charger de conserver le foyer, même en lui donnant par préciput tout ce qui est permis, tant la situation qui lui est faite est difficile. (Voir *Bulletin de la Société d'économie sociale*, 1868, p. 319, discours de M. Ch. de Ribbe.)

fantôme des idées féodales. Ces sentiments sont totalement inconnus à ces laborieux cultivateurs. Le choix qu'ils font de la fille aînée de préférence aux fils puînés indique bien que leur principale préoccupation est d'associer le plus promptement possible au père de famille un jeune ménage qui soit directement intéressé à la prospérité de la communauté <sup>14</sup>. Ce régime offre ainsi, indépendamment des avantages moraux de premier ordre signalés dans le cours de l'ouvrage, un puissant stimulant à la production agricole. Il serait dangereux de s'en priver plus longtemps, à une époque où l'approvisionnement du marché national est livré à la concurrence des producteurs étrangers.

## V

### LA LIBERTÉ DES ARRANGEMENTS DE FAMILLE

En conservant aux enfants des droits de réserve ou de légitime affectant jusqu'à la moitié du patrimoine, nous ne voulons que fixer, comme par voie d'*abonnement*, la créance alimentaire des enfants vis-à-vis de leurs parents.

La théorie fondamentale du Code, qui ne tolère

<sup>14</sup> M. le président Requier, dans l'ouvrage déjà cité (*introduction*), signale avec insistance les sentiments qui guident en cette matière les familles-souches du Midi.

qu'à titre exceptionnel les dispositions du père et investit directement, au nom de l'État, les enfants de la succession paternelle, cette théorie doit être absolument condamnée. Il faut, au contraire, proclamer que le père est le législateur naturel de sa famille et sanctionner toutes les dispositions qu'il édictera, tous les arrangements qu'il prendra avec ses enfants, pourvu que ceux-ci soient remplis de leur créance alimentaire, seule raison plausible du maintien d'une légitime.

Le principe une fois admis, il faut donc modifier encore certaines dispositions du Code.

1. — Il suffira que l'enfant soit pourvu de sa légitime à un titre quelconque, en argent ou en valeurs mobilières, comme le père l'aura établi. Pourvu qu'il ait la somme à laquelle sa légitime est estimée, il n'aura aucun droit au partage des biens. « Nous revenons à la réserve légale, » dit M. Champetier de Ribes, mais seulement « *comme quotité en chiffres et non pas en nature de biens*. Le père conserverait dans tous les cas la libre disposition de la moitié de sa fortune, et, quant à la partie réservée, il n'en devrait à ses enfants que la représentation et l'équivalent. »

Nous avons vu (III) que cette réforme était sollicitée par tous les jurisconsultes en matière de partage d'ascendants. Il n'y aura aucune

raison de la repousser quand le père pourvoira ses enfants par des dispositions distinctes et successives. Le tribunal d'appel d'Aix insistait, en 1803, avec beaucoup de force sur ce point dans ses *observations sur le projet de Code civil* : « Le père de famille doit avoir la faculté d'assigner à quelques-uns de ses enfants leur portion de patrimoine en argent et de les préparer ainsi à de plus grandes entreprises en dégageant leurs talents des entraves qu'une petite possession rurale y mettrait. »

2. — Il faut que le père ait le pouvoir de donner à l'héritier des termes pour le paiement des légitimes moyennant un intérêt modéré.

La liquidation immédiate des légitimes, même réduites par l'extension de la quotité disponible (IV) peut, en effet, entraîner la ruine de la famille dans certaines hypothèses. L'utilité des termes gradués accordés à l'héritier pour désintéresser ses frères et sœurs se présente surtout dans deux cas de nature à appeler particulièrement l'attention, celui de la famille industrielle propriétaire d'une usine et celui de la famille d'ouvriers propriétaire seulement de son habitation.

Dans ces deux cas, tout partage, toute liquidation forcée aboutit fatalement à la destruction de l'établissement domestique. Nos lois révolutionnaires vont directement contre l'intérêt du

peuple en empêchant les familles d'ouvriers de devenir propriétaires de leurs foyers, et en détruisant à chaque génération les établissements industriels où elles pourraient trouver un patronage efficace fondé sur la solidarité et la tradition <sup>1</sup>.

On fait justement remarquer que dans ces deux cas toute fixation d'une quotité légale pour la légitime présente des inconvénients très-grands, et qu'en introduisant dans les affaires de la famille les agents du fisc et les officiers judiciaires, on risque de détruire le foyer lui-même. Si l'on ne veut pas encore en arriver à la liberté complète du père de famille, qu'on admette au moins tous les tempéraments qui peuvent sauvegarder ces intéressantes situations !

3. — Quand les empereurs chrétiens réglèrent la légitime des enfants, ils voulurent que le père pût préserver sa famille de procès ruineux, et lui permirent de confier à l'arbitrage d'un homme de bien (*bonus vir*) le soin de compléter la légitime.

Nous voudrions aussi que le père eût par son testament le pouvoir de désigner des arbitres qui

<sup>1</sup> Après les admirables travaux de M. F. Le Play, nous citerons un document tout récent produit au *Congrès des associations catholiques ouvrières*, tenu à Nantes en août 1873, sous le titre d'*Organisation chrétienne de l'usine*, dans lequel M. Harmel, grand industriel à Reims, a signalé la nécessité urgente, à ce double point de vue, de détruire l'unique régime du Partage forcé.

statueraient souverainement sur toutes les difficultés qui surgiraient dans la liquidation de sa succession. Nos lois admettent l'arbitrage dans les procès les plus importants. Pourquoi empêcher le père de maintenir par ce moyen si simple la paix dans sa famille? Quel meilleur arbitre pourrait-il choisir qu'un oncle, un ascendant commun, que la mère survivante surtout?

Tout ce que nous proposons ici est fondé sur des textes législatifs justement admirés, et, ce qui vaut mieux encore, sur la longue pratique de sociétés prospères et stables. Le Code Napoléon a-t-il donc le monopole de la sagesse? On va voir qu'il n'en est rien de l'aveu même de ses partisans.

4. — Le Code arrive actuellement à dénaturer dans certains cas les dispositions du père de famille malgré sa volonté évidente.

L'enfant qui a reçu du vivant de son père une donation en avancement d'hoirie, s'il accepte la succession, impute cette donation d'abord sur sa réserve, puis sur la quotité disponible. S'il renonce à la succession, il peut retenir cette donation jusqu'à la concurrence de la quotité disponible, et elle est alors imputée exclusivement sur la quotité disponible. C'est ce que décide actuellement la cour de cassation après avoir changé trois fois sa jurisprudence. La consé-



quence en est que le père de famille, qui croyait avoir pourvu son fils seulement de sa part héréditaire, et qui avait attribué ultérieurement à un autre enfant la quotité disponible, se trouve, par le fait de la renonciation, dépouillé du droit de disposer de la quotité permise. Toute l'économie de ses dispositions se trouve renversée souvent par des spéculations intéressées. Beaucoup de jurisconsultes, notamment Marcadé<sup>2</sup>, se sont élevés contre ce déplorable résultat auquel aboutit fatalement la législation actuelle. A ceux qui voudraient connaître un exemple décisif de ce qui se produit en pareil cas, nous indiquerons les circonstances de fait d'un arrêt rendu par la cour de cassation, le 3 août 1870, et rapporté par M. Dalloz (*rec. per.* 1872. 1. 356).

Nous demandons que dans ce cas, conformément à la doctrine soutenue par deux éminents professeurs de droit à la faculté de Strasbourg, aujourd'hui conseillers à la cour de cassation, MM. Aubry et Raù (*Cours de droit civil français*, 3<sup>e</sup> édit., §§ 682 et 684 *ter*, note 14), l'enfant qui renonce à la succession ne puisse pas venir réclamer sa légitime s'il n'en a pas été pourvu par une disposition du père, mais qu'il puisse garder la donation ou le legs à lui fait jusqu'à concurrence de la quotité disponible, *en l'imputant sur*

<sup>2</sup> Voir aussi M. Demolombe, *Traité des donations et des testaments*, t. II, nos 57 et suiv.

sa réserve, de façon à ce que les autres dispositions du père restent entières<sup>3</sup>. Une modification législative sur ce point est nécessaire; car la théorie de MM. Aubry et Rau, quoique très-fondée en raison, est regardée à juste titre comme contraire au texte du Code.

Il faut d'autant moins hésiter à réviser à fond le Code sur ce point, que l'obscurité et l'incohérence de ses dispositions entraînent des variations continuelles dans la jurisprudence. A propos des difficultés de l'espèce que nous venons de signaler, M. Dalloz s'exprime ainsi : *Elles témoignent une fois de plus de l'incertitude des règles qui concernent cette matière.*

Les admirateurs fanatiques du Code civil devront reconnaître qu'il y a des taches même dans leur soleil.

5. — Dans tous les cas où il y aurait lieu à un rapport ou à une réduction à la quotité disponible, l'enfant, obligé à rapporter ou à recombler, aurait la faculté de se libérer en payant une soulte en argent.

Pour apprécier la valeur des immeubles donnés, on se placera toujours au moment de la donation et non à celui de l'ouverture de la succession (III).

3 Si la donation ou le legs a été fait par préciput, il n'y a rien à changer à la jurisprudence actuelle; car, en imputant exclusivement sur la quotité disponible l'avantage reçu, l'enfant renonçant ne fait qu'exécuter la disposition du père.

L'enfant qui réclamera un supplément de légitime aura seulement le droit d'exiger une somme d'argent des héritiers auxquels le père aura attribué des immeubles. Mais ceux-ci auront le droit de payer avec des immeubles s'ils le préfèrent.

Ces solutions sont commandées par l'intérêt des tiers non moins que par celui de la famille. Dans l'état actuel, les actions en réduction et rapport réfléchissent beaucoup trop souvent contre des acquéreurs de bonne foi.

6. — Enfin nous demanderons que les pactes sur successions futures, prohibés aujourd'hui par le Code (art. 791 et 1130), soient permis pourvu que l'ascendant de la succession duquel on traite y intervienne. C'est encore un retour à la législation de Justinien et à l'ancienne jurisprudence française. Nous avons dit (I et IV), en nous appuyant sur l'histoire des *Mélouga*, comment la liberté de ces pactes était indispensable pour les arrangements des familles-souches. Dans les arrêts que nous avons cités, on verra comment le principe du Code a souvent forcé les tribunaux à annuler les transactions les plus équitables.

Les pactes sur successions futures sont surtout utiles pour favoriser l'émigration. Plus que jamais l'émigration des jeunes rejetons des familles-souches avec des pécules et sur un terrain soigneusement préparé est nécessaire pour que la

race française maintienne sa place dans la civilisation générale, au milieu de l'extension que prennent en Amérique, en Australie et dans l'Afrique du Sud, la race anglo-saxonne et la race allemande.

Sans familles nombreuses point d'émigration ; sans liberté de tester point de familles nombreuses : voilà ce qui est aujourd'hui absolument démontré !

Vis-à-vis des enfants qui émigrent, le père de famille doit pouvoir prendre tous les arrangements possibles. Il leur donnera un pécule d'autant plus considérable, qu'ensuite ils n'auront plus rien à prétendre sur le domaine patrimonial, et que l'héritier-associé pourra y consacrer sans crainte toute son activité.

De pareils arrangements peuvent souvent aussi faciliter le mariage des filles.

La raison en est que, dans l'un et l'autre cas, une somme d'argent donnée vingt ou trente ans avant la mort du père, a beaucoup plus de valeur pour un jeune ménage qui se fonde ou pour un émigrant, que des droits successoraux dont la réalisation est éloignée et incertaine.

Dans les conventions sur successions futures, qui se débattent librement entre parties majeures et capables, la liberté doit être complète, et toute fixation d'une quotité pour la légitime doit disparaître.

On a grand tort de se préoccuper des abus du pouvoir paternel. Ils sont les plus rares de tous. En tout cas, ce genre de convention serait toujours sujet aux causes de rescision du droit commun pour fraude et pour violence (matérielle ou morale). Il y a là de quoi parer à tous les abus possibles. Si l'on voulait multiplier les précautions, on pourrait exiger que ces conventions fussent, à peine de nullité, passées par-devant notaire, en présence des témoins instrumentaires.

La liberté des pactes sur succession future a été récemment réclamée par un jurisconsulte éminent, M. Charles Brocher, membre de la cour de cassation de Genève, dans une *étude sur la légitime et les réserves*, qui a été couronnée, en 1867, par l'Académie des sciences morales et politiques.

La plupart des législations étrangères favorisent ces pactes. Dans le dernier congrès des jurisconsultes suisses tenu à Coire en 1873, où cependant les principes du Code Napoléon étaient fort en faveur, ses dispositions sur ce point ont été vivement critiquées.

## VI

## LES DISPOSITIONS SPÉCIALES À ADOPTER TOUCHANT LES HÉRITIERS-MINEURS DE LA PETITE PROPRIÉTÉ

La navrante histoire dont le précis est dans le II<sup>e</sup> Appendice de cet ouvrage indique assez la nécessité et l'urgence d'une réforme. Le gouvernement impérial l'avait reconnu lui-même : en 1867 il avait présenté un projet de loi destiné à y porter remède; et, à cette occasion, il a produit des chiffres, extraits des statistiques judiciaires, encore plus lamentables que ceux indiqués par M. Le Play.

Malheureusement la réforme sur ce point présente des difficultés toutes particulières. Le père de famille surpris par la mort avant l'âge ne laisse pas de testament; et alors c'est une nécessité d'appliquer à la lettre les dispositions de la loi *ab intestat*, qui dans leur généralité ne peuvent pas se plier aux convenances de chaque modeste foyer.

Dans d'autres temps, la Coutume pourvoyait à ces situations particulières avec la souplesse et l'équité propres à cet état du droit<sup>1</sup>; même le

<sup>1</sup> Sur les caractères du droit coutumier : Savigny, *Traité général du Droit romain*. Introduction, §§ 12 et 15.

soin de régler la succession des mineurs avait été généralement dévolu aux officiers municipaux. Mais, depuis plusieurs siècles, ces mœurs ont disparu en France; et notre « civilisation moderne » ne comporte plus que des Codes aux dispositions précises, impératives et inflexibles.

On ne peut donc apporter que quelques palliatifs aux inconvénients du partage légal des successions pour les orphelins-mineurs, héritiers d'un petit patrimoine.

Le palliatif le plus efficace se trouve dans une disposition du projet de loi de 1867 (art. 147), portant que le partage des successions de mineurs, quand tous leurs représentants légaux sont d'accord, pourra avoir lieu devant un notaire, sans formes judiciaires autres que l'homologation du tribunal, sans tirer les lots au sort et sans tenir compte de la disposition de l'article 832.

Malheureusement le ministère du 2 janvier avait retiré ce projet devant les réclamations des officiers ministériels, à qui il imposait une véritable expropriation sans indemnité, et sans que le fisc modérât ses droits, bien autrement lourds. Depuis lors il n'a plus été repris.

Pendant ce temps, à peine l'administration allemande avait-elle pris possession de l'Alsace-Lorraine, qu'elle cherchait à exploiter contre la France le déplorable régime imposé par nos lois aux orphelins-mineurs de la petite propriété. Le



7 octobre 1872, M. Schneeganz, procureur général à Colmar, annonçait l'intention du gouvernement allemand de réformer au plus tôt les parties défectueuses de la législation française. « Parmi ces parties, nous comptons surtout, « a-t-il dit, la procédure lors des successions et « des ventes par autorité de justice. Pour les « petites fortunes, et même pour des fortunes « moyennes, le droit français relatif au partage « des successions est presque impossible à appliquer. Les frais dévorent le capital. »

Cette réforme a été réalisée effectivement par la loi du 1<sup>er</sup> décembre 1873 dans des conditions de simplicité qui peuvent nous servir de modèle <sup>2</sup>.

*Fas est et ab hoste doceri!*

Puisque nous nous sommes ainsi laissé prévenir par nos ennemis, nous voudrions que ce retard fût compensé par d'autres réformes.

Nous proposerions notamment, *quand tous les enfants sont mineurs*, de donner au tribunal le droit d'ajourner le partage jusqu'à la majorité de l'aîné. Dans la pratique, cela se fait fréquemment; mais l'humeur d'un tuteur ou le conseil intéressé d'un homme de loi suffisent pour rendre impos-

<sup>2</sup> Voir, à la fin de l'ouvrage, le Document C.

sible cette utile combinaison et provoquer le partage immédiat<sup>3</sup>.

Cette souveraine faculté laissée au tribunal de juger la situation s'exercerait surtout avec utilité, si l'on réalisait une autre réforme réclamée par l'unanimité des jurisconsultes.

Tous reconnaissent l'insuffisance des dispositions du Code en faveur de la veuve. Par testament ou par contrat de mariage le mari peut disposer en faveur de sa femme de la moitié en usufruit (art. 1094), et cette disposition est faite

<sup>3</sup> Une jurisprudence récente de la cour de cassation a rendu presque impossibles les partages provisionnels amiables des biens de mineurs faits avec la garantie de cautions, en soumettant au droit proportionnel d'enregistrement au lieu du droit fixe l'attribution d'un immeuble pour la part de la somme qui excède la part virile de l'héritier. M. Serrigny, doyen de la faculté de droit de Dijon, a vivement critiqué cette jurisprudence dans un remarquable article publié dans la *Revue critique de législation*, 1<sup>er</sup> décembre 1871. En voici la conclusion :

« On est arrivé à ce résultat monstrueux de dire que toutes les  
« fois que des mineurs sont intéressés dans un partage, il n'est  
« plus possible de faire pour eux et dans leur intérêt un acte de  
« partage donnant lieu au droit fixe, à moins qu'il ne soit fait en  
« justice; de sorte que ces malheureux mineurs, auxquels on a  
« l'air de s'intéresser dans certains projets de modification du  
« Code de procédure, sont maltraités d'une façon incroyable par  
« la jurisprudence. Le *vœ victis* n'est pas seulement vrai pour les  
« vaincus dans les guerres de nation à nation, il est vrai aussi à  
« l'égard des faibles. Malheur à vous si vous êtes faible ou inca-  
« pable. Dès que la perte de vos père et mère vous a placés  
« parmi les incapables, vous devenez les victimes du fisc. »

C'est notre législation tout entière qui est à réviser au point de vue des intérêts de la famille et des mineurs. Les lois actuelles n'ont été faites que pour le fisc et les officiers ministériels.

si généralement qu'elle démontre la convenance de conformer la loi *ab intestat* à cette pratique. En d'autres termes, nous proposerions que, conformément aux dispositions de nos anciennes lois sur le douaire et l'augment de dot, la femme eût de plein droit l'usufruit sur la moitié des biens laissés par son mari, pourvu qu'elle restât veuve et vécût honorablement, et sauf à son mari à lui enlever cette jouissance par testament.

Cette réforme, qui est conforme aux sentiments de notre époque sur le mariage, et qui fortifierait l'autorité de la mère restée veuve sur les enfants, profiterait tout particulièrement aux orphelins-mineurs de la petite propriété.

Il ne faut pas oublier, en effet, que, dans la plupart des cas de ce genre, le père de famille n'a pas testé et que la veuve se trouve dans la position précaire que lui fait la loi *ab intestat*. Sans doute les articles 384 et suivants lui donnent l'usufruit des biens de ses enfants jusqu'à l'âge de 18 ans; mais cette limitation lui enlève précisément toute son autorité à l'époque où elle serait le plus nécessaire.

Le jour où elle aurait un usufruit personnel et viager de moitié, ce droit venant s'ajouter à sa dot ou à sa part dans la communauté, la convenance d'ajourner le partage jusqu'à la majorité des enfants deviendrait encore plus forte; et non-seulement la division du domaine serait

retardée, mais la mère, investie réellement de l'autorité d'un chef de maison, pourrait, comme le père l'eût fait, choisir un héritier-associé. Quand celui-ci serait en état de prendre la direction de la maison, un règlement interviendrait par lequel l'usufruit de la mère serait exclusivement imputé sur sa part, conformément à la pratique des familles-souches<sup>4</sup>. Ainsi pourrait être conjurée la crise cruelle que produit dans une famille la mort prématurée du père<sup>5</sup>.

L'Assemblée nationale est en ce moment saisie d'un projet de loi dû à l'initiative de M. Delsol, d'après lequel l'époux survivant a droit à l'usufruit d'une part d'enfant légitime, sans que cette part puisse être moindre que le quart des biens. Ce droit d'usufruit ne pourra être réclaté par l'époux contre lequel la séparation de corps aurait été prononcée, et il cesserait dans le cas d'un mariage subséquent. Nous sommes heureux de constater que le principe de cette proposition a été accueilli avec une faveur unanime par toutes les publications périodiques de jurisprudence.

Le gouvernement qui réalisera enfin ces ré-

<sup>4</sup> Voir un exemple de ces arrangements dans l'enquête citée sur *l'application des lois de succession en Provence*, p. 347. — <sup>5</sup> La réforme ci-dessus indiquée ne serait efficace qu'autant que l'on tempérerait les exigences de la loi fiscale, qui calcule les droits en matière d'usufruit d'une façon si onéreuse que, dans la pratique, la veuve renonce souvent aux droits résultant du testament de son mari pour ne pas trop grever la succession.

formes s'acquerra des titres à la reconnaissance des familles; cette reconnaissance sera pour lui la meilleure garantie de stabilité.



# DOCUMENTS ANNEXÉS

La manière la plus prompte de faire ouvrir les yeux à un peuple, est de mettre individuellement chacun à portée de juger par lui-même et isolément de l'objet qu'il n'avait jusque-là apprécié qu'en masse.

(MACHIAVEL, *Traité de la république*,  
§ XXXVII.)

---

# SOMMAIRE

## DES DOCUMENTS ANNEXÉS

---

Opinion émise en 1839 sur la liberté de tester et les substitutions fidéicommissaires. . . . .	A
Exemple remarquable donné par une famille souveraine touchant le respect du testament. . . . .	B
Précis des réformes opérées par le gouvernement allemand dans l'Alsace-Lorraine pour la conservation des familles-souches, et spécialement en faveur des orphelins-mineurs de la petite propriété. . . . .	C
La Coutume du Lavedan. . . . .	D

---



# DOCUMENT A

OPINION ÉMISE EN 1839 SUR LA LIBERTÉ TESTAMENTAIRE  
ET LES SUBSTITUTIONS FIDÉICOMMISSAIRES

par un auteur suisse

M. CH. L. DE HALLER <sup>1</sup>

---

M. Ch. L. de Haller, petit-fils de l'homme éminent qui adressa à l'intolérance de Voltaire de si justes reproches <sup>2</sup>, avait indiqué bien avant moi l'importance de la Liberté testamentaire. Il voyait avec raison dans la Liberté de tester la condition de la stabilité de la famille et du maintien de l'harmonie sociale. L'indifférence qui fit passer ce livre inaperçu est un nouvel exemple de la coalition tacite que mes concitoyens opposent depuis la révolution aux ouvrages qui pourraient rétablir en France la notion du vrai, obscurcie par les lettrés du XVIII<sup>e</sup> siècle et les hommes de la Terreur. C'est un devoir pour les amis de la Réforme sociale de rendre hommage à ceux qui les ont devancés : je suis donc heureux qu'en me faisant connaître les écrits de M. Ch. L. de

<sup>1</sup> *Mélanges de droit public et de haute politique*, 2 vol. in-8° ; Paris, Vaton, 1839. — <sup>2</sup> *La Réforme sociale*, 5<sup>e</sup> édition, 8, X.

Haller, mon ami M. Emmanuel de Curzon m'ait fourni l'occasion d'en citer ici quelques extraits.

« Il n'est pas de constitution moderne, pas de projet de Code civil, où l'on n'ait cherché et ne cherche encore à restreindre arbitrairement une des premières libertés de l'homme, celle de disposer de son propre bien; à entraver, à prohiber même ces magnifiques institutions, toutes morales et sociales, qui assurent le bien-être des familles et des peuples, ou du moins à les soumettre à des conditions onéreuses et à des formalités vexatoires. Depuis plus d'un demi-siècle, l'abolition des majorats et des fidéicommiss a été une des premières mesures proposées par ces sophistes modernes, dont les prétendues lumières ne consistent qu'à éparpiller les hommes dans une égalité de misère, à les priver de leurs bienfaiteurs naturels et à dissoudre tous les rapports sociaux, fondés sur des engagements volontaires et des services réciproques. L'empereur Joseph II, momentanément égaré par les illuminés d'Allemagne, en avait donné un premier exemple.

... En France, l'Assemblée constituante ou plutôt démolissante supprima non-seulement le droit de primogéniture établi dans certaines familles ou pour certains biens, mais encore les simples substitutions, sans respecter même la règle jadis universellement reconnue, que de sembla-

bles lois ne peuvent pas être rétroactives : et tel était alors l'aveuglement général, qu'au milieu de tant d'autres iniquités, cette monstrueuse mesure, l'une des plus funestes de toutes, fut à peine remarquée et ne produisit que peu ou point de sensation. » (Tome II, p. 295, 296.)

« D'un autre côté l'empereur Napoléon avait, par un instinct antirévolutionnaire, et en dépit du Code qui portait son nom, favorisé le rétablissement des majorats, non point, il est vrai, comme une faculté générale et une conséquence naturelle du droit de tester, mais à titre de dispense des lois communes et comme une faveur à recevoir du prince, faveur qui cependant s'accordait à peu près à tous ceux qui la demandaient. » (P. 297.)

« A notre avis cependant, ils (les législateurs de tous les temps) eussent toujours mieux fait de laisser à chacun la pleine faculté de disposer de ses biens et de ne pas prescrire tant de formalités minutieuses, et souvent même impraticables, attendu que c'est le caractère de tous les esprits bornés et la source d'une multitude de mauvaises lois, que d'empêcher l'usage d'une liberté légitime, sous prétexte de quelques abus qui en sont inséparables, et de faire naître par là d'autres abus bien plus nombreux et beaucoup plus graves. » (P. 304.)

« Or de toutes les conséquences du droit de

propriété, de toutes les libertés de l'homme, celle de tester est une des plus belles, des plus consolantes, des plus salutaires pour le maintien des bonnes mœurs et de l'ordre social. Elle encourage le travail et l'économie, parce que c'est par elle seule qu'on est vraiment maître de sa fortune et qu'on peut la transmettre aux objets de ses premières affections, ou bien la consacrer à des établissements d'utilité publique. Elle ennoblit par là ce penchant d'ailleurs si désordonné pour les biens de la terre, donne à l'acquisition légitime son véritable charme, offre l'unique moyen de conserver les richesses acquises pour le bien des générations futures, et favorise leur noble et généreux emploi. Tout ce que le monde possède en fondations pieuses pour les églises et les écoles, pour les pauvres, les malades et les malheureux, il le doit à la liberté de tester. Elle est l'unique puissance qui reste aux vieillards pour engager même leurs enfants ou leurs plus proches alentours à remplir envers eux les devoirs de justice, d'humanité et même de simple bien-séance, ou bien pour récompenser leurs vertus et leurs fidèles services; sans elle on verrait peut-être des fils et des neveux ingrats délaisser leurs père et mère et les plus proches parents dans le malheur et dans l'affliction; les abandonner sur leur grabat et sur leur lit de mort, sans secours et sans consolations, et ce manque de reconnais-

sance et de soins envers des parents se fait déjà remarquer dans tous les pays où la faculté de tester est trop restreinte ou même interdite à certaines personnes et par rapport à certains biens. En revanche cette liberté resserre les liens du sang, maintient l'union dans les familles, nourrit le respect des enfants pour leurs parents, leur apprend à les considérer non pas comme des débiteurs en retard, mais comme des bienfaiteurs, et les engage ainsi à les aimer davantage et à ne pas se rendre indignes de leur affection. De plus, la liberté de tester est non-seulement l'unique consolation des personnes qui n'ont pas d'enfants et qui peuvent ainsi se choisir leurs héritiers, mais elle crée encore dans l'avenir et après la mort du testateur une multitude de rapports sociaux fondés sur des services réciproques, et affermit par eux la paix et la tranquillité publique. Aussi les sectateurs de l'esprit du siècle n'ont-ils cherché à restreindre ou à supprimer la liberté de tester que pour énerver l'autorité paternelle, pour rendre les enfants indépendants de leurs parents, et mettre, en revanche, les parents dans la dépendance de leurs enfants; enfin et surtout pour morceler toujours davantage les biens et les possessions, pour isoler et diviser ainsi les hommes et les jeter, sous prétexte de liberté et d'égalité, dans un dénûment réciproque et dans

un état d'hostilité perpétuelle. » (P. 304, 305 et 306.)

« De plus, la simple faculté d'établir des substitutions fait germer dans le cœur de l'homme des sentiments généreux, et provoque chez les riches ce noble penchant à considérer leur fortune comme une puissance propre à faire du bien, non-seulement à la génération actuelle, mais encore à la postérité. Par contre, ne faut-il pas qu'un égoïsme universel naisse partout où les lois ne laissent à l'homme aucun moyen d'assurer les fruits de ses travaux à deux ou trois générations, et où l'on refuse aux pères la satisfaction de perpétuer dans leur famille une fortune bien acquise? Les fidéicommiss sont encore l'unique moyen de conserver le bien-être de ces familles anciennes, historiques et illustres, qui font la force et la gloire de chaque pays, de remplacer même successivement celles qui viendraient à s'éteindre; et quoi qu'en puisse dire une basse et absurde jalousie, c'est de la stabilité des familles et des corporations opulentes que dépend la prospérité d'une nation entière. C'est ainsi que les substitutions fondent et affermissent une noblesse *véritable* et *naturelle*, c'est-à-dire une classe de personnes considérables, libres et puissantes, qui sont les appuis, les protecteurs et les bienfaiteurs des autres classes du peuple; une noblesse territoriale, qui repose,

non pas sur de simples titres, aujourd'hui plus ou moins vides de sens, mais sur une base solide et permanente; une noblesse qui est utile à tout le monde et n'excite la jalousie de personne, qui enfin se recrute successivement elle-même, et qu'on peut acquérir et consolider, non-seulement par les faveurs royales, souvent prodiguées à des indignes, mais aussi par ses propres efforts et ses vertus personnelles. Les fidéicommiss favorisent aussi le véritable commerce et les grands établissements d'industrie, qui, d'une part, demandent des capitaux considérables, et qui, de l'autre, ne peuvent fleurir que par la fortune assurée de familles et de corporations opulentes, qui achètent ou consomment leurs produits. » (P. 313.)

« On ne peut assez le redire, les grandes fortunes permanentes sont moins nécessaires à ceux qui les possèdent qu'à ceux qui ne les possèdent pas. Par le grand nombre d'employés et de serviteurs dont les chefs de maisons opulentes ont besoin, soit pour leur agrément personnel, soit pour l'administration de leurs biens, soit pour la gestion de tant d'autres affaires, ils occupent des milliers de bras, offrent des ressources également permanentes, des moyens d'existence et d'avancement à la classe pauvre et laborieuse, contentent des ambitions subalternes et préviennent par là cette foule désordonnée qui se presse



vers les emplois publics, cette ambition générale et insatiable dont on se plaint partout, mais qui provient uniquement de ce qu'il n'y a plus guère de stabilité nulle part, plus de place honorable et assurée dans laquelle des hommes même modestes puissent vivre paisiblement et sans inquiétude pour leur avenir. Jadis chaque famille opulente et dont la fortune se perpétuait par droit d'aînesse, formait un petit État secondaire, aussi permanent, aussi immortel, pour ainsi dire, que l'État supérieur dont il dépendait. La portion du peuple qui se ralliait à elle et la servait pour en être servie à son tour, y vivait en repos et y trouvait des moyens d'existence à l'abri des vicissitudes. La société était naturellement casée, distribuée en familles, grandes et petites; et c'est pourquoi il y avait de la place pour tout le monde. Aujourd'hui, au contraire, et par un effet de nos lois modernes, la mort de chaque père de famille produit une révolution en petit qui brise tous les liens, isole et disperse tous les membres de la famille, détruit les moyens de se rendre des services réciproques, efface tous les souvenirs, tout sentiment de reconnaissance pour les bienfaits antérieurs. Le partage égal entre de nombreux héritiers nécessite la réforme de la maison; un grand nombre d'employés et de serviteurs, qui sans cela y jouissaient de ressources abondantes et dont le sort était assuré

même dans le cas de maladie et de vieillesse, sont congédiés et, pour ainsi parler, mis sur la rue. La plupart d'entre eux perdent leur temps et dissipent leurs épargnes pour chercher, souvent même en vain, une autre place tout aussi précaire; l'oisiveté forcée entraîne les autres dans le libertinage et la débauche, les pousse souvent dans la carrière des crimes, et c'est ainsi qu'ils se jettent dans l'indigence et tombent à la charge des autres, qui bientôt, par des raisons toutes pareilles, auront eux-mêmes besoin de secours. L'on objectera sans doute, avec ce langage dédaigneux et inhumain des grandes villes, que ces sortes de révolutions n'ont lieu que dans un cercle fort étroit, et ressemblent à des tempêtes dans un verre d'eau; mais elles sont si nombreuses et se reproduisent si fréquemment, qu'elles entretiennent une agitation perpétuelle dans la société et augmentent le nombre des pauvres, des malfaiteurs et des mécontents. L'homme aime naturellement le repos, et si, malgré cela, il existe aujourd'hui dans presque tous les pays un malaise universel et un vague désir de changements politiques, il faut l'attribuer, non pas uniquement aux fausses doctrines qui ne règnent guère parmi les classes inférieures, mais aux effets de ces doctrines mêmes, à la division perpétuelle des propriétés, à l'instabilité de tous les rapports sociaux, et par con-

séquent aussi des moyens d'existence. » (P. 316, 317, 318.)

F. LE PLAY.

---

## DOCUMENT B

EXEMPLE REMARQUABLE DONNÉ PAR UNE FAMILLE SOUVERAINE  
TOUCHANT LE RESPECT DU TESTAMENT

Cet exemple prouve que, dans l'ancienne tradition européenne, le respect du testament était le vrai principe de la famille-souche, chez les souverains et les nobles comme chez les paysans.

Le 14 novembre 1829 mourait à Vienne Marie-Béatrix d'Este, duchesse douairière de Modène. Elle avait eu sept enfants, dont cinq seulement lui survivaient. Après avoir reçu le viatique et l'extrême-onction, elle eut quelques préoccupations au sujet de ses dispositions testamentaires, et elle dit à son confesseur, le P. Jean, de l'ordre des Servites :

« J'ai écrit mes dernières volontés; mais il y  
« manque la signature et les formalités. — Les  
« bons fils, lui répondit le religieux, sont les  
« meilleures de toutes les formalités. »

Cette observation calma ses inquiétudes; elle ne s'en préoccupa plus, et mourut en paix.

Mais cinq jours après sa mort, les légistes de la cour d'Autriche demandaient à connaître le testament de l'archiduchesse Béatrix, ne doutant

pas qu'il n'y eût là matière à discuter, à argumenter, à procéder, et, partant, à bénéficier. Or, ainsi que le P. Jean l'avait appris à l'archiduc Maximilien, l'un des fils survivants, il n'existait qu'une note, dont la moitié avait été écrite par le duc d'Albani, mort depuis longtemps, et dont l'autre moitié seulement était écrite de la main de l'archiduchesse. Cet écrit n'était point daté, et n'avait d'autre signature que les initiales M.-B.

Par ce testament informe, l'archiduchesse instituait pour son héritier universel François IV, duc de Modène, son fils aîné. Elle faisait un legs particulier à chacun de ses deux autres fils, les archiducs Ferdinand et Maximilien; donnait ses bijoux par moitié à ses deux filles, la reine de Sardaigne et l'électrice de Bavière; léguait des pensions ou des souvenirs à ses serviteurs et aux personnes de sa cour.

Sans date, sans signature, écrit en partie par une main étrangère, ce testament n'avait très-certainement aucune valeur *légale*. Le duc de Modène déclarait n'en pas vouloir accepter le bénéfice : mais ses frères, certains qu'il était bien l'expression des dernières volontés de leur mère, exigèrent qu'il fût exécuté.

Voici, telle que nous la trouvons dans la vie de l'archiduc Maximilien <sup>1</sup>, la lettre que ce prince

<sup>1</sup> *Vie de Maximilien d'Este, archiduc d'Autriche*, par J.-M.-S. Daurignac. Chez Ambroise Bray; Paris, 1866.

écrivit à ce sujet à son frère aîné, le duc de Modène :

« Nous ne t'avons pas parlé, dans nos lettres, de notre opinion sur le testament, parce que nous le tenons comme l'expression des dernières volontés de notre chère mère, et qu'il ne pouvait nous venir à l'esprit que l'on pût le considérer autrement et avoir le moindre doute à cet égard. Et ceci pour plusieurs motifs :

« 1<sup>o</sup> Parce que ses intentions sont écrites en grande partie de sa main, et qu'elle les a confirmées verbalement à son confesseur dans sa dernière maladie. Cet écrit peut manquer des formalités exigées par les lois civiles... Tu es donc libre de reconnaître le testament de notre mère, ou de le méconnaître ; mais le méconnaître, ne pas l'accepter comme l'expression de ses dernières volontés, ce serait vraiment te mettre en contradiction avec ton cœur, avec tes idées, avec tes sentiments... Ce serait, je te le dis franchement, une chose monstrueuse.

« 2<sup>o</sup> Dans tout ceci, tu n'as affaire avec personne au monde qu'avec Ferdinand et moi, et nous te prions, nous te supplions à mains élevées, de le reconnaître, de l'accepter et d'être l'héritier universel comme cela doit être, et comme le désirait très-sagement la meilleure et la plus aimante des mères. Nous déclarons d'avance que nous sommes prêts à accepter de toi les deux

legs qu'elle nous a destinés, et que, dans notre conseil de famille, nous trouvons parfaitement choisis relativement à la position de chacun.

« 3<sup>o</sup> Si le testament n'est pas reconnu valable, nos deux sœurs ne pourront avoir aucune part à l'héritage. Il sera donc plus délicat de ta part de reconnaître le testament par lequel les bijoux leur sont légués. Ce sera honorer la mémoire de notre mère et donner une consolation à nos sœurs, qui seront touchées qu'elle ait pensé à elles; d'autant plus que tout est laissé à ta volonté...

« 4<sup>o</sup> Enfin, il est nécessaire que tu reconnaisse le testament valable, à cause des personnes attachées à la cour et au service de notre mère. Il est très-heureux que nous ayons pris les devants et communiqué la chose; je suis bien aise que tous sachent que leur maîtresse a pensé à eux, et qu'elle l'a fait généreusement.

« 5<sup>o</sup> Les pleins pouvoirs que tu as donnés à notre frère Ferdinand lui serviront à tout régler aisément; l'avocat n'aura pas à intervenir. A quoi serait-il bon, là où il n'y a pas de cause? Il peut être d'un bel exemple pour plusieurs qu'au sujet d'un tel héritage, les avocats n'aient rien à faire, et qu'ils n'aient même pas connaissance du testament. Cela témoignera de l'union qui a toujours existé entre nous, et qui nous rend si heureux. C'est aussi un devoir pour nous de montrer au monde qu'une telle union est possible, et qu'elle

devrait se rencontrer partout. Chaque famille ne devrait former, pour ainsi dire, qu'une seule personne, car tous ses membres ne devraient avoir qu'un cœur et qu'une pensée. »

(Communiqué par M. Emm. de Curzon.)

---

## DOCUMENT C

PRÉCIS DES RÉFORMES OPÉRÉES PAR LE GOUVERNEMENT ALLEMAND DANS L'ALSACE-LORRAINE POUR LA CONSERVATION DU FOYER DES FAMILLES-SOUCHES, ET SPÉCIALEMENT EN FAVEUR DES ORPHELINS-MINEURS DE LA PETITE PROPRIÉTÉ.

Par M. CLAUDIO JANNET,  
avocat à la cour d'Aix en Provence.

---

Le gouvernement allemand, à peine entré en possession de l'Alsace-Lorraine, a pris à tâche de réaliser un grand nombre de réformes sollicitées depuis longtemps en France.

Une série de lois successives ont modifié, conformément à la pratique des peuples libres et prospères, le régime provincial, l'organisation judiciaire, la juridiction administrative, la législation minière, la procédure des ventes judiciaires et surtout ces lois de contrainte qui détruisent systématiquement chez nous le patrimoine des familles-souches et spécialement les foyers de l'ouvrier et du paysan.



Le principe du partage forcé n'a pas été supprimé; mais plusieurs de ces lois le battent en brèche; elles constituent déjà une amélioration sérieuse et elles préludent à une réforme plus complète<sup>1</sup>.

C'est là une dure leçon; mais c'est en sachant la reconnaître que nous pourrons recouvrer cette faculté de nous réformer qui a caractérisé toutes les grandes époques, et qui a été détruite chez nous par les régimes de contrainte et la bureaucratie. Aussi allons-nous reproduire les principaux textes de ces lois nouvelles, relatives à l'objet énoncé dans l'intitulé de ce Document.

Il convient de noter que toutes ces lois ont été rendues sous le régime spécial auquel l'Alsace-Lorraine a été soumise avant d'être admise sur le pied de l'égalité avec les autres parties de l'empire allemand, régime qui devait d'abord

<sup>1</sup> A côté de ces réformes, par lesquelles satisfaction a été donnée aux Autorités sociales, le gouvernement allemand a violé leurs sentiments sur plusieurs points très-graves. Nous signalerons notamment: 1<sup>o</sup> la loi qui, abrogeant celle du 27 novembre 1816, rétablit le divorce tel que l'avait réglementé le Code Napoléon; 2<sup>o</sup> le règlement sur l'instruction primaire, qui recommande dans les écoles publiques le mélange des sexes. Cette innovation, contraire aux sentiments de tous les pays chrétiens, a été introduite depuis peu d'années dans certaines parties des États-Unis: mais elle y a donné des résultats qui ne la justifient nullement.

Au point de vue des principes de la *Réforme sociale*, on doit regretter d'autant plus ce règlement que le régime de l'instruction obligatoire a été en même temps imposé dans toute sa rigueur.

finir au 1<sup>er</sup> janvier 1873 et qui a été prorogé jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1874. Pendant cette période toutes les lois de l'Alsace-Lorraine ont été rendues par le conseil fédéral seul, qui est formé des représentants des souverains des différents états de l'empire, sans la participation de la chambre élective. Ces lois sont complétées pour les détails d'application par des ordonnances du chancelier de l'empire.

## I

### LOI DU 22 OCTOBRE 1873 CONCERNANT LA SURVEILLANCE ET LES FRAIS D'ADMINISTRATION DES TUTELLES

Cette loi améliore le système des codes français en trois points essentiels : 1<sup>o</sup> Elle simplifie les procédures pour toutes les tutelles sans distinction et donne au juge de paix une compétence plus étendue. 2<sup>o</sup> Dans le cas où la succession se trouve sous la garde d'ascendants, de frères ou de sœurs, elle les dispense de certaines formalités, ou au moins n'attache pas de conséquences désastreuses aux omissions. Le législateur allemand ne les suppose pas de mauvaise foi comme le fait le Code Napoléon. 3<sup>o</sup> Enfin les petites successions sont, par une disposition spéciale, dispensées des formalités les plus coûteuses, et le législateur veille à ce qu'elles ne soient pas dévorées par les frais de justice.

Nous empruntons la traduction des principaux articles de cette loi ainsi que de la suivante (II) à l'*Annuaire de législation étrangère* publié par la *Société de législation comparée*. (3<sup>e</sup> année, 1 vol. in-8°, Cotillon, 1874.)

ART. 1. Tous les décès donnant lieu à apposition de scellés sont dénoncés gratuitement, par les officiers de l'état civil qui reçoivent l'acte, au juge de paix compétent, dans les vingt-quatre heures.

ART. 2. Lorsqu'un mineur ou un absent est intéressé dans une succession, l'apposition des scellés n'est cependant pas requise, si cette succession se trouve sous la garde des parents, grands-parents ou frères et sœurs majeurs, ou si sa valeur ne dépasse pas 1000 francs.

ART. 3. L'inventaire d'une succession intéressant des mineurs ou interdits peut être fait par le tuteur sans l'assistance d'un notaire, si elle ne dépasse pas 1000 francs.

Les conséquences légales attachées par les art. 1442, 1456, 1461 et 1483 du Code civil<sup>1</sup>, au défaut d'inventaire ne sont point encou-

<sup>1</sup> L'article 1442, comme sanction à l'obligation de faire inventaire, fait perdre au père ou mère survivant, qui est tuteur, son usufruit légal sur les biens de son enfant mineur, et rend le subrogé-tuteur responsable solidairement du défaut d'inventaire. D'après les articles 1456, 1461 et 1483, la veuve qui n'a pas fait inventaire est privée de la faculté de renoncer à la communauté, c'est-à-dire de ne supporter les dettes que jusqu'à concurrence de son émolument.

rues par les ascendants de l'individu en tutelle, s'il a été dressé par le tuteur un acte privé d'inventaire et que le conjoint, dans les délais impartis pour l'inventaire, ait affirmé cette description devant le juge de paix en forme de serment.

ART. 4. Le nombre des membres du conseil de famille sera, sauf le cas prévu par l'art. 408, de quatre, outre le juge de paix [au lieu de six]<sup>2</sup>.

ART. 7. [Un certain nombre d'actes relatifs aux tutelles, quelle que soit la valeur de la succession, sont dispensés des droits de timbre et d'enregistrement.]

ART. 8. Pour tous les actes d'administration des tutelles, le juge de paix, sur la demande des tuteurs, peut accorder le droit des pauvres [assistance judiciaire], lorsque la portion totale des individus réunis dans la même tutelle, d'après les constatations des actes ou des preuves admissibles, n'excède pas 3000 francs.

Les créances non liquides et douteuses, les objets mobiliers et ustensiles nécessaires à l'individu en tutelle, selon sa condition, ne sont pas comptés dans l'estimation.

ART. 10. [Lorsqu'une tutelle a obtenu l'assistance, les frais des délibérations du conseil de famille et des décisions judiciaires concernant un

<sup>2</sup> L'article 408 vise le cas où le mineur a des frères et sœurs ; ils font de droit partie du conseil de famille, sans limitation de nombre.

partage ou une vente d'immeubles en justice, peuvent être pris sur la masse d'après le tarif, mais jusqu'à concurrence seulement de 1 1/2 pour cent du montant des biens. Les salaires des officiers ministériels passent alors avant les frais dus à l'État et sont parfaits en cas d'insuffisance par le fonds criminel.]

## II

### LOI DU 1<sup>er</sup> DÉCEMBRE 1873 CONCERNANT LES PARTAGES EXTRAJUDICIAIRES ET LES VENTES DE BIENS EN JUSTICE

Cette loi se résume ainsi dans ses traits principaux. 1<sup>o</sup> Elle abroge, pour tous les partages, la disposition exorbitante de l'article 832 du Code Napoléon, aux termes duquel il fallait ou composer chaque lot d'objets de même nature, meubles ou immeubles, ou bien liciter le domaine. 2<sup>o</sup> Elle abroge l'article 815, qui prohibe toute convention tendant à maintenir certains objets dans l'indivision, par exemple l'habitation commune de la famille. 3<sup>o</sup> Elle permet de faire à l'amiable des partages où les mineurs sont intéressés, tandis que d'après la loi française ils doivent toujours être faits en justice. 4<sup>o</sup> Quand la vente des biens du mineur est nécessaire, elle simplifie les formalités. 5<sup>o</sup> En outre de ces dispositions générales, cette loi admet des facilités

spéciales quand il s'agit des orphelins-mineurs de la petite propriété.

ART. 1. Il peut être procédé extrajudiciairement au partage d'une fortune auquel sont intéressés des mineurs, interdits ou absents, pourvu qu'il soit dressé un acte devant notaire contenant un exposé complet du partage et que l'homologation du tribunal intervienne. En ce qui concerne les mineurs et les interdits, l'homologation doit être précédée d'une délibération du conseil de famille approuvant le partage.

Lorsque, d'après l'inventaire ou toute autre pièce justificative, la part d'aucun des individus en tutelle ou absents n'excède 500 fr., il suffit que l'exposé détaillé du partage soit rédigé sous signature privée ou affirmé devant le juge de paix et que celui-ci l'homologue, après approbation du conseil de famille en ce qui concerne les mineurs et interdits. Un partage ainsi effectué ne peut être ensuite attaqué par le motif que les conditions présumées pour sa régularité ne se seraient pas rencontrées.

ART. 2. On peut s'écarter dans le partage des règles de la composition des lots et des dispositions de l'art. 832 du Code civil et aussi maintenir l'indivision pour certains objets. Des transactions peuvent intervenir à cet égard sans donner lieu à l'application de l'art. 467 [qui exige pour la transaction, outre la délibération du conseil de

famille et l'homologation du tribunal, l'avis de trois jurisconsultes].

ART. 3. Si la vente des immeubles communs est nécessaire avant le partage, elle a lieu en vertu d'un acte d'union réglant l'estimation, les conditions de la vente et de la réception du prix. — Quelle que soit la valeur de l'immeuble, cet acte sera rédigé conformément au 2<sup>e</sup> alinéa de l'art 1<sup>er</sup> et homologué, après approbation du conseil de famille des mineurs et interdits.

ART. 4. Les immeubles appartenant à un mineur ou à un interdit, seul ou en communauté avec d'autres personnes soumises à la même tutelle et n'ayant aucune contrariété d'intérêts, peuvent être vendus en vertu d'une délibération du conseil de famille, lorsque la vente est nécessaire ou utile pour les besoins évidents du pupille. Le subrogé-tuteur doit être appelé au conseil de famille avec droit de suffrage. La délibération est homologuée par le juge de paix. — Ces dispositions sont applicables pour hypothéquer ou conférer des droits réels sur des immeubles, comme pour contracter un emprunt au nom des individus en tutelle.

ART. 5. La vente doit avoir lieu aux enchères publiques devant un notaire. Elle peut aussi s'effectuer librement si, de l'avis unanime du conseil de famille, on peut espérer obtenir ainsi un profit plus considérable pour les individus en tutelle.



Si dans ce cas le prix dépasse 1000 fr., l'acte doit être passé devant notaire.

ART. 5 à 10. [Ces articles tracent les formes de la vente aux enchères et simplifient beaucoup la procédure française ; il faut noter surtout l'innovation introduite par l'article suivant ].

ART. 8. Si les enchères demeurent au-dessous de l'estimation il y a adjudication provisoire ; elle devient valable si, dans les quatorze jours, le conseil de famille l'approuve.

L'acheteur demeure obligé pendant ce délai. La surenchère n'est permise après l'adjudication que dans le cas prévu par l'art. 2185 [au profit du créancier hypothécaire contre lequel on veut purger l'hypothèque].

ART. 11. Dans la procédure de vente des immeubles vendus en vertu de l'art. 3, on appliquera les dispositions des articles ci-dessus qui y conviennent. — Si les offres demeurent au-dessous de l'estimation, le consentement des personnes intéressées, autres que les mineurs ou interdits, sera nécessaire pour la validité de l'adjudication provisoire.

[On a vu plus haut que l'art. 10 de la loi du 22 octobre 1873 accorde aux partages des successions et ventes des biens de mineurs le bénéfice de l'assistance judiciaire quand le patrimoine n'excède pas 3000 francs.]

## III

## ABOLITION DE LA VÉNALITÉ DES OFFICES MINISTÉRIELS

Le législateur allemand n'a pas été gêné dans ces réformes par les obstacles qui ont fait échouer en France le projet de loi présenté en 1867. Ce projet, en supprimant une foule de formalités, détruisait le revenu d'un grand nombre d'offices ministériels dont les propriétaires ont payé leur charge avec la sanction de la loi. On ne peut songer à leur imposer cette sorte d'expropriation sans une juste et préalable indemnité<sup>4</sup>.

Le régime nouveau introduit dans l'Alsace-Lorraine n'a pas permis à cette difficulté de se présenter.

La loi du 14 juillet 1871 a, dès les premiers temps de l'annexion, posé le principe de la suppression de la vénalité des offices d'avoués, notaires, huissiers, greffiers et commissaires-pri-seurs, moyennant une indemnité.

<sup>4</sup> Le projet de loi de 1867, ainsi que les réformes opérées en Alsace-Lorraine, ne touchent qu'aux intérêts des avoués de première instance et des greffiers près de ces mêmes tribunaux. Les notaires, loin d'y perdre, y gagnent considérablement. En étendant à leur corporation l'abolition de la vénalité des offices, le gouvernement allemand a obéi à des considérations d'un ordre plus général, parmi lesquelles ses intérêts politiques actuels tenaient naturellement une place considérable.

Cette suppression a été réalisée par la loi du 10 juin 1872, dont nous empruntons l'analyse sommaire à l'*Annuaire de législation étrangère*. (2<sup>e</sup> année, 1873.)

ART. 1<sup>er</sup>. Le droit accordé aux titulaires des offices de justice de présenter un successeur est abrogé. — Il leur sera payé une indemnité qui sera fixée immédiatement et sera comptée lorsqu'ils quitteront leur charge.

ART. 3. [L'indemnité sera calculée d'après le produit moyen des cinq dernières années avant le 1<sup>er</sup> juillet 1870. Le produit sera capitalisé d'après les bases adoptées pour le dernier traité analogue consenti et approuvé avant cette époque. Si cette base fait défaut, l'indemnité sera fixée équitablement.]

ART. 4 à 13. [Pour fixer les indemnités, une commission siégera près chaque tribunal, composée d'un magistrat nommé par le premier président, d'un employé de l'enregistrement et d'un membre choisi dans un certain délai, par les chambres d'avoués, de notaires et d'huissiers, et par les greffiers pour chaque nature d'offices.]

ART. 14 à 20. [Les indemnités ainsi réglées immédiatement ne sont exigibles que quand le titulaire actuel cesse ses fonctions selon certaines distinctions.]

ART. 20 à 24. [L'indemnité est réglée en argent ou en obligations 4 p. 100 sur la caisse d'Alsace-

Lorraine. Les obligations sont remboursables au pair et amorties au moyen de tirages annuels.]

La loi du 14 juillet 1871, complétée par une loi du 10 juillet 1872, et des règlements des 17 février et 18 juillet 1872, déterminent les conditions d'aptitude, les examens et le stage à exiger des candidats aux diverses fonctions remplies par les officiers ministériels.

Le nombre des charges est limité et les titulaires sont nommés par le chancelier de l'empire avec la même liberté qu'il nomme tous autres fonctionnaires, les employés de l'enregistrement par exemple. Ils peuvent de même être destitués selon son bon plaisir. Ces officiers ministériels sont payés, par les parties qui ont recours à leur ministère, d'après un tarif fixé par le gouvernement.

Si cette abolition de la vénalité des offices a permis au législateur allemand de réaliser sans difficulté les excellentes réformes indiquées dans ce Document (I et II), le régime qu'il lui a substitué soulève les plus graves objections.

Les professions d'avoué<sup>5</sup>, de notaire, d'huissier ne sont pas devenues libres comme en Angleterre ou aux États-Unis. Le gouvernement

<sup>5</sup> D'après la nouvelle législation de l'Alsace-Lorraine, les fonctions d'avoué et d'avocat sont réunies, et comme d'autre part le ministère d'avoué est obligatoire, les parties ont encore beaucoup moins de liberté que dans le régime français actuel, pour le choix des mandataires chargés de leur défense.

prussien, en se réservant la nomination des titulaires dont il impose le ministère au public, a commis un nouvel empiétement de la bureaucratie. A ce point de vue, la vénalité des offices ministériels telle qu'elle existe en France est préférable, malgré ses graves inconvénients, au régime que subit l'Alsace-Lorraine. La véritable solution est indiquée par l'excellente pratique des Anglais <sup>6</sup>.

---

## DOCUMENT D

### LA COUTUME DU LAVEDAN

Par M. E. CHEYSSON, ingénieur des ponts et chaussées.

---

## I

### LA COUTUME

« La Coutume, constatée par le souvenir des faits et par la déclaration verbale des hommes compétents, est l'ensemble des règles imposées à la vie publique locale par la tradition <sup>1</sup>. »

Dans les temps antiques, la loi était d'importation étrangère ou de révélation divine. C'est Jupiter qui, par l'organe de Minos, a donné ses

<sup>6</sup> *La Réforme sociale*, 5<sup>e</sup> édition, 59, IV.

<sup>1</sup> *La Réforme sociale*, 5<sup>e</sup> édit., 52, III.

lois à Crète, Apollon à Sparte<sup>2</sup>, la nymphe Egérie à Rome. C'est Jéhovah lui-même qui avait dicté à son peuple le Décalogue, code de toutes les nations et de tous les temps, « ce *Décalogue* « *éternel*, sans lequel, suivant les éloquentes « expressions de M<sup>sr</sup> Dupanloup, il n'y a plus ni « autorité, ni respect, ni loi, ni famille, ni pro- « priété, ni raison, ni droit, ni devoir, ni société « humaine, ni humanité sur la terre<sup>3</sup>. »

Au contraire, la Coutume féodale est l'œuvre du peuple, et comme une production spontanée du sol. Le peuple se figure qu'elle a existé de tous les temps du monde, expression à chaque instant employée par les fors des Pyrénées, et surtout de ceux d'Azun. « Segont nostre foo e « nostra coutuma e nostres priviletges de ara et « de tost temps del mon. »

Cette Coutume était d'abord verbale. *Ex non scripto jus venit, quod usus comprobavit*<sup>4</sup>. Le moyen âge n'aimait pas les écrits. « *Le parchemin souffre tout* ; et les actes écrits ne sont que des témoins muets, *surda testimonia*, » disaient les vieux adages. C'est vers la fin du x<sup>e</sup> siècle que l'on commença à écrire les Coutumes. « Les premières chartes de ce genre furent les *Usages de Barcelone*, rédigés par ordre de Raymond le Vieux

2 Platon, *les Lois*, liv. I<sup>er</sup>. Trad. Gren., p. 9. — 3 Lettre pastorale du 20 octobre 1873, citée par M. Le Play. (*La Réforme sociale*, 5<sup>e</sup> édit., 47, xii, note 8.) — 4 *Institutes*, liv. I<sup>er</sup>, titre II, § 9.

en 1060. Vingt ans plus tard, sous Guillaume le Conquérant, l'évêque de Londres et l'archevêque d'York écrivirent de leurs mains les *Coutumes des Anglo-Saxons*. Les Assises de Jérusalem datent d'environ l'an 1099; les Fiefs de Milan, de 1150. Le plus ancien original de droit d'Allemagne ne remonte qu'à 1220<sup>5</sup>. » On sait qu'en France l'on attribue l'affranchissement des communes à Louis le Gros, qui régnait en 1108. La Loy de Beaumont-en-Argonne, publiée par M. l'abbé Defourny, et qui jouit d'une grande célébrité au moyen âge, a été donnée à cette commune en 1182 par son suzerain, Guillaume de Champagne, archevêque de Reims<sup>6</sup>. La charte de Villefranche fut octroyée en 1260, par Guichard, sire de Beaujeu<sup>7</sup>. Les Coutumes des Pyrénées auraient précédé celles de presque toute l'Europe. Les fors de Béarn furent, en effet, confirmés en 1088. C'est à peu près à la même époque que parut le for de Bigorre, dont la date est comprise entre 1097 et 1115<sup>8</sup>.

<sup>5</sup> *Histoire du droit dans les Pyrénées*, de Lagrèze, p. 74. Comme nous l'avons déjà dit dans le 1<sup>er</sup> Appendice (XII, note 6), cet ouvrage nous a été d'un très-grand secours pour nos études de la Coutume du Lavedan. — <sup>6</sup> *La Loy de Beaumont*; coup d'œil sur les libertés et les institutions du moyen âge, par M. l'abbé Defourny. M. Le Play en a fait une rapide analyse. (*La Réforme sociale*, 5<sup>e</sup> édit., 6, iv, note 8.) — <sup>7</sup> Cette charte est publiée en latin et en français dans l'*Histoire du Beaujolais*, de M. de la Roche-la-Carelle. (1853, Perrin; Lyon, 2 vol.) — <sup>8</sup> Cette Coutume est rédigée en latin. Citons ces deux passages qui montrent sous



L'ordonnance de Charles VII, donnée à Montils-lez-Tours en 1453, porte, à son titre 123, que toutes les Coutumes du royaume seront rédigées et mises en ordre par les praticiens de chaque siège, puis examinées et autorisées par le grand Conseil et le Parlement, afin d'avoir force de loi. C'était mettre la Coutume dans les mains des juristes, ses ennemis-nés<sup>9</sup>, et l'exposer à des chances périlleuses.

La première Coutume, rédigée en vertu de cette ordonnance, fut celle de Ponthieu en 1495. D'autres le furent successivement. La procédure prescrite pour cette rédaction était la suivante :

On commençait par obtenir du roi des lettres patentes, en vertu desquelles on faisait assembler

un jour nouveau les privilèges du paysan et ses rapports avec le seigneur : « Art. 9. — Que le paysan ait toujours la paix (*rusticus semper habeat pacem*) ; qu'on ne puisse prendre en gage ou saisir ses bœufs, ni ses instruments aratoires ; qu'il ne soit obligé de suivre le comte en expédition militaire que lorsque des étrangers menaceront d'envahir le pays. — Art. 41. Tout paysan a le droit d'attaquer le chevalier qui oserait brûler sa maison ou lui enlever ses bœufs. *Nemo rusticorum militem cognitum invadat, nisi domum ejus cremaverit aut boves abstulerit*. La Coutume de Villefranche donne le même privilège au bourgeois frappé par un chevalier : *Si miles burgensem percutiat..., burgensis per se capiat ultionem*. (Art. 17.) Même disposition dans la Coutume de Montpellier, qui accorde aux bourgeois le droit de vengeance contre les nobles : *Potestatem et licentiam ulciscendi propria auctoritate*. » (c. XXIX.)

<sup>9</sup> Les commentateurs se répandent en plaintes contre l'injustice et la bizarrerie des Coutumes. Dumoulin, cet oracle du droit coutumier, s'écrie en cent endroits de ses ouvrages : « O l'injuste coutume ! ô l'impertinente coutume ! »

par députés les trois États de la province dont il s'agissait de rédiger la Coutume. Cette première assemblée donnait ordre à tous les juges royaux du ressort, aux greffiers, maires, jurats, consuls..., de préparer des mémoires où ils devaient consigner les Coutumes « qu'ils avaient vu pratiquer de tout temps ».

Les États nommaient des commissaires chargés de dépouiller et de résumer ces mémoires. Une nouvelle assemblée était convoquée pour entendre lecture du travail des commissaires et le sanctionner. Enfin cette rédaction était envoyée au Parlement du ressort, qui l'enregistrait<sup>10</sup>.

Ce cérémonial fut suivi pour la Coutume de Barèges. Elle avait été rédigée au XIII<sup>e</sup> siècle; mais le livre coutumier s'étant égaré, il fut tenu en 1670 une assemblée, à laquelle prirent part les consuls des dix-sept communautés qui composent la vallée. Cette assemblée reconnut la nécessité d'une nouvelle rédaction, et en remit le projet à chacun de ses membres, chargé de le soumettre à sa communauté. Chaque village en délibéra, et autorisa ses consuls à l'admettre. Une nouvelle assemblée fut tenue le 2 juin 1670, en la maison de ville de Luz, sous la présidence de Jean de Fornets, conseiller du roi en la sénéchaussée de Bi-

<sup>10</sup> Noguès, *Commentaire sur la Coutume de Barèges*, 1670, p. 8.

gorre, et adopta la nouvelle rédaction, « d'un  
« commun accord et consentement, sans qu'il y  
« en ait aucun de contraire, moyennant serment  
« les uns après les autres, attendu l'utilité ré-  
« sultante de ladite rédaction, dont ladite as-  
« semblée d'habitants et tous ceux en particu-  
« lier sont parfaitement instruits et savants des  
« articles des Coutumes de ladite ville (Luz) et  
« vallée de Barèges, qui ont été de tout temps  
« et sont maintenant. » Enfin la Coutume fut  
enregistrée au parlement de Toulouse le 19 juin  
1670.

Le même cérémonial fut encore pratiqué en 1768, lors de la révision de cette Coutume, ainsi qu'on l'a indiqué plus haut. (I<sup>er</sup> Appendice, XII.)

Tous ces fors écrits ne sont que la consécration des anciennes Coutumes. *Consuetudinum antiquarum descriptionem fieri præcepit*, dit le for de Bigorre.

Le peuple tenait à ses fors, et toute atteinte qu'on y portait excitait ses murmures et ses révoltes. « Per mudanza de costumas sol (solet) lo pople murmurar e sol arrancurar contre sos capdets. » (Titre du comte Centulle en 1113.)

Ce même comte, auteur du for de Bigorre, et mort en 1138, rétablit les vieux usages, afin de bien gouverner la terre de ses ancêtres, de défendre et de soulager les pauvres : *Ut pauperes defenderet et recrearet*.

Les habitants de la vallée de Saint-Savin <sup>11</sup> se proclamaient francs et libres, *immunes et liberi*. De son côté, l'abbé leur prêtait serment de les garder et maintenir dans leurs fors, usages, privilèges et libertés, et de n'y contrevenir d'aucune façon : *Juravit foros, consuetudines, privilegia et libertates ipsis tenere et in eisdem ipsos manu tenere et conservare et in nullo modo contravenire*.

L'article 46 du for d'Azun prescrit au baile (juge central) d'observer les fors et coutumes.

Le seigneur de Guizerix <sup>12</sup>, Jean de la Barthe, jure sur les quatre évangiles d'être bon, sincère, de bien gérer, de respecter les Coutumes. (For de Guizerix, 5 avril 1405.)

Dans le for de Maubourguet (1309), le seigneur Bernard s'engage pour ses successeurs et pour lui.

Une belle charte du 29 janvier 1290, citée par M. de Lagrèze, d'après le savant paléographe Larcher, nous apprend que des commissaires furent constitués par le comte de Bigorre, qui

<sup>11</sup> Cette vallée comprend six communes, et entre autres celle de Cauterets. (Voir, sur la composition du Lavedan, I<sup>er</sup> Appendice, XI.) Elle présente au moyen âge un exemple très-net du bon accord régnant entre le pouvoir seigneurial et la liberté populaire. Les amendes et droits seigneuriaux se partageaient par égales parts entre l'abbé et la république : « Pagara un escut petit, appli-  
« cable, la meitat au seignor abbat, et l'autre à la republica. » —

<sup>12</sup> Guizerix est une petite commune de 4 à 500 âmes, arrondissement de Bagnères-de-Bigorre, département des Hautes-Pyrénées.

leur donna « pleine puissance d'aller en son nom  
« faire maintenir les fors, privilèges, statuts et  
« ordonnances, de remédier aux querelles et aux  
« débats, de défendre le faible contre le fort,  
« le pauvre contre le riche, l'homme sincère  
« contre le menteur ; *per deffendre lo simple deu*  
« *fort, lo praubé deu riche, lo veritable deu men-*  
« *tidou...* » (*Glanages de Larcher*, t. XXII, p. 241.)

Citons encore cet autre trait de l'histoire locale, qui montre le respect du seigneur pour les fors. Il est emprunté à une charte relatée à la fin du for d'Azun.

Le 24 mai 1427, le noble et puissant seigneur M<sup>gr</sup> Arnaud de Lavedan se rend au territoire d'Azun, et y trouve le peuple convoqué trois jours d'avance, selon l'usage. Là le peuple se plaint d'un empiétement sur les Coutumes et privilèges antiques, observés de tous les temps du monde, et que le seigneur avait juré de respecter. Reconnaisant la justesse de ces griefs, le comte de Lavedan jure sur les quatre évangiles, « de son plein gré et volonté, en pleine connaissance de cause, sans être poussé par la crainte ou par la force, ni séduit par aucun artifice, que les vieux fors seront désormais religieusement observés, comme ils l'avaient été de tout temps. »

Les États avaient surtout pour mission d'empêcher toute atteinte aux franchises locales. On lit dans un règlement pour le royaume de Na-

varre : « C'est un usage autant ou plus ancien  
« que la monarchie en Navarre, celui d'assem-  
« bler les États chaque an pour se plaindre de  
« quelque brèche faite aux libertés et franchises  
« publiques par le roi ou par ses lieutenants gé-  
« néraux <sup>13</sup>. »

Partout se manifeste au moyen âge cet attachement du peuple pour ses fors.

L'article 59 de la charte de Villefranche est ainsi conçu : « Avant que les bourgeois prêtent  
« serment de fidélité au seigneur de Villefranche,  
« sire de Beaujeu, devra ledit seigneur, avec  
« vingt chevaliers, jurer de conserver et d'obser-  
« ver inviolablement les libertés et franchises de  
« Villefranche, telles qu'elles sont pleinement  
« contenues dans la présente charte. »

Aux états de Vermandois, réunis en 1556 pour la rédaction des Coutumes de la province (conformément à l'ordonnance de 1453), les bourgeois de Beaumont déclarèrent fermement vouloir s'en tenir aux franchises contenues dans leurs chartes.

Aujourd'hui même encore, c'est pour leurs *fueros*, bien plus que pour un principe politique abstrait, que les provinces basques espagnoles soutiennent la cause de don Carlos.

Autrefois, quoique inspirés par le même esprit,

<sup>13</sup> De Lagrèze, *Hist. du droit*, p. 88.

les fors variaient d'un village à l'autre. Chaque commune tenait à avoir les siens, et le seigneur les lui octroyait avec une solennité dont témoignent tous ces actes. Ainsi les plus petits bourgs ont eu leurs épreuves, leurs triomphes, en un mot, leur histoire. C'est là sur cette place, sous cet ormeau (lo Hoom d'Aucun), devant ce porche d'église, que les pères se réunissaient et délibéraient sur leurs fors. Au besoin, ils tenaient tête au seigneur, et lui arrachaient la reconnaissance de leurs droits. Aussi ces fors, conquis, défendus et transmis par les anciens, formaient-ils le patrimoine commun, que tous s'efforçaient de maintenir avec un soin jaloux et presque religieux. C'était la personnalité vivante de la commune.

Aujourd'hui ces villages sont absorbés par la centralisation, et ressentent tous au même moment la même pulsation bureaucratique. Noyés dans le courant de la grande vie nationale, ils ont perdu, pour ainsi dire, toute vie propre et tout relief. Le voyageur qui parcourt leurs rues et leurs places, où s'étale en maître le cabaret, a peine à se retracer les luttes, les émotions publiques et la grandeur passée de ces petits États <sup>14</sup>.

<sup>14</sup> C'est une réflexion analogue qu'inspire à M. Lallier, président du tribunal civil de Sens, l'examen de la constitution actuelle de Vevey, commune du canton de Vaud : « Ces bourgeois de Vevey, fidèles à leurs traditions séculaires, maîtres de leurs personnes et de leurs biens, dictant eux-mêmes la charte de leur commune, ne vous semblent-ils pas faire une autre figure que



Cette antiquité des Coutumes obéies pendant des siècles, ce long respect qu'on leur témoigne, forment un éclatant contraste avec l'incessante mobilité de nos lois, aussitôt battues en brèche qu'édictées. On comprend bien que notre société moderne, étant plus compliquée que celle du moyen âge, exige aussi des rouages plus nombreux, et fournisse une plus abondante matière législative. Mais à voir ces lois d'hier, abrogées aujourd'hui, cette puissance qui légifère et réglemente en quelque sorte à jet continu, ces bulletins de lois qui remplissent les bibliothèques et rendent de plus en plus improbable et fictif l'axiome : que nul n'est censé ignorer la loi ; n'est-on pas tenté de regretter cette stabilité des fors, fidèle reflet de la fixité des idées et des mœurs ? Notre siècle s'épuise en recherches fiévreuses, haletantes, parfois insensées et coupables ; il essaie de toutes les formes, et les rejette toutes, non sans ébranler et désagréger les assises mêmes de la société. Ce travail de destruction n'aura-t-il pas bientôt son terme ? Entre la pétrification du passé et l'ébullition révolutionnaire du présent, ne pourrions-nous donc atteindre ce régime d'équilibre qui, inspiré du Dé-

nos conseils municipaux sans passé, sans avenir, qui naissent, comme ils meurent, d'un caprice populaire, et qui, dans leur courte existence, ne peuvent se mouvoir sans être bridés de toutes parts ou par la loi ou par le préfet ? » (*L'Élection municipale et le Suffrage universel. — Le Contemporain*, 1<sup>er</sup> mars 1874.)

calogue, ayant ses racines dans la Coutume, et prenant pour base le respect de Dieu, du père et de la femme<sup>15</sup>, sache faire leur part aux aspirations modernes dans ce qu'elles ont de légitime, et subordonner le développement matériel à une meilleure politique de la loi morale ?

L'étude des Coutumes serait aujourd'hui une tâche féconde pour nous faire connaître le passé et dissiper à son endroit bien des erreurs, comme aussi pour préparer et éclairer l'avenir. « Le moyen âge n'est encore guère connu, » a dit un de nos savants qui le connaissait le mieux<sup>16</sup>. Il ne sera bien connu que lorsque l'on aura partout recherché et retrouvé les vieux usages populaires. Ces usages ont entre eux plus d'un lien de famille, si bien que, dans des contrées fort éloignées, ils présentent des dispositions identiques, comme les études sur le Lavedan en ont déjà fourni plusieurs exemples. Cependant chaque pays les marque de son cachet spécial. « C'est ainsi, dit poétiquement M. de Lagrèze, que dans les fors pyrénéens, j'ai cru trouver un parfum des douces vallées où la vie s'écoule obscure et paisible, un souffle de l'air pur des hautes montagnes, où l'homme, dans les sereines solitudes, garde plus de liberté et de fierté<sup>17</sup>. »

<sup>15</sup> *L'Organisation du travail*, § 31. — *La Réforme sociale*, 5<sup>e</sup> édit., 26 et 27. — <sup>16</sup> Léopold Delisle, *Études sur les conditions de la classe agricole en Normandie au moyen âge*. — <sup>17</sup> De Lagrèze, *Histoire du droit dans les Pyrénées*, p. 31.

Du Cangé, dans une préface aux Établissements de saint Louis, à la suite de Joinville, proposait de publier les textes primitifs de nos lois et de les réunir dans un vaste recueil, travail qui, suivant ses expressions, « serait si utile au public et à ceux qui font profession de la jurisprudence française. »

Au dernier siècle, sur la demande du syndic de la noblesse, les états de Bigorre décidèrent « qu'un homme capable serait chargé de la recherche et de la copie des titres originaux du pays ». Ce précieux travail nous a conservé d'incalculables trésors historiques. Il serait facile de l'achever, si on le voulait bien. Les élèves de l'École des chartes pourraient être envoyés en mission sur les lieux ; ils mettraient à contribution les archives publiques et privées <sup>18</sup>, les études de notaires, qu'on s'empresserait de leur ouvrir. En quelques années ils retrouveraient la vieille France et nous la rendraient. Ces recherches seraient certainement encouragées, en dehors des subventions de l'État, par celles des conseils généraux, des académies locales et des particuliers.

<sup>18</sup> Les vieux bahuts ou coffres de famille, généralement déposés au grenier, contiennent des actes notariés sur parchemin. Ces richesses sont en train de disparaître, les enfants qui vont à l'école trouvant commode de recouvrir de ces parchemins leurs livres de classe. Il faudrait donc se hâter pour trouver encore ces matériaux de l'histoire locale.

M. de Lagrèze a publié en 1867, dans son *Histoire du droit pyrénéen*, le texte original des fors et coutumes d'Azun (29 juin 1447), de Guizerix (5 avril 1405), de Maubourguet (1309), d'Ibos (octobre 1377), de Lourdes (26 décembre 1379). Nous voudrions pouvoir en détacher par des citations ces belles recommandations adressées aux seigneurs, aux juges, ces dispositions si sages destinées à garantir la liberté individuelle, la célérité et l'économie de la procédure, la paix entre les familles, le respect du père, de la femme, la sécurité publique, la liberté de la propriété<sup>19</sup>... Mais nous renvoyons le lecteur à l'intéressant ouvrage de M. de Lagrèze, où ces fors sont malheureusement cités sans traduction, et partant assez illisibles pour les personnes qui n'ont pas étudié ce vieux langage<sup>20</sup>.

<sup>19</sup> Nous ne pouvons résister au plaisir de citer quelques passages de l'ordonnance rendue par Henri II, roi de Navarre et comte de Bigorre, et concernant les avocats : « Art. 69. Voulons que les  
« avocats jurent de ne prendre ni soutenir aucune cause injuste se-  
« lon leur jugement ; que lorsque, dans le cours de l'instance, ils  
« découvrent l'injustice, ils abandonnent l'affaire ; qu'ils se con-  
« tentent de salaires modérés... ; qu'ils ne proposent aucun fait  
« calomnieux. — Art. 72. Les avocats déduiront les raisons des  
« parties, sans user de paroles superflues, malsonnantes, inju-  
« rieuses et ne servant pas au procès. — Art. 78. Faisons inhibi-  
« tions et défenses aux avocats d'être prolixes et de répéter les  
« mêmes faits deux fois dans leurs plaidoiries ou écritures, à peine  
« d'amende arbitraire, à laquelle mandons aux juges de les con-  
« damner. »

Toutes ces recommandations n'ont-elles pas une originalité piquante, et n'expliqueraient-elles pas l'animosité que trop d'avocats ont contre le moyen âge ? — <sup>20</sup> « Je voudrais qu'on apprit

Afin de nous renfermer dans l'objet même du présent ouvrage, nous citons ci-après, à titre de spécimen de ces fors, les Coutumes de Baréges et du Lavedan, avant et après révision, telles que nous les trouvons dans les deux Commentaires de Noguès de 1760 et de 1789 (1<sup>er</sup> Appendice, XII, note 3), et nous en élaguons ce qui nous semble sans intérêt ou n'a pas trait au régime des successions. Les ouvrages de Noguès étant aujourd'hui fort rares, nous pensons qu'on nous saura gré de publier ces Coutumes, qui ne sont pas imprimées ailleurs.

## II

### ARTICLES DE COUTUME

#### DE TOUT TEMPS OBSERVÉS ET PRATIQUÉS EN LA VALLÉE DE BARÉGES SANS MÉMOIRE DU CONTRAIRE

(Suivant le verbal du 2 juin 1670.)

ART. 1<sup>er</sup>. Le premier-né du mariage, soit mâle ou femelle, est héritier de toute sorte de biens, de quelque nature qu'ils soient, de souche et avitins<sup>1</sup>, c'est-à-dire, sans aucune différence, possédés par les pères et mères, aïeuls et aïeules, ou autres en ligne supérieure et ascendante.

« à nos enfants cette vieille langue dédaignée des grammairiens, « qui n'y ont jamais rien entendu. Nos voisins d'outre-Rhin ont « introduit dans leurs écoles l'étude du vieil allemand; ils s'en « trouvent bien. La jeunesse apprend tout ensemble à aimer le « langage et à respecter les idées de ses aïeux. » (Ed. Laboulaye, cité dans *la Réforme sociale*, 5<sup>e</sup> édit., 6, IX, note 17.)

<sup>1</sup> Voir, pour la définition des biens de souche et avitins, 1<sup>er</sup> Appendice, XII, note 1.

ART. II. Le premier-né, soit mâle ou femelle, ne peut être héritier, s'il se trouve incapable : comme s'il est justement<sup>2</sup> condamné à mort, aux galères perpétuelles ; si de droit il est inhabile au mariage, furieux, prodigue ou imbécile de sens et de jugement, qu'on appelle en vulgaire du pays *pec* ou *taros* ; mais tel inhabile, furieux, prodigue, imbécile ou *taros*, doit être nourri et entretenu dans la maison natale pendant sa vie, et après sa mort la légitime doit rester dans la maison, à la charge de faire ses honneurs funèbres et de faire prier Dieu pour son âme.

ART. III. Si l'aîné de la maison se trouve incapable, inhabile ou imbécile, comme dessus est dit, le second frère ou autre, par ordre de primogéniture, s'il y en a, doit succéder et hériter des biens de la maison ; et en défaut d'enfants, descendants, les biens reviennent à la maison d'où ils sont sortis.

ART. IV. Les héritiers de la maison et biens, étant chefs ou pères de famille, ont la pleine administration ou usufruit desdits biens leur vie durant ; et s'ils n'ont point d'enfants descendant de leur mariage, ils ne doivent disposer desdits biens que tant seulement de la moitié, et l'autre moitié doit revenir de plein à la maison de souche, préalablement dettes payées.

ART. V. Les pères et mères héritiers des maisons, encore bien qu'ils constituent leurs aînés héritiers par pactes de mariage, peuvent et ont la liberté d'aliéner ou échanger des biens de la maison en cas de besoin ou de nécessité, ou s'il est trouvé convenable pour l'utilité de la maison.

ART. VI. Quand un héritier de la maison et biens vient à décéder sans enfants de légitime mariage, la succession des biens et maison doit passer à son frère ou sœur, suivant l'ordre de primogéniture, ou, en leur défaut, au petit-fils aîné ou fille aînée du père du décédé ou autre degré plus éloigné, toujours en ligne descendante et ordre de primogéniture.

<sup>2</sup> Voir, sur ce mot, I<sup>er</sup> Appendice, XII, note 2.

ART. VII. Les pères et mères peuvent disposer des biens qu'ils ont acquis par travail et industrie, même des biens qui leur sont arrivés par légat ou donation étrangère, en faveur de qui ils jugeront à propos, sans toutefois frauder leurs enfants 3.

ART. VIII. Les pères et mères doivent bailler les légitimes égales à leurs enfants puînés, appelés en vulgaire du pays *esclaus et esclabes*, gardant en cela le nombre d'enfants et faculté des biens de la maison; et non autrement, s'il n'est trouvé à propos par considération particulière, connue par les plus proches parents.

ART. IX. Si les gendres, qu'on entend dans ce pays ceux qui épousent les héritières, et brus et nores celles qui épousent des héritiers, n'ont point d'enfants, après la mort d'un d'eux le survivant ne peut disposer que de la quarte de la légitime ou constitution qu'il aura portée dans la maison du conjoint, et l'autre partie restante fait retour à la maison d'où elle est sortie, sans que les frères, sœurs, cousins ou autres proches parents desdits gendres ou brus puissent rien prétendre de cette partie restante : et du total de ladite légitime ou constitution se distraient les frais funèbres.

ART. X. Les gendres ne peuvent aliéner les biens de leur femme, si ce n'est pour payer les dettes passives des maisons, ainsi qu'est trouvé convenable pour l'utilité de la maison.

ART. XI. Si le gendre vient à décéder plus tôt que sa femme, sans laisser des enfants ou faire testament ou autre dernière disposition, ceux qui ont droit de succéder audit gendre peuvent retirer l'entière constitution qu'il aura portée dans la maison de sa femme, et non autre chose, sous prétexte d'améliorations qu'il y pourrait avoir faites.

ART. XII. Si les gendres ou brus se remarient ayant des enfants du premier lit, et que ces enfants viennent à décéder sans enfants légitimes, les enfants du second ou troisième lit ne pourront rien prétendre sur les biens de leurs frères

3 Conf. art. 87 des *Fors d'Azun*. (I<sup>er</sup> Appendice, XII, note 8.)



utérins ou consanguins, du chef de leurs pères ou mères décédés; mais la dot, constitution ou hérédité de leurs pères ou mères fait retour à la maison d'où elle est sortie.

ART. XIII. Un puîné marié avec une puînée, vulgairement appelés *meitadès* ou *sterles*, ayant assemblé leurs constitutions de mariage, pour les avoir en commun profit et commune perte, et venant à décéder l'un plus tôt que l'autre sans enfants, le survivant peut disposer de la moitié de la constitution de son mariage, et l'autre moitié fait retour à la maison d'où elle est sortie.

ART. XIV. Si l'un des *meitadès* vient à décéder plus tôt que l'autre, ayant laissé des enfants, le survivant peut se remarier sur les biens du décédé, pour en avoir l'usufruit, en nourrissant lesdits enfants jusqu'à ce qu'ils soient mariés ou majeurs, et en faisant toutefois bon et fidèle inventaire de tout le bien du décédé, sans aucune fraude pour lesdits enfants.

ART. XV. Quand un des *meitadès* vient à décéder plus tôt que l'autre, ne laissant des enfants, le survivant doit partager le bon et le mal de leurs constitutions également avec l'héritier du décédé; et peut le survivant disposer de sa part des acquisitions, et de l'autre moitié restante de sa constitution en faveur de qui bon lui semblera.

ART. XVI. Un puîné ou une puînée, appelés en vulgaire du pays esclau et esclabe, qui sortiront de la maison pour travailler, trafiquer ou demeurer valet ou servante ailleurs, sans l'approbation et consentement du père et de la mère ou de l'héritier de la maison, sont obligés de tenir en compte ce qu'ils ont gagné, sur ce qu'ils peuvent prétendre de leur maison, tant moins de leur légitime.

ART. XVII. Le droit de retrait lignager qui est une faculté de racheter et retirer les biens-fonds vendus, se prescrit dans l'an et jour indistinctement, tant pour les présents qu'absents; et est le plus proche de la maison, qui a vendu, préféré à un autre moins proche.

ART. XVIII. Le titre clérical<sup>4</sup>, constitué aux aspirants à

<sup>4</sup> Les aspirants à la prêtrise ne pouvaient être ordonnés sans

être prêtres, ne peut, par eux, être aliéné ni hypothéqué; ains en ont l'usufruit pendant leur vie, s'ils n'ont d'autre bénéfice capable de les nourrir et entretenir; et en cas de bénéfice, ou après leur décès, le titre clérical fait retour à celui ou à l'héritier de qui il a été constitué.

ART. XIX. Les gendres ou brus, qu'on appelle en langue vulgaire *nores*, ne succèdent point aux biens de leurs enfants mourant sans faire testament, mais bien les autres proches parents, héritiers des maisons où les gendres ou nores ont été mariés; et ne peuvent lesdits gendres et nores prétendre sur lesdits biens que tant seulement la répétition de leurs dots et légats, si on leur en a fait.

ART. XX. Le paiement du retour des constitutions se fait en pareils termes et espèces qu'ils ont été faits en conséquence des pactes de mariage.

ART. XXI à XXIV. (Ces articles se rapportent à la vente et au fermage du bétail.)

ART. XXV et dernier. Un gendre, laissant des enfants après la mort de sa femme dans la maison où il a été marié, ne peut retirer que la moitié de sa dot, s'il sort de la maison de sa femme, et si la nore laisse des enfants après la mort de son mari, elle en retire toute sa dot <sup>5</sup>, sans toutefois qu'ils puissent faire préjudicier à leurs enfants.

être pourvus d'un fonds ou *titre clérical*, qui assurât leur entretien à défaut de bénéfices. L'assignation de ce fonds se faisait par acte notarié, et suivant des formalités déterminées.

<sup>5</sup> Cette différence de traitement entre le gendre et la nore provient, d'après le commentateur, « de la fragilité des femmes et « des nécessités de la propagation du genre humain, qui ont attiré « aux brus de la part des lois une protection et des faveurs particulières. » (P. 341.)

## III

## COUTUME DU PAYS DE LAVEDAN

DE LA VILLE DE LOURDES, RIVIÈRE-OUSSE, DES LIEUX DE SAUX  
ADÉ ET OSSUN, DE LA BARONNIE DES ANGLES  
ET MARQUISAT DE BÉNAC

(Attestation du sénéchal de Bigorre du 15 juillet 1704 1.)

ART. 1<sup>er</sup>. Que les aînés, soit mâles ou femelles indifféremment, sont, par un fidéicommis perpétuel, les héritiers des maisons dont ils descendent et des biens de souche ou avitins, à l'exclusion de tous leurs autres frères et sœurs cadets, qui chacun n'ont que leur légitime, telle que de droit à régler, suivant le nombre des enfants et portée desdits héritages; leurs pères et mères, héritiers ou héritières coutumiers ne pouvant disposer ni donner que la seule quarte de leurs biens, y compris les frais funéraires et tous legs, tant pies qu'autres.

ART. II. Lorsque lesdits aînés, qui ont recueilli lesdits héritages par la force du fidéicommis coutumier, décèdent sans enfants, l'aîné des frères ou sœurs survivant à l'héritier est appelé à la succession, à l'exclusion de tous les autres frères et sœurs qui n'y ont aucune part, même lorsque celui des frères et sœurs qui était le second par l'ordre de la naissance a prédécédé à son aîné; ayant néanmoins ledit second laissé des enfants légitimes à lui survivants, l'aîné desdits enfants, neveux de l'héritier coutumier, recueille la succession de son oncle par la même Coutume, à l'exclusion de

1 Le préambule de cette Coutume porte que, « quoique non écrite, elle a été si connue et invariablement observée depuis plusieurs siècles, comme il paraît, et se collige de grand nombre d'anciens actes, procédures et jugements, qu'il n'est aucune mémoire de contraire, et qu'il n'a jamais paru ni été trouvé nécessaire de la faire rédiger par écrit »

tous les autres frères et sœurs dudit oncle et qui étaient puînés au père desdits neveux.

ART. III. Par la même Coutume, les légitimes sont réversibles, lorsque les légitimaires et leurs descendants viennent à mourir sans enfants; en sorte que lesdits légitimaires et leurs enfants ne peuvent, au préjudice du retour établi par la Coutume, disposer que de la seule quarte de leur légitime, compris en cette quarte leurs frais funèbres et tous legs pies; les trois quarts desdites légitimes, si elles se trouvent en nature et non mangées ou consumées par les dettes et hypothèques desdits légitimaires, devant être rendus aux héritiers des maisons d'où lesdits légitimaires étaient sortis, à pareilles espèces et pacts qu'elles avaient été payées; et si lesdits légitimaires ou leurs descendants meurent sans avoir du tout disposé, toutes les légitimes font retour aux héritiers des maisons d'où lesdites légitimes étaient sorties, sans que les autres frères, ni sœurs, ni autres collatéraux desdits héritiers y aient aucune part.

ART. IV. Les biens donnés et constitués en titre clérical esdits lieux coutumiers font retour à l'aîné ou l'aînée desdites maisons d'où lesdits biens sont sortis, après le décès du clerc ou prêtre auquel ils ont été donnés, ne pouvant le clerc ou prêtre légitimaire disposer que de la quarte de sa légitime seulement, y compris les frais funèbres.

ART. V. Comme aussi attestons qu'ès susdits lieux de coutume, les pères, qui sont allés gendres épousant des héritières, ne succèdent pas à leurs enfants, ni ès hérédités ni ès légitimes, qu'ils ont reçues soit de leur mère héritière, aïeux, aïeules et autres leurs parents maternels. Non plus que les mères, brus ou nores, qui ont épousé des héritiers, ne peuvent non plus succéder, esdits lieux de Coutume, aux hérédités et légitimes advenues à leurs enfants du chef de leur père, aïeux et autres leurs parents paternels; mais tels gendres ou brus, sive nores, sont obligés, après le décès de leurs enfants et descendants de leur mariage, de se retirer avec leur légitime, qu'ils ont portée esdites maisons où ils sont allés mariés, et laisser l'hérédité au collatéral qui se

trouve l'aîné, ou représentant l'aîné ou l'aînée desdites maisons; et toutes les acquisitions, que tels gendres ou brus ont faites dans lesdites maisons où ils ont épousé des héritiers ou héritières, cèdent et appartiennent auxdits héritiers ou héritières, qui peuvent toutefois en disposer comme il leur plaît, de même que de la quarte de leurs héritages; et tous les acquêts passent à l'aîné mâle ou femelle, qui se trouve de l'estoc ou race desdites maisons.

ART. VI. Nous attestons aussi que la règle *paterna paternis, materna maternis* est extrêmement observée esdites vallées du Lavedan, baronnie des Angles, Lourdes, Rivière-Ousse et marquisat de Bénac; en sorte que jamais les frères consanguins n'y succèdent aux utérins, ni les utérins aux consanguins; mais les biens extants doivent toujours revenir à celui qui se trouve descendant de la maison d'où ils étaient sortis ou de la succession de laquelle il peut être question: en sorte qu'on n'a aucun égard au double lien ni au plus fort degré de la parenté. Mais telles hérédités, successions, honneurs, dignités et privilèges sont déferés à un collatéral qui ne sera pas parent quelquefois au 4<sup>e</sup> ni 5<sup>e</sup> degré du défunt par le côté de son père, au préjudice des frères et sœurs utérins du même décédé, de la succession duquel il sera question. Et il en est de même en cas pareil en faveur des utérins contre les consanguins, lorsque les biens qui composent la succession dont il s'agit sont venus de la mère ou maison dont elle est sortie.

ART. VII. La pécule *castrense* ou *quasi castrense*, qui consiste en acquêts faits à la guerre ou autrement par les fils de famille ou gendres, nobles, docteurs, avocats, médecins, prêtres ou autres personnes sacrées, est exceptée de la Coutume; en sorte que telles personnes nobles ou de caractère et profession distingués, peuvent disposer de leur pécule comme il leur plaît, ainsi que de la seule quarte de leurs héritages et légitimes, les frais funèbres compris en cette disposition.

ART. VIII. Disposition relative à la rue du Bourg dans la

ville de Lourdes. Les femmes y sont exclues des successions de leur père, mère et aïeul.

ART. IX. Dans tous lesdits pays coutumiers, les enfants légitimes qui quittent leurs maisons natales pour aller demeurer en service valets ou servantes ou autrement, sans avoir le consentement de leurs père et mère héritiers et pendant qu'ils vivent, sont tenus de rapporter ou précompter sur leurs légitimes les salaires qu'ils ont gagnés et acquêts qu'ils ont faits, si leurs père et mère héritier ou héritière ne le leur quittent et relâchent.

ART. X. Disposition concernant le district de Rivière-Ousse et le marquisat de Bénac. Les gendres et brus peuvent instituer tel de leurs enfants ou petits-fils qu'il leur plaît pour héritier de leur dot et légitime qu'ils ont portée dans la maison où ils sont allés gendres ou brus.

ART. XI. Le retrait lignager des fonds vendus et aliénés hors desdites maisons a lieu, comme dans le reste de ce pays, dans l'an et jour en faveur des proches parents, en remboursant et indemnisant en tout les acheteurs, suivant les lois et conventions des contrats de vente, en sorte pourtant qu'ès susdits lieux de Coutume, celui qui a l'espérance de la succession du vendeur est toujours préféré; le retrait lignager étant traité par les mêmes règles que la succession quant au lignage et à la qualité des personnes retrayantes, et non au temps, parce que la succession peut être demandée dans trente ans depuis son échute ou ouverture, au lieu que le retrait lignager ne peut être demandé que dans l'an et jour, et en remboursant à l'acheteur l'entier prix, salaire du contrat de vente, lods et actes, s'il y en a, améliorations et autres loyaux coûts et en suivant les lois et conventions du contrat de vente.

## IV

EXTRAITS <sup>1</sup> DE LA COUTUME DE BARÈGES ET DU LAVEDAN

Homologuée par le parlement de Toulouse, le 17 janvier 1769.

TITRE PREMIER. — *Des personnes ecclésiastiques non nobles* <sup>2</sup>.

ART. 1<sup>er</sup>. Les ecclésiastiques non nobles, quoique constitués dans les ordres sacrés, pourront recueillir toute succession, soit qu'elle consiste en biens de souche et avitins, ou en biens acquêts, et soit qu'elle leur soit déférée par testament ou autre disposition, soit en vertu de la Coutume <sup>3</sup>.

ART. III. Tout ecclésiastique pourra disposer en faveur de qui bon lui semblera, tant de la quarte de sa légitime, que de celle de l'hérédité qu'il pourrait avoir recueillie.

ART. V. Il peut encore disposer librement en faveur de qui bon lui semblera de tous ses biens acquêts.

ART. VI. L'ecclésiastique venant à décéder *ab intestat*,

<sup>1</sup> Cette Coutume étant plus récente et n'ayant été en vigueur que quelques années, nous nous sommes borné à en donner quelques extraits. Nous avons indiqué plus haut (I<sup>er</sup> Appendice, XII) la procédure suivie pour sa rédaction. — <sup>2</sup> On remarquera la division de la nouvelle Coutume en titres, sous lesquels se groupent les articles afférents à chacun des trois ordres ou à un même objet. Cette division comble d'aise le commentateur juriste, Noguès, qui ne pouvait souffrir l'incohérence des anciens fors, le rapprochement d'articles sans analogie, la barbarie du langage. Il déclare que « les articles sont rédigés avec une pureté de style et une clarté peu ordinaire en pareil cas, et dont on est redevable à MM. les commissaires du roi » (MM. de Lacarry et de Condougnan, conseillers de grand'chambre du parlement de Toulouse). — <sup>3</sup> Jusqu'à 1769, les ecclésiastiques ne pouvaient, en vertu de la Coutume, ni succéder ni tester.



son hérédité appartient au premier-né de ses frères et sœurs, s'il en a, ou au premier-né des enfants, soit mâle ou femelle, du frère ou sœur aînés ; et n'y ayant point de frère ou sœur aînés à l'ecclésiastique décédé *ab intestat*, ni descendants d'eux, ladite hérédité appartient à son frère ou sœur immédiatement puînés, ou à l'aîné ou aînée de leurs enfants ou descendants les représentant, et ainsi successivement de l'un à l'autre, suivant l'ordre de primogéniture<sup>4</sup>.

ART. X. Le titre clérical constitué aux ecclésiastiques ne peut par eux être aliéné, ni même la rente, qui doit toujours être libre pour leur nourriture et entretien.

ART. XI à XV. Ces articles traitent du titre clérical, de son rapport à la masse, etc.

TITRE DEUXIÈME. — *Des personnes nobles, soit ecclésiastiques, soit laïques.*

ART. UNIQUE. Conformément à la délibération des gens des trois états du pays et comté de Bigorre, en date du 13 décembre 1767, les nobles, soit ecclésiastiques, soit laïques, disposeront librement de leurs biens suivant le droit écrit<sup>5</sup>, sans néanmoins que la présente rédaction puisse

<sup>4</sup> Dans cette nouvelle rédaction, on aura plusieurs fois l'occasion de remarquer que les modifications apportées à l'ancienne Coutume disparaissent en cas de décès *ab intestat*. La Coutume reprend sa force en l'absence du testament. Ce fut même l'argument employé par Noguès pour faire accepter les innovations dont il prenait l'initiative et qui soulevaient de vives résistances. (I<sup>er</sup> Appendice, XII, note 12.) Il est d'ailleurs piquant d'ajouter que Noguès professe l'inutilité et même les inconvénients du testament, et qu'il en déconseille l'usage. (Commentaire, 1760, p. 304.) —

<sup>5</sup> Jusque-là, la Coutume obligeait également les nobles et non nobles. Noguès cite (p. 20) le procès à sensation qui s'était élevé devant le parlement de Toulouse en juillet 1757, entre le sieur Dangosse, baron de Corbères, et sa sœur aînée, dame Durfort-Dastugue, contre laquelle il prétendait que la Coutume du Lavedan ne concernait pas les nobles. La dame Durfort gagna son procès devant le senéchal, et le sieur Dangosse, après en avoir appelé au

tirer à conséquence pour les contestations mues sur ce point, ni préjudicier aucunement aux droits et prétentions respectives des parties.

TITRE TROISIÈME. — *Des successions en ligne directe.*

ART. 1<sup>er</sup>. Les pères et mères, héritiers et non nobles, pourront instituer héritier en tous leurs biens avitins, de souche et acquêts, celui de leurs enfants mâles ou femelles habiles à succéder qu'ils jugeront à propos, soit que lesdits biens soient nobles ou non, sauf la légitime telle que de droit aux autres enfants.

ART. III. Sera néanmoins loisible auxdits pères et mères de disposer en faveur de qui bon leur semblera de la quarte des biens avitins et de souche, ensemble de la totalité de leurs acquêts; et dans le cas qu'ils en auront ainsi disposé, les dettes passives par eux contractées seront prises sur les acquêts, ensuite sur la quarte, et en cas d'insuffisance desdits acquêts et de ladite quarte, sur les trois quarts restants des biens avitins et de souche, sauf pour les frais funéraires, qui seront pris indistinctement et dans tous les cas sur tous les biens du décédé.

ART. IV. Définition des biens avitins, de souche et acquêts, déjà citée (1<sup>er</sup> Appendice, XII, note 1).

ART. V. En défaut de disposition de la part des pères et mères héritiers, le premier-né de leur mariage, mâle ou femelle, héritera de tous les biens avitins, de souche et ac-

Parlement, voyant sa cause perdue d'avance, transigea avec sa sœur. Ce n'est donc qu'en 1769 que les nobles de la Bigorre se sont affranchis de la Coutume pour rentrer dans le droit écrit, qui leur donnait plus de liberté testamentaire, selon la maxime : *Uti quisque legassit, ita jus esto*, sauf la légitime du  $\frac{1}{3}$  à  $\frac{1}{2}$ , réservée aux enfants suivant leur nombre. La Coutume de Villefranche allait plus loin encore et attribuait la liberté testamentaire sans restriction : 6. — *Si testamentum composuerit burgensis, quaecumque sit, inviolabiliter observatur, dum tamen per duos testes vel tres legitimos probatur, viros vel mulieres.*

quêts, sauf toujours la légitime de droit en faveur des autres enfants <sup>6</sup>.

ART. VI à IX. Ces articles règlent les droits de succession dans le cas de mariages successifs.

ART. X. Les biens avitins et de souche qui auraient été aliénés seront remplacés sur les acquêts, eu égard à la valeur desdits biens avitins et de souche au temps de leur aliénation.

TITRE QUATRIÈME. — *De la légitime, supplément et retour d'icelle.*

ART. 1<sup>er</sup>. La légitime des enfants sur les biens délaissés par leurs père et mère se règlera suivant leur nombre, conformément au droit commun ; c'est-à-dire que, se trouvant au nombre de quatre et au-dessous, c'est le tiers des biens qui se partage également entre eux, ou bien la moitié, s'ils sont au nombre de cinq et au delà <sup>7</sup>.

ART. II. Lorsque les pères et mères, ayant fixé le montant de la légitime à leurs enfants, auront excédé la légitime telle que de droit, l'excédant sera pris : 1<sup>o</sup> sur les acquêts ; 2<sup>o</sup> sur la quarte, suivant l'ordre des dates des différents avantages, sans qu'en aucun cas on puisse recourir sur les  $\frac{3}{4}$  des biens avitins et de souche.

ART. VII. Les légitimaires peuvent encore disposer, ainsi que bon leur semblera, de tous leurs biens acquêts, et en défaut de disposition ils appartiendront à leur héritier coutumier.

TITRE CINQUIÈME. — *Des successions en ligne collatérale.*

ART. 1<sup>er</sup>. — Si l'héritier de la maison n'a point d'enfants, il pourra instituer héritier ès biens de souche et avitins tel de ses frères et sœurs ou tel de ses neveux et nièces qu'il jugera à propos ; et en cas de prédécès de sesdits frères et

<sup>6</sup> C'est le tempérament imaginé par Noguès pour obtenir la suppression du droit d'ainesse. (Voir ci-dessus, note 4.) —

<sup>7</sup> C'est la règle exprimée par le distique latin qu'on a cité dans le 1<sup>er</sup> Appendice, XII.

sœurs, neveux et nièces, il pourra instituer tel de ses petits-neveux ou petites-nièces que bon lui semblera<sup>8</sup>, et à défaut de frères et sœurs, neveux et nièces, petits-neveux et petites-nièces, les biens avitins et de souche deviennent libres sur sa tête, et il pourra en disposer ainsi en faveur de qui bon lui semblera.

ART. II. Il sera loisible audit héritier de disposer comme bon lui semblera de la quarte des biens de souche et avitins, ainsi que de ses acquêts...

ART. III. Ledit héritier venant à décéder *ab intestat*, tous ses biens avitins, de souche et acquêts appartiennent au premier-né de ses frères et sœurs, s'il en a, ou au premier-né des enfants, soit mâle ou femelle du frère ou sœur aînés, et n'y ayant point de frère ni sœur aînés audit héritier décédé *ab intestat*, ni descendants d'iceux, la succession appartient à son frère ou sœur immédiatement puînés, ou à l'aîné ou aînée de leurs enfants les représentant, et ainsi successivement de l'un à l'autre, suivant l'ordre de primogéniture<sup>9</sup>.

#### TITRE SIXIÈME. — *Des gendres et brus*<sup>10</sup>.

ART. 1<sup>er</sup>. — Les gendres, c'est-à-dire les mâles légitimes qui épousent des héritières, et les brus ou nores, c'est-à-dire les filles légitimes qui épousent des héritiers, pourront instituer héritier en leurs légitimes ou dots, et en tous autres biens qu'ils pourraient avoir, celui de leurs enfants, mâle ou femelle, qu'ils trouveront à propos.

ART. III. Il sera néanmoins loisible auxdits gendres et brus de disposer en faveur de qui bon leur semblera de la quarte de leurs légitimes ou dots, comme aussi des acquêts et autres biens libres qu'ils pourraient avoir à leur décès.

ART. IV. Lesdits gendres ou brus, venant à décéder *ab*

<sup>8</sup> Nouvelle dérogation à l'ancienne Coutume, qui obligeait à prendre pour héritier le frère ou la sœur immédiatement puîné.

— <sup>9</sup> Cette disposition fait le pendant de celle de l'art. v, titre 3<sup>e</sup>.

— <sup>10</sup> Ce titre déroge gravement à la Coutume primitive, et améliore sensiblement la position des gendres.

*intestat*, ont pour héritier de tous leurs biens celui de leurs enfants qui se trouvera héritier de la maison où ils étaient entrés gendres ou brus, sauf la légitime, telle que de droit pour les autres enfants.

ART. VIII. Y ayant contrat de mariage passé entre lesdits mariés, la femme héritière, quoique ses biens se trouvent libres sur sa tête par le prédécès de ses père et mère et autres ascendants, ne peut néanmoins changer, aliéner, ni hypothéquer ses biens que du consentement de son mari, lequel à ces fins interviendra dans tous les actes <sup>11</sup>.

ART. X. Qu'il y ait contrat de mariage ou non, la moitié des acquêts faits durant le mariage par le travail et industrie des mariés et non à tout autre titre, cèdera au profit desdits gendres et brus.

ART. XI. Les gendres, en cas de décès de leur femme, auront leur vie durant la libre et pleine administration des biens de leurs enfants, à la charge de les nourrir, élever et entretenir, suivant leur état et facultés...

ART. XII à XVI. Articles réglant le cas de convol.

ART. XVII. Les gendres ou brus qui, par le prédécès de leur femme ou mari, et, en défaut d'enfants, se trouveront dans le cas de sortir de la maison, du vivant des héritiers d'icelle, père et mère du conjoint prédécédé, retireront, indépendamment de leurs légitimes ou dots et des libéralités qui pourraient leur avoir été faites, le quart de tous les acquêts industriels qui se trouveront avoir été faits durant leur mariage et jusqu'au jour de leur sortie, lequel quart des acquêts leur sera payé et délivré dans huitaine, à compter du jour de leur sortie de ladite maison.

TITRE SEPTIÈME. — *Des puînés mariés ensemble, vulgairement appelés sterles.*

ART. 1<sup>er</sup>. Qu'il y ait contrat de mariage ou non entre deux

<sup>11</sup> « C'est ici, s'écrie Noguès, que la nouvelle Coutume venge « les gendres de la rigidité de l'ancienne. » Il la blâme même d'avoir été trop loin, et d'avoir exagéré la réaction au détriment de l'héritière. (P. 98.)

puînés mariés ensemble, les acquêts, tant industriels qu'autres, faits par eux pendant leur mariage, sont communs entre eux ; l'administration d'iceux appartient néanmoins au mari.

ART. II. Lesdits conjoints ne pourront, durant le mariage, s'obliger ni aliéner séparément ; mais l'un et l'autre interviendront dans tous les actes d'obligation ou de vente.

ART. III. Chacun desdits mariés pourra instituer un de leurs enfants, mâle ou femelle, à son choix, héritier tant en sa légitime qu'en sadite portion d'acquêts.

ART. V. Lesdits mariés pourront néanmoins, chacun en droit soi, disposer en faveur de qui bon leur semblera de la quarte de leur légitime et de leur dite portion d'acquêts.

ART. VI. En défaut de dispositions de la part du prémourant, le premier-né de leurs enfants, mâle ou femelle, héritera de tous ses biens, sauf sur iceux la légitime de droit pour les autres enfants.

ART. XVI. En défaut d'enfants et de disposition de la part du prédécédé, la quarte de sa légitime et sadite portion d'acquêts cèderont en pleine propriété au conjoint survivant, les autres trois quarts de sa légitime devant revenir à l'héritier de sa maison natale.

ART. XVII. Celui des conjoints qui aura survécu, venant aussi à décéder *ab intestat*, sans laisser des enfants, tous ses biens appartiendront à l'héritier de sa maison natale.

#### TITRE HUITIÈME ET DERNIER. — *Du retrait lignager.*

ART. UNIQUE. — Le retrait lignager aura lieu dans les pays coutumiers, et sera réglé conformément à ce qui est observé dans le surplus du pays et comté de Bigorre.

FIN

# TABLE ANALYTIQUE DES MATIÈRES

	Pages.
AVERTISSEMENT . . . . .	V
SOMMAIRE des principales divisions de l'ouvrage . . . .	XXVII
SUBDIVISIONS et signes qui y renvoient. . . . .	XXVIII
OBSERVATION PRÉLIMINAIRE sur les renvois intercalés dans le texte. . . . .	<i>ibid.</i>

## LIVRE PREMIER

### LA RECHERCHE DU MODÈLE, OU LA FAMILLE SOUS SES TROIS RÉGIMES

Sommaire du Livre premier. . . . .	2
------------------------------------	---

## CHAPITRE I<sup>er</sup>

### LA DÉFINITION DES TROIS FAMILLES

§ 1. — Le progrès et la stabilité des races. . . . .	3
§ 2. — Les trois degrés de stabilité, sous les trois régimes de la famille. . . . .	9
§ 3. — Les contrastes de l'Orient avec l'Occident, touchant les lieux, les races et les familles. . . . .	11
§ 4. — La famille patriarcale chez les pasteurs de l'Orient.	12
§ 5. — La famille instable chez les chasseurs primitifs de l'Occident. . . . .	15
§ 6. — La permanence de la famille instable des Gaulois en plusieurs régions de la France. . . . .	21
§ 7. — Les règnes simultanés de la famille-souche et des deux autres familles, sur le sol de la France. . . . .	26



## CHAPITRE II

## L'HISTOIRE DE LA FAMILLE-SOUCHE

	Pages.
§ 8. — L'organisation de la famille-souche. . . . .	29
§ 9. — La famille-souche chez les indigènes de la Gaule et de l'Ibérie. . . . .	40
§ 10. — La famille-souche, le fief et les tenures féodales. . . . .	44
§ 11. — La famille-souche, les communautés rurales et les communes urbaines, sous le régime féodal. . . . .	52
§ 12. — La famille-souche, le franc-alleu et le régime représentatif. . . . .	61
§ 13. — La destruction de la famille-souche par la Ter- reur et le Code civil. . . . .	71
§ 14. — La réforme sociale par la famille-souche et le testament. . . . .	83
§ 15. — Les modèles de la famille-souche à l'époque actuelle. . . . .	88
§ 16. — Un paysan français à famille-souche, ennobli par cent quartiers de travail et de vertu. . . . .	97

## LIVRE DEUXIÈME

LA DESCRIPTION DU MODÈLE, OU UNE FAMILLE-SOUCHE  
DU LAVEDAN EN 1856

Sommaire du Livre deuxième. . . . .	112
-------------------------------------	-----

## CHAPITRE III

## DÉFINITION DU LIEU, DU TRAVAIL ET DE LA FAMILLE

§ 17. — État du sol, de l'industrie et de la population. . . . .	113
§ 18. — État civil de la famille. . . . .	118
§ 19. — Religion et habitudes morales. . . . .	121
§ 20. — Hygiène et service de santé. . . . .	124
§ 21. — Rang de la famille. . . . .	127

## CHAPITRE IV

## MOYENS D'EXISTENCE DE LA FAMILLE

§ 22. — Propriétés (mobilier et vêtements non compris). . . . .	129
§ 23. — Subventions. . . . .	132
§ 24. — Travaux et industries. . . . .	134

## CHAPITRE V

## MODE D'EXISTENCE DE LA FAMILLE

	Pages.
§ 25. — Aliments et repas. . . . .	136
§ 26. — Habitation, mobilier et vêtements. . . . .	138
§ 27. — Récréations. . . . .	143

## CHAPITRE VI

## HISTOIRE DE LA FAMILLE

§ 28. — Phases principales de l'existence. . . . .	145
§ 29. — Mœurs et institutions assurant le bien-être physique et moral de la famille. . . . .	148

## CHAPITRE VII

## BUDGETS DE LA FAMILLE

§ 30. — Budget des recettes. . . . .	149
§ 31. — Budget des dépenses. . . . .	<i>ibid.</i>
§ 32. — Quatorze comptes annexés aux budgets. . . . .	168

## CHAPITRE VIII

FAITS IMPORTANTS D'ORGANISATION SOCIALE, PARTICULARITÉS  
REMARQUABLES, APPRÉCIATIONS GÉNÉRALES, CONCLUSIONS

§ 33. — Sur la transmission intégrale des biens de famille chez les paysans du Lavedan. . . . .	168
§ 34. — Sur l'ancienne organisation sociale du Lavedan. . . . .	183
§ 35. — Sur l'emploi de l'épargne annuelle de la communauté. . . . .	190
§ 36. — Sur les échanges de travail dispensant les paysans de recourir aux salariés. . . . .	195
§ 37. — Sur le système de culture des hautes vallées du Lavedan. . . . .	197

## APPENDICES

Sommaire des appendices . . . . .	210
-----------------------------------	-----

I<sup>er</sup> APPENDICE

## LA FAMILLE-SOUCHE DU LAVEDAN, EN 1869 ET EN 1874.

Par M. E. CHEYSSON, ingénieur des ponts et chaussées.

I<sup>re</sup> PARTIE. — SITUATION EN 1869

	Pages.
I. — Objet de l'appendice. . . . .	211
II. — Utilité des études successives sur une même famille. . . . .	213
III. — Une scène biblique au Lavedan. . . . .	217
IV. — Les situations comparées de la famille, en 1856 et en 1869. . . . .	219
V. — La Coutume et le Code civil. . . . .	223
VI. — Les origines du procès intenté à la famille. . . . .	228
VII. — Les maux infligés à la famille par le procès. . . . .	232
VIII. — Le salut de la famille par la liberté testamentaire. . . . .	238

II<sup>e</sup> PARTIE. — SITUATION EN 1874

IX. — État civil de la famille en 1874. . . . .	246
X. — Acte de partage du 3 mars 1874. . . . .	248
XI. — La terre. . . . .	254
XII. — Le domaine et la coutume du Lavedan. . . . .	259
XIII. — La famille-souche. . . . .	277
XIV. — La réforme. . . . .	286

II<sup>e</sup> APPENDICE

## LA TRÈS-PETITE PROPRIÉTÉ, LE CODE CIVIL ET SES AGENTS

Par M. F. LE PLAY

I. — Le vice radical du Code civil. . . . .	290
II. — L'histoire lamentable de la succession d'un ouvrier-propriétaire du Nivernais. . . . .	293
III. — Le Code civil plus funeste à la petite qu'à la grande propriété. . . . .	304

III<sup>e</sup> APPENDICELA RÉFORME DU CODE CIVIL, SELON LES JURISCONSULTES  
DES PAYS A FAMILLE-SOUCHE

Par M. CLAUDIO JANNET, avocat à la cour d'Aix en Provence.

I. — Les vices du régime actuel. . . . .	311
II. — Les principaux moyens de réforme. . . . .	320

III. — L'amélioration des dispositions du Code sur les partages d'ascendants . . . . .	323
IV. — L'extension de la quotité disponible au taux proposé, dès 1803, par les conseillers d'État élevés dans les pays à famille-souche. . . . .	326
V. — La liberté des arrangements de famille. . . . .	338
VI. — Les dispositions spéciales à adopter touchant les héritiers-mineurs de la petite propriété. . . . .	348

## DOCUMENTS ANNEXÉS

Sommaire des Documents. . . . .	356
A. — OPINION ÉMISE EN 1839 SUR LA LIBERTÉ TESTAMENTAIRE ET LES SUBSTITUTIONS FIDEICOMMISSAIRES, PAR UN AUTEUR SUISSE, M. CH.-L. DE HALLER. . . . .	357
B. — EXEMPLE REMARQUABLE DONNÉ PAR UNE FAMILLE SOUVERAINE TOUCHANT LE RESPECT DU TESTAMENT. . . . .	366
C. — PRÉCIS DES RÉFORMES OPÉRÉES PAR LE GOUVERNEMENT ALLEMAND DANS L'ALSACE-LORRAINE POUR LA CONSERVATION DU FOYER DES FAMILLES-SOUCHES, ET SPÉCIALEMENT EN FAVEUR DES ORPHELINS-MINEURS DE LA PETITE PROPRIÉTÉ, PAR M. CLAUDIO JANNET, AVOCAT A LA COUR D'AIX EN PROVENCE . . . . .	370
I. — Loi du 22 octobre 1873, concernant la surveillance et les frais d'administration des tutelles. . . . .	372
II. — Loi du 1 <sup>er</sup> décembre 1873, concernant les partages extrajudiciaires et les ventes de biens en justice. . . . .	375
III. — Abolition de la vénalité des offices ministériels. . . . .	379
D. — LA COUTUME DU LAVEDAN, PAR M. E. CHEYSSON, INGÉNIEUR DES PONTS ET CHAUSSÉES.	
I. — La Coutume. . . . .	382
II. — Articles de Coutume de tout temps observés et pratiqués en la vallée de Baréges sans mémoire du contraire. . . . .	396
III. — Coutume du pays de Lavedan, de la ville de Lourdes, Rivière-Ousse, des lieux de Saux, Adé et Ossun, de la baronnie des Angles et marquisat de Bénac. . . . .	401
IV. — Extraits de la Coutume de Baréges et du Lavedan. . . . .	405

# INDEX ALPHABÉTIQUE DES MATIÈRES

## SIGNALANT SURTOUT

1<sup>o</sup> La définition des trois types de familles. — 2<sup>o</sup> La description générale de la famille - souche. — 3<sup>o</sup> La description spéciale de la famille-souche du Lavedan, dont la supériorité est démontrée par une existence de vingt-cinq siècles. — 4<sup>o</sup> La désorganisation provoquée sans relâche dans les familles - souches de la petite propriété par le Code civil et ses agents. — 5<sup>o</sup> Le salut de la France lié à la réforme du Code civil et à la libre restauration de la famille-souche.

## A

ABUS DES MOTS. — L'une des plus grandes sources d'erreur de notre temps est l'emploi de mots non définis, tels que : liberté, égalité, démocratie, progrès et autres expressions qui dissimulent la perversité des écrivains ou le vide de leur pensée, 88.

AGE (rapports naturels de l'). — Egards mutuels qu'ils imposent aux individus, *avertissement*.

AGENTS DU CODE CIVIL. — Aggravant, par leur intervention intéressée, l'action destructive que le Code exerce sur la propriété, 79, 81, 177, 225, 290, 293, 295. — Ils sont funestes surtout aux orphelins-mineurs de la très-petite propriété, 290, 302.

AGRICULTURE du Lavedan. — Conditions dérivant du sol, du climat, des productions et de

l'organisation sociale, 115. — Précis du système de culture, 197. — Comptes des bénéfices dus aux diverses cultures, dans le domaine de la famille modèle du Lavedan, 158. — Calendrier des travaux de culture du Lavedan, 204.

AINÉS DES FAMILLES-SOUCHEs. — Sacrifiés au bien-être des cadets, 39, 110. — Trois motifs principaux qui amènent, dans la petite propriété, l'avènement spontané des coutumes d'ainesse, 39. — Le sacrifice matériel imposé aux aînés est compensé par un avantage fourni par l'ordre moral, 110. — Développement précoce des aînés sous les bonnes coutumes, 40.

AINESSE. — Voir COUTUMES D'AINESSE.

ALIMENTS. — De la famille modèle du Lavedan, 136.

ALLEU (le franc-) et la fa-

mille-souche. — Au moyen âge, 61.

ALSACE-LORRAINE. — Précis des réformes opérées par le gouvernement allemand pour la conservation du foyer des familles-souches et spécialement en faveur des orphelins-mineurs de la petite propriété, 370.

ANGLETERRE. — Organisation imparfaite de la famille, 89. — Destruction des familles catholiques d'Irlande, opérée, en 1703, par le Partage forcé, 95. — Opinion touchant le Partage forcé, imposé à la France en 1793 par le régime de la Terreur, 95.

ANIMAUX DOMESTIQUES. — De la famille modèle du Lavedan, 130.

ANTAGONISME UNIVERSEL. — Excité, par les organes favorisés de l'opinion, entre les diverses nations, les diverses classes de chaque société, les membres de chaque atelier et de chaque foyer, *avertissement*.

APPENDICES complétant les deux Livres de l'ouvrage. — 1<sup>er</sup> Appendice : la famille-souche du Lavedan, en 1869 et en 1874, 211. — 2<sup>e</sup> Appendice : la très-petite propriété, le Code civil et ses agents, 290. — 3<sup>e</sup> Appendice : la réforme du Code civil, selon les jurisconsultes des pays à famille-souche, 311.

APPRÉCIATIONS GÉNÉRALES ET CONCLUSIONS. — Suggérées par l'organisation et les mœurs de la famille modèle du Lavedan, 168.

ARGENT (ou fonds de roulement). — De la famille modèle du Lavedan, 129.

ARGOT. — Langage ignoble qui compromet aujourd'hui

l'ascendant conquis par la langue française, au siècle de Descartes, *avertissement*.

ARMÉE. — Discipline et, en général, vertus guerrières subordonnées à l'éducation donnée, dès le premier âge, dans la famille, 82. — Puissance et expansion de la race, en rapport avec la fécondité de la famille, 83.

ASCENDANTS (partages d'). — Palliatifs réclamés, dans le régime destructeur du Code civil, par les jurisconsultes des pays à famille-souche, 323.

ASSOCIATION. — Réalisée dans la famille-souche, depuis un temps immémorial, dans les conditions les plus bienfaisantes, 148.

AUTORITÉ PATERNELLE. — Elle offre, au plus haut degré, le caractère d'une institution divine, 8. — Elle est la principale force des nations, surtout dans les familles laborieuses, frugales, soumises à Dieu, 7, 8.

AUTORITÉS SOCIALES. — Consultées au nombre d'un millier par l'auteur de cet ouvrage; elles justifient, par leur pratique et leurs opinions, les vérités qui y sont enseignées, *avertissement*. — Rôle qui leur appartient dans la réforme de la France, *ibidem*. — Leurs enseignements confirmés par les récentes catastrophes de la France, *ibidem*.

AYRETÉ. — Nom donné, dans le Lavedan, aux héritiers des familles-souches, 118.

## B

BARBARES (les enfants, sorte de petits). — Par leur invasion continuelle, ils ruinent prompt-

tement la société, s'ils ne sont domptés sans relâche par une bonne éducation, 106.

**BASQUES** (anciens Euskes). — Admirable organisation de la famille-souche, 40, 94, 109. — Antiquité de leur organisation sociale, 43. — Doivent à la famille-souche l'indépendance qu'ils ont conservée depuis les premiers âges de l'histoire, 44.

**BÉARN.** — Condition heureuse, avant 1789, des petits propriétaires de cette province, 67. — Action funeste exercée depuis lors par le Code civil, 82.

**BIBLE.** — Interprétation nécessaire d'un passage du Nouveau Testament sur les enfants, par saint Augustin, 107.

**BIEN.** — Sa principale source est dans l'autorité du père, celle dont la légitimité se justifie le mieux, chez toutes les races, par le dévouement au bonheur des subordonnés, 7. — Se trouve surtout dans certaines familles soumises à Dieu, disciplinées par l'autorité paternelle et le travail quotidien, 7.

**BIEN-ÊTRE PHYSIQUE ET MORAL.** — De la famille modèle du Lavedan, 109. — Mœurs et institutions assurant ce bien-être, 148.

**BUDGET DES DÉPENSES.** — De la famille modèle du Lavedan, 154.

**BUDGET DES RECETTES.** — De la famille modèle du Lavedan, 150.

**BUDGETS** (quatorze comptes annexés aux deux). — De la famille modèle du Lavedan, 158.

## C

**CADETS DES FAMILLES-SOUCHES.** — Doivent leur bien-être, parfois une grande fortune, au travail de l'ainé cultivant le domaine paternel, 39. — Élévation fréquente, dans la France ancienne, de cadets sortis de foyers modestes, où l'ainé conserve la situation des ancêtres, 38.

**CALENDRIER DES TRAVAUX** de culture du Lavedan. — Précis des opérations de chaque mois, 204.

**CAMPAGNES.** — Contrastent, par la frugalité et l'aisance, avec le luxe et l'indigence des villes, 35.

**CATALOGNE.** — Belles formules testamentaires, 31.

**CAUTERETS** (Hautes-Pyrénées). — Communauté rurale habitée par la famille modèle du Lavedan, 113.

**CÉLIBATAIRES** des familles-souches. — Leur situation, 184. — Leur propriété privée, 185.

**CÉRÉALES.** — Quatre préparations principales, pour l'alimentation de la famille modèle du Lavedan, 136.

**CHAMPAGNE.** — L'une des régions de la famille instable, 22. — Région de villages à banlieue morcelée, 22.

**CHASSEURS.** — Primitifs de l'Occident, 15. — Actuels de l'Amérique du Nord, 16. — Spontanément portés vers la famille instable, 17. — Habitant dans la Gaule : avant les époques historiques, 16; à l'origine des époques historiques, 18.

**CHINE.** — Prospère depuis un temps immémorial par la fa-



mille patriarcale, 27. — S'assimile aujourd'hui les forces matérielles de l'Occident, *avertissement*.

CHINOIS. — Leur supériorité sur les ouvriers d'origine européenne, dans les ateliers de travail de l'Australie et de la Californie, *avertissement*.

CITÉS COMMERÇANTES au moyen âge. — Leur organisation, 60.

CLERGÉ. — Son rôle bienfaisant dans les régions à famille-souche, 123. — Son recrutement dans le personnel des familles-souches, 123.

COACTION PATERNELLE. — Nom vrai des régimes sociaux qui donnent aux hommes la plus grande somme de liberté, 6.

CODE CIVIL. — Confirme, sous le Consulat, le Partage forcé de la Terreur, et désorganise la famille-souche, 71. — Ruine, depuis 1856, la famille modèle du Lavedan, qui prospérait depuis un temps immémorial sous la *Coutume*, 223. — Plus funeste à la petite qu'à la grande propriété, 248, 262. — Funeste surtout aux orphelins-mineurs, 290, 302. — Vices radicaux du Code, 244, 290, 311. — Principaux moyens de réforme selon les jurisconsultes du Midi, 320. — Réforme dans les partages d'ascendants, 323. — Réforme dans la quotité disponible du Code civil, 326. — Liberté des arrangements de famille, 338. — Améliorations spéciales touchant les héritiers-mineurs de la petite propriété, 348.

CODE DE PROCÉDURE. — Impose des frais ruineux à la succession des petits propriétaires, 296, 302.

COHABITATION DU PÈRE ET

DE L'HÉRITIER, au foyer de la famille-souche. — Détruite en Angleterre par le caractère peu sociable de la race, 90. — Commune sur le continent, 92. — Trait charmant des mœurs de la France ancienne, 52.

COMMUNAUTÉS RURALES du régime féodal. — Fécondées par la famille-souche, 53. — Sous le régime de la corvée, 54. — Sous le régime des redevances en nature ou en argent, 55. — Communauté semi-urbaine de Beaumont-en-Argonne, au moyen âge, 55.

COMMUNES URBAINES du régime féodal. — Fécondées par la famille-souche, 53. — Commune semi-rurale de Beaumont-en-Argonne, au moyen âge, 55.

CONDITIONS NATURELLES. — Favorables à une bonne organisation de la famille, 11.

CONFRÉRIES RELIGIEUSES. — Affiliations, à ces confréries, des membres de la famille modèle du Lavedan, 121.

CONTRAINTE (régime de), ou coaction gouvernementale. — Définition : pratique de la loi morale, imposée par le souverain, 5.

CONTRASTES DE L'ORIENT AVEC L'OCCIDENT. — Touchant les lieux, les races et les familles, 11.

COUTUME. — Principe constitutionnel des régimes de liberté ou de coaction paternelle, 6. — Elle conservait depuis un temps immémorial la famille modèle du Lavedan qui, depuis 1856, est ruinée par la LOI ÉCRITE (Code civil) de la Terreur et du Consulat, 223, 277. — A fondé, sans le concours de la loi écrite, les meilleures orga-

nisations de la famille, 36. — La Coutume, plus que la loi, crée les constitutions libres, 50.

COUTUME DU LAVEDAN, DE BARÈGES, etc. — Considère la propriété comme un fidéicom-mis perpétuel, 259. — Impose le droit d'ainesse sans distinction de sexe, 260. — Fait au gendre une situation amoindrie, 269. — Attache les puînés à la maison, 270. — Prescrit le retrait lignager, 270. — Révisée en 1769, 272. — Assure la perpétuité de la famille, 277. — Son histoire, 382. — Textes et extraits, 396, 401, 405.

COUTUMES ANCIENNES. — La restauration de ces coutumes, l'un des deux moyens de réforme des peuples corrompus, 108.

COUTUMES D'AINESSE. — Trois motifs principaux qui en amènent l'avènement spontané, 39. — Fécondité de cette coutume appliquée aux filles aînées, 42. — Antiquité de la coutume d'ainesse appliquée aux filles, 43. — Ignorance générale en France touchant le véritable esprit de ces coutumes, 39. — Fondées surtout au profit des cadets, 40, 110. — Elevaient, dans l'ancienne France, à de hautes situations les cadets sortis de foyers où l'ainé conservait la modeste condition des ancêtres, 38. — Heureuse influence du principe : *ainesse oblige*, 40. — Adoptées dans le Lavedan sans distinction de sexe, 250.

CROYANCES RELIGIEUSES. — Se réglant spontanément selon les mœurs du clergé, 71.

CULTURE DES INTELLIGENCES. — Grand moyen de prospérité des familles-souches, 37. — Cause de grandeur pour l'an-

cienne France, 38. — Plus prononcée chez les familles-souches de Gascogne et de Normandie que dans les familles instables de la Champagne, 38.

## D

DANGERS qui menacent l'Occident. — Développement rapide de trois grands Etats concurrents, *avertissement*. — Régénération des grands empires de l'extrême Orient, *ibid.* — Antagonisme social des classes extrêmes, *ibid.* — Esprit de nouveauté exagéré jusqu'à la violence, remplaçant, chez les classes inférieures, l'esprit de tradition exagéré jusqu'à la routine, *ibid.* — Instabilité dans la vie privée comme dans la vie publique, *ibid.*

DÉPENDANCE RÉCIPROQUE des individus (état de). — Caractère saillant des sociétés du moyen âge, 59.

DÉPENSES (budget des). — De la famille modèle du Lavedan, 154.

DESTRUCTION DE LA FAMILLE par le Partage forcé. — Opérée : en 1703 par le gouvernement anglais, contre les catholiques d'Irlande, 95 ; en 1793, par le régime de la Terreur, contre tous les Français, 95.

DIVISION ET PLAN du présent ouvrage, *avertissement*.

DOMAINE de la famille modèle du Lavedan. — Pratique de la transmission intégrale aux générations successives, 168. — Importance sociale, 254. — Considéré comme fidéicom-mis perpétuel, 259.

DOMESTIQUES, dans la famille-souche. — Heureuse situation, 122, 139. — Condition recherchée momentanément, comme

moyen d'apprentissage, par les jeunes ménagères, 34.

DOTS. — Des rejetons émigrants de la famille-souche, 146, 173, 193.

DROIT A L'HÉRITAGE. — Plus corrupteur dans le régime du Partage forcé que dans les Coutumes d'ainesse au sein des classes riches, 81.

DROIT DES GENS. — Egards mutuels qu'il impose aux nations, *avertissement*.

## E

ÉCHANGES DE TRAVAIL conjurant la création des salariés. — Coutume essentielle à l'ancien régime européen et, en particulier, au Lavedan, 195.

ÉCOLE DE GOUVERNEMENT LOCAL. — Au foyer des familles-souches, 128.

ÉCOLE DE RESPECT. — Au foyer des familles-souches, 122.

ÉDUCATION. — Doit combattre sans relâche le vice originel, incessamment ramené par les jeunes générations, 106.

ÉGARDS MUTUELS. — Imposés : aux nations par le droit des gens ; aux individus, par les rapports naturels de l'âge, de la parenté, de la hiérarchie, *avertissement*.

ÉMIGRANTS. — Retour momentané ou permanent au lieu natal des émigrants enrichis des familles-souches, 36. — Colonisent au lieu natal des régions alpestres presque inhabitables, 37.

ÉMIGRANTS FRANÇAIS des familles-souches. — Glorieux représentants de la France ancienne, 73. — Détruits depuis

1789 par le Partage forcé, le morcellement des héritages et la stérilité des mariages, 74.

ÉMIGRATION RICHE. — Institution complémentaire de la famille-souche agricole, 10, 36, 98. — Ce régime se détruit en France avec la famille-souche agricole, *avertissement*, et 71.

ENFANTS. — Perversité de leurs instincts naturels, 106. — Ils constituent, en quelque sorte, pour les peuples civilisés, une invasion permanente de barbares, 106. — Le mal de cette invasion doit être combattu sans relâche par la discipline de l'éducation, 106. — Vérité émise par saint Augustin, 107. — Erreur de J.-J. Rousseau, 105. — Dressés au respect par la discipline de la famille-souche, 122. — Liberté et heureuse condition des enfants dans les familles-souches, 122, 145. — Corruption précoce propagée dans la classe riche par le droit de tous les enfants à l'héritage, 81.

ÉPARGNE ANNUELLE. — Montant et emploi, dans la famille modèle du Lavedan, 190.

ÉPOQUE ACTUELLE. — Modèles de la famille-souche, 88.

ÉPOQUES DE LA FRANCE (les deux grandes). — Types de ces époques : saint Louis, 61. — Saint Vincent de Paul, Condé et Descartes, sous l'influence morale de Louis XIII, 104. — Rapprochement avec la décadence actuelle, *avertissement*.

ESSAIS des familles patriarcales. — Mode spécial d'établissement de leurs rejetons, 9, 13.

ÉTAT CIVIL. — De la famille modèle du Lavedan, 118. — En 1809, 221. — En 1874, 246.

**EUSKES** (ancêtres des Basques). — Avaient organisé, il y a vingt-cinq siècles, la famille-souche, telle qu'elle subsiste encore en Biscaye et dans le Lavedan, 43, 44.

**EVIDENCE DES FAITS.** — Opposée, dans le présent ouvrage, aux erreurs de l'opinion, 109.

## F

**FAITS IMPORTANTS d'organisation sociale.** — Propres à la famille modèle du Lavedan, 168.

**FAMILLE.** — Trois organisations diverses se rattachant à trois types et à trois tendances distinctes des sociétés, 9. — Perfectionnements accomplis sous divers régimes, compris entre deux types extrêmes de contrainte ou de liberté, 2. — Famille patriarcale, 9. — Famille instable, 9. — Famille-souche, 10. — Monographies de familles, fondements de la science sociale, 213. — Pratique du travail des monographies, 214. — Conditions naturelles favorables à une bonne organisation, 11. — Contrastes de l'Orient avec l'Occident, 11. — Existence simultanée des trois types sur le sol de la France, 26. — Quatre convenances à remplir dans la meilleure organisation de la famille, 88. — Types du continent meilleurs que ceux de l'Angleterre, 89, 92. — Les meilleures organisations fondées par la Coutume, non par la loi écrite, 36. — Familles modèles de la Provence avant la révolution, 96.

**FAMILLE INSTABLE.** — Définition, 9. — Chez les chasseurs primitifs de l'Occident, 15. — Chez les chasseurs actuels de l'Amérique du Nord, 16. —

Chez les Gaulois, 19. — Conservée en plusieurs régions de la France, 21.

**FAMILLE PATRIARCALE.** — Définition, 9. — Chez les pasteurs nomades de l'Orient, 12. — En France, 27.

**FAMILLE-SOUCHE.** — Définition, 10. — Caractères généraux de cette organisation, 29. — Chez les indigènes de la Gaule et de l'Ibérie, 40. — Sous le régime du fief et des tenures féodales, 44. — Dans les communautés rurales et les communes urbaines du régime féodal, 52. — Origine et force du système représentatif, sous le régime du franc-alleu, 61. — Désorganisée en France depuis 1793, par le Partage forcé de la Terreur, confirmé par le Code civil du Consulat, 71. — Restaurée par la liberté du testament, elle accomplira la réforme sociale de la France, 83. — Ses modèles à l'époque actuelle, 88. — Confère, à l'aide du temps, une vraie noblesse, quand elle est fécondée par le travail et la vertu, 97.

**FAMILLE-SOUCHE DU LAVEDAN.** — Modèle de la réforme sociale nécessaire à la France, 111, 116. — Ses rapports avec le sol, la population et le régime du travail, 113. — Etat civil des quinze membres, 119. — Religion et habitudes morales, 121. — Hygiène et service de santé, 124. — Rang de la famille dans sa commune, 127. — Moyens d'existence, 129. — Propriétés, 129. — Immeubles, 129. — Argent, 129. — Animaux domestiques, 130. — Matériel des travaux et industries, 130. — Subventions diverses fondées sur la Coutume, 132. — Travaux et industries, 134. — Mode d'existence, 136. — Aliments et

repas, 136. — Habitation, mobilier et vêtements, 138. — Récréations, 143. — Histoire avant 1856, 119, 145, 173, 183, 193. — Situation en 1869, 212, 219, 228. — Situation en 1874, 246, 248. — Mœurs et institutions assurant le bien-être physique et moral, 148. — Budget des recettes, 150. — Budget des dépenses, 154. — Quatorze comptes annexés aux deux budgets, 158. — Faits importants d'organisation sociale, particularités remarquables, appréciations générales et conclusions, 168. — Sur la transmission intégrale du domaine dans la famille, 168. — Montant et emploi de l'épargne, 190. — Echanges de travail avec les voisins, conjurant la création des salaires, 195. — Calendrier des travaux de la famille, 204. — Une scène biblique au Lavedan, 217. — Situations comparées en 1856 et en 1869, 219. — La famille conservée, depuis un temps immémorial, par la Coutume; ruinée depuis 1856 par le Code civil, 223. — Motifs du procès qui a commencé, en 1864, la ruine de la famille, 228. — Maux infligés à la famille par le procès, 232. — Désorganisation de la famille, malgré le gain du procès, 238. — Le seul remède aux maux actuels, est le retour à la liberté testamentaire, 238. — Acte de partage de 1874, 248. — La famille-souche et la Coutume du Lavedan, 277. — Urgence de la réforme, 286. — École de respect pour les enfants, et moyen de stabilité dans l'État, 122. — École de gouvernement local, 128.

FEMMES. — Leur ascendant dérivant de leur grâce incomparable, 31. — Leur ascendant assuré, longtemps avant l'ère

chrétienne, par la famille-souche, 30, 42, 43. — Leur haute situation dans la famille modèle du Lavedan, 118, 122, 264, 265. — Importance sociale de la chasteté des femmes, 145. — Nécessité d'augmenter les droits d'usufruit de la veuve, dans l'intérêt même des enfants mineurs héritiers de petites propriétés, 352.

FÉODALITÉ. — Voir RÉGIME FÉODAL.

FIEF. — Rapports naturels avec la famille-souche, 44.

FILLES AINÉES. — Augmentent beaucoup, dans la petite propriété, le bienfait des coutumes d'ainesse, 42. — Antiquité de cette coutume, remontant à vingt-cinq siècles au moins, 43.

FRAIS DE SUCCESSION. — État des frais ruineux imposés, par le Code de procédure et les lois d'impôt, sur l'héritage des orphelins-mineurs de la très-petite propriété, 295.

FRANC-ALLEU, ou propriété libre au moyen âge. — Rapports naturels avec le régime représentatif, et avec la famille-souche ayant pour charte le testament, 61.

FRANCE. — Développement graduel des institutions qui ont fait la prospérité de la France ancienne, 40, 44, 52, 61. — Violences révolutionnaires qui ont détruit les meilleures institutions et amené la décadence constatée par les événements de 1870, 1871, *avertissement*, et 71.

FRANCE ANCIENNE COMPARÉE A LA GAULE ROMAINE. — Stabilité et grandeur de la France dues à sept causes principales : l'amour des résidences rurales

et le mépris des villes, restaurés par les Franks, 46; l'esprit d'indépendance et d'initiative, restauré par les Franks, 47; la création des familles-souches agricoles par la féodalité, 47, 49; la discipline du christianisme inculquée par l'émulation des deux clergés, régulier et séculier, 47; l'excellente constitution des communautés rurales et des communes urbaines, 52; le franc-alleu et le régime représentatif, 61; la discipline et l'esprit d'unité dus aux grands exemples de la royauté, 62, 63, 66. — Ses libertés ont été détruites peu à peu par la funeste influence des légistes, *avertissement*. — Sur l'étude du vieux français, 395.

FRANCE RÉVOLUTIONNAIRE COMPARÉE A LA FRANCE ANCIENNE. — Décadence de la France révolutionnaire constatée par les désastres actuels, *avertissement*. — Décadence due à l'abandon de ses anciens éléments de grandeur, savoir: destruction de la famille-souche amenant l'abandon des résidences rurales, la recherche des villes, la perte de l'esprit d'initiative et les usurpations de l'Etat sur le gouvernement local, 71, 72, 73, 74, 82. — Affaiblissement du christianisme et de la royauté traditionnelle, 71. — Influence dangereuse accordée aux légistes, 72, 76, 78. — Instabilité extrême imposée par le Code civil aux familles, à la société, à l'ordre politique, 79. — Ignorance devenue générale, touchant les lois naturelles de la famille, 39. — Voir FRANCE ANCIENNE.

FRANKS. — Ont guéri la corruption gallo-romaine, en inspirant le mépris des villes et

le goût des résidences rurales, 46.

FRUGALITÉ et aisance des paysans. — Opposées au mauvais luxe et à l'indigence des ouvriers urbains, 35.

## G

GAULE ANCIENNE. — Organisation de la famille chez les premiers indigènes, 26.

GAULE ROMAINE COMPARÉE A LA FRANCE ANCIENNE, 40, 44, 52, 61.

GAULOIS. — Organisation de la famille, 15, 18, 19. — Portrait des Gaulois par Strabon, 20. — Permanence de la famille instable des Gaulois, 21.

GERMAINS. — Vertus signalées par Tacite, 45. — Chasteté perdue chez les Franks, envahisseurs de la Gaule, 45. — Leur mépris pour les villes, 48. — Leur préférence pour les habitations isolées, éparses dans les campagnes, 48.

GOVERNEMENT LOCAL. — Son personnel formé par les familles-souches, 128.

GRANDES ÉPOQUES DE LA FRANCE (les deux). — Époque de saint Louis, 61. — Époque de saint Vincent de Paul, de Condé et de Descartes, sous l'influence morale de Louis XIII, 104.

GRANDS HOMMES. — Leur essor favorisé par la famille-souche, 38.

## H

HABITATION. — De la famille modèle du Lavedan, 138.

HABITATIONS RURALES, isolées et éparses. — Chères aux anciens Germains et aux Franks,



conquérants de la Gaule, 44, 47, 48. — Font le charme des régions à famille-souche, 67, 217.

HABITUDES MORALES. — De la famille modèle du Lavedan, 121.

HÉRITAGE. — Le droit des enfants à l'héritage, aussi funeste, surtout dans la classe riche, qu'est bienfaisant le droit du père à en disposer librement, 80.

HÉRITIER (institution de l'). — Principe fondamental de la famille-souche, 29. — Egalement bienfaisante pour le foyer et pour les rejetons qui en sortent, 38, 39, 40, 110. — Terme spécial désignant, dans toutes les langues, cette dignité, 30.

HÉRITIÈRES (institution des). — Fréquente en Biscaye et dans le Lavedan, 42, 97. — Garantie contre les déceptions naissant de l'adultère, 42.

HÉRITIERS-MINEURS. — Ruinés par le Code civil et ses agents, surtout quand ils sont orphelins et appartiennent à la classe des très-petits propriétaires, 290, 348. — Voir ORPHELINS-MINEURS.

HIÉRARCHIE (rapports naturels de la). — Egards mutuels qu'ils imposent aux individus, *avertissement*.

HISTOIRE de la famille modèle du Lavedan. — Avant 1856, 119, 145, 173, 183, 193. — De 1856 à 1869, 212, 219, 228, 232. — De 1869 à 1874, 246, 248.

HYGIÈNE. — De la famille modèle du Lavedan, 124.

# I

IMITATION des peuples prospères. — L'un des deux moyens

de réforme des peuples corrompus, 108.

IMMEUBLES. — De la famille modèle du Lavedan, 129.

INDIVIDUS. — Egards mutuels imposés par les rapports naturels de l'âge, de la parenté, de la hiérarchie, *avertissement*.

INSTITUTIONS ET MŒURS. — Assurant le bien-être de la famille modèle du Lavedan, 148.

# J

JURISCONSULTES des pays à famille-souche. — Réformes qu'ils proposent d'introduire dans le Code civil, 311, 320. — Réforme des partages d'ascendants, 323. — Réforme de la quotité disponible, 326. — Liberté des arrangements de famille, 338. — Améliorations spéciales touchant les héritiers-mineurs de la petite propriété, 348. — Contrairement à l'opinion des juristes, les Autorités sociales ne voient qu'une réforme efficace, la liberté du testament, 61, 83, 211, 238, 286, 306.

# L

LANGUE FRANÇAISE employée exclusivement en diplomatie. — Dernier reste d'ancienne supériorité compromis aujourd'hui par l'adoption d'un ignoble argot, *avertissement*. — Utilité de l'étude du vieux français, 395. — Voir FRANCE ANCIENNE.

LAVEDAN (vallée des Hautes-Pyrénées). — Conserve depuis vingt-cinq siècles la meilleure organisation de la famille, 109. — Conditions naturelles spéciales à cette région, 113. — Nature du sol, 113. — Propriétés communales et privées, 114. —



Etat de la population, 115. — Nature des productions et des travaux, 117. — Régime des cultures, 114, 115, 158, 197, 204. — Séjour de la famille-souche prise pour modèle de la réforme sociale de la France, 116. — Régime actuel des successions, 173. — Organisation sociale qui régnait avant 1789, 183. — Emploi de l'épargne annuelle, 190. — Echanges de travail, conjurant la création des salariés, coutume essentielle à l'ancien régime de l'Europe et du Lavedan, 195. — Une scène biblique, 217. — Anciennes coutumes du Lavedan, 259, 277, 382, 396, 401, 405.

LÉGISTES. — Etat de servitude imposé, sous leur funeste influence, aux familles françaises. *avertissement*. — Influence dangereuse accordée, en France, aux légistes, sous l'ancien comme sous le nouveau régime, 72, 77, 79.

LÉGITIME. — Voir QUOTITÉ DISPONIBLE.

LETTRÉS. — Propagateurs actifs de l'erreur depuis l'époque de J.-J. Rousseau, principaux auteurs de la décadence actuelle, *avertissement*, 104.

LIBERTÉ (régime de) ou coaction paternelle. — Définition : pratique de la loi morale imposée par le père de famille, 5, 6.

LIBERTÉ DU TESTAMENT. — Fécondée par la loi morale, elle a été la source des libertés privées et publiques; et elle a constitué, sur de solides bases, le régime représentatif, 61. — Détruite en France par les lois de la Terreur, confirmées par le Code civil du Consulat, 71. — La réforme sociale consiste surtout, en France, à restaurer

cette liberté, 83. — Seul remède aux cas nombreux de désorganisation sociale dont un exemple est donné dans le 1<sup>er</sup> Appendice de cet ouvrage, 211, 238, 286, 306.

LIEUX (conditions naturelles des). — Contrastes de l'Orient avec l'Occident, 11. — Habités par la famille modèle du Lavedan, 113.

LIMOUSIN et FRANCE CENTRALE. — Coutume d'ainesse des filles, favorisée par la conscription militaire chez les métayers, 98.

LINGE DE MÉNAGE. — De la famille modèle du Lavedan, 141.

LOI ÉCRITE. — Principe constitutionnel des régimes de contrainte, 5. — Etrangère à la création des meilleures organisations sociales de l'Europe, 36.

LOIS DE L'IMPOT. — Etablissent des frais ruineux sur la succession des petits propriétaires, 254, 260.

LUNEBOURG HANOVRIEN. — Offre un des meilleurs types de la famille-souche agricole, 22, 93.

LUXE et indigence des ouvriers urbains. — Opposés à la frugalité et à l'aisance des paysans, 35.

## M

MAJORATS. — Institution fausse et injuste du premier empire, 77, 78.

MAL. — Sa principale source est dans les jeunes générations que l'éducation n'a point soustraites au vice originel, 7. — Perversité des instincts naturels de l'enfance, 106. — Contraste des opinions de saint

Augustin et de J.-J. Rousseau, 105, 107. — La naissance des enfants soumet les peuples civilisés à une invasion permanente de petits barbares, imbus des mauvais instincts de l'humanité, 106.

MANIÈRES (dignité des). — Fondée, aux bonnes époques, sur les rapports naturels de l'âge, de la parenté, de la hiérarchie, *avertissement*.

MARIAGE (coutume du). — Dans la famille modèle du Lavedan, 145. — Succession régulière du mariage des héritières, chez la famille modèle du Lavedan, 33. — Haut caractère du mariage chez les Germains, 45.

MATÉRIEL DES TRAVAUX ET INDUSTRIES. — De la famille modèle du Lavedan, 130.

MÉDECINE USUELLE. — Exercée, au foyer des familles-souches, par la maîtresse de maison, 125.

MÈRES DE FAMILLE. — Leur situation digne dans la famille-souche, 30. — Autorité déléguée aux veuves par le testament, 30. — Belles formules testamentaires de la Catalogne, 31.

MÉTHODE D'OBSERVATION pratiquée par l'auteur. — Justifiée par les prévisions qu'elle avait suggérées touchant les catastrophes de 1870 et de 1871, *avertissement*.

MÉTHODES DE RÉFORMES (deux). — Pratiquées et enseignées par toutes les races, dans tous les temps, 108.

MEUBLES. — De la famille modèle du Lavedan, 139.

MOBILIER. — De la famille modèle du Lavedan, 139.

MODE D'EXISTENCE. — De la famille modèle du Lavedan, 136.

MODÈLE DE LA FAMILLE. — Recherche, 1. — Description, 111.

MODÈLES DE LA FAMILLE-SOUCHE. — Dans l'antiquité, 26, 29, 40. — Au moyen âge, 44, 52, 61. — A l'époque actuelle, 88, 97, 113.

MŒURS ET INSTITUTIONS. — Assurant le bien-être de la famille modèle du Lavedan, 148.

MONOGRAPHIES DE FAMILLES. — L'un des fondements de la science sociale, 213. — Utilité des monographies successives d'une même famille, 213. — Pratique de ce genre de travaux, 214.

MORCELLEMENT DU SOL. — Type le plus exagéré : village à banlieue morcelée de la Champagne, 22.

MOYEN ÂGE (organisation sociale au). — La famille, 44 à 61. — Le fief et les tenures féodales, 44. — Les communautés rurales et les communes urbaines, 52. — Rapports sociaux au moyen âge, 54, 385. — Le franc-alleu et le régime représentatif, 61. — Ignorance générale touchant le moyen âge, 393.

MOYENS D'EXISTENCE. — De la famille modèle de Lavedan, 129.

## N

NATIONS. — Egards mutuels imposés par le droit des gens, *avertissement*.

NOBLESSE. — Acquisée, en fait, aux paysans à famille-souche, 97.

NOMADES. — Pasteurs de l'Orient, à familles patriarcales, 12. — Leurs mœurs persistent longtemps quand ils deviennent sédentaires, 13.

NOUVEAUTÉ (esprit de). — Penchant principal des familles instables, 18. — Tempéré, dans la famille-souche, par l'esprit de tradition, 11. — Désordres qu'il engendre, aux mauvaises époques, au sein de la jeunesse riche, 80.

## O

OCCIDENT — Contrastes avec l'Orient, 11. — Ne résistera que par de fécondes alliances aux empiètements des grands empires qui se développent rapidement au nord des deux mondes, *avertissement*. — Les guerres intestines seront aussi funestes aux petits Etats de cette région qu'elles le furent à ceux de la Grèce, en présence de leurs puissants voisins, *ibidem*.

ORGANISATION DE LA FAMILLE (la meilleure). — Pourvoit à quatre convenances principales : succession rapide et fécondité des générations; perpétuité des traditions d'honneur et de vertu; extension de ces bienfaits à toutes les classes de la société; union de toutes les classes par l'obéissance, le respect et l'affection, 88. — Imparfait en Angleterre, 89. — Meilleure en beaucoup de lieux du Continent, notamment : dans les pays slaves et en Hongrie, 92; en Norwège, en Suède et en Danemark, 93; dans les duchés allemands du Nord-Est, le Lunebourg hanovrien, la Westphalie, le midi de Bade, du Wurtemberg et de la Bavière, la Carinthie, le Tyrol, le Salzbourg, le Vorarlberg, les petits

cantons suisses, le nord de l'Italie, de l'Espagne et du Portugal, 93, 94; dans les Pyrénées françaises et surtout le Lavedan, 97, 113.

ORGANISATION SOCIALE du Lavedan. — Actuelle, 113, 168. — Avant 1789, 183, 259, 382.

ORIENT. — Contrastes avec l'Occident, 11. — La famille patriarcale chez les pasteurs nomades, 12. — Les sédentaires, comme les nomades, doivent leur stabilité à la famille patriarcale, 27. — Destinées nouvelles ouvertes aux vieux empires de l'extrême Orient, *avertissement*. — Concurrence redoutable pour les peuples de l'Occident, *ibidem*.

ORPHELINS — MINEURS de la très-petite propriété. — Ruinés fatalement par le Code civil et ses agents, 290, 348. — Réformes à faire dans leur intérêt, 305, 307, 310, 349.

OUVRIERS URBAINS. — Contraste de leurs habitudes de mauvais luxe et d'indigence avec la frugalité et l'aisance des paysans, 35.

## P

PARENTÉ (rapports naturels de la). — Egards mutuels qu'ils imposent aux individus, *avertissement*.

PARTAGE FORCÉ DES SUCCESSIONS. — Régions habituées à ce régime, 84. — Régions et intérêts ruinés par ce régime, 84. — La réforme serait plus utile à la petite qu'à la grande propriété, 86. — Avantages immédiats de la réforme, 87. — Dans l'état actuel des préjugés, on pourrait donner par privilège la liberté du testament aux petits propriétaires, 87.

PARTAGES D'ASCENDANTS. — Améliorations réclamées dans le régime du Code civil, 323.

PARTICULARITÉS REMARQUABLES. — Propres à la famille modèle du Lavedan, 168.

PASTEURS. — Actuels de l'Orient, notamment dans la *Terre des herbes*, spontanément portés vers la famille patriarcale, 12.

PATURAGES ENCLOS (contrées à). — Conditions favorables à la transmission intégrale des domaines, 59.

PAYSAGES des contrées à famille-souche. — Embellis par l'organisation des domaines, 22, 67, 217. — Contraste avec les paysages des contrées à famille instable, et surtout des villages à banlieue morcelée, 22.

PAYSAN FRANÇAIS à famille-souche. — Ennobli par cent quartiers de travail et de vertu, 95.

PAYSANS (vieilles races de). — Détruites sans relâche par le Code civil, 81. — Ruinées surtout par les procès que provoque le Code, 83. — Définition des paysans, 169.

PÈRES DE FAMILLE. — Ils sont, parmi les autorités humaines, les principaux propagateurs du bien, les plus dévoués au bonheur de leurs subordonnés, 7. — La réforme sociale consiste surtout à restaurer l'autorité qui leur appartient dans toutes les constitutions libres, 36, 51, 238, 304.

PERFECTION ORIGINELLE de l'homme. — Affirmée à tort par J.-J. Rousseau, 105. — Justement niée par saint Augustin, 107. — Réfutée pratiquement par la perversité des instincts naturels de l'enfance, 7, 106. —

Combattue, dans cet ouvrage, comme les autres thèses révolutionnaires, par l'évidence des faits, 109.

PERSÉCUTIONS RELIGIEUSES (ère des). — Ouverte au XII<sup>e</sup> siècle, 71. — Continué, avec aggravation du mal, par les derniers Valois. — Close par les deux premiers Bourbons, 71. — Ouverte de nouveau par Louis XIV, 71.

PERSONNEL DES FAMILLES-SOUCHE. — Composition moyenne, 34.

PHASES DE L'EXISTENCE. — De la famille modèle du Lavedan, 145.

PLAN ET DIVISION du présent ouvrage, *avertissement*.

POPULATION. — De la commune habitée par la famille modèle du Lavedan, 115, 229.

PRIÈRE. — Faite en commun, au foyer de la famille modèle du Lavedan, 121.

PRIVILÈGES. — A constituer, dans l'état actuel des préjugés de la France, en faveur de la petite propriété, 87, 307, 348.

PROCÈS intentés en vertu des contraintes légales organisées par le Code civil. — Leur origine en 1793, 74. — Principe antisocial dont ils dérivent, 75. — Causes de ruine pour la petite propriété, 81. — Motif du procès qui, en 1864, a commencé la ruine de la famille modèle du Lavedan, 228.

PROGRÈS DES RACES. — Régimes divers sous lesquels il se produit, 4. — Défaillances actuelles à ce sujet, 4.

PROPRIÉTÉ (la grande). — Ruinée, mais moins que la très-petite, par le Code civil et ses agents, 304, 79.

PROPRIÉTÉ (la petite). — Trois motifs principaux qui y amènent l'avènement spontané des coutumes d'ainesse, 39. — Plus ruinée que la grande par le Code civil et ses agents, 81.

PROPRIÉTÉ (la très-petite). — Ruinée beaucoup plus que la grande par le Code civil et ses agents, 290, 304. — Dispositions spéciales à adopter touchant les héritiers-mineurs, 305, 307, 310, 348.

PROPRIÉTÉS. — De la famille modèle du Lavedan, 129.

PROVENCE. — Familles modèles avant la révolution, 60, 96, 286.

## Q

QUARTIERS DE NOBLESSE. — Un paysan à cent quartiers, 97.

QUOTITÉ DISPONIBLE, laissée par le Code civil au testament du père de famille. — Extension de cette quotité réclamée par les juriconsultes des pays à famille-souche, 326. — Fixation de la quotité disponible à la moitié, dans les Codes du canton de Vaud, de Prusse, d'Autriche et d'Italie, 328.

## R

RACES. — Conditions générales du progrès et de la stabilité, 3. — Contrastes de l'Orient avec l'Occident, 11. — En France, on se préoccupe moins des races d'hommes que des races d'animaux, 4. — Les races humaines se perfectionnent sous divers régimes compris entre les deux types extrêmes de contrainte et de liberté, 4.

RACES FÉCONDES de l'époque actuelle. — Prospérité et déve-

loppement rapide des Russes, des Américains du Nord, des Allemands, des Franco-Canadiens, des Anglo-Saxons des deux hémisphères, 61.

RACES STÉRILES. — Poussées à la décadence par le Partage forcé et le morcellement d'un sol complètement défriché, 58, 61.

RANG. — De la famille modèle du Lavedan, dans la population de sa commune, 127.

RECETTES (budget des). — De la famille modèle du Lavedan, 154.

RÉCRÉATIONS. — De la famille modèle du Lavedan, 143.

RÉFORME SOCIALE en France. — Sera surtout accomplie par la famille-souche, ayant pour charte le testament, 83. — Vraie méthode de réforme de toutes races et de tous les temps, 108. — Aperçu de la réforme, *avertissement*.

RÉGIME DE CONTRAINTE, l'un des deux types extrêmes d'organisation sociale. — Définition, 4. — Comment il perfectionne les familles et les nations, 5.

RÉGIME DE LIBERTÉ, l'un des deux types extrêmes d'organisation sociale. — Définition, 4. — Comment il perfectionne les familles et les nations, 6.

RÉGIME FÉODAL fécondé par la famille-souche. — Dans le fief et les tenures féodales, 44. — Dans les communautés rurales et les communes urbaines, 52. — En présence du franc-alleu et du régime représentatif, 61. — Institutions bienfaisantes, 44 à 61. — Imperfections et abus, 62. — Localités qui offraient les meilleurs éléments d'avenir, 63. — Les meilleurs éléments du régime : conser-

vés par les Scandinaves, les Anglais, les Suisses, les Basques, 69; détruits en France par les fautes de la féodalité, la corruption de la monarchie et les violences de la révolution, 71.

RÉGIME DU TRAVAIL. — Dans la commune habitée par la famille modèle du Lavedan, 115.

RÉGIME REPRÉSENTATIF. — Créé et fécondé au moyen âge par la famille-souche et le testament, 61. — Faussé ou détruit par la monarchie absolue, 72.

RÉGIMES DE LA FAMILLE. — Définition des trois régimes, 1, 9, 12, 15, 26. — Contrastes de l'Orient avec l'Occident, 11. — Existences simultanées des trois régimes en France, 26. — Les trois régimes correspondent aux trois modes d'établissement des enfants, 9, 10.

RÉGIMES SOCIAUX. — Très-variés et compris entre deux types extrêmes de *contrainte* et de *liberté*, 4. — Erreur de Montesquieu sur le classement des régimes sociaux, 5. — Le choix du régime de perfectionnement est subordonné à l'état moral des peuples, 5, 6.

REJETONS DE LA FAMILLE. — Trois modes d'établissement et d'émigration, correspondant aux trois régimes de la famille, 9. — *Famille patriarcale*: émigration par essaims, avec partage de l'épargne faite sous la direction du père, qui reste, avec les membres les moins aventureux de la famille, au foyer et à l'atelier des ancêtres, 9. — *Famille instable*: émigrations individuelles et successives des jeunes gens, suivies du partage et de la dispersion des éléments réunis au foyer et à l'atelier des parents, 9. — *Fa-*

*mille-souche*: le père reste au foyer et à l'atelier des ancêtres avec l'héritier choisi par lui; les autres rejetons, qui ne gardent pas le célibat près du père, émigrent successivement, en se partageant, sous forme de dot, toute l'épargne de la maison-souche, 10.

RELIGION. — De la famille modèle du Lavedan, 121.

RENOIS. — Observation préliminaire sur les renvois intercalés dans le texte de l'ouvrage.

REPAS. — De la famille modèle du Lavedan, 136.

RÉSIDENCES RURALES (amour des). — A fondé la grandeur de l'ancienne France, en éloignant des villes gallo-romaines les Autorités sociales, 46.

RÉVOLUTION (ère de), ouverte en 1789. — Son origine dans les sophismes du *Contrat social*, 104, 107. — Son acte le plus funeste, l'interdiction du testament et la destruction de la famille-souche, 38, 71.

RICHESSSE. — Forme et mode d'accumulation chez les familles patriarcales de l'Orient, 14. — La corruption qui en émane est développée par le droit des enfants à l'héritage, 80.

ROUTINE (esprit de). — Défaut habituel des familles patriarcales, 9, 11. — Conjuré chez les familles-souches, 11.

## S

SALARIÉS. — Leur création conjurée, dans l'ancien régime européen, par la coutume des échanges de travail, 195.

SCÈNE BIBLIQUE. — Au Lavedan en 1869, 217.



SCIENCE SOCIALE. — Fondée sur les monographies de familles, 213.

SÉDENTAIRES (peuples). — Dans l'Orient, ils conservent longtemps l'organisation de leurs ancêtres nomades, 13.

SERVICE DE SANTÉ. — Chez la famille modèle du Lavedan, 124.

SERVITUDE (état de). — Imposé aux familles françaises par la funeste influence des légistes, *avertissement*.

SITUATION de la famille modèle du Lavedan. — En 1869, 211. — En 1874, 246.

SOL. — Cultivé par la famille modèle du Lavedan, 113, 115.

STABILITÉ DES RACES. — Liée aux conditions de perfectionnement, 4. — Combattue sans relâche en France depuis 1793 par les lois de la Terreur, confirmées par le Code civil du Consulat, 71. — Offre trois degrés correspondant aux trois régimes de la famille, 9. — Assurée par les habitudes de respect inculquées aux enfants dans les familles-souches, 122.

SUBVENTIONS diverses. — Conférées par la Coutume à la famille modèle du Lavedan, 132.

SUCCESSIONS. — Traitement injuste infligé par le Code civil, surtout en ce qui touche la petite propriété et les orphelins-mineurs, 290. — Prélèvements ruineux, au profit du fisc et des agents du Code, 80, 81, 177, 181, 225, 225, 226, 290, 302. — État des frais prélevés sur une succession d'orphelins-mineurs, 296. — La contrainte légale, pour les successions parmi les classes riches, est plus funeste à l'ordre moral sous le régime du Partage forcé

que sous les Coutumes d'ainesse, 80.

## T

TABAC (usage du). — Introduit récemment en France, au détriment de la santé des fumeurs, et en général de la constitution physique, intellectuelle et morale de la race, 81.

TENURES FÉODALES. — Rapports naturels avec la famille-souche, 44.

TERREUR (régime de la). — Imposé à la France en 1793 le Partage forcé, par la contrainte de la loi, et détruit ainsi toute stabilité dans la famille, 71.

TESTAMENT. — Conséquence naturelle et sanction du iv<sup>e</sup> commandement du Décalogue. — Origine des deux régimes de familles stables, 12, 29. — Charte de la famille-souche, 30, 36. — Origine vraie et soutien du régime représentatif, 63. — Fécondé par la loi morale, il est le fondement de toutes les libertés privées et publiques, 30.

TOMBEAUX DES ANCÊTRES. — Leur culte, un des devoirs essentiels aux familles stables, 32.

TRADITION (esprit de). — Exagéré par la famille patriarcale, 9, 11. — Absent chez la famille instable, 11, 17, 18. — Tempéré chez la famille-souche par l'esprit de nouveauté, 11, 28, 29.

TRANSMISSION INTÉGRALE DU DOMAINE. — Dans la famille modèle du Lavedan, 168, 259.

TRAVAIL. — Origine d'une vraie noblesse chez les familles-souches qui se perpétuent au même foyer, 97. — Régime propre à la commune habitée par



la famille modèle du Lavedan, 115. — Échanges de travail dispensant les paysans du Lavedan de recourir aux salariés, 195.

TRAVAUX ET INDUSTRIES. — De la famille modèle du Lavedan, 134.

## U

UNION DE LA PAIX SOCIALE. — Association pour la réforme des Sociétés, selon l'étude comparée des meilleures Constitutions sociales, *avertissement*.

USTENSILES DE MÉNAGE. — De la famille modèle du Lavedan, 140.

## V

VERTU. — Origine d'une vraie noblesse chez les familles-souches qui se perpétuent au même foyer, 97.

VÊTEMENTS. — De la famille modèle du Lavedan, 138, 143. — Heureux contraste avec le vêtement banal que propage l'abandon des anciennes mœurs, 143.

VEUVES (femmes). — Haute situation assurée aux veuves par la famille-souche, sauf l'o-

bligation de la chasteté dans le veuvage, 30. — Réforme réclamée dans l'intérêt commun de la veuve et des héritiers-mineurs de la petite propriété, 249.

VICE ORIGINEL de l'homme. — Démonstré par saint Augustin, 107. — Nié par J.-J. Rousseau, 105.

VILLAGES A BANLIEUE MORCELÉE. — Organisation déplorable de la famille et de l'agriculture, 22. — Traitements cruels infligés aux vieux parents, 25. — Abondent dans la région du Rhin, 54.

VILLAGES prospères. — Créés dans des Alpes presque inhabitables, par les émigrants enrichis des familles-souches des vallées voisines, 37.

VILLES, fruits de la prospérité, causes de la décadence. — Leur séjour, cause de corruption chez les Gallo-Romains, 46. — Mépris des Franks pour les villes, l'une des causes de la régénération de la Gaule, 47, 48. — Excellente organisation au moyen âge, 52, 55. — Contrastent par le luxe et l'indigence avec la frugalité et l'aisance des campagnes, 35.

## INDEX ALPHABÉTIQUE

DES AUTORITÉS SOCIALES ET DES AUTEURS CITÉS

---

### A

ACCOLAS (Emile). — Critique le Partage forcé, 328.

ANNUAIRE DE LÉGISLATION ÉTRANGÈRE. — Réformes législatives en Alsace-Lorraine : Lois des 22 octobre 1873, 1<sup>er</sup> décembre 1873 et 10 juin 1872; 372, 375, 380.

AUBRY. — Critique certaines dispositions du Code, 343.

### B

BARAFORT (le président). — Propage la réforme des dispositions du Code sur les partages d'ascendants, 323, 325.

BARAGNON. — Prend à l'Assemblée nationale l'initiative d'une réforme des lois de succession, 324, 325.

BARÈRE. — Dépose dans l'enquête pour la révision de la Coutume du Lavedan en 1768, 272.

BENOIST (le baron de). — Réclame contre les abus d'une réglementation uniforme, 244.

BENOIST-D'AZY (comte). —

Déplore les ventes à l'encan après décès, 242. — Fournit des documents précieux sur l'oppression cruelle exercée, par le Code civil et ses agents, sur les orphelins-mineurs de la très-petite propriété, *avertissement*, 303.

BETHMONT (Paul). — Prend à l'Assemblée nationale l'initiative d'une réforme des lois de succession, 324.

BIBLE (la). — Ancien Testament. — Proverbes : La femme sage et la femme folle, épigraphe du Livre II, III. — Lévitique : Retrait lignager et système agraire, 271.

BIGOT-PRÉAMENEU. — L'un des jurisconsultes du Conseil d'État favorables à la liberté du père de famille, 316.

BODIN (Jean). — La famille, fondement de la société, épigraphe de l'ouvrage.

BOLLANDISTES (Collection latine des). — Citations importantes touchant le goût des Franks pour la vie rurale, 48.

BONALD (de). — La désorganisation de la famille, fatale à

l'État, épigraphe des Appendices.

BOYER (Paul). — Démontre la nécessité d'étendre la quotité disponible, 327.

BROCHER (Charles). — Réclame la liberté des arrangements de famille, 347.

BRUN (Lucien). — Prend à l'Assemblée nationale l'initiative d'une réforme des lois de succession, 324, 325.

BURKE (Ed.). — Conséquence du Partage forcé, 95.

## C

CÉSAR. — Les Aquitains, 40. — La justice, chez les Gaulois, rendue par les principaux habitants, 285.

CHAMPETIER DE RIBES. — Démontre la nécessité d'étendre la quotité disponible, 327, 339.

CONDÉ. — Cité comme un des trois types de la dernière grande époque de la France, 104.

CONFUCIUS. — Respect de la volonté paternelle, épigraphe du Livre I, 1.

CONVENTION NATIONALE. — Abolition du Testament et institution du Partage forcé. — Discours de Mailhe, Prieur, Cambacérès, Thuriot, Phélippeau, etc., 75.

CORDIER (L.). — Droit de vote exercé par les femmes d'Aucun le 17 germinal an II, 255.

COUDOUGNAN (de), conseiller au Parlement de Toulouse. — Chargé de procéder à l'enquête pour la révision de la Coutume du Lavedan, 272, 405.

COUR DE CASSATION. — Arrêt du 23 mars 1869, héritiers Mélouga, 234. — Arrêt du 25 août

1869, époux Baylac, 240. — Rescision de partage; arrêt du 16 février 1863, 314. — Pactes sur successions futures; arrêts des 11 juin et 9 juillet 1872, 315. — Donation imputée exclusivement sur la quotité disponible en cas de renonciation à la succession; arrêt du 3 août 1870, 343.

CURZON (Emm. de). — Communique les Documents A et B, 357, 366.

## D

DALLOZ. — Signale l'incertitude des règles du Code en certains cas, 344.

DANTY (l'abbé), curé de Moinein (Basses-Pyrénées). — Signale, le 22 juillet 1870, l'imminente destruction par le Code civil des petits propriétaires du Béarn, admirés avant 1789 par le révolutionnaire A. YOUNG. (Voir ce mot.) — Réclame pour eux le retour à la Liberté du testament, 82.

DEFOURNY (l'abbé), curé de Beaumont-en-Argonne. — Histoire de la communauté semi-urbaine de Beaumont-en-Argonne, au moyen âge, 54, 57, 384.

DELSOL. — Prend à l'Assemblée nationale l'initiative de la réforme des lois de succession en ce qui touche les droits de l'époux survivant, 353.

DELISLE (Léopold). — Ignorance générale touchant le moyen âge, 393.

DEMOLOMBE. — Critique certaines dispositions du Code, 343.

DESCARTES. — Cité comme un des trois types de la dernière grande époque de la France, 104.

DROZ (G.). — Autour d'une source : Portrait du montagnard, 223.

DUMOULIN, jurisconsulte, — Considère les coutumes comme injustes et bizarres, 385.

DUPANLOUP (Mgr). — Le Décalogue éternel, 383.

## E

ESTE (Maximilien d'), Archiduc d'Autriche. — Bel exemple de respect pour le testament, 366.

## F

FONTAINE (Henri). — Démonstre la nécessité d'étendre la quotité disponible, 327.

FORCADE LA ROQUETTE (de). — Signale au nom de la Commission supérieure de l'Enquête agricole les inconvénients du système du Code sur les partages d'ascendants, 323.

## G

GIGOT (A.), avocat. — Défend les intérêts des Mélouga devant la Cour de cassation, 234.

GAUTRELET, ancien avoué. — Documents précieux sur l'oppression cruelle exercée, par le Code civil et ses agents, sur les orphelins-mineurs de la très-petite propriété, *avertissement*, 303.

## H

HALLAY (Maurice). — Réclame la liberté de tester, 327, 336.

HALLER (Ch.-L.) — Opinion émise, en 1839, sur la Liberté de tester et les substitutions fidéicommissaires; 357.

HANAUER (l'abbé). — L'Alsace au moyen âge, 54.

HARMEL. — Montre comment le Code empêche les ouvriers d'arriver à la propriété de leur habitation, 341.

HELME. — Signale les sentiments des familles-souches d'agriculteurs pour la conservation intégrale de leur domaine, 330.

## J

JACQUIER (Ch.), avocat. — Cité pour son ouvrage : *Des Preuves et de la recherche de la paternité naturelle*, 288. — Réclame la Liberté de tester, 327.

JOINVILLE. — Prospérité de la France sous saint Louis, 62.

JURISCONSULTES SUISSES. — Réunis à Coire, en 1873, critiquent vivement les dispositions du Code qui interdisent les pactes sur successions futures, 347.

## L

LABOULAYE (E.). — Sur l'étude du vieux français, 395.

LACARRY (de), conseiller au Parlement de Toulouse. — Chargé de procéder à l'enquête pour la révision de la Coutume du Lavedan en 1768, 272, 405.

LAGRÈZE (de). — Histoire du droit dans les Pyrénées : Importance de la propriété territoriale, 257. — Bail des voisins et voisins de Cauterets en 1316, 264. — Condition des serfs, 265. — Fors et coutumes d'Azun en 1447, 268. — Rôle de l'aîné, 273. — Sentiments actuels des domestiques, 283. — Expulsion des vagabonds, 285. — Premières rédactions des Coutumes, 384. — Charte de Bigorre, 388. — Les États gardiens des franchises locales, 390. — Ca-

ractère spécial des coutumes des Pyrénées, 393. — Texte des fors et coutumes pyrénéens, 395.

LALLIER, président du tribunal de Sens. — Répartition des électeurs en catégories d'après la quotité de l'impôt, 285. — Décadence de la bourgeoisie de Vevey, 391.

LA ROCHE-LA-CARELLE (de). — Histoire du Beaujolais : Situation désavantageuse faite aux femmes par la Coutume du Beaujolais, 261. — Droit de bourgeoisie à Villefranche, 284. — Charte de Villefranche, 384. — Attachement du peuple pour ses fors, 390.

LAUGEL (A.). — L'Angleterre politique et sociale ; importance de la richesse territoriale, 256, 257.

LAVERGNE (Léonce de). — Réclame une modification à la loi de succession *ab intestat*, 330.

LOYAL SERVITEUR (LE). — Histoire du bon chevalier sans peur et sans reproche, le seigneur de Bayard, 253.

## M

MACHIAVEL. — La vraie méthode pour dissiper l'erreur ; épigraphe des Documents annexés, 355.

MALLEVILLE. — L'un des jurisconsultes du Conseil d'État favorables à la liberté du père de famille, 332.

MARCADÉ. — Critique certaines dispositions du Code, 343.

MAURER (de). — L'Allemagne occidentale au moyen âge, 54.

MONTAIGNE. — Vérité sur les désordres engendrés, aux mauvaises époques, par l'esprit de nouveauté de la jeunesse riche, 80.

MONTESQUIEU. — Erreur sur le classement des régimes sociaux, 5. — Vérité sur l'importance, au point de vue social, de la chasteté des femmes, 45. — Vérités sur les deux méthodes de réforme qui conviennent aux peuples en décadence, 108.

MOREAU D'ANDROY (A. de). — Réclame la liberté de tester, 327.

MORNY (duc de). — Efforts faits en 1865 pour la restauration de la Liberté testamentaire, 295.

## N

NAPOLÉON I<sup>er</sup> (S. M. l'empereur). — D'abord favorable à la restauration de l'autorité paternelle, 76. — Signale avec énergie les effets du Code civil, 78.

NAPOLÉON III (S. M. l'empereur). — Protection de la petite propriété par la restauration de la Liberté testamentaire, 295.

NOGUÈS, conseiller et procureur du roi au siège royal et consulaire de Barèges. — Réside en 1760 et en 1789 le Commentaire de la Coutume du Lavedan, 260, 261, 262, 263, 269, 274, 396, 406, 408, 410.

NOUGUÈS Y SECALL, jurisconsulte espagnol. — Analogie des vieux usages sur les deux versants des Pyrénées, 282.

## P

PINART, ancien ministre. — Réclame des réformes dans le régime actuel des successions, 327.

PLATON. — Les dangers du luxe, 80. — Origine divine des lois, 383.

PLUTARQUE. — Constate la situation élevée dont jouis-

saient, il y a vingt et un siècles, les femmes dans la famille basque, 43.

PONCINS (de). — Constate la véritable portée des cahiers de 1789 en ce qui touche les lois de successions, 322.

PORTALIS. — L'un des jurisconsultes du Conseil d'État favorables à la liberté du père de famille, 332.

## R

RAU. — Critique certaines dispositions du Code, 343.

RAYNEVAL (comte de). — Anecdote sur le Congrès de 1815, 96.

REQUIER (le premier président). — Propage la réforme des dispositions du Code sur les partages d'ascendants, 315, 323, 325; signale les sentiments des familles-souches d'agriculteurs pour la conservation intégrale de leur domaine, 338.

REVUE CATHOLIQUE DES INSTITUTIONS ET DU DROIT. — Organe des jurisconsultes partisans de la réforme, 288, 327, 334.

RIBBE (Ch. de). — Étude sur les familles-modèles de la Provence avant la révolution, 96, 286. — Signale les sentiments des familles-souches d'agriculteurs pour la conservation intégrale de leur domaine, 337.

RICHE, ancien président au Conseil d'État. — Exposé des motifs du projet de loi sur les ventes d'immeubles, 334.

ROUSSEAU (J.-J.). — Erreur sur la perfection originelle de l'homme, 105. — L'un des créateurs de l'ère actuelle de révolution et du désordre des esprits, 106.

ROUSSET (Camille). — Charme

et utilité de l'histoire du seigneur de Bayard, par *le Loyal Serviteur*, 253.

## S

SAINT AUGUSTIN. — Vérité sur la perversité des instincts naturels de l'enfance, 107. — Interprétation nécessaire d'un passage de la Bible, 107.

SAINT LOUIS. — Type de la première grande époque de la France, 61. — Possédait les quatre qualités essentielles à un roi, 61.

SAINT VINCENT DE PAUL. — Cité comme un des trois types de la dernière grande époque de la France, 104.

SAUZET, ancien président de la Chambre des députés. — Réclame des réformes dans le régime actuel des successions, 326.

SAVIGNY. — Sur les caractères du droit coutumier, 348.

SCHNEEGANZ, procureur général allemand à Colmar. — Signale les résultats funestes du Code pour les orphelins-mineurs de la petite propriété et réalise la réforme dans l'Alsace-Lorraine, 350.

SERRIGNY. — Signale la spoliation des orphelins-mineurs de la petite propriété par les lois fiscales, 351.

SOCIÉTÉ D'ÉCONOMIE SOCIALE. — Orphelins mineurs de la très-petite propriété, *Avertissement*, 303. — Domaines agglomérés et familles-souches du Lunenburg hanovrien, 22, 93. — Réunion des parcelles territoriales, 26. — Les Franco-Canadiens, 74. — Instruction sur la méthode d'observation dite des monographies de familles, 216. — La famille profanée par



les ventes après décès, 242. — Enquête sur l'application des lois de succession en Provence, 329, 330, 353. — L'organisation de la famille dans l'Isère et dans la Drôme, 330. — La conservation du foyer est souvent une charge pour l'héritier, 337.

SOCRATE. — Vérités sur les deux méthodes de réforme, 108.

STRABON. — Le caractère des Gaulois, 20. — A décrit, il y a dix-neuf siècles, l'organisation actuelle de la famille-souche chez les Basques, 43.

## T

TACITE. — Importance, au point de vue social, de la chasteté des femmes, chez les Germains, 45. — Signale la vie rurale comme la vraie force des Germains, 48.

TEISSIER (O.). — Cité pour ses études sur la transmission régulière des foyers de famille, du moyen âge à la révolution, 60.

TISSERAND. — La réunion des parcelles territoriales, 26.

TOCQUEVILLE (A. de). — Cité pour son ouvrage intitulé : *L'Ancien régime et la Révolution*, 72.

TRIBUNAUX D'APPEL des pays à familles-souches. — Réclament, en 1803, une plus grande liberté pour le père de famille, 333, 340. — Les Cours qui leur ont succédé cherchent vainement à atténuer les dispositions désastreuses du Code, 315, 345.

TROLONG (le premier président). — Autorité du testament, 243.

TRONCHET. — Ses erreurs sur le principe des lois de succession, 313.

## U

URQUHART (D.). — Vérités sur les égards mutuels imposés : aux nations, par le droit des gens; aux individus, par la dignité des manières que créent aux bonnes époques les rapports naturels de l'âge, de la parenté, de la hiérarchie, *Avertissement*. — Auteur d'un ouvrage ayant pour titre : *La Désolation de la chrétienté, par la substitution de la familiarité à la politesse*.

## V

VEAUCE (baron de). — Efforts faits en 1865, au Corps législatif, pour la restauration de la Liberté testamentaire, 302.

VRAIE. — Signale de nombreuses dispositions des lois fiscales ruineuses pour les familles, 326, 334.

## X

XÉNOPHON. — Vérités sur les deux méthodes de réforme qui conviennent aux peuples en décadence, 108.

## Y

YOUNG (A.). — Malgré ses tendances révolutionnaires, il admire avant 1789 : l'organisation des grandes familles-souches françaises, 52; l'organisation des familles-souches de paysans, 67, 82.





STACKS r HQ728.L6 1875x  
Le Play, Frederic,  
L'organisation de la famille selon le vr



3 5282 00348 1853